

**DOSSIER D'ENREGISTREMENT AU
TITRE DES I.C.P.E. pour la rubrique 2260
1a et 1510 :
« Site de Teillage de lin »**

**COOP AGRICOLE LINIERE
REGION D'ABBEVILLE**
Site : 18, route nationale 80140 Martainneville

Janvier 2023



Assisté de :

SARL ROUTIER ENVIRONNEMENT

19 rue Sadi Carnot BP 20007 - 80140 OISEMONT

☎ : 03.22.25.05.30 - 📠 : 03.22.25.79.63

Courriel : contact@routier-environnement.com

Table des matières

1. Préambule.....	5
2. Le demandeur.....	6
3. Références cadastrales.....	7
4. Historique.....	8
4.1. Historique des constructions.....	8
4.2. Historique des rubriques ICPE	8
4.2.1. Situation en 1981.....	8
4.2.2. Situation en 2004.....	8
4.2.3. Situation en 2016.....	10
5. Rubrique ICPE actuelle avec futur projet.....	11
6. Description du projet.....	13
6.1. Localisation	13
6.2. Activité	15
6.3. Projet.....	42
7. Plans du site.....	42
7.1. Plan au 1/25000 (sur la page suivante).....	42
7.2. Plan au 1/1000 avec périmètre 100 m	44
7.3. Plan au 1/1000 avec périmètre 35 m	44
8. Capacité techniques et financières	44
8.1. Moyens techniques	44
8.2. Moyens financiers.....	45
9. Compatibilité avec les prescriptions générales applicables de l'arrêté de la rubrique 2260	46
10. Compatibilité avec les prescriptions générales applicables de l'arrêté de la rubrique 1510 du projet.....	96
11. Compatibilité avec l'affectation des sols prévu par le document d'urbanisme des communes.....	158
12. Etat des lieux environnementaux sur site.....	161
12.1. Distance d'implantation	161
12.1.1. Tiers	161
12.1.2. Implantation des bâtiments	162
12.1.3. Puits, forages, sources,	163
12.2. Paysage	164
12.3. Analyse hydrogéologique	165
12.3.1. Le SDAGE.....	165

12.3.2.	Le SAGE.....	167
12.3.3.	Occupation du sol	169
12.3.4.	Contexte géologique et pédologique	170
12.3.5.	Masse d'eau souterraine	171
12.3.6.	Les captages d'eau destinés à la consommation.....	172
12.3.7.	Les eaux superficielles.....	174
12.4.	Les axes de ruissellement.....	177
12.5.	Incidence vis-à-vis des dispositions du SDAGE	179
12.5.1.	SDAGE Seine-Normandie.....	179
12.5.2.	SDAGE Artois-Picardie 2022-2027	189
12.6.	Incidence vis-à-vis du SAGE.....	198
12.6.1.	SAGE de la Bresle	198
12.6.2.	SAGE Somme aval et cours d'eau côtiers.....	198
12.7.	Mesure de bruit	199
12.7.1.	Etat acoustique initial	199
12.7.2.	Les conditions climatiques	200
12.7.3.	Conditions réglementaires	202
12.7.4.	Le mesurage.....	202
12.7.5.	Conclusion	224
12.8.	Les odeurs	225
12.9.	Les poussières	225
13.	Patrimoine naturel	227
13.1.	Natura 2000.....	227
13.1.1.	ZSC.....	227
13.1.2.	ZPS	232
13.2.	Incidence du projet sur le site Natura 2000 « Vallée de la Bresle »	233
13.3.	ZNIEFF	233
13.3.1.	ZNIEFF de type I.....	233
13.3.2.	ZNIEFF de type II	234
13.4.	Zone à dominante humide.....	235
13.5.	Patrimoine culturel.....	236
13.5.1.	Sites classés	236
13.5.2.	Sites inscrits.....	237
13.5.3.	Monuments historiques.....	238
14.	Etude de danger.....	239

14.1.	Effondrement de cavité et mouvement de terrain	239
14.2.	Inondation	240
14.3.	Pollution du sol	240
14.4.	Acte malveillant	241
14.5.	Impact de foudre	242
14.6.	Séisme	243
14.7.	Retrait-gonflement d'argile.....	243
14.8.	Canalisations de matières dangereuses	244
14.9.	Sécurisation du site	244
15.	Intégration paysagère	247
16.	Gestion des eaux pluviales	251
16.1.	Projet.....	251
16.2.	L'existant	253
17.	Incendie	261
17.1.	Projet.....	261
17.1.1.	Besoin en eau et aires pour les secours.....	261
17.1.2.	Rétention des eaux d'extinction :	261
17.1.3.	Localisation des risques.....	262
17.2.	Existant	263
18.	Gestion des déchets	271
18.1.	Programme national de prévention des déchets 2014-2020.....	271
18.2.	Comptabilité avec le plan régional de Prévention et de Gestion des déchets des Hauts-de-France	272
19.	Produits.....	274
20.	Eviter-Réduire-Compenser.....	276
20.1.	Eviter.....	276
20.2.	Réduire.....	277
20.3.	Compenser	277
21.	Remise en état du site après cessation.....	277
22.	Plan de protection atmosphère	278
23.	Demande d'aménagement des prescriptions	279

1. Préambule

LA COOP AGRICOLE LINIERE REGION D'ABBEVILLE exploite un site de teillage de lin depuis 1981. Depuis, il y a eu également plusieurs changements réglementaires. Au départ, le site était connu pour l'ancienne rubrique 394 (1981). En 2004, le site dépose un dossier d'autorisation concernant le teillage du lin (rubrique 2310) pour une capacité d'exploitation de 60 000 t/an. En 2016, une mise à jour des rubriques ICPE est réalisée le teillage de lin restant à 60 000 t/an mais un passage en déclaration pour la rubrique 1532 (dépôt de matériaux combustibles) avec une augmentation pour les entrepôts de stockage.

Suite à l'évolution réglementaire la rubrique 2310 est supprimée. Le site se retrouve donc concerné par la rubrique 2260 (Broyage, concassage, criblage ... des substances végétales et tous produits organiques naturels) en enregistrement. De même, le site est maintenant dans la rubrique 1510 concernant les entrepôts couverts.

La présente demande d'enregistrement porte sur site de teillage de lin sur les communes de Martainneville et Saint-Maxent dans le département de la Somme. Il vise à déclarer une extension en projet du site augmentant la production et la surface de stockage via deux nouveaux bâtiments. Le site se met également à jour sur la nouvelle réglementation ICPE.

Ce document constitue le dossier d'enregistrement au titre des rubriques 2260 et 1510 des installations classées pour l'environnement (ICPE). De plus, ce dossier est conforme à l'article R.512-46 du Code de l'Environnement sur la composition du dossier de demande d'enregistrement et à la réglementation en vigueur, dont le texte est ainsi cité.

- Arrêté du 22 octobre 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations du régime de l'enregistrement relevant de la rubrique n°2260 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Arrêté du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510, y compris lorsqu'ils relèvent également de l'une ou plusieurs des rubriques 1530, 1532, 2662 ou 2663 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

2. Le demandeur

Raison sociale	COOP AGRICOLE LINIERE REGION D'ABBEVILLE
Statut juridique	Société coopérative agricole
Nom du Président	M. Antoine BERTHE
Siège social	18, route nationale 80140 Martainneville
Code SIRET	78065002400018
Activité globale	Préparation de fibres textiles et filature (1310Z)
Rubriques ICPE principales	2260 : Broyage, concassage, criblage ... des substances végétales et tous produits organiques naturels (Enregistrement).
	1510 : Stockage de matières, produits ou substances combustibles dans des entrepôts couverts (Enregistrement).
Téléphone	03 22 28 51 09
Mail	vlesenne.calira@gmail.com

Le site existe depuis 1981 et a connu plusieurs évolutions depuis cette date notamment d'agrandissement. Il y a eu également plusieurs changements réglementaires. Au départ, le site était connu pour l'ancienne rubrique 394 (1981). En 2004, le site dépose un dossier d'autorisation concernant le teillage du lin (rubrique 2310) pour une capacité d'exploitation de 60 000 t/an. En 2016, une mise à jour des rubriques ICPE est réalisée le teillage de lin restant à 60 000 t/an mais un passage en déclaration pour la rubrique 1532 (dépôt de matériaux combustibles) avec une augmentation pour les entrepôts de stockage.

Suite à l'évolution réglementaire la rubrique 2310 est supprimée. Le site se retrouve donc concerné par la rubrique 2260 (Broyage, concassage, criblage ... des substances végétales et tous produits organiques naturels) en enregistrement. De même, le site est maintenant dans la rubrique 1510 concernant les entrepôts couverts.

Le site prévoit une extension de son site avec l'ajout d'un bâtiment de stockage et d'un bâtiment de production. Il est donc décidé de refaire un nouveau dossier complet incluant l'existant et le futur projet afin de mettre à jour le site par rapport à la nouvelle réglementation.

3. Références cadastrales

Le site est implanté sur le territoire de deux communes : Saint-Maxent (80140) et Martainneville (80140).

Parcelles cadastrales :

Communes	Section	Numéro	Superficie
Saint-Maxent	ZE	02	9070 m ²
Saint-Maxent	ZE	03	23950 m ²
Saint-Maxent	ZE	04	41456 m ²
Saint-Maxent	ZE	05	4185 m ²
Saint-Maxent	ZE	06	11485 m ²
Saint-Maxent	ZE	83	8617 m ²
Saint-Maxent	B	230	1520 m ²
Saint-Maxent	B	704	1158 m ²
Saint-Maxent	B	706	504 m ²
Saint-Maxent	B	828	45779 m ²
Martainneville	A	415	473 m ²
Martainneville	A	416	573 m ²
Martainneville	A	464	82 m ²
Martainneville	A	465	22 m ²
Martainneville	A	466	2952 m ²

Les attestations de propriété sont présentes en annexe 1.

4. Historique

4.1. Historique des constructions

1981-1985 : Construction d'un bâtiment de teillage de 3000 m² ; Installation de 3 chaînes de teillages et récupération des sous-produits ; Construction d'un bâtiment de stockage de 2900 m² et un atelier de réparation (600 m²).

1987 : Création d'une chaîne d'étoupes, afin de valoriser les produits des adhérents (1900 m²).

1989 : Création de nouveaux bureaux, sanitaires et réfectoire à proximité de l'outil de production (400 m²).

1991 : Création de cardage (préparation des fibres avant fabrication par des briseuses, finisseuses et petites peigneuses), afin de préparer les fibres, avant d'entrer en filature.

1993 : Poursuite des travaux de recherche concernant le rouissage enzymatique.

1994 : Construction d'un bâtiment de 1200 m² en vue de créer une deuxième carderie, avec le même procédé que la première.

2002 : Installation de 2 nouvelles chaînes de teillage avec traitement des sous-produits.

4.2. Historique des rubriques ICPE

4.2.1. Situation en 1981

Désignation de l'activité	Rubrique	Capacité de l'exploitation	Régime
Teillage du lin	394		A
Dépôt de bois, papier, carton	81	>1000 m ³	D

4.2.2. Situation en 2004

Désignation de l'activité	Rubrique	Capacité de l'exploitation	Régime	R.A.
Teillage du lin	2310	60 000 t/an	A	1 km
Dépôt de bois, papier, cartons ou matériaux combustibles analogues	1530	< 20 000 m ³	D	-
Compresseur d'air	2920	180 KW	D	-

Puissance installée				
Installation de distribution de liquide inflammable	1434	4,8 m3/h	D	-
Polychlorobiphényles	1180-1	-	D	-
Dépôt de produits agro-pharmaceutiques	1155	5 t	NC	-
Ensachage de produits végétaux	2260	36,3 KW	NC	-
Stockage de plastique	2662	30 m3	NC	-
Cardage	2311	>500 kg/j	NC	-
Liquide inflammable	1432	2,4 m3	NC	-

4.2.3. Situation en 2016

Rubrique	Libellé	CALIRA	Régime
2310	Rouissage (hors rouissage à terre) ou teillage du lin , du chanvre et autres plantes textiles. (Autorisation)	Teillage de lin 60 000 t/an	Autorisation
1530	Papier, carton ou matériaux combustibles analogues y compris les produits finis conditionnés (dépôt de) à l'exception des établissements recevant du public. Le volume susceptible d'être stocké étant : 1. supérieure à 50 000 m ³ . (Autorisation) 2. supérieure à 20 000 m ³ mais inférieure ou égale à 50 000 m ³ . (Enregistrement) 3. supérieure à 1 000 m ³ mais inférieure ou égale à 20 000 m ³ . (Déclaration)	Plus concerné (Voir rubrique 1532)	-
1532	Bois ou matériaux combustibles analogues y compris les produits finis conditionnés et les produits ou déchets répondant à la définition de la biomasse et visée par la rubrique 2910-A, ne relevant pas de la rubrique 1531 (stockage de), à l'exception des établissements recevant du public. Le volume susceptible d'être stocké étant : 1. Supérieur à 50 000 m ³ . (Autorisation) 2. Supérieur à 20 000 m ³ mais inférieur à ou égal à 50 000 m ³ . (Enregistrement) 3. Supérieur à 1 000 m³ mais inférieur ou égal à 20 000 m³. (Déclaration)	Dépôt de bois 19 800 m ³	Déclaration
1434	Liquides inflammables, liquides combustibles de point éclair compris entre 60°C et 93°C, fiouls lourds, pétroles bruts (installation de remplissage ou de distribution, à l'exception des stations-service visées à la rubrique 1435). 1. Installations de chargement de véhicules-citernes, de remplissage de récipients mobiles, le débit maximum de l'installation étant : a) Supérieur ou égal à 100 m ³ /h. (Autorisation) b) Supérieur ou égal à 5 m ³ /h, mais inférieur à 100 m ³ /h. (Déclaration soumise au Contrôle périodique) 2. Installations de chargement ou de déchargement desservant un stockage de ces liquides soumis à autorisation. (Autorisation)	Plus concerné (Voir rubrique 1435)	-
1435	Station-service : installations, ouverts ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules à moteur, de bateaux ou d'aéronefs. Le volume annuel de carburant liquide distribué étant 1. Supérieur à 40 000 m ³ . (Autorisation) 2. Supérieur à 20 000 m ³ mais inférieur ou égal à 40 000 m ³ . (Enregistrement) 3. Supérieur à 100 m ³ d'essence ou 500 m ³ au total, mais inférieur ou égal à 20 000 m ³ . (Déclaration soumise au contrôle périodique)	76 m ³ /an	Non classé
2260	Broyage, concassage, criblage, déchiquetage, ensilage, pulvérisation, trituration, granulation, nettoyage, tamisage, blutage, mélange, épluchage et décortication des substances végétales et de tous produits organiques naturels, y compris la fabrication d'aliments composés pour animaux, mais à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2220, 2221, 2225, 2226. 1. Traitement et transformation destinés à la fabrication de produits alimentaires d'une capacité de production de produits finis supérieure à 300 t/j. (Autorisation) 2. Autres installations que celles visées au 1 : a) la puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation étant supérieure à 500 kW. (Autorisation) b) la puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation étant supérieure à 100 kW mais inférieure ou égale à 500 kW. (Déclaration)	Granulation des anas = 255 kW	Déclaration
2662	Polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (stockage de). Le volume susceptible d'être stocké étant : 1. Supérieur ou égal à 40 000 m ³ (Autorisation) 2. Supérieure ou égal à 1 000 m ³ , mais inférieur à 40 000 m ³ (Enregistrement) 3. Supérieure ou égal à 100 m ³ , mais inférieur à 1 000 m ³ (Déclaration)	Stockage pastiques et polymères 29 m ³	Non classé
2311	Fibres d'origine végétale, cocons de vers à soie, fibres artificielles ou synthétiques (traitement de, par battage, cardage, lavage, etc.). La quantité de fibres susceptible d'être traitée étant : 1. supérieure à 5 t/j. (Autorisation) 2. supérieure à 500 kg/j, mais inférieure ou égale à 5 t/j. (Déclaration)	Fin de l'activité	Non classé

5. Rubrique ICPE actuelle avec futur projet

Rubrique	Libellé	CALIRA	Régime
2310	Rouissage (hors rouissage à terre) ou teillage du lin , du chanvre et autres plantes textiles. (Autorisation)	-	Abrogée le 24/11/2017
2260	Broyage, concassage, criblage ... des substances végétales et tous produits organiques naturels. Pour les activités relevant du travail mécanique, la puissance maximale de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installations étant : a. Supérieure à 500 kW (Enregistrement) b. Supérieure à 100 kW mais inférieure à 500 kW (Déclaration avec contrôle périodique)	Bat E (ligne de teillage 1, 2 et 3 et sous-produits teillage 1, 2 et 3) : 1600 kW Bat F (ligne teillage 4 et 5) : 1000 kW Bat H (granulation anas + teillage etoupes) : 1035 kW Projet Bat N (ligne teillage 6, 7 et 8) : 1600 kW Compresseur bat F : 90 kW Compresseur 1 et 2 bat H : 75 kW + 75 kW Compresseur bat C : 11 kW Compresseur bat Q : 15 kW Total : 5 501 kW	Enregistrement
1510	Stockage de matières, produits ou substances combustibles dans des entrepôts couverts Le volume des entrepôts étant : 1. Supérieur ou égal à 900 000 m ³ (Autorisation) 2. Supérieur ou égal à 50 000 m³ mais inférieur à 900 000 m³ (Enregistrement) 3. Supérieur ou égal à 5 000 m ³ mais inférieur à 50 000 m ³ (Déclaration avec contrôle périodique)	Bat B (anas) : 16 588,8 m ³ = 260 tonnes d'anas en sac Bat D (Filasse) : 28 600 m ³ = 1 778 tonnes Bat G1 (Pesée filasse et étoupe + consommables ficelle, sacheries) : 16 308 m ³ = 376 tonnes + 25 tonnes = 401 tonnes Bat G2 (Etoupes + lin teillés) : 5775 m ³ = 222 tonnes Bat H1 (Etoupe) : 11 174,4 m ³ = 635 tonnes Bat I (Etoupe) : 10 800 m ³ = 1158 tonnes Bat J (Paille) : 58 368 m ³ = 2130 tonnes Bat K (Paille) : 27 084,8 m ³ = 2112 tonnes Bat L (Paille sur remorque) : 15 640 m ³ = 288 tonnes Projet Bat M (Filasse/fibre/paille) : 28 286 m ³ = 2240 tonnes Total: 218 625 m³ et 11 224 tonnes	Enregistrement
1532	Bois ou matériaux combustibles analogues y compris les produits finis conditionnés et les produits ou déchets répondant à la définition de la biomasse et visée par la rubrique 2910-A, ne relevant pas de la rubrique 1531 (stockage de), à l'exception des établissements recevant du public. Le volume susceptible d'être stocké étant : 1. Supérieur à 50 000 m ³ . (Autorisation) 2. Supérieur à 20 000 m ³ mais inférieur à ou égal à 50 000 m ³ . (Enregistrement) 3. Supérieur à 1 000 m ³ mais inférieur ou égal à 20 000 m ³ . (Déclaration)	Plus concerné (Voir rubrique 1510).	-
2311	Traitement par battage, cardage, lavage etc. de fibres d'origine végétale. La quantité de fibres susceptibles d'être traitées étant : 1. Supérieure à 5t/j (Autorisation -1) 2. Supérieure à 500 kg/j mais inférieure ou égale à 5t/j (Déclaration)	Pas d'activité de peignage sur le site	Non concerné
2160	Silos et installations de stockage en vrac de céréales, grains, produits alimentaires ou tout produit organique dégageant des poussières inflammables, y compris les stockages sous tente ou structure gonflable. Silos plats : a) Si le volume total de stockage est supérieur à 15 000 m ³ (Enregistrement) b) Si le volume total de stockage est supérieur à 5 000 m ³ , mais inférieur ou égal à 15 000 m ³ (Déclaration avec contrôle périodique)	3 silos de 35 m ³ = 105 m ³	Non classé
2925	Ateliers de charge d'accumulateurs électriques 1. Lorsque la charge produit de l'hydrogène, la puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération étant supérieure à 50 kW (Déclaration)	18,24 kW	Non classé



	2. Lorsque la charge ne produit pas d'hydrogène, la puissance maximale de courant utilisable pour cette opération étant supérieure à 600 kW		
2930	Ateliers de réparation et d'entretien de véhicules et engins à moteur, y compris les activités de carrosserie et de tôlerie : 1. Réparation et entretien de véhicules et engins à moteur : a. La surface de l'atelier étant supérieur à 5 000 m2 (Autorisation - 1) b. La surface de l'atelier étant supérieure à 2 000 m2 mais inférieure ou égale à 5 000 m2 (Déclaration avec contrôle périodique)	Atelier de 450 m2	Non classé
4719	Substances et mélanges nommément désignés. Acétylène. La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. Supérieure ou égale à 1t (Autorisation – 2) 2. Supérieure ou égale à 250 kg mais inférieure à 1t (Déclaration)	2 bouteilles : 90 kg	Non classé
4725	Substances et mélanges nommément désignés. Oxygène. La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. Supérieur ou égale à 200 t (Autorisation – 2) 2. Supérieure ou égale à 2t mais inférieure à 200 t (Déclaration)	2 bouteilles : 75 kg	Non classé
1435	Stations-service : installations, ouvertes ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules. Le volume annuel de carburant liquide distribué étant : 1. Supérieur à 20 000 m3 (Enregistrement) 2. Supérieure à 100 m3 d'essence ou 500 m3 au total, mais inférieur ou égal à 20 000 m3 (Déclaration avec contrôle périodique)	76 m³/an	Non classé
4734	Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution : essences et naphthas ; kérosènes (carburants d'aviation compris) ; gazoles (gazole diesel, gazole de chauffage domestique et mélanges de gazoles compris) ; fioul lourd ; carburants de substitution pour véhicules, utilisés aux mêmes fins et aux mêmes usages et présentant des propriétés similaires en matière d'inflammabilité et de danger pour l'environnement. La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines, étant : 1. Pour les cavités souterraines et les stockages enterrés : a. Supérieure ou égale à 2 500 t (Autorisation – 2) b. Supérieure ou égale à 1 000 t mais inférieure à 2 500 t (Enregistrement) c. Supérieure ou égale à 50 t d'essence ou 250 t au total, mais inférieure à 1 000 t au total (Déclaration avec contrôle périodique)	2 cuves enterrées de GNR de 15 000 l soit 25,35 t + 1 cuve d'essence enterrée de 2 000 l soit 1,58 t Total = 26,93 t	Non classé
2662	Polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (stockage de). Le volume susceptible d'être stocké étant : 1. Supérieur ou égal à 40 000 m³ (Autorisation) 2. Supérieure ou égal à 1 000 m³, mais inférieur à 40 000 m³ (Enregistrement) 3. Supérieure ou égal à 100 m³, mais inférieur à 1 000 m³ (Déclaration)	Plus concerné (voir rubrique 1510)	Non concerné

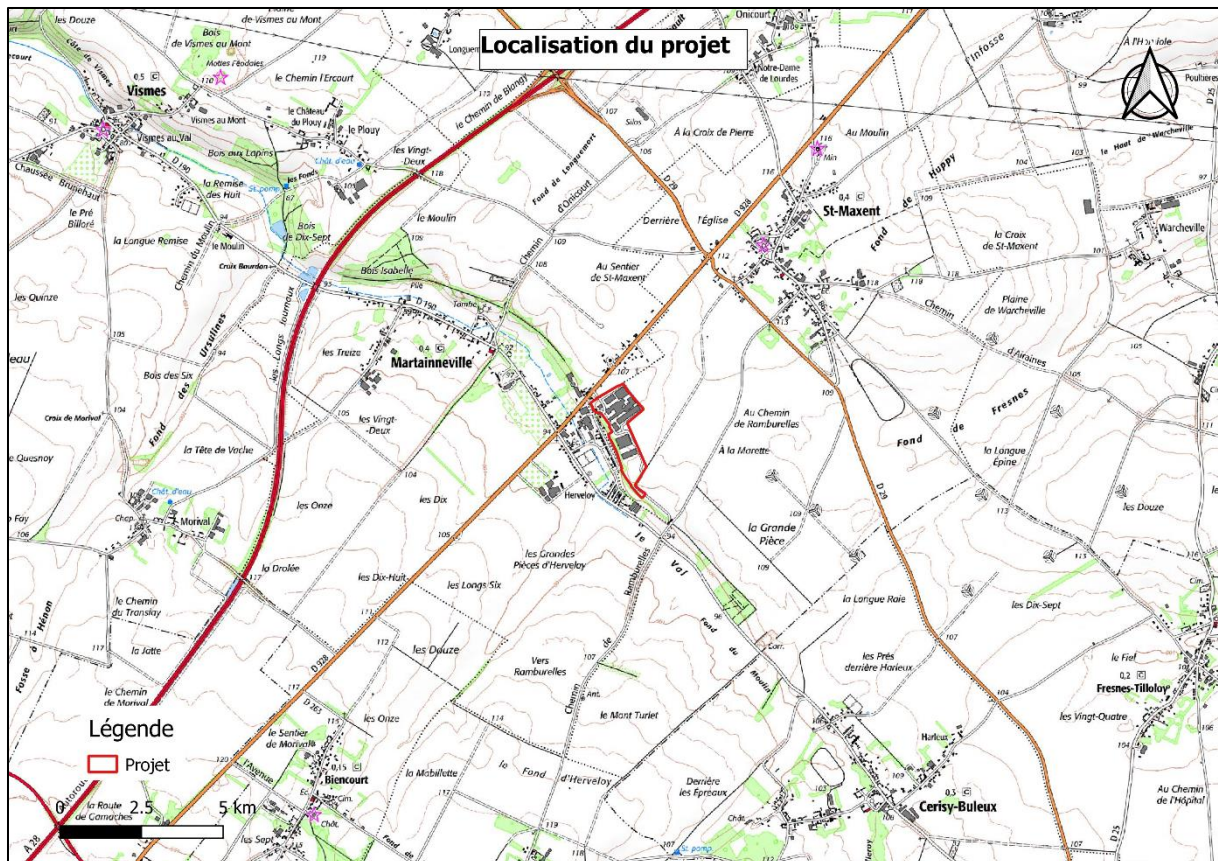
Rubrique loi sur l'eau :

Rubrique	Libellé	Calira	Régime
2150	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant : 1. Supérieure ou égale à 20 ha (Autorisation) 2. Supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha (Déclaration)	11,5 ha. Le projet d'extension = 10 658,69 m2 de bâtiment + 25 000 m2 imperméabilisé = 35 658,7 m2	Déclaration

6. Description du projet

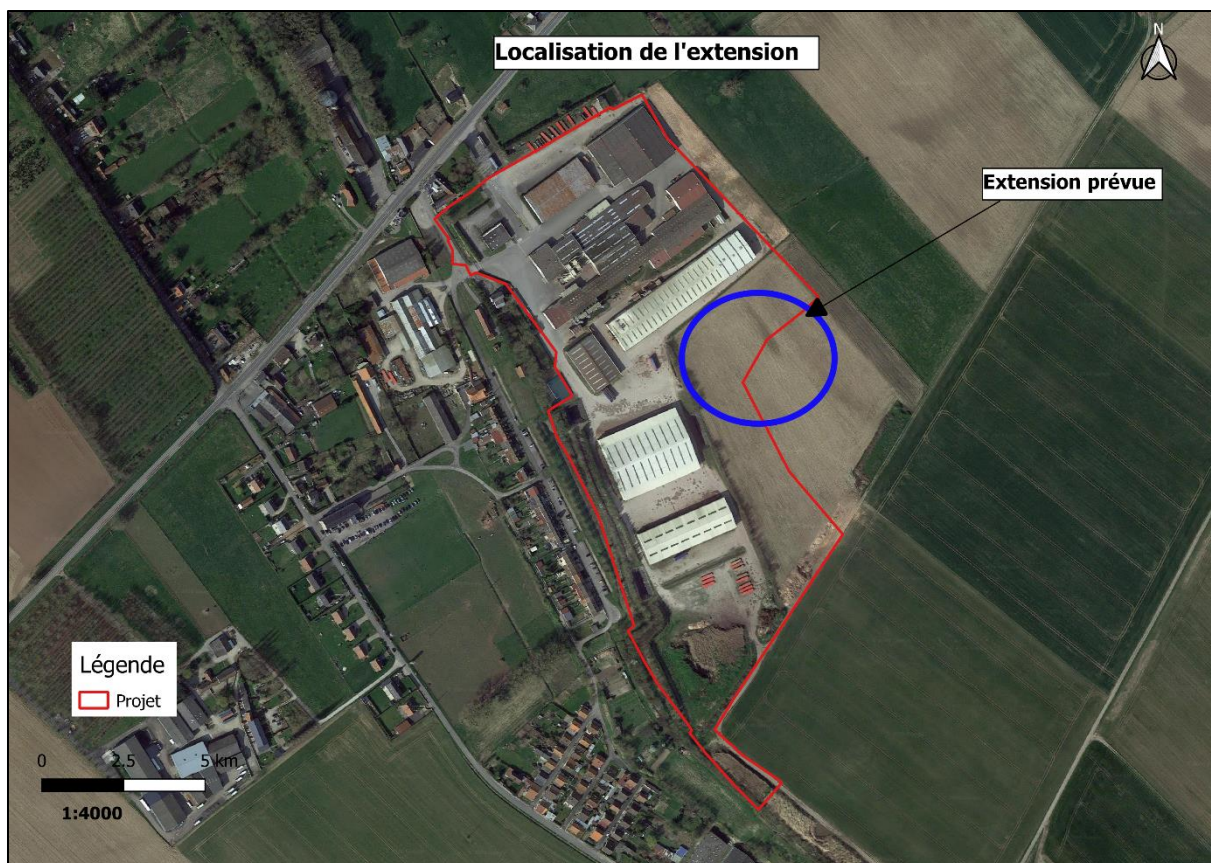
6.1. Localisation

Le siège de la coopérative se trouve au 18, route nationale à Martainneville (80140). La commune se situe à 42 km au nord-ouest d'Amiens et à 13 km au sud-ouest d'Abbeville. L'activité de teillage de lin se trouve également à cette adresse.



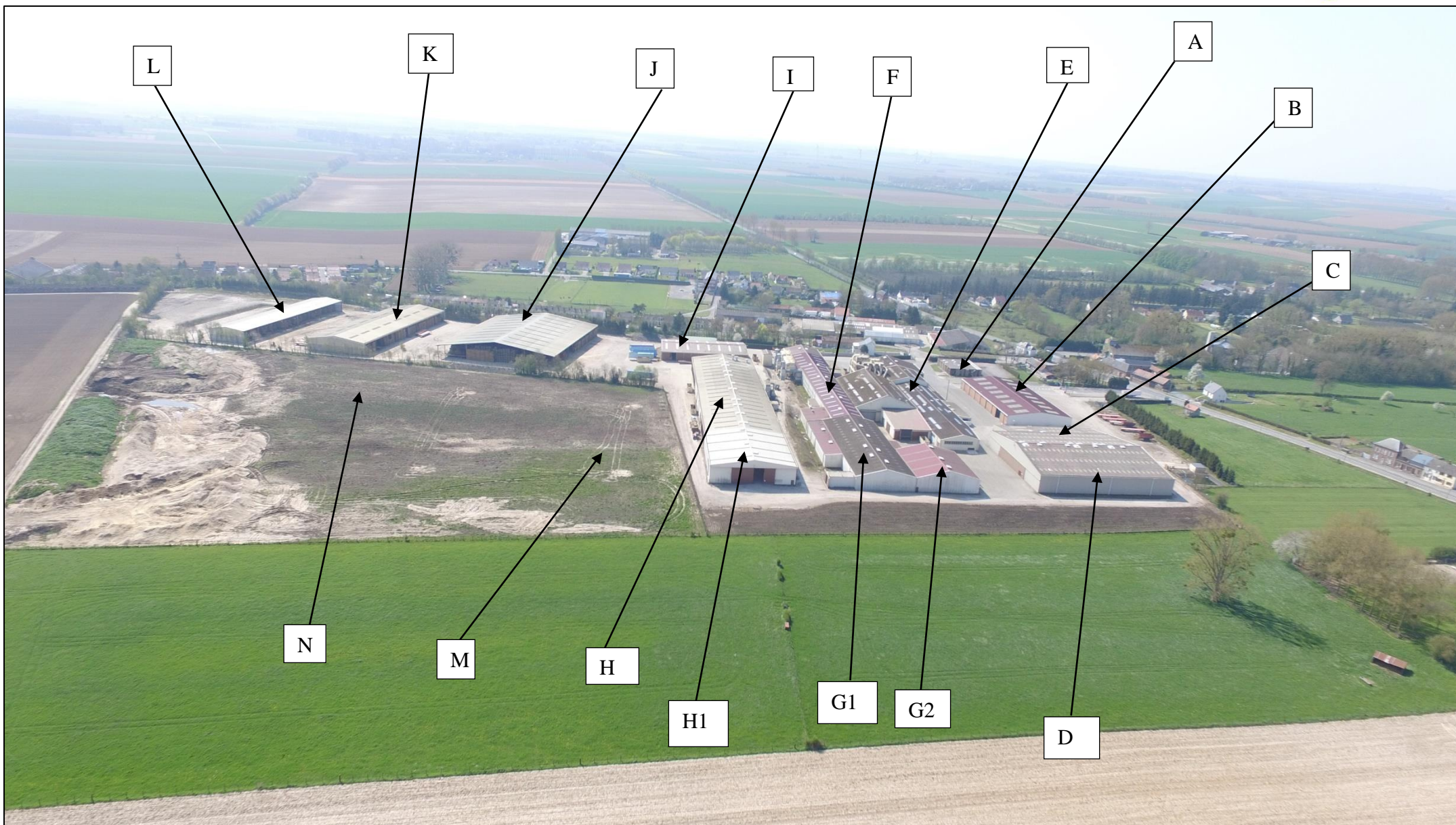
Le site se trouve sur le territoire de deux communes : Martainneville (80140) et Saint-Maxent (80140). Les autres communes alentours sont Biencourt, Cerisy-Buleux, Vismes, Dodelainville, Huppy, Le Translay, Ramburelles, Fresnes-Tilloloy, Grébault-Mesnil, Tours-en-Vimeu.

Le site est déjà implanté depuis 1981 et dont la dernière mise à jour date de 2016. Il est prévu de réaliser une extension sur le site avec l'ajout d'un bâtiment de stockage 28 286 m³ de filasse/produits finies et d'un bâtiment de production avec trois nouvelles lignes de production. L'extension se fera sur les parcelles cadastrales de Saint-Maxent ZE 4 et 6 au nord-est du site du côté éloigné des tiers.

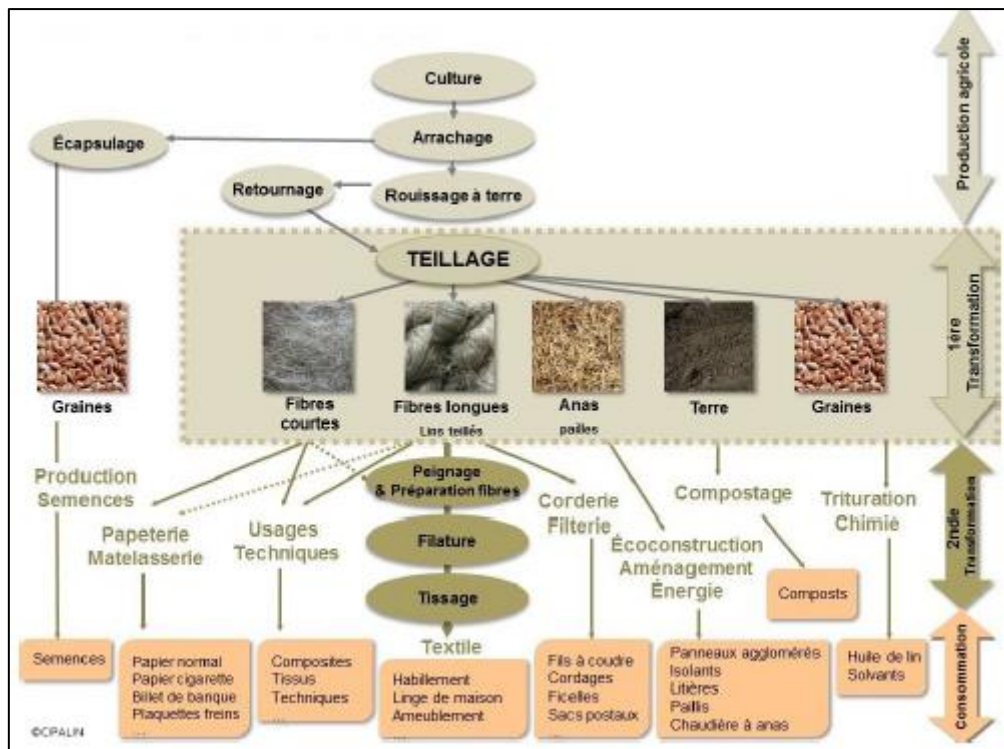


6.2. Activité

Désignation Bâtiment actuel	Usage actuel en 2020 (voir annexe 2 pour détail)
J	Stockage de paille de lin (58 368 m3)
I	Magasin Etoupes (10 800 m3)
H	H1 : Magasin etoupes (11 174,4 m3) + H2 : ligne de teillage etoupes
B	Stockage d'anas (16 588,8 m3)
D	Stockage de filasse (28 600 m3)
G	G1 : Stockage temporaire des filasses et etoupes pour peser (16 380 m3) G2 : Bureau cariste + poste 3
K	Stockage de paille déchargée et/ou sur remorque (27 084,8 m3).
A	Bureaux administratif et direction
E	Chaîne de teillage T1, T2 et T3, vestiaires, sanitaire, réfectoire, local CE, poste EDF, local électrique. Local ventilateur
F	Chaîne de teillage T4, T5, et réfectoire. Atelier et local compresseur T4,5
C	Atelier mécanique : 450 m ² d'atelier et 255 m ² de stockage de pièces détachées. Stockage acétylène, oxygène et autres produits.
L	Stockage de paille de lin sur remorque (15 640 m3)
N	Stockage filasse (28 286 m3)
M	Chaîne de teillage T6, 7 et 8



Filière du lin schéma :



Source : Guide des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement spécifique aux métiers du Teillage de lin et de chanvre

Les fibres du lin sont contenues dans l'enveloppe externe de la tige, communément appelée « paille ». Pour pouvoir les exploiter, il est nécessaire de les extraire et de les débarrasser du bois présent au centre de la tige, valorisé sous forme de paillettes de bois pour le jardinage, les litières animales, l'aggloméré

Il s'agit d'une extraction mécanique des fibres réalisées par battage de la matière (étape de décortication) puis séparation des différents produits obtenus.

Le teillage est la séparation des fibres du bois de la plante.

Lors du teillage, les graines de lin sont récupérées, puis la tige est battue pour enlever la cellulose. Les morceaux de cellulose récupérés sont appelés les « anas ».

Les fibres de lin contenues dans les tiges doivent pouvoir être extraites sans être emmêlées. Au contraire, elles doivent être constamment ajustées, égalisées, ordonnées, lissées. L'extraction des fibres doit être effectuée avec une grande précision de mouvements combinés.

Après la récolte les pailles de lin sont travaillées tout au long de l'année dans les usines de teillage. Cette première transformation de la paille a pour but d'extraire les fibres des tiges rouies.

Arrivées à l'usine, les pailles sont déroulées et étalées sous forme d'une nappe. Le travail de l'opérateur est très important pour obtenir une nappe bien régulière, dont la densité est d'environ 2 kg par mètre linéaire. Les tiges passent dans un égaliseur pour être parallélisées.

Lors de l'étirage, l'épaisseur de la nappe diminue progressivement en passant entre une série de disques dentés. Durant cette phase, sa vitesse linéaire est multipliée par 8 par le diviseur.

La séparation des fibres et des anas se fait par le passage dans des cylindres cannelés, à grosses dentures au début puis à fines dentures par la suite. Elles passent sous la cannelure des rouleaux avec un angle proche de 90°. Cette opération se fait alternativement coté pied, le bas de la tige, et coté tête, le haut de la tige.

Les fragments de pailles, appelés anas, sont récupérés par aspiration. Les fibres sont nettoyées par des tambours, munis de lames. Elles battent les tiges à une vitesse proche de 200 tours/min. Cette vitesse est adaptée en fonction des caractéristiques de chaque lot de paille. L'opération est effectuée successivement côté pied et côté tête.

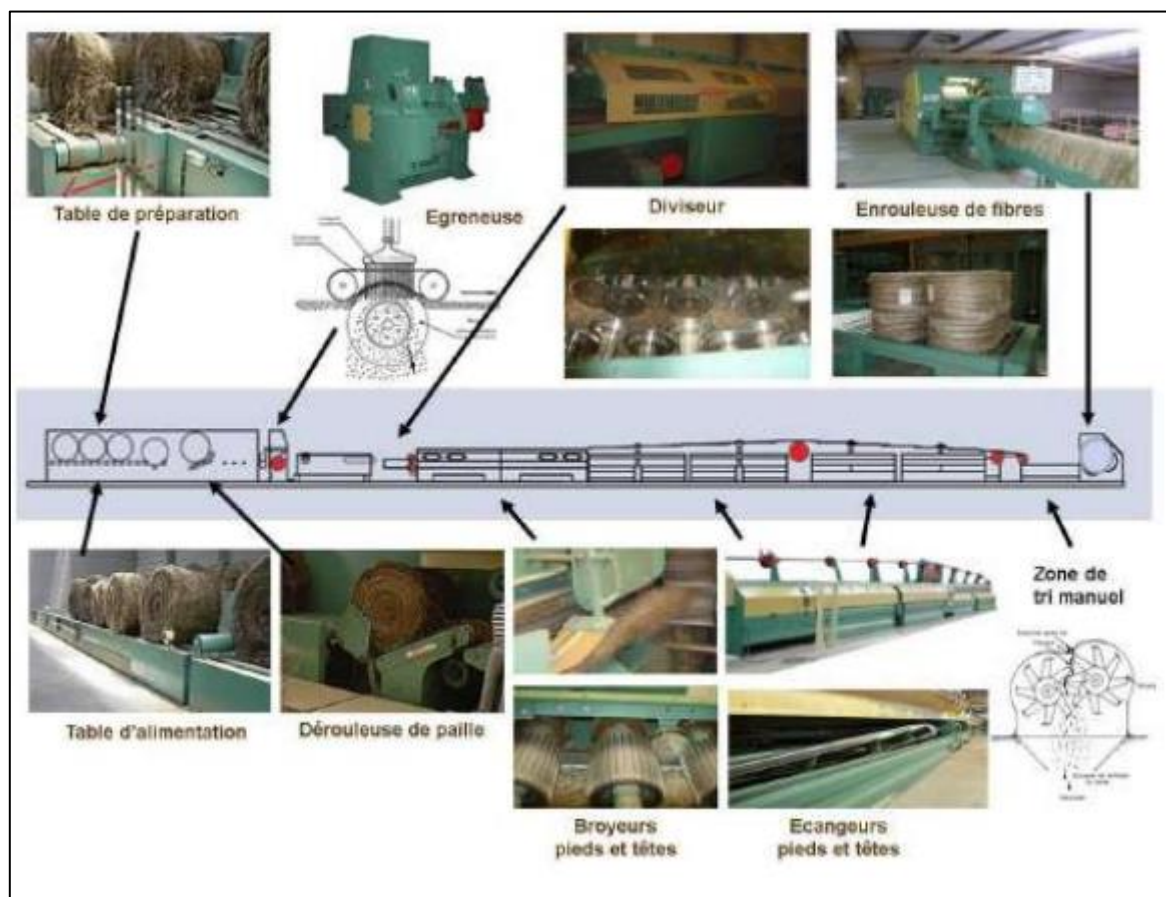
Les fibres courtes, moins résistantes, sont récupérées par aspiration sous la teilleuse.

En bout de ligne, les opérateurs font un tri afin d'homogénéiser les lots. Le lin teillé ou fibres longues est conditionné en balles ou en rouleaux d'environ 100 kg.

Ces fibres longues représentent 15 à 25 % de la plante.

Un hectare de lin produit en moyenne 1 500 kg de lin teillé.

Les anas et les fibres courtes sont ensuite séparés par battage et secouage.



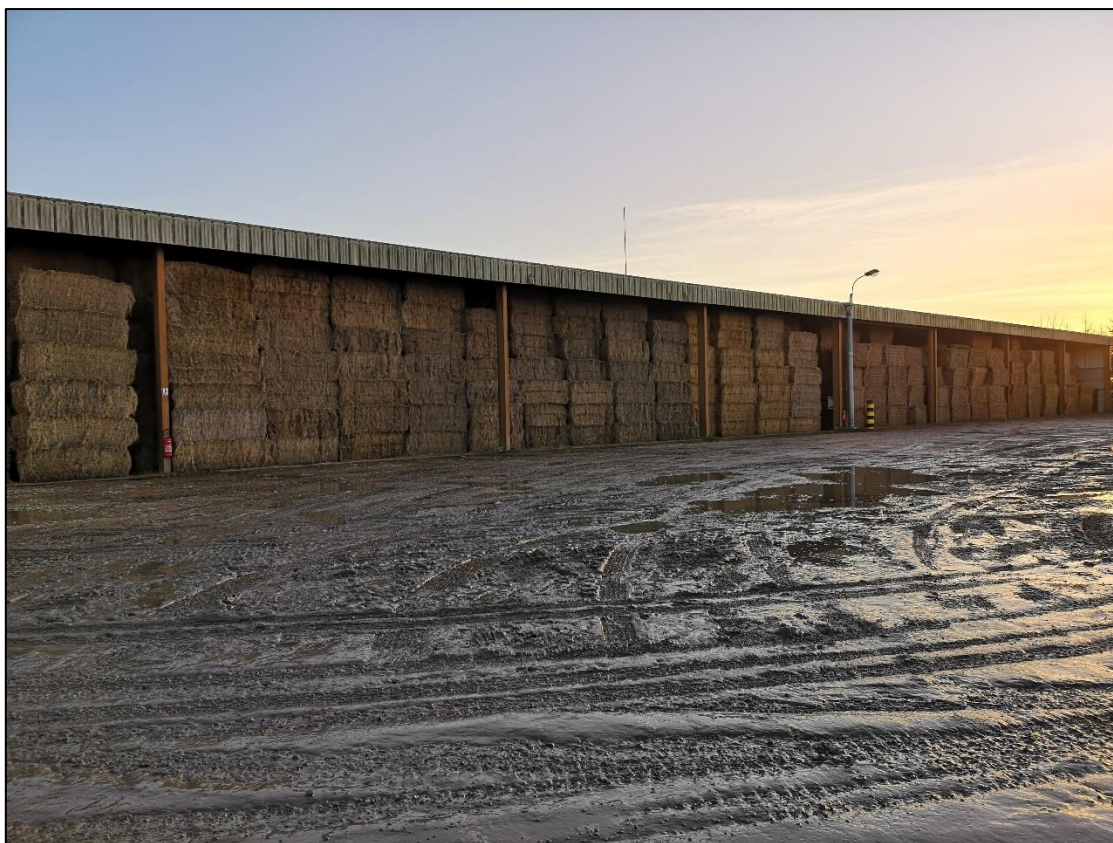
Bâtiment I :



Bâtiment J :



Bâtiment K :



Bâtiment L :



Bâtiment H :



Lignes de production (bât H) :







Zone de production de granulés (Bât H) :



Stockage fibre courte (Bât H) :



Entrée Bâtiment G :

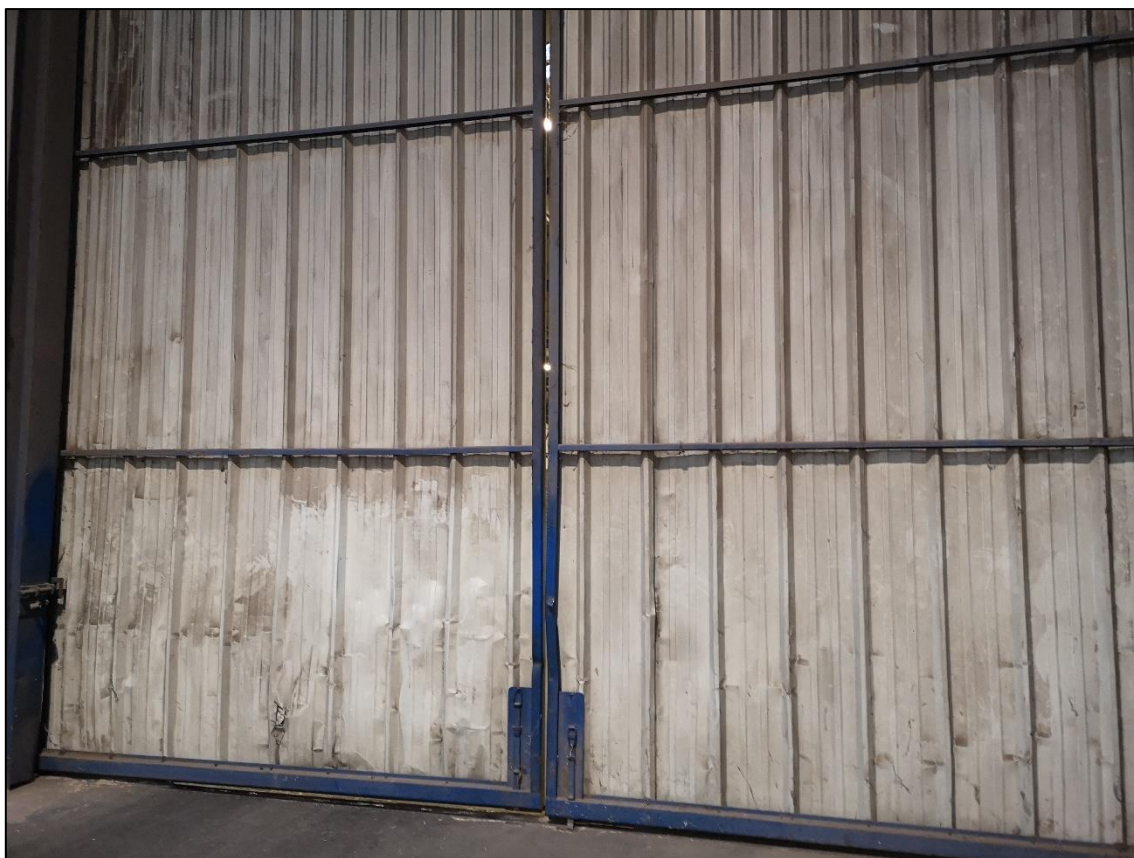


Stockage temporaire (Bât G) :





Séparation bâtiment G et E :



Chaîne de production (Bât E) :





Arrivage des lignes de production (Bât E) :



Entrée de ligne (Bât E) :



Déroutage des ballots (Bât E) :



Alignement (Bât E) :



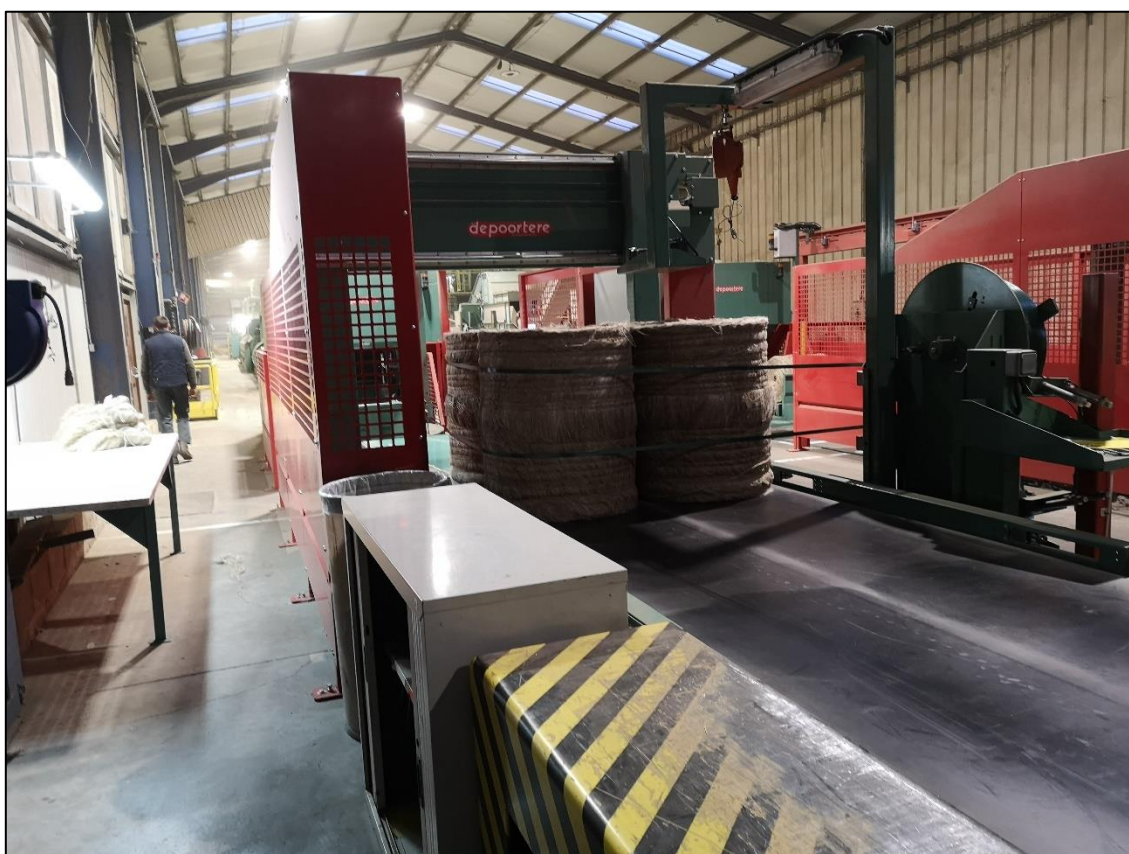
Broyage tête et queue des fibres (Bât E) :



Vérification des qualités fibres (bât E) :



Sortie en ballots (bât E) :



Sortie troisième ligne (bât E) :



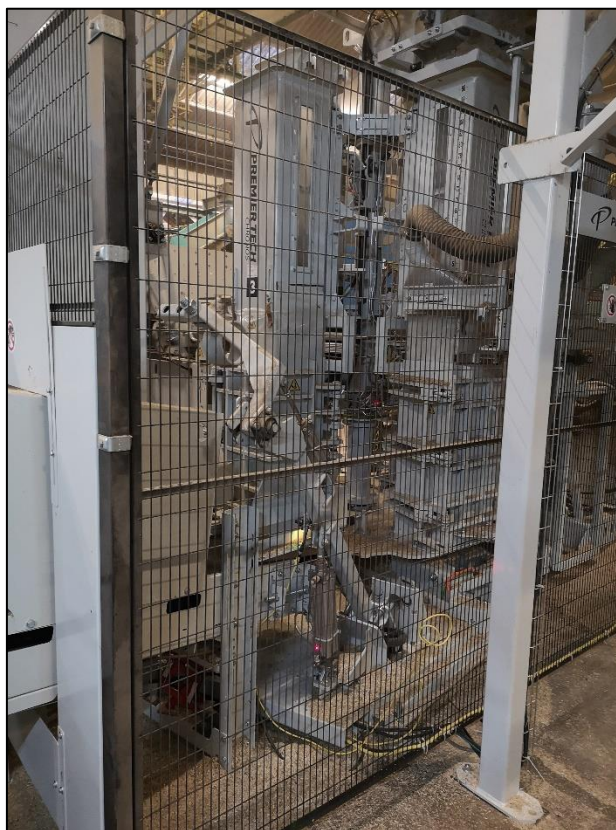
Local refroidissement/ventilation (bât E) :



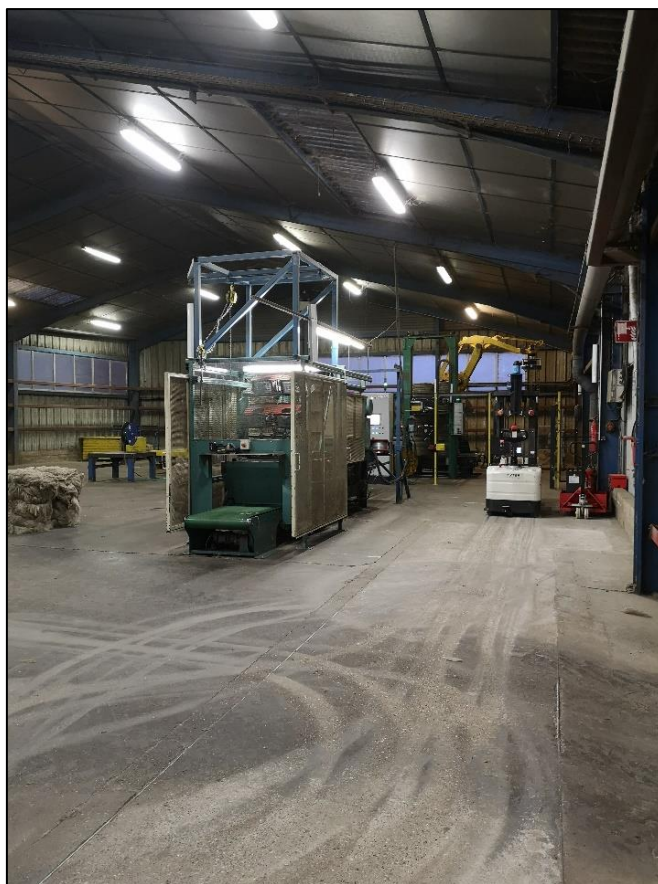
Atelier et local compresseur (bât F) :



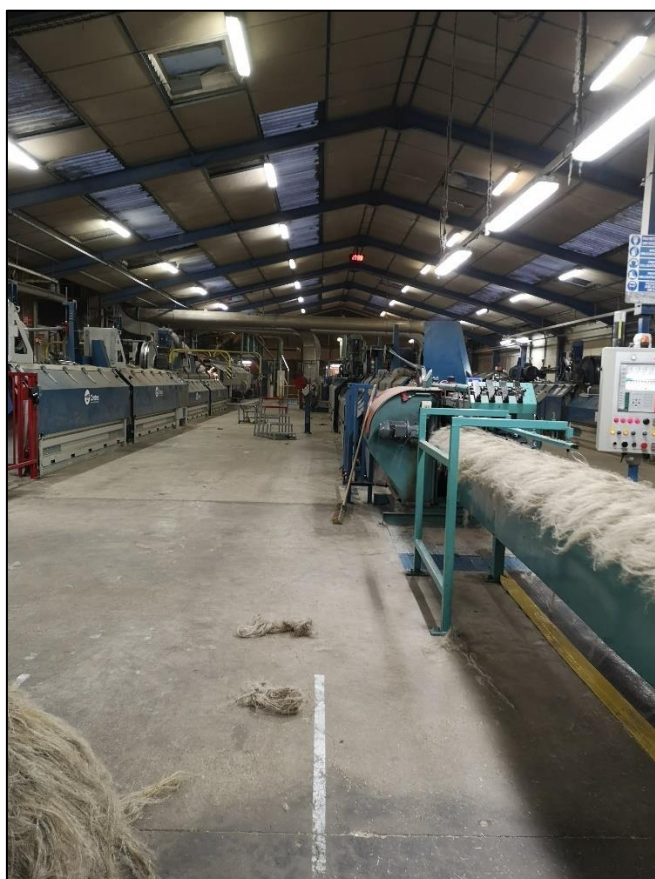
Emballage (bât F) :



Emballage (bât F) :



Ligne de production (bât F) :



Bâtiment C :



Zone pièces détachées (bât C) :



Stockage huile (bât C) :



Stockage filasse bâtiment D (28 600 m3) :



Stockage anas bâtiment B (16 588,8 m3) :



6.3. Projet

Pour faire face à la demande croissante de produits finis, le site prévoit la construction de deux nouveaux bâtiments sur la zone est du site en terrain agricole. Il s'agira là d'un bâtiment de stockage de filasse de 28 286 m³ permettant l'augmentation du stock actuel du site avant production et d'un autre bâtiment de production comportant 3 nouvelles lignes de teillage de puissance 1600 kW au total qui permettra d'augmenter le rendement du site. Ce bâtiment de production comprendra deux zones de chargement, une pour la paille et l'autre pour les anas, deux locaux électriques, un local poussière, un local échantillonnage, un atelier, un bureau de production et une zone filtre. Le reste du bâtiment sera destiné au teillage.



7. Plans du site

7.1. Plan au 1/25000 (sur la page suivante)



7.2. Plan au 1/1000 avec périmètre 100 m

Cf. Annexe 3.

7.3. Plan au 1/1000 avec périmètre 35 m

Cf. Annexe 3.

8. Capacité techniques et financières

8.1. Moyens techniques

Le site emploie 105 salariés permettant de faire fonctionner le site. Ces salariés sont tous formés à la sécurité incendie et au secourisme et font également l'objet d'une formation sur le fonctionnement du site et des machines. Les conducteurs tracteurs et poids lourd possèdent tous le permis requis.

M. DELAPORTE président de la coopérative et gestionnaire du site possède une expérience 25 ans et un diplôme d'ingénieur agricole (cf. annexe 22). Le recrutement est effectué directement par lui afin de choisir des salariés compétents dans le domaine.

L'activité se fait 24h sur 24.

Le site possède 5 lignes de teillage pour la production. Le projet compte amener trois lignes supplémentaires.

Plusieurs nacelles et manitous sont présents sur le site afin d'assurer les différents acheminements de produits entre les bâtiments. Deux nacelles sont automatisées et fonctionnent seul.

Plusieurs tracteurs et remorques sont présents sur le site afin d'assurer l'apport sur site de la matière première et leur acheminement vers les lignes de production.

Un atelier est présent avec des pièces détachées et outils permettant un remplacement rapide de pièce en cas de panne d'une des lignes de production. L'atelier permet également la réparation de remorques et tracteurs rapidement. L'atelier est géré par un salarié réalisant la mécanique.

8.2. Moyens financiers

Le bilan financier du site est disponible en annexe 4 montrant le bon équilibre financier et la capacité du site à réaliser un tel projet.

9. Compatibilité avec les prescriptions générales applicables de l'arrêté de la rubrique 2260

Prescriptions	Réponses du site partie projet bâtiment N	Réponses du site partie existante bâtiments E, F et H2	Conformité du projet
<p>Article 4 ICPE</p> <p>L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - une copie de la demande d'enregistrement et du dossier qui l'accompagne ; - le dossier d'enregistrement tenu à jour et daté en fonction des modifications apportées à l'installation ; - l'arrêté d'enregistrement délivré par le préfet ainsi que tout arrêté préfectoral relatif à l'installation, s'il y en a ; - les résultats des mesures sur les rejets dans l'air, les rejets en eau et le bruit des cinq dernières années, s'il y en a ; <ul style="list-style-type: none"> - le registre rassemblant l'ensemble des déclarations d'accidents ou d'incidents faites à l'inspection des installations classées ; - les différents documents prévus par le présent arrêté, à savoir : <ul style="list-style-type: none"> a) Le plan de localisation des risques (cf. article 8) ; b) Le registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus (cf. article 9) ; c) Le plan général des stockages (cf. article 9) ; d) Les fiches de données de sécurité des produits présents dans l'installation (cf. article 9) ; e) Les justificatifs attestant des propriétés de résistance au feu des locaux à risque (cf. article 11) ; f) La justification de la disponibilité effective des débits et le 	<p>L'exploitant aura en sa possession les différents documents énumérés dans cet article en cas de contrôle de l'inspection.</p>	<p>L'exploitant aura en sa possession les différents documents énumérés dans cet article en cas de contrôle de l'inspection.</p>	<p>Conforme</p>

<p>cas échéant des réserves d'eau (cf. article 14) ;</p> <p>g) Les éléments justifiant la conformité, l'entretien et la vérification des installations électriques, (cf. article 16) ;</p> <p>h) Le registre relatif à la vérification périodique et à la maintenance des équipements (cf. article 23) ;</p> <p>i) Les consignes de sécurité et les procédures d'exploitation (cf. article 24) ;</p> <p>j) Le plan des réseaux de collecte des effluents (cf. article 29) ;</p> <p>k) Les justificatifs du bon traitement des déchets générés par l'installation (cf. article 49) ;</p> <p>l) Le cahier d'épandage s'il y a lieu (cf. article 50) ;</p> <p>m) Le programme de surveillance des émissions (cf. article 51).</p> <p>Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>			
<p>Article 5 Implantation L'installation est implantée à une distance minimale de 10 mètres des limites de l'établissement. L'installation ne se situe pas au-dessus ou en dessous de locaux habités ou occupés par des tiers.</p>	<p>Les bâtiments sont implantés à plus de 10m des limites de propriété (cf. 12.1.2 page 162).</p> <p>L'installation ne se trouve pas au-dessus ou en dessous de locaux habités.</p>	<p>Les bâtiments sont implantés à plus de 10m des limites de propriété (cf. 12.1.2 page 162).</p> <p>L'installation ne se trouve pas au-dessus ou en dessous de locaux habités.</p>	Conforme
<p>Article 6 Envol de poussière L'exploitant adopte les dispositions suivantes : - les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.) et convenablement nettoyées ; - les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela</p>	<p>Les voies de circulation et stationnement sont en macadam et imperméables. Leur pente permet un acheminement des eaux vers les points bas du site. Une aire de lavage se trouve sur le site pour nettoyer les</p>	<p>Les voies de circulation et stationnement sont en macadam et imperméables. Leur pente permet un acheminement des eaux vers les points bas du site. Une aire de lavage se trouve sur le site pour nettoyer les</p>	Conforme

<p>des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules sont prévues en cas de besoin ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - les surfaces où cela est possible sont engazonnées ou végétalisées ; - des écrans de végétation sont mis en place, si cela est possible. 	<p>différents véhicules.</p> <p>Les parties périphériques du site sont végétalisées. Un écran végétal est présent du côté ouest et nord du site où les tiers les plus proches sont présents (cf. 15 page 247)</p>	<p>différents véhicules. Les eaux de lavage sont collectées, traitées par un débourbeur-déshuileur et dirigées vers le réseau eaux pluviales du site.</p> <p>Les parties périphériques du site sont végétalisées. Un écran végétal est présent du côté ouest et nord du site où les tiers les plus proches sont présents.</p>	
<p style="text-align: center;">Article 7 Intégration dans le paysage</p> <p>L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour satisfaire à l'esthétique du site. L'ensemble du site est maintenu en bon état de propreté (peinture, plantations, engazonnement, etc.).</p>	<p>Le site est bordé par un écran végétal du côté des tiers les plus proche (cf. 15 page 247 et permis de construire en annexe 5). Le site est maintenu en bon état de propreté avec un nettoyage à la fin de chaque poste et un nettoyage approfondi les vendredi après-midi (soufflage, aspiration et balayage), la cour est balayée avec une balayeuse sur manitou).</p>	<p>Le site est bordé par un écran végétal du côté des tiers les plus proche (cf. 15 page 247 et permis de construire en annexe 5). Le site est maintenu en bon état de propreté avec un nettoyage à la fin de chaque poste et un nettoyage approfondi les vendredi après-midi (soufflage, aspiration et balayage), la cour est balayée avec une balayeuse sur manitou).</p>	Conforme
<p style="text-align: center;">Article 8 Localisation des risques</p> <p>L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, des procédés ou des activités réalisés,</p>	<p>Les plans sont disponibles en annexe 3.</p> <p>Concernant la rubrique 2260, le risque est quasiment nul car il n'y a pas de stockage dans les bâtiments</p>	<p>Les plans sont disponibles en annexe 3.</p> <p>Concernant la rubrique 2260, le risque est quasiment nul car il n'y a pas de stockage dans les bâtiments teillage.</p>	Conforme

<p>sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.</p> <p>L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant ces risques.</p>	<p>teillage. Les balles de pailles sont mises en place en début de ligne de process pour être reprise en bout de ligne après teillage. Le risque ATEX se trouve uniquement au niveau des filtres de dépoussiérage comme l'étude réalisé en annexe 40 le montre. La localisation de ces filtres et donc la localisation des risques se trouvent en annexe 40 également. Un plan précis ATEX va être réalisé. Concernant les bâtiments projet, le filtre se trouve au niveau du local poussière. Le schéma du type de risque est présent au paragraphe 17.1.3 page 262. Concernant le nettoyage, un système d'aspiration se fera par un système sous les lignes de teillage dirigeant la poussière vers le système de dépoussiérage (il n'y a pas d'appareil manuel d'aspiration et de souffleuse sur le site). Les appareils ne présenteront donc pas de risque incendie et explosion.</p>	<p>Les balles de pailles sont mises en place en début de ligne de process pour être reprise en bout de ligne après teillage. Le risque ATEX se trouve uniquement au niveau des filtres de dépoussiérage comme l'étude réalisé en annexe 40 le montre. La localisation de ces filtres et donc la localisation des risques se trouvent en annexe 40 également. Concernant les bâtiments projet, le filtre se trouve au niveau du local poussière. Un plan précis ATEX va être réalisé. Le schéma du type de risque est présent au paragraphe 17.1.3 page 262. Concernant le nettoyage, un système d'aspiration se fera par un système sous les lignes de teillage dirigeant la poussière vers le système de dépoussiérage (il n'y a pas d'appareil manuel d'aspiration et de souffleuse sur le site). Les appareils ne présenteront donc pas de risque incendie et explosion. Une dérogation se trouve au</p>	
--	---	---	--

	Une dérogation se trouve au paragraphe 23 page 279	paragraphe 23 page 279	
<p>Article 9</p> <p>Etat des stocks de produits dangereux L'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité.</p> <p>L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours.</p>	<p>Fiche de données sécurité en annexe 6. Un registre des produits dangereux est tenu avec leur quantité. Ces différents produits sont présents dans l'atelier (bâtiment C) (cf. 19 page 274)</p>	<p>Fiche de données sécurité en annexe 6. Un registre des produits dangereux est tenu avec leur quantité. Ces différents produits sont présents dans l'atelier (bâtiment C). Leurs quantités sont faibles (cf. 19 page 274).</p>	Conforme
<p>Article 10</p> <p>Propreté des locaux Tous les locaux occupés par du personnel sont débarrassés régulièrement des poussières recouvrant le sol, les parois, les chemins de câbles, les gaines, les canalisations, les appareils et les équipements et toutes les surfaces susceptibles d'en accumuler.</p> <p>La fréquence des nettoyages est fixée sous la responsabilité de l'exploitant et précisée dans les procédures d'exploitation. Les dates de nettoyage sont indiquées sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Le nettoyage est réalisé à l'aide d'appareils qui présentent toutes les garanties de sécurité nécessaires pour éviter l'incendie et l'explosion.</p> <p>Toutes dispositions sont prises en permanence pour empêcher l'introduction et la pullulation des insectes et des nuisibles, ainsi que pour en assurer la destruction.</p>	<p>Le projet suivra majoritairement le même principe que l'existant.</p> <p>Le projet sera maintenu en bon état de propreté avec un nettoyage à la fin de chaque poste et un nettoyage approfondi les vendredi après-midi comme l'existant. (Aspiration automatique intégrée sous teilleuse, la poussière est amenée à l'aide d'un balai raclette vers l'aspiration de la teilleuse qui amène la poussière vers le système de dépoussiérage), la cour sera balayée avec une balayeuse sur manitou, balayage</p>	<p>Le site est maintenu en bon état de propreté avec un nettoyage à la fin de chaque poste et un nettoyage approfondi les vendredi après-midi (aspiration automatique intégrée sous teilleuse, la poussière est amenée à l'aide d'un balai raclette vers l'aspiration de la teilleuse qui amène la poussière vers le système de dépoussiérage), Le système de dépoussiérage permet d'éviter l'accumulation de poussière dans l'air. L'usage du balai raclette ne peut donc pas provoquer de risque explosion. La cour est</p>	<p>Non conforme</p> <p>-</p> <p>Demande d'aménagement des prescriptions réalisée en page 279</p>

	<p>extérieur. L'aspiration sera automatique sous les lignes de tailleuse et sera envoyé directement vers le système de dépoussiérage, il n'y a donc pas d'accumulation. Au niveau du système de dépoussiérage, des événements d'explosion et des trappes coupe-feu permettront d'éviter le risque explosion au niveau des filtres comme l'existant (voir annexe 40 zone atex). Le balayage intérieur se fera à l'aide de balais raclettes manuels vers le système d'aspiration automatique des tailleuses (pas de risque d'accumulation de poussière via le balai raclette). Une dérogation se trouve au paragraphe 23 page 279. Une fois par an un nettoyage très poussé sera réalisé (après chaque fin de campagne) pendant une durée de 2 jours (nettoyage des poutres, etc, ...)</p> <p>Un registre tiendra à jour les dates de nettoyage.</p> <p>Projet non exposé à la</p>	<p>balayée avec une balayeuse sur manitou, balayage extérieur). L'aspiration est automatique sous les lignes de tailleuse et envoyé directement vers le système de dépoussiérage, il n'y a donc pas d'accumulation. Au niveau du système de dépoussiérage, des événements d'explosion et des trappes coupe-feu permettent d'éviter le risque explosion au niveau des filtres. Le système de dépoussiérage est décrit dans les analyses poussières en annexe 27. Le balayage intérieur se fait à l'aide de balais raclettes manuels vers le système d'aspiration automatique des tailleuses (pas de risque d'accumulation de poussière via le balai raclette). Une dérogation se trouve au paragraphe 23 page 279. Une fois par an un nettoyage très poussé est réalisé (après chaque fin de campagne) pendant une durée de 2 jours (nettoyage des poutres, etc, ...).</p>	
--	--	---	--

	<p>pullulation d'insecte. Un contrat est en œuvre pour le contrôle des rongeurs. Un plan dératisation avec appât sera en place. Une personne sera en charge de relever les appâts régulièrement. Le projet n'émettra aucune odeur et n'est pas source à attirer des insectes (produit paille, lin, ...). Les mouches ou autres petits insectes ne sont pas attirés. De même, les déchets du projet ne seront pas émettrice d'odeur et seront stockés à l'écart des zones de production. Le système est conçu en particulier pour le teillage de lin et ses problématiques.</p>	<p>Un registre tient à jour les dates de nettoyage. Un papier permet la formalisation du nettoyage (voir annexe 25). Projet non exposé à la pullulation d'insecte. Un contrat est en œuvre pour le contrôle des rongeurs. Un plan dératisation avec appât est en place (voir annexe 26 avec localisation des appâts). Une personne est en charge de relever les appâts régulièrement. Le site n'émet aucune odeur et n'est pas source à attirer des insectes (produit paille, lin, ...). Les mouches ou autres petits insectes ne sont pas attirés. De même, les déchets du site ne sont pas émettrice d'odeur et sont stockés à l'écart des zones de production. L'utilisation du balai raclette est suffisante compte tenu de l'automatisation de l'aspiration sous les tailleuses et le système de dépoussiérage permettant de récupérer la poussière en suspension dans les bâtiments. Le système est</p>	
--	--	---	--

		conçu en particulier pour le teillage de lin et ses problématiques	
<p align="center">Article 11 Comportement au feu</p> <p>I. Le bâtiment abritant l'installation présente au moins les caractéristiques de comportement au feu suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la structure est de résistance au feu R 30 ; - les murs extérieurs sont de réaction au feu A2s1d0. <p>II. Le bâtiment abritant l'installation est installé à plus de 20 mètres des locaux occupés ou habités par des tiers. Cette distance minimale pourra ne pas être respectée si le bâtiment présente les caractéristiques de résistance au feu minimales suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - murs et parois séparatifs REI 120 ; - planchers EI 120 et structures porteuses de planchers R 120 ; - portes et fermetures résistantes au feu (y compris celles comportant des vitrages et des quincailleries) et leurs dispositifs de fermeture EI 120. <p>III. Les justificatifs attestant des propriétés de résistance au feu sont conservés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>S'il existe une chaufferie, classable ou non, elle est située dans un local exclusivement réservé à cet effet qui répond aux dispositions ci-dessus.</p>	<p>Le futur bâtiment de production (bâtiment N) possédera une structure R30 (métal) et les murs extérieurs seront A2s1d0. Un mur coupe-feu REI 120 sera présent entre les bâtiments M et N. Ce bâtiment N est à plus de 20m des tiers (189m). Les justificatifs attestant des propriétés de résistance au feu seront conservés par l'exploitant.</p> <p>Pas de chaufferie.</p>	<p>Les bâtiments ont les caractéristiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - La structure est en acier de résistance au feu R30 ; -Les murs intérieurs séparatifs vis-à-vis des bâtiments mitoyens sont en béton REI120 sauf pour les bâtiments E, F et G ; -Les murs donnant sur l'extérieur sont de réaction au feu A2.s1.d0 ; -La toiture est de réaction au feu A2.s1.d0 <p>Les justificatifs attestant des propriétés de résistance au feu seront conservés par l'exploitant.</p> <p>La toiture est Broof (t3). Pas de chaufferie.</p> <p>Le logement occupé par le gardien se trouve à 40 m du bâtiment le plus proche. Les tiers les plus proches se trouvent à 59 m du bâtiment E (carte page 161).</p>	Conforme
<p align="center">Article 12 Accessibilité</p> <p>I. Accessibilité au site :</p>	<p>Le site possède deux accès stabilisés permettant l'accès au projet. Le stationnement</p>	<p>Le site possède deux accès stabilisés permettant l'accès au projet. Le stationnement</p>	Conforme

<p>L'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours.</p> <p>Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services d'incendie et de secours depuis les voies de circulation externes au bâtiment, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.</p> <p>L'accès au site est conçu pour pouvoir être ouvert immédiatement sur demande des services d'incendie et de secours ou directement par ces derniers.</p> <p>II. Voie « engins » :</p> <p>Une voie « engins » au moins est maintenue dégagée pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la circulation sur la périphérie complète du bâtiment ; - l'accès au bâtiment ; - l'accès aux aires de mise en station des moyens aériens ; - l'accès aux aires de stationnement des engins. <p>Elle est positionnée de façon à ne pouvoir être obstruée par l'effondrement de tout ou partie de ce bâtiment ou occupée par les eaux d'extinction.</p> <p>Cette voie « engins » respecte les caractéristiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la largeur utile est au minimum de 6 mètres, la hauteur libre au minimum de 4,5 mètres et la pente inférieure à 15 % ; - dans les virages, le rayon intérieur R minimal est de 13 mètres. Une surlargeur de $S = 15/R$ mètres est ajoutée dans les virages de rayon intérieur R compris entre 13 et 50 mètres ; - la voie résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 320 kN avec un maximum de 130 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au minimum ; - chaque point du périmètre du bâtiment est à une distance maximale de 60 mètres de cette voie ; - aucun obstacle n'est disposé entre la voie « engins » et les 	<p>se fait sur un parking déjà présent à côté du bâtiment administratif A ne gênant pas la circulation sur site.</p> <p>Un portail permet de fermer l'accès au site. Une surveillance 24h sur 24 sur site permet l'ouverture quasi immédiate des portails.</p> <p>Une voie « engin » est présent sur tout le site. Le projet sera mis en place de tel sorte que des engins puissent circuler tout autour des bâtiments. L'espace entre les nouveaux bâtiments et les existants permet de ne pas obstruer le passage en cas d'effondrement (plus de 30m).</p> <p>La largeur est de plus de 6 m sur l'ensemble du site. La pente est inférieure à 15 % et la hauteur illimitée. Tous les virages sur site auront un rayon de plus de 13 m (voir plan).</p> <p>Le projet étant conçu pour permettre la circulation de gros engins (tracteur et camions), la portance est largement suffisante pour la</p>	<p>se fait sur un parking déjà présent à côté du bâtiment administratif A ne gênant pas la circulation sur site.</p> <p>Un portail permet de fermer l'accès au site. Une surveillance 24h sur 24 sur site permet l'ouverture quasi immédiate des portails.</p> <p>Une voie « engin » est présent sur tout le site. Cette voie est maintenue dégagée pour la circulation sur la périphérie complète du site, l'accès au bâtiment, l'accès aux aires de mise en station des moyens aériens et l'accès aux aires de stationnement des engins.</p> <p>La largeur est de plus de 6m sur l'ensemble du site. La pente est inférieure à 15 % et la hauteur illimitée. Tous les virages sur site ont un rayon de plus de 13 m ou possède une surlargeur de $S=15/R$ mètre pour les virages d'un rayon inférieur (voir plan).</p> <p>Le projet étant conçu pour permettre la circulation de gros engins (tracteur et camions), la portance est</p>	
---	--	--	--

<p>accès au bâtiment, les aires de mise en station des moyens aériens et les aires de stationnement des engins.</p> <p>En cas d'impossibilité de mise en place d'une voie « engins » permettant la circulation sur l'intégralité de la périphérie du bâtiment et si tout ou partie de la voie est en impasse, les 40 derniers mètres de la partie de la voie en impasse sont d'une largeur utile minimale de 7 mètres et une aire de retournement comprise dans un cercle de 20 mètres de diamètre est prévue à son extrémité.</p> <p>Le positionnement de la voie « engins » est proposé par le pétitionnaire dans son dossier d'enregistrement.</p> <p>III. Aires de stationnement :</p> <p>III.1. Aires de mise en station des moyens aériens :</p> <p>Les aires de mise en station des moyens aériens permettent aux engins de stationner pour déployer leurs moyens aériens (par exemple les échelles et les bras élévateurs articulés). Elles sont directement accessibles depuis la voie « engins » définie au II.</p> <p>Elles sont positionnées de façon à ne pouvoir être obstruées par l'effondrement de tout ou partie du bâtiment ou occupées par les eaux d'extinction.</p> <p>Elles sont entretenues et maintenues dégagées en permanence.</p> <p>Pour toute installation, au moins une façade est desservie par au moins une aire de mise en station des moyens aériens.</p> <p>Par ailleurs, pour toute installation située dans un bâtiment de plusieurs niveaux possédant au moins un plancher situé à une hauteur supérieure à 8 mètres par rapport au sol intérieur, une aire de mise en station des moyens aériens permet d'accéder à des ouvertures sur au moins deux façades.</p> <p>Ces ouvertures permettent au moins un accès par étage pour chacune des façades disposant d'aires de mise en station des moyens aériens et présentent une hauteur minimale de 1,8 mètre et une largeur minimale de 0,9 mètre. Les panneaux</p>	<p>circulation d'engins de secours -> 320 kN et 130 kN par essieu). Le périmètre du bâtiment sera à moins de 32m de la voie engin.</p> <p>Les aires de mise en station des moyens aériens sont positionnées de façon à ne pouvoir être obstruées par l'effondrement de tout ou partie de l'ouvrage ou occupées par les eaux d'extinction incendie. Les aires de mise en station des moyens aériens respectent les caractéristiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> -La largeur utile est de 7 mètres ; -La longueur est de 10 mètres ; -La pente est de 2 % en moyenne ; -Le dimensionnement de l'aire résiste à la force portante d'un véhicule de 320kN et de 130kN par essieu <p>Les contours des bâtiments seront maintenus dégagés.</p> <p>Projet à un seul niveau.</p> <p>Les aires auront les</p>	<p>largement suffisante pour la circulation d'engins de secours : 320 kN et 130 kN par essieu).</p> <p>L'ensemble du périmètre des bâtiments de teillage est à une distance minimale de 32m par rapport à cette voie.</p> <p>Les aires de mise en station des moyens aériens sont positionnées de façon à ne pouvoir être obstruées par l'effondrement de tout ou partie de l'ouvrage ou occupées par les eaux d'extinction incendie. La voie engin respecte les caractéristiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> -La largeur utile est de 7 mètres ; -La longueur est de 10 mètres ; -La pente est de 2 % en moyenne ; -Le dimensionnement de l'aire résiste à la force portante d'un véhicule de 320kN et de 130kN par essieu. <p>Bâtiments à un seul niveau.</p> <p>Les aires de stationnement</p>	
--	--	--	--

<p>d'obturation ou les châssis composant ces accès s'ouvrent et demeurent toujours accessibles de l'extérieur et de l'intérieur. Ils sont aisément repérables de l'extérieur par les services d'incendie et de secours.</p> <p>Chaque aire de mise en station des moyens aériens respecte, par ailleurs, les caractéristiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la largeur utile est au minimum de 7 mètres, la longueur au minimum de 10 mètres, la pente au maximum de 10 % ; - elle comporte une matérialisation au sol ; - aucun obstacle aérien ne gêne la manœuvre de ces moyens aériens à la verticale de cette aire ; - la distance par rapport à la façade est de 1 mètre minimum et de 8 mètres maximum ; - elle est maintenue en permanence entretenue, dégagée et accessible aux services d'incendie et de secours. Si les conditions d'exploitation ne permettent pas de maintenir ces aires dégagées en permanence (présence de véhicules liés à l'exploitation), l'exploitant fixe les mesures organisationnelles permettant de libérer ces aires en cas de sinistre avant l'arrivée des services d'incendie et de secours ; - l'aire résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 320 kN avec un maximum de 130 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au minimum et présente une résistance au poinçonnement minimale de 88 N/cm². <p>III.2. Aires de stationnement des engins :</p> <p>Les aires de stationnement des engins permettent aux moyens des services d'incendie et de secours de stationner pour se raccorder aux points d'eau incendie. Elles sont directement accessibles depuis la voie « engins » définie au II. Les aires de stationnement des engins au droit des réserves d'eau alimentant un réseau privé de points d'eau incendie ne sont pas nécessaires.</p>	<p>caractéristiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - largeur 7 m, longueur de 10 m et seront matérialisés au sol. <p>Elles seront distantes de 1a façade de 2 m et seront constamment dégagées. Le site est conçu entièrement pour la circulation d'engin à forte portance.</p> <p>Le projet permettra l'allongement du réseau d'alimentation en eau des poteaux incendie vers le côté est du site et du projet permettant la mise en place de plusieurs nouveaux poteaux incendie (cf. 17 page 261). Une aire de stationnement secours sera marqué devant chaque poteau et posséderont une largeur de 4 m, longueur 8 m, pente 3 % et sera à moins de 5 m du poteau. Elles ne seront jamais obstruées et posséderont une portance suffisante également.</p> <p>Les plans sont en annexe 3.</p>	<p>auront les caractéristiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - largeur 7 m, longueur de 10 m et seront matérialisés au sol. <p>Elles seront distantes de 1a façade de 2 m et seront constamment dégagées. Le site est conçu entièrement pour la circulation d'engin à forte portance. Les aires sont accessibles par la voie engin et sont marqués au sol. Les aires sont en enrobés.</p> <p>. Une aire de stationnement secours sera marqué devant chaque poteau présent sur site et devant les trois réserves incendie et posséderont une largeur de 4m, longueur 8m, pente 3 % et sera à moins de 5 m du poteau. Elles ne seront jamais obstruées et posséderont une portance suffisante également.</p> <p>Les plans sont en annexe 3.</p>	
---	--	---	--

<p>Les aires de stationnement des engins sont positionnées de façon à ne pouvoir être obstruées par l'effondrement de tout ou partie de ce bâtiment ou occupées par les eaux d'extinction. Elles sont entretenues et maintenues dégagées en permanence. Chaque aire de stationnement des engins respecte, par ailleurs, les caractéristiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la largeur utile est au minimum de 4 mètres, la longueur au minimum de 8 mètres, la pente est comprise entre 2 et 7 % ; - elle comporte une matérialisation au sol ; - elle est située à 5 mètres maximum du point d'eau incendie ; - elle est maintenue en permanence entretenue, dégagée et accessible aux services d'incendie et de secours ; si les conditions d'exploitation ne permettent pas de maintenir ces aires dégagées en permanence (présence de véhicules liés à l'exploitation), l'exploitant fixe les mesures organisationnelles permettant de libérer ces aires en cas de sinistre avant l'arrivée des services d'incendie et de secours ; - l'aire résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 320 kN avec un maximum de 130 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au minimum. <p>IV. Documents à disposition des services d'incendie et de secours :</p> <p>L'exploitant tient à disposition des services d'incendie et de secours :</p> <ul style="list-style-type: none"> - des plans des locaux avec une description des dangers pour chaque local présentant des risques particuliers et l'emplacement des moyens de protection incendie ; - des consignes précises pour l'accès des secours avec des procédures pour accéder à tous les lieux. 			
<p>Article 13 Désenfumage Les bâtiments abritant les installations sont équipés en</p>	<p>Le nouveau bâtiment possédera un désenfumage de plus de 2 % de la</p>	<p>Les bâtiments existants sont en cours de remise en norme concernant le désenfumage</p>	<p>Non conforme - Demande</p>

<p>partie haute de dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie.</p> <p>Ces dispositifs sont à commandes automatique et manuelle.</p> <p>Leur surface utile d'ouverture n'est pas inférieure à :</p> <p>2 % si la superficie à désenfumer est inférieure à 1 600 m² ;</p> <p>A déterminer selon la nature des risques si la superficie à désenfumer est supérieure à 1 600 m² sans pouvoir être inférieure à 2 % de la superficie des locaux.</p> <p>En exploitation normale, le réarmement (fermeture) est possible depuis le sol du local ou depuis la zone de désenfumage ou la cellule à désenfumer dans le cas de local divisé en plusieurs cantons ou cellule.</p> <p>Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès. Elles sont clairement signalées et facilement accessibles.</p> <p>Les dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur sont adaptés aux risques particuliers de l'installation.</p> <p>Tous les dispositifs sont fiables, composés de matières compatibles avec l'usage et conformes aux règles de la construction. Les équipements conformes à la norme NF EN 12 101-2, version décembre 2013, sont présumés répondre aux dispositions ci-dessus.</p> <p>Des amenées d'air frais d'une surface libre égale à la surface géométrique de l'ensemble des dispositifs d'évacuation du plus grand canton sont réalisées pour chaque zone à désenfumer.</p> <p>Les dispositifs d'ouverture automatique des exutoires, lorsqu'ils existent, sont réglés de telle façon que l'ouverture des organes de désenfumage ne puisse se produire avant le déclenchement de l'extinction automatique, si l'installation en est équipée.</p>	<p>superficie du bâtiment. Le réarmement sera disponible depuis le sol du local. Les ouvertures manuelles seront près des accès et signalées.</p> <p>Norme NF EN 12 101-2 respectée. Des amenés d'air frais sont réalisées pour chaque zone à désenfumer.</p> <p>Le calcul du désenfumage est présent au paragraphe 17.1.2 page 261</p>	<p>(cf. étude désenfumage en annexe 10 et devis). Les ouvertures manuelles seront près des accès et signalées.</p> <p>Norme NF EN 12 101-2 respectée. Des amenés d'air frais sont réalisées pour chaque zone à désenfumer.</p> <p>Les matériaux utilisés pour l'éclairage naturel et le désenfumage sont de classe d0 et ne produisent pas de gouttes enflammées.</p> <p>Le calcul du désenfumage se trouve au paragraphe 17.1.2 page 261 et les dimensions des portes en annexe 2.</p> <p>Il est demandé un aménagement des prescriptions pour cet article pour les bâtiments E, F et H2 sachant que les calculs et la mise en place des exutoires ont été basés sur le code du travail et correspondent à une superficie de 1 % du bâtiment et non 2 %. La présence de tôle translucide permet d'assurer une sécurité égale (cf. paragraphe 23 page 279)</p>	<p>d'aménagement des prescriptions en page 279</p>
---	---	--	--

<p style="text-align: center;">Article 14</p> <p style="text-align: center;">Prévention et moyen de lutte contre l'incendie</p> <p style="text-align: center;">I. Dispositions générales :</p> <p>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'un ou de plusieurs points d'eau incendie, tels que : <p>a) Au moins deux prises d'eau, poteaux ou bouches d'incendie normalisés, d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir, alimentés par un réseau public ou privé, sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en œuvre des pompes des engins de lutte contre l'incendie ;</p> <p>b) Une ou des réserves d'eau, réalimentées ou non, disponibles pour le site et dont les organes de manœuvre sont accessibles en permanence aux services d'incendie et de secours.</p> <p>Les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre aux services d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces points d'eau incendie.</p> <p>L'accès extérieur du bâtiment contenant l'installation est à moins de 100 mètres d'un point d'eau incendie. Les points d'eau incendie sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins des services d'incendie et de secours) ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'entrepôt, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ; - de robinets d'incendie armés, situés à proximité des issues. Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances sous deux angles différents. Ils sont utilisables en période de gel. <p>Les points d'eau incendie sont en mesure de fournir un débit</p>	<p>Pour le projet, allongement du circuit de poteau incendie sur la partie est du site avec ajout de plusieurs bouche incendie de 60 m³/h sous pression d'un bar (voir plan et cf. 17 page 261). Les bouches sont à moins de 100 m d'un des accès extérieurs du nouveau bâtiment. Les nouveaux poteaux seront distants de 150 m entre eux.</p> <p>Emplacement des extincteurs et robinets incendie (permettant l'attaque d'un foyer simultanément par deux lances) sur plan en annexe 44.</p> <p>Les justificatifs de débit des bouches seront en possession de l'exploitant. Une convention SIAEP est en annexe 49 montrant l'accord du SIAEP d'augmenter la pression en cas d'incendie sur le site</p> <p>Pas d'extinction automatique des incendies. Alarme incendie sur site et surveillance 24h sur 24.</p>	<p>La lutte contre l'incendie est assurée par 1 bâches souples hors sol de 600 m³, et deux réserves incendie enterrées 450 m³ et 935 m³. Sur le site il y a également 6 poteaux incendie dont les justificatifs de débit sont en annexe 11. Une convention SIAEP est en annexe 49 montrant l'accord du SIAEP d'augmenter la pression en cas d'incendie sur le site. Le projet permettra de refaire le circuit d'eau incendie afin d'obtenir des débits suffisants sur ces poteaux (60 m³/h).</p> <p>Les réserves d'eau pour extinction sont équipées d'une prise d'eau normalisée dont les organes de manœuvre sont accessibles en permanence aux services d'incendie et de secours. Le dimensionnement a été réalisé selon les règles D9 (voir annexe 12).</p> <p>Emplacement des extincteurs et robinets incendie (permettant l'attaque d'un foyer simultanément par</p>	Conforme
---	---	--	----------

<p>minimum de 60 mètres cubes par heure, sous une pression d'un bar, durant une heure.</p> <p>L'exploitant dispose de la justification de la disponibilité effective des débits et le cas échéant des réserves d'eau, au plus tard trois mois après la mise en service de l'installation.</p> <p>En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus.</p> <p>L'efficacité de cette installation est qualifiée et vérifiée par des organismes reconnus compétents dans le domaine de l'extinction automatique. La qualification précise que l'installation est adaptée aux produits stockés et à leurs conditions de stockage.</p> <p>L'installation est dotée d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours.</p> <p>L'ensemble des moyens incendie est en mesure de fournir 120 m³ pendant une heure.</p> <p>II. Dispositions particulières applicables aux sécheurs :</p> <p>Le bon fonctionnement des dispositifs de sécurité et des équipements et utilités essentiels dans la conduite des séchoirs est contrôlé périodiquement par l'exploitant conformément à une procédure spécifique, avec enregistrement tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Tout écart par rapport aux conditions normales de marche des installations doit faire l'objet d'un signalement à l'opérateur, voire d'une mise en sécurité du séchoir par asservissement automatique. Les organes de sécurité associés à ces contrôles sont à sécurité positive : leur mauvais ou non fonctionnement est signalé par une alarme ou empêche le fonctionnement du séchoir.</p> <p>La mise en sécurité des séchoirs comporte au moins les opérations suivantes : arrêt des brûleurs, des ventilateurs,</p>		<p>deux lances) sur plan en annexe 8.</p> <p>Pas d'extinction automatique des incendies.</p> <p>Alarme incendie sur site et surveillance 24h sur 24.</p> <p>Les bâtiments possèdent un système de confinement des eaux d'extinction intérieur (cave). Les eaux d'extinction seront maintenues à l'intérieur des bâtiments en cas de sinistre et n'iront pas dans le réseau. Pour le bâtiment H, les eaux de confinement seront dirigées vers le nouveau bassin de confinement du projet de 1440 m³. Les eaux de confinement seront ensuite pompées et évacuées vers une filière adaptée à la pollution (cf. 17 page 261).</p>	
--	--	--	--

<p>fermeture des volets d'extraction d'air. Des dispositifs d'obturation peuvent être implantés sur les entrées d'air pour éviter le développement d'un incendie (effet cheminée).</p>			
<p style="text-align: center;">Article 15 ATEX</p> <p>Dans les parties de l'installation visées à l'article 8 et recensées « atmosphères explosibles », les installations électriques, mécaniques, hydrauliques et pneumatiques sont conformes aux dispositions des articles R. 557-7-1 à R. 557-7-9 du code de l'environnement. Elles sont réduites à ce qui est strictement nécessaire aux besoins de l'exploitation et sont entièrement constituées de matériels utilisables dans les atmosphères explosives.</p> <p>Les systèmes de dépoussiérage et de transport des produits situés dans les ateliers sont conçus de manière à limiter les émissions de poussières. Ils sont rendus aussi étanches que possible et équipés de dispositifs détectant tout incident de fonctionnement et déclenchant l'arrêt de l'installation (asservissement à la ventilation, bourrage, défaut moteur, etc.).</p> <p>Les transporteurs à bandes sont équipés de bandes non propagatrices de la flamme.</p>	<p>Les zones ATEX se trouvent uniquement au niveau des filtres de dépoussiérage comme évoqué à l'article 8 et à l'annexe 40. Dans cette zone, il n'y aucune installation électrique, mécanique, hydrauliques et pneumatiques. Les systèmes de dépoussiérage se trouvent en dehors des bâtiments et sont aussi étanches que possible.</p> <p>Des sondes de température sont disposées en amont et en aval des turbines des lignes de production. En cas de variations de température entre 2 sections (entrée et sortie de chaque turbine) de plus de 18°C, indiquant la formation d'un point chaud, les opérateurs sont immédiatement alertés par un gyrophare ainsi qu'une alerte visuelle au niveau des pupitres de commande. Ils peuvent alors intervenir rapidement en actionnant les</p>	<p>Les zones ATEX se trouvent uniquement au niveau des filtres de dépoussiérage comme évoqué à l'article 8 et à l'annexe 40. Dans cette zone, il n'y aucune installation électrique, mécanique, hydrauliques et pneumatiques. Les systèmes de dépoussiérage se trouvent en dehors des bâtiments et sont aussi étanches que possible.</p> <p>Des sondes de température sont disposées en amont et en aval des turbines des lignes de production. En cas de variations de température entre 2 sections (entrée et sortie de chaque turbine) de plus de 18°C, indiquant la formation d'un point chaud, les opérateurs sont immédiatement alertés par un gyrophare ainsi qu'une alerte visuelle au niveau des pupitres de commande. Ils peuvent alors intervenir rapidement en actionnant les</p>	<p style="text-align: center;">Conforme</p>

	<p>coups de poings d'arrêt d'urgence de la ligne. Cette action permet d'arrêter l'ensemble de la ligne et le système de ventilation associé puis d'actionner instantanément les trappes coupe-feu des circuits associés à la ligne, empêchant ainsi la formation ou la propagation de matières incandescentes. Les transporteurs à bandes sont équipés de bandes non propagatrices de flamme.</p>	<p>coups de poings d'arrêt d'urgence de la ligne. Cette action permet d'arrêter l'ensemble de la ligne et le système de ventilation associé puis d'actionner instantanément les trappes coupe-feu des circuits associés à la ligne, empêchant ainsi la formation ou la propagation de matières incandescentes. Les transporteurs à bandes sont équipés de bandes non propagatrices de flamme.</p>	
<p>Article 16 Installations électriques, éclairage et chauffage L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées. Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables. Les matériaux utilisés pour l'éclairage naturel ne produisent pas, lors d'un incendie, de gouttes enflammées. Le chauffage de l'installation et de ses annexes ne peut être réalisé que par eau chaude, vapeur produite par un générateur thermique ou autre système présentant un degré de sécurité équivalent.</p>	<p>Les justificatifs seront tenus par l'exploitant. Les équipements métalliques seront mis à la terre. Eclairage adaptée pour ne pas produire de gouttes enflammées. Pas de chauffage pour les nouveaux bâtiments.</p>	<p>Les justificatifs sont tenus par l'exploitant (voir annexe 13). Dernier rapport Q18 en annexe 48. Les équipements métalliques sont mis à la terre. Eclairage adaptée pour ne pas produire de gouttes enflammées. - Pour les Voies de circulation intérieure : Éclairement minimal 40 Lux - Pour les Vestiaires et Sanitaires : Éclairement minimal 120 Lux - Pour les Locaux aveugles affectés à un travail</p>	<p>Conforme</p>

		<p>permanent 200 Lux</p> <ul style="list-style-type: none"> - Pour les Voies de circulation : Éclairage minimal 10 Lux - Pour les Espaces extérieurs où est effectué un travail permanent : Éclairage minimal 40 Lux <p>Pour l'Éclairage de locaux particuliers / Zones de travail</p> <ul style="list-style-type: none"> - Pour la Mécanique moyenne, Dactylographie, Travaux de bureaux : Éclairage minimal 200 Lux - Pour le Travail de petites pièces : Éclairage minimal 300 Lux - Pour la Mécanique fine, comparaison de couleur, ... : Éclairage minimal 400 Lux - Pour la Mécanique de précision, Électronique fine, Contrôles divers : Éclairage minimal 600 Lux <p>Chauffage électrique au bâtiment administratif. Chauffage électrique dans les bureaux/vestiaire bâtiment E et F</p>	
--	--	--	--

<p align="center">Article 17 Protection contre la foudre</p> <p>L'exploitant met en œuvre les dispositions de la section III de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé.</p>	<p>Une étude foudre sera réalisée sur le projet par un organisme agréé comme les bâtiments existants (voir annexe 7). Analyse étude foudre en annexe 46.</p>	<p>Etude foudre en annexe 7. Dernière étude foudre en annexe 46.</p>	<p align="center">Conforme</p>
<p align="center">Article 18 Ventilation des locaux</p> <p>En phase normale de fonctionnement, les locaux sont convenablement ventilés pour éviter tout risque d'atmosphère explosive ou toxique. Le débouché à l'atmosphère de la ventilation est éloigné des immeubles habités ou occupés par des tiers et des bouches d'aspiration d'air extérieur, et à une hauteur suffisante compte tenu de la hauteur des bâtiments environnants afin de favoriser la dispersion des gaz rejetés et au minimum à 1 mètre au-dessus du faîtage.</p> <p>La forme du conduit d'évacuation, notamment dans la partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de manière à favoriser au maximum l'ascension et la dispersion des gaz de combustion dans l'atmosphère (par exemple l'utilisation de chapeaux est interdite).</p>	<p>Ventilation avec débouché en hauteur loin des habitations notamment pour la poussière.</p>	<p>Ventilation convenable en phase normale de fonctionnement</p>	<p align="center">Conforme</p>
<p align="center">Article 19 Parois soufflables</p> <p>Dans les parties de l'installation recensées selon les dispositions de l'article 8 en raison des risques d'explosion, l'exploitant met en place des événements ou parois soufflables disposé (e) s de façon à ne pas produire de projection à hauteur d'homme en cas d'explosion ou toute autre solution technique dont la démonstration de l'équivalence est jointe par l'exploitant à sa demande d'enregistrement. Cette disposition ne s'applique pas aux installations incluses dans un silo de</p>	<p>Dans les zones ATEX au niveau des filtres, le système sera équipé d'évent d'explosion. Ces filtres se trouveront à l'extérieur des bâtiments en hauteur, il n'y a pas de parois soufflables.</p>	<p>Dans les zones ATEX au niveau des filtres, le système est équipé d'évent d'explosion. Ces filtres se trouvent à l'extérieur des bâtiments en hauteur, il n'y a pas de parois soufflables.</p>	<p align="center">Conforme</p>

stockage.			
<p>Article 20</p> <p>Rétention des pollutions accidentelles</p> <p>Tout stockage de produits liquides susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <p>100 % de la capacité du plus grand réservoir ; 50 % de la capacité globale des réservoirs associés.</p> <p>Cette disposition ne s'applique pas aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p> <p>Lorsque les stockages sont à l'air libre, les rétentions sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant.</p> <p>Les réservoirs fixes sont munis de jauges de niveau et pour les stockages enterrés de limiteurs de remplissage. Le stockage sous le niveau du sol n'est autorisé que dans des réservoirs en fosse maçonnée ou assimilés.</p> <p>Lorsque le stockage est constitué exclusivement de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, admis au transport, le volume minimal de la rétention est égal soit à la capacité totale des récipients si cette capacité est inférieure à 800 litres, soit à 20 % de la capacité totale ou 50 % dans le cas de liquides inflammables avec un minimum de 800 litres si cette capacité excède 800 litres.</p> <p>La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Dans le cas d'une évacuation gravitaire, il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé en conditions normales.</p> <p>L'étanchéité du (ou des) réservoir (s) peut être contrôlée à tout moment. Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.</p>	<p>Pas de produit liquide sur le projet</p>	<p>L'atelier bâtiment C possède des rétentions pour les produits dangereux également à la moitié de la somme des réservoirs.</p>	<p>Conforme</p>

Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets.			
<p align="center">Article 21 Surveillance</p> <p>L'exploitation se fait sous la surveillance d'une personne nommément désignée par l'exploitant et spécialement formée aux caractéristiques de l'installation et aux questions de sécurité.</p> <p>Toutes dispositions sont prises afin que les personnes non autorisées ou en dehors de toute surveillance ne puissent pas avoir accès aux installations (par exemple : clôture ou panneaux d'interdiction de pénétrer ou procédures d'identification à respecter).</p>	<p>Plusieurs personnes du site sont formées aux risques de site et aux risques incendies. Une personne est présente à la surveillance 24h sur 24. Clôture et portail d'entrer tout autour du site. Les attestations de formation sont en annexe 34 (en page 1 à 5, 41, 42 et 43 de l'annexe). La personne en charge sera Dany Barbotte</p>	<p>Plusieurs personnes du site sont formées aux risques de site et aux risques incendies. Une personne est présente à la surveillance 24h sur 24. Clôture et portail d'entrer tout autour du site. La personne en charge sera Dany Barbotte, les attestations de formation sont en annexe 34 (en page 1 à 5, 41, 42 et 43 de l'annexe).</p>	Conforme
<p align="center">Article 22 Travaux</p> <p>Dans les parties de l'installation recensées à l'article 8, les travaux de réparation ou d'aménagement ne peuvent être effectués qu'après élaboration d'un document ou dossier comprenant les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la définition des phases d'activité dangereuses et des moyens de prévention spécifiques correspondants ; - l'adaptation des matériels, installations et dispositifs à la nature des opérations à réaliser ainsi que la définition de leurs conditions d'entretien ; - les instructions à donner aux personnes en charge des travaux ; - l'organisation mise en place pour assurer les premiers secours en cas d'urgence ; - lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, les conditions de recours par cette dernière à de 	<p>Au niveau des zones ATEX (filtre), le changement des filtres entrainera l'élaboration d'un dossier comprenant les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la définition des phases d'activité dangereuses et des moyens de prévention spécifiques correspondants ; - l'adaptation des matériels, installations et dispositifs à la nature des opérations à réaliser ainsi que la définition de leurs conditions d'entretien ; - les instructions à donner 	<p>Au niveau des zones ATEX (filtre), le changement des filtres entrainera l'élaboration d'un dossier comprenant les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la définition des phases d'activité dangereuses et des moyens de prévention spécifiques correspondants ; - l'adaptation des matériels, installations et dispositifs à la nature des opérations à réaliser ainsi que la définition de leurs conditions d'entretien ; - les instructions à donner 	Conforme

<p>la sous-traitance et l'organisation mise en place dans un tel cas pour assurer le maintien de la sécurité.</p> <p>Ce document ou dossier est établi, sur la base d'une analyse des risques liés aux travaux, et visé par l'exploitant ou par une personne qu'il aura nommément désignée. Le respect des dispositions précédentes peut être assuré par l'élaboration du document relatif à la protection défini à l'article R. 4227-52 du code du travail et par l'obtention de l'autorisation mentionnée au 6° du même article. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le document ou dossier est signé par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées.</p> <p>Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un document ou dossier spécifique conforme aux dispositions précédentes. Cette interdiction est affichée en caractères apparents.</p> <p>Une vérification de la bonne réalisation des travaux est effectuée par l'exploitant ou son représentant avant la reprise de l'activité. Elle fait l'objet d'un enregistrement et est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>	<p>aux personnes en charge des travaux ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'organisation mise en place pour assurer les premiers secours en cas d'urgence ; - lorsque les travaux seront effectués par une entreprise extérieure, les conditions de recours par cette dernière à de la sous-traitance et l'organisation mise en place dans un tel cas pour assurer le maintien de la sécurité. <p>Interdiction d'apporter du feu dans les bâtiments et au niveau des zones ATEX.</p> <p>La bonne réalisation des travaux sera contrôlée par l'exploitant avant la reprise de l'activité avec un enregistrement.</p>	<p>aux personnes en charge des travaux ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'organisation mise en place pour assurer les premiers secours en cas d'urgence ; - lorsque les travaux seront effectués par une entreprise extérieure, les conditions de recours par cette dernière à de la sous-traitance et l'organisation mise en place dans un tel cas pour assurer le maintien de la sécurité. <p>Interdiction d'apporter du feu dans les bâtiments et au niveau des zones ATEX.</p> <p>La bonne réalisation des travaux sera contrôlée par l'exploitant avant la reprise de l'activité avec un enregistrement.</p>	
<p>Article 23</p> <p>Vérification périodique et maintenance des équipements</p> <p>I. Règles générales :</p> <p>L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche, réseau incendie par exemple) ainsi que des éventuelles installations électriques</p>	<p>Pour le projet, les vérifications des moyens de lutte incendie seront effectués comme l'existant, de même que les installations électriques. Un registre sera tenu.</p> <p>Les systèmes de sécurité des</p>	<p>Vérification en annexe 13.</p> <p>Un registre est tenu.</p> <p>Les systèmes de sécurité des machines seront régulièrement vérifiés avec registre.</p>	<p>Conforme</p>

<p>et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur. Les vérifications périodiques de ces matériels sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.</p> <p>II. Contrôle de l'outil de production :</p> <p>Les systèmes de sécurité intervenant dans les procédés de production (détections, asservissements, etc.) sont régulièrement contrôlés conformément aux préconisations du constructeur spécifiques à chacun de ces équipements.</p> <p>Les vérifications périodiques de ces matériels doivent être inscrites sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.</p>	<p>machines seront régulièrement vérifiées avec registre.</p>		
<p>Article 24 Consignes</p> <p>I. Consignes générales de sécurité :</p> <p>Les consignes de sécurité et les procédures d'exploitation de l'ensemble des installations comportent la liste des contrôles à effectuer en marche normale, au démarrage, lors de nettoyages, de périodes de maintenance, en fonctionnement dégradé, à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien des installations et à la remise en service de celles-ci en cas d'incident grave ou d'accident. Les consignes de sécurité sont tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Les procédures d'exploitation sont tenues à jour et mises à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Il est interdit de fumer dans l'ensemble des installations.</p> <p>II. Dispositions relatives à la prévention des risques dans le cadre de l'exploitation :</p> <p>La quantité de produits combustibles présente dans l'installation est limitée aux nécessités de l'exploitation. Les éventuels rebuts de production sont évacués au fur et à mesure</p>	<p>Consigne de sécurité et procédure de l'installation comportent les différents éléments mentionnés.</p> <p>Les consignes de sécurité sont présentes en annexe 8.</p> <p>Les quantités de produits combustibles sont limitées aux nécessités de l'exploitation. Pas de risque de dégagement de gaz ni d'auto-échauffement.</p>	<p>Consigne de sécurité et procédure de l'installation comportent les différents éléments mentionnés.</p> <p>Les consignes de sécurité sont présentes en annexe 8.</p> <p>Interdiction de fumer.</p> <p>Les quantités de produits combustibles sont limitées aux nécessités de l'exploitation. Pas de risque de dégagement de gaz ni d'auto-échauffement.</p>	<p>Conforme</p>

<p>de leur production.</p> <p>L'exploitant s'assure périodiquement que les conditions de stockage des produits (durée, taux d'humidité, température, etc.) n'entraînent pas des dégagements de gaz inflammables et de risques d'auto-échauffement.</p>			
<p>Article 25 Emissions dans l'eau Le rejet respecte les dispositions de l'article 22 du 2 février 1998 modifié en matière de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - compatibilité avec le milieu récepteur (article 22-2-I) ; - suppression des émissions de substances dangereuses (article 22-2-III). <p>Pour chaque polluant, le flux rejeté est inférieur à 10 % du flux admissible par le milieu.</p> <p>La conception et l'exploitation des installations permettent de limiter les débits d'eau et les flux polluants.</p>	<p>Le projet n'aura pas de rejet dans l'eau.</p>	<p>Les eaux pluviales sont collectées via regards à grille avant passage dans un séparateur d'hydrocarbure puis arrivent dans un fossé qui rejette l'eau au niveau de la Vimeuse. Le débit de rejet représente 8,1 % du débit soit moins de 1/10 du QMNA5 (cf. 16 page 251). Une aire de lavage est présente, l'eau est collectée et traitée par un débourbeur-déshuileur avant de rejoindre le fossé cité précédemment. Des analyses sont réalisées fréquemment afin de vérifier la compatibilité avec le milieu récepteur.</p>	<p>Conforme</p>
<p>Article 26 Prélèvements et consommation en eau Le prélèvement maximum journalier effectué dans le réseau public et/ou le milieu naturel est déterminé par l'exploitant dans son dossier de demande d'enregistrement.</p> <p>Le prélèvement ne se situe pas dans une zone où des mesures permanentes de répartition quantitative ont été instituées au titre de l'article L. 211-2 du code de l'environnement.</p>	<p>Sanitaire et vestiaire pour le projet. Le site va prolonger son réseau d'eau potable existant et possédera les mêmes caractéristiques que le réseau actuel (compteur et clapet anti-retour). Il est estimé une consommation</p>	<p>La consommation d'eau du réseau public ne concerne que la consommation d'eau pour les locaux sociaux et l'aire de lavage. La consommation en eau pour le process est nulle. Consommation de 4250</p>	<p>Conforme</p>

Le prélèvement maximum journalier effectué dans le réseau public et/ou le milieu naturel est déterminé par l'exploitant dans son dossier de demande d'enregistrement. La réfrigération en circuit ouvert est interdite.	supplémentaire de 500 m3/an. Total de 4750 m3/an pour l'ensemble du site. Le nouveau réseau créé est pour la création de bouche incendie.	m3/an (voir facture en annexe 14).	
<p align="center">Article 27 Prélèvements d'eau</p> <p>L'installation de prélèvement d'eau est munie d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé quotidiennement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m³/j, mensuellement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et conservés dans le dossier de l'installation.</p> <p>Le raccordement à une nappe d'eau ou au réseau public de distribution d'eau destiné à la consommation humaine est muni d'un dispositif de protection visant à prévenir d'éventuelles contaminations par le retour d'eau pouvant être polluée.</p>	Système muni d'un clapet anti-retour (prolongement de l'existant).	Un clapet anti-retour est en place sur le réseau afin d'éviter tout retour d'eau contaminée. Un compteur à l'entrée du site permet de relever la consommation en eau. Un registre avec relevée mensuelle de la consommation va être mise en place.	Conforme
<p align="center">Article 28</p> <p>Les ouvrages de prélèvement dans les cours d'eau ne gênent pas le libre écoulement des eaux. Le fonctionnement de ces ouvrages est conforme aux dispositions de l'article L. 214.18.</p>	Non concerné	Non concerné	Conforme
<p align="center">Article 29 Collecte des effluents</p> <p>Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits et le milieu récepteur, à l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise.</p> <p>Les effluents aqueux rejetés par les installations ne sont pas susceptibles de dégrader les réseaux de l'installation ou de dégager des produits toxiques ou inflammables dans ces</p>	Les eaux des sanitaires ont fait l'objet d'une étude de sol conforme et les eaux de ruissellement (eau pluvial) sont gérées avec des séparateurs hydrocarbures et bassin d'infiltration (ou rejet vers fossé/cours d'eau). Les eaux de pluie sont gérées via une collecte au moyen de	Les eaux pluviales sont collectées au moyen de regards à grille et d'un réseau d'assainissement étanche enterré. Un séparateur d'hydrocarbure permet leur traitement avant rejet dans un bassin d'infiltration pour le bâtiment G, la moitié de E et les bâtiments C, D (cf. 16	Conforme

<p>réseaux, éventuellement par mélange avec d'autres effluents. Ces effluents ne contiennent pas de substances de nature à gêner le bon fonctionnement des ouvrages de traitement du site.</p> <p>Le plan des réseaux de collecte des effluents fait apparaître les secteurs collectés, les points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques. Il est conservé dans le dossier de l'installation.</p>	<p>regard à grille et d'un réseau enterré pour être envoyé vers un bassin d'infiltration</p>	<p>page 251).</p> <p>Les eaux d'extinction d'incendie sont confinées dans les bâtiments via un système de barrière de rétention des issues des bâtiments sauf le bâtiment H qui sera relié au nouveau bassin de confinement du projet de 1440 m³. Les eaux d'extinction des bâtiments D, G et B seront confinés dans un bassin de confinement.</p> <p>Les eaux de la zone de lavage des camions sont traitées par un débourbeur-déshuileur.</p> <p>Les eaux des sanitaires sont gérées par des fosses toutes eaux sur le site.</p>	
<p style="text-align: center;">Article 30 Point de rejet Les points de rejet dans le milieu naturel sont en nombre aussi réduit que possible.</p> <p>Ils sont aménagés pour permettre un prélèvement aisé d'échantillons et l'installation d'un dispositif de mesure du débit.</p>	<p>Pas de rejet pour le projet</p>	<p>Un point de rejet au niveau de la Vimeuse existe. Les eaux pluviales collectées passent par un séparateur d'hydrocarbure avant d'être rejeté dans un fossé en périphérie du site amenant à La Vimeuse. Un dispositif de mesure de débit est en place et des analyses sont réalisées après le séparateur via des regards.</p>	<p>Conforme</p>

<p style="text-align: center;">Article 31 Rejet des eaux pluviales En matière de dispositif de gestion des eaux pluviales, les dispositions de l'article 43 du 2 février 1998 modifié s'appliquent.</p> <p>Les eaux pluviales susceptibles d'être significativement polluées du fait des activités menées par l'installation industrielle respectent les valeurs limites fixées à l'article 35 avant rejet au milieu naturel.</p>	<p>Le projet gèrera ces eaux pluviales via un nouveau bassin d'infiltration au sud du site. Ces eaux passeront d'abord par un bassin tampon de 960 m3 pour réguler le débit à 15 l/s. Le bassin d'infiltration permettra de gérer une vicennale 24h des eaux du projet et des bâtiments H, I, J, K et L. Les eaux de pluie seront notamment des eaux de toiture et voirie avec peu de circulation régulière. Un séparateur d'hydrocarbure permettra le traitement des eaux avant infiltration (cf. 16 page 251).</p>	<p>Les eaux pluviales sont traitées par un séparateur d'hydrocarbure avant soit dans un bassin d'infiltration pour les bâtiments G, C, D et une partie du E et un rejet vers la Vimeuse pour une partie du E, le B, F et la A. De même, un débourbeur-déshuileur est présent pour traiter les eaux de l'air de lavage (cf.16 page 251).</p>	<p>Conforme</p>
<p style="text-align: center;">Article 32 Les rejets directs ou indirects d'effluents vers les eaux souterraines sont interdits.</p>	<p>Non concerné</p>	<p>Non concerné</p>	<p>Conforme</p>
<p style="text-align: center;">Article 33 Tous les effluents aqueux sont canalisés. La dilution des effluents est interdite.</p> <p>Si l'exploitant justifie dans son dossier d'enregistrement l'absence de tout rejet d'eau lié au fonctionnement de l'installation, les dispositions des articles 34, 35, 36, 37, 38 et 53 ne lui sont pas applicables.</p>	<p>Eau de ruissellement canalisée par regard à grille et réseau souterrain pour être acheminée vers un séparateur hydrocarbure et un bassin d'infiltration. Les eaux usées des sanitaires sont traitées par une fosse toutes eaux.</p>	<p>Les eaux de ruissellement sont récupérées de façon gravitaire par regard et canalisées vers un séparateur hydrocarbure avant rejet dans un bassin ou vers le milieu naturel. Les eaux de lavage font l'objet d'un traitement par débourbeur-déshuileur (récupération par regard)</p>	<p>Conforme</p>

		avant rejet vers un fossé naturel. Les eaux usées des sanitaires sont traitées par des fosses toutes eaux.	
<p align="center">Article 34</p> <p>L'exploitant justifie que le débit maximum journalier ne dépasse pas 1/10 du débit moyen interannuel du cours d'eau.</p> <p>La température des effluents rejetés est inférieure à 30°C sauf si la température en amont dépasse 30°C. Dans ce cas, la température des effluents rejetés n'est pas supérieure à la température de la masse d'eau amont. Pour les installations raccordées, la température des effluents rejetés pourra aller jusqu'à 50°C, sous réserve que l'autorisation de raccordement ou la convention de déversement le prévoit ou sous réserve de l'accord préalable du gestionnaire de réseau. Leur pH est compris entre 5,5 et 8,5, 9,5 s'il y a neutralisation alcaline. La modification de couleur du milieu récepteur, mesurée en un point représentatif de la zone où s'effectue le mélange ne dépasse pas 100 mg Pt/l.</p> <p>Pour les eaux réceptrices, les rejets n'induisent pas (cette disposition ne s'applique pas aux eaux marines des départements d'outre-mer) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - une élévation de température supérieure à 1,5°C pour les eaux salmonicoles, à 3°C pour les eaux cyprinicoles et de 2°C pour les eaux conchyliques ; - une température supérieure à 21,5°C pour les eaux salmonicoles, à 28°C pour les eaux cyprinicoles et à 25°C pour les eaux destinées à la production d'eau alimentaire ; - un pH en dehors des plages de valeurs suivantes : 6/9 pour les eaux salmonicoles, cyprinicoles et pour les eaux de baignade ; 6,5/8,5 pour les eaux destinées à la production 	Les sanitaires/vestiaires ont fait l'objet d'une étude de sol conforme (annexe 45).	Les eaux rejetées sont uniquement de toiture et de voirie. Elles sont traitées par un séparateur d'hydrocarbure avant rejet et des analyses sont réalisées pour contrôler son bon fonctionnement et la compatibilité des eaux avec le milieu récepteur. Les eaux de lavage de l'air font l'objet du même traitement. Les eaux usées des sanitaires sont traitées par des fosses toutes eaux.	Conforme

alimentaire et 7/9 pour les eaux conchyliques ; - un accroissement supérieur à 30 % des matières en suspension et une variation supérieure à 10 % de la salinité pour les eaux conchyliques.			
<p align="center">Article 35</p> <p>I. Sans préjudice des dispositions de l'article 25, les eaux résiduaires rejetées au milieu naturel respectent les valeurs limites de concentration suivantes, selon le flux journalier maximal autorisé.</p> <p>Pour chacun des polluants rejetés par l'installation le flux maximal journalier est à préciser dans le dossier d'enregistrement.</p> <p>Dans le cas où le rejet s'effectue dans le même milieu que le milieu de prélèvement, la conformité du rejet par rapport aux valeurs limites d'émissions pourra être évaluée selon les modalités définies au 2e alinéa de l'article 32 de l'arrêté du 2 février 1998 modifié.</p> <p>II. Les substances dangereuses marquées d'une* dans le tableau ci-dessus sont visées par des objectifs de suppression des émissions et doivent en conséquence satisfaire en plus aux dispositions de l'article 22-2-III de l'arrêté du 2 février 1998 modifié.</p>	Pas de justification à apporter	Les eaux de lavage sont traitées par un débourbeur-déshuileur. La zone est en béton assurant une surface étanche et une pente permet l'acheminement de l'eau vers un regard à grille. Il est de dimension suffisante pour qu'un nettoyage manuel puisse se faire. Après traitement, l'eau arrive au niveau d'un bassin d'infiltration. Des séparateurs d'hydrocarbures permettent de traiter les eaux pluviales avant rejet (cf. 16 page 251)	Conforme
<p align="center">Article 36</p> <p>En matière de traitement externe des effluents par une station d'épuration collective, les dispositions de l'article 34 de l'arrêté du 2 février 1998 modifié s'appliquent.</p>	Pas de raccordement	Pas de raccordement	Conforme
<p align="center">Article 37</p> <p>Dispositions communes au VLE pour rejet dans le milieu naturel et au raccordement à une station d'épuration.</p> <p>Les valeurs limites ci-dessus s'appliquent à des prélèvements, mesures ou analyses moyens réalisés sur 24 heures.</p> <p>Dans le cas où une auto-surveillance est mise en place, 10 %</p>	Pas de justification à apporter	Pas de justification à apporter	Conforme

<p>de la série des résultats des mesures peuvent dépasser les valeurs limites prescrites, sans toutefois dépasser le double de ces valeurs. Dans le cas d'une auto-surveillance journalière (ou plus fréquente) des effluents aqueux, ces 10 % sont comptés sur une base mensuelle.</p> <p>Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat de mesure ne dépasse le double de la valeur limite prescrite. Pour l'azote et le phosphore, la concentration moyenne sur un prélèvement de 24 heures ne dépasse pas le double des valeurs limites fixées.</p>			
<p>Article 38</p> <p>Les installations de traitement en cas de rejet direct dans le milieu naturel et les installations de prétraitement en cas de raccordement à une station d'épuration collective, urbaine ou industrielle, lorsqu'elles sont nécessaires au respect des valeurs limites imposées au rejet, sont conçues et exploitées de manière à faire face aux variations de débit, de température ou de composition des effluents à traiter en particulier à l'occasion du démarrage ou de l'arrêt des installations.</p> <p>Les installations de traitement et/ou de prétraitement sont correctement entretenues. Les principaux paramètres permettant de s'assurer de leur bonne marche sont mesurés périodiquement.</p> <p>Les résultats de ces mesures sont portés sur un registre éventuellement informatisé et conservés dans le dossier de l'installation pendant cinq années.</p> <p>Si une indisponibilité ou un dysfonctionnement des installations de traitement et/ou de pré-traitement est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées par le présent arrêté, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en</p>	<p>Pas de justification</p>	<p>Voir paragraphe 16.2 page 253. Le site possède des séparateurs hydrocarbures qui seront régulièrement entretenus et l'exploitant effectuera des analyses après traitement pour contrôler le respect des seuils de rejet. Il s'agit uniquement d'eaux pluviales.</p>	<p>Conforme</p>

limitant ou en arrêtant si besoin l'activité concernée.			
<p align="center">Article 39</p> <p align="center">Emission dans l'air</p> <p>Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont captés à la source et canalisés, sauf dans le cas d'une impossibilité technique justifiée. Les rejets sont conformes aux dispositions du présent arrêté.</p> <p>Les stockages de produits pulvérulents ou volatils, susceptibles de conduire à des émissions diffuses de polluants dans l'atmosphère, sont confinés (réipients, silos, bâtiments fermés, etc.).</p> <p>Le stockage des autres produits en vrac est réalisé dans la mesure du possible dans des espaces fermés. À défaut, des dispositions particulières tant au niveau de la conception et de la construction (implantation en fonction du vent, etc.) que de l'exploitation sont mises en œuvre.</p> <p>Lorsque les stockages de produits pulvérulents se font à l'air libre, l'humidification du stockage ou la pulvérisation d'additifs pour limiter les envols par temps sec sont permis.</p>	<p>Le projet va canaliser les poussières et utiliser un système de dépoussiérage identique à ceux du site existant. Il y aura un seul point de rejet au niveau du bâtiment avec un local poussière fermé (stockage de la poussière humidifiée dans une benne).</p> <p>Il n'y aura pas de stockage de produit dans le bâtiment du projet.</p>	<p>Système de dépoussiérage (cf.12.9 page 225), description en annexe 27. Stockage de produit dans l'atelier C fermé.</p>	Conforme
<p align="center">Article 40</p> <p>Les points de rejet dans le milieu naturel sont en nombre aussi réduit que possible. Si plusieurs points de rejet sont nécessaires, l'exploitant le justifie.</p> <p>Les effluents sont collectés et rejetés à l'atmosphère, après traitement éventuel, par l'intermédiaire de conduits d'évacuation pour permettre une bonne diffusion des rejets. La forme des conduits, notamment dans leur partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère.</p> <p>L'emplacement de ces conduits est tel qu'il ne peut y avoir à aucun moment siphonage des effluents rejetés dans les conduits ou prises d'air avoisinants. Les contours des conduits</p>	<p>Le projet n'aura qu'un point de rejet poussière</p>	<p>Le site possède un système de dépoussiérage qui permet l'humidification de la poussière pour être stocké en benne au point du rejet. Des analyses de poussière sont disponibles en annexe 27. Il y en tout 14 points de rejet.</p>	Conforme

ne présentent pas de point anguleux et la variation de la section des conduits au voisinage du débouché est continue et lente.			
<p align="center">Article 41</p> <p align="center">Les points de mesure et les points de prélèvement d'échantillons sont aménagés conformément aux règles en vigueur et équipés des appareils nécessaires pour effectuer les mesures prévues par le présent arrêté dans des conditions représentatives</p>	<p>Le site sera équipé de la même manière que le site existant avec une trappe permettant de réaliser aisément des analyses (descriptif du système dans les analyses de poussière en annexe 27).</p>	<p>Les moyens pour accéder aux mesures sont décrits en annexe 27 avec les analyses, il s'agit d'accès par nacelle majoritairement.</p>	Conforme
<p align="center">Article 42</p> <p align="center">La hauteur de la cheminée (différence entre l'altitude du débouché à l'air libre et l'altitude moyenne du sol à l'endroit considéré) exprimée en mètres est déterminée, d'une part, en fonction du niveau des émissions de polluants à l'atmosphère, d'autre part, en fonction de l'existence d'obstacles susceptibles de gêner la dispersion des gaz.</p> <p align="center">Cette hauteur respecte les dispositions de l'annexe II de l'arrêté du 24 avril 2017 susvisé.</p>	<p>Pas d'analyses car pas en fonctionnement. On se base donc sur les analyses de l'existant (système quasiment identique). $S = k \cdot q / \text{cm}$ soit $S = 680 \cdot 0,0395 / 0,11$ (cm=cr-co définie dans l'arrêté) = 244,2. Température annuelle ambiante 11 °C et 16,9°C en débouché 50 Kelvin est donc prise en compte comme différence de température $H_p = S^{1/2} \cdot ((R \cdot DT)^{-1/6})$ $= 244,2^{1/2} \cdot (68600 \cdot 50^{-1/6}) = 1,27$ m. Le débouché de la cheminée sera en partie haute du bâtiment et donc a beaucoup plus de 1,27 m. Il n'y aura pas d'obstacle naturels ou artificiels</p>	<p>Tous les points de rejet sont à 8 m de hauteur. Premier point de rejet : $S = k \cdot q / \text{cm}$ soit $S = 680 \cdot 0,0395 / 0,11$ (cm=cr-co définie dans l'arrêté) = 244,2. Température annuelle ambiante 11 °C et 16,9°C en débouché 50 Kelvin est donc prise en compte comme différence de température $H_p = S^{1/2} \cdot ((R \cdot DT)^{-1/6})$ $= 244,2^{1/2} \cdot (68600 \cdot 50^{-1/6}) = 1,27$ m. Deuxième point de rejet : $S = k \cdot q / \text{cm}$ soit $S = 680 \cdot 0,00998 / 0,11$ (cm=cr-co définie dans l'arrêté) = 61,7. Température annuelle ambiante 11 °C et 19,6°C en débouché 50 Kelvin est donc prise en compte comme</p>	Conforme

	<p>perturbant la diffusion de gaz. La vitesse d'éjection sera à plus de 8 m/s.</p>	<p>différence de température $H_p = S^{1/2} * (R * DT)^{-1/6}$ $= 61,7^{1/2} * (27800 * 50^{-1/6}) = 0,74$ m.</p> <p>Troisième point de rejet : $S = k * q / cm$ soit $S =$ $680 * 0,0248 / 0,11$ (cm=cr-co définie dans l'arrêté) $= 153,31$.</p> <p>Température annuelle ambiante 11 °C et 19,6°C en débouché 50 Kelvin est donc prise en compte comme différence de température $H_p = S^{1/2} * (R * DT)^{-1/6}$ $= 153,31^{1/2} * (39700 * 50^{-1/6}) = 1,1$ m.</p> <p>Quatrième point de rejet : $S = k * q / cm$ soit $S =$ $680 * 0,0541 / 0,11$ (cm=cr-co définie dans l'arrêté) $= 334,5$.</p> <p>Température annuelle ambiante 11 °C et 14,5°C en débouché 50 Kelvin est donc prise en compte comme différence de température $H_p = S^{1/2} * (R * DT)^{-1/6}$ $= 334,5^{1/2} * (66900 * 50^{-1/6}) = 1,5$ m.</p> <p>Cinquième point de rejet : $S = k * q / cm$ soit $S =$ $680 * 0,0190 / 0,11$ (cm=cr-co</p>	
--	--	--	--

		<p>définie dans l'arrêté) =117,5. Température annuelle ambiante 11 °C et 14,8°C en débranché 50 Kelvin est donc prise en compte comme différence de température $H_p = S^{(1/2)} * ((R * DT)^{-1/6})$ $= 117,5^{1/2} * (68900 * 50^{-1/6}) = 0,88 \text{ m.}$</p> <p>Sixième point de rejet : $S = k * q / \text{cm}$ soit $S =$ $680 * 0,0168 / 0,11$ (cm=cr-co définie dans l'arrêté) =103,9. Température annuelle ambiante 11 °C et 18,8°C en débranché 50 Kelvin est donc prise en compte comme différence de température $H_p = S^{(1/2)} * ((R * DT)^{-1/6})$ $= 103,9^{1/2} * (28300 * 50^{-1/6}) = 0,96 \text{ m.}$</p> <p>Septième point de rejet : $S = k * q / \text{cm}$ soit $S =$ $680 * 0,0489 / 0,11$ (cm=cr-co définie dans l'arrêté) =302,3. Température annuelle ambiante 11 °C et 19°C en débranché 50 Kelvin est donc prise en compte comme différence de température $H_p = S^{(1/2)} * ((R * DT)^{-1/6})$ $= 302,3^{1/2} * (48600 * 50^{-1/6}) = 1,5$</p>	
--	--	---	--

		<p>m.</p> <p>Huitième point de rejet : $S = k \cdot q / \text{cm}$ soit $S = 680 \cdot 0,0317 / 0,11$ (cm=cr-co définie dans l'arrêté) =196. Température annuelle ambiante 11 °C et 14,2°C en débouché 50 Kelvin est donc prise en compte comme différence de température $H_p = S^{1/2} \cdot ((R \cdot DT)^{-1/6})$ $= 196^{1/2} \cdot (50600 \cdot 50^{-1/6}) = 1,2$ m.</p> <p>Neuvième point de rejet : $S = k \cdot q / \text{cm}$ soit $S = 680 \cdot 0,0268 / 0,11$ (cm=cr-co définie dans l'arrêté) =165,67. Température annuelle ambiante 11 °C et 14,2°C en débouché 50 Kelvin est donc prise en compte comme différence de température $H_p = S^{1/2} \cdot ((R \cdot DT)^{-1/6})$ $= 165,67^{1/2} \cdot (46500 \cdot 50^{-1/6}) = 1,12$ m.</p> <p>Dixième point de rejet : $S = k \cdot q / \text{cm}$ soit $S = 680 \cdot 0,0411 / 0,11$ (cm=cr-co définie dans l'arrêté) =254,1. Température annuelle ambiante 11 °C et 14,2°C en</p>	
--	--	--	--

		<p>débouché 50 Kelvin est donc prise en compte comme différence de température</p> $H_p = S^{1/2} * ((R * DT)^{-1/6})$ $= 254,1^{1/2} * (47200 * 50^{-1/6}) = 1,39 \text{ m.}$ <p>Onzième point de rejet :</p> <p>$S = k * q / \text{cm}$ soit $S = 680 * 0,0274 / 0,11$ (cm=cr-co définie dans l'arrêté) = 169,4.</p> <p>Température annuelle ambiante 11 °C et 18°C en débouché 50 Kelvin est donc prise en compte comme différence de température</p> $H_p = S^{1/2} * ((R * DT)^{-1/6})$ $= 169,4^{1/2} * (45800 * 50^{-1/6}) = 1,14 \text{ m.}$ <p>Douzième point de rejet :</p> <p>$S = k * q / \text{cm}$ soit $S = 680 * 0,0150 / 0,11$ (cm=cr-co définie dans l'arrêté) = 92,8.</p> <p>Température annuelle ambiante 11 °C et 15,9°C en débouché 50 Kelvin est donc prise en compte comme différence de température</p> $H_p = S^{1/2} * ((R * DT)^{-1/6})$ $= 92,8^{1/2} * (51200 * 50^{-1/6}) = 0,83 \text{ m.}$ <p>Treizième point de rejet :</p> <p>$S = k * q / \text{cm}$ soit $S =$</p>	
--	--	--	--

		<p>680*0,0509/0,11 (cm=cr-co définie dans l'arrêté)=314,7. Température annuelle ambiante 11 °C et 18°C en débouché 50 Kelvin est donc prise en compte comme différence de température $H_p = S^{(1/2)} * (R * DT)^{-1/6}$ $= 314,7^{1/2} * (45900 * 50^{-1/6}) = 1,55 \text{ m.}$ <p>Quatorzième point de rejet : $S = k * q / \text{cm}$ soit S = 680*0,0166/0,11 (cm=cr-co définie dans l'arrêté)=102,6. Température annuelle ambiante 11 °C et 17,4°C en débouché 50 Kelvin est donc prise en compte comme différence de température $H_p = S^{(1/2)} * (R * DT)^{-1/6}$ $= 102,6^{1/2} * (54400 * 50^{-1/6}) = 0,86 \text{ m.}$ <p>Il n'y a pas d'obstacle naturels ou artificiels perturbant la diffusion de gaz des différentes cheminées ni de cumul de cheminées. La vitesse d'éjection est à plus de 8 m/s pour chaque cheminée.</p> </p></p>	
--	--	---	--

<p>Article 43</p> <p>Pour la détermination des flux, les émissions canalisées et les émissions diffuses sont prises en compte. Les méthodes de mesure, prélèvement et analyse, de référence en vigueur sont fixées « dans un avis publié au Journal officiel ».</p> <p>Si plusieurs points de rejets ont les mêmes caractéristiques (équipement raccordé, traitement réalisé, flux, etc., une mesure pourra être réalisé sur un seul des points de rejet. La justification technique correspondante est jointe au dossier d'enregistrement.</p>	<p>Les méthodes d'analyses et de prélèvement seront les mêmes que pour la partie existante (voir annexe 27).</p>	<p>Les méthodes d'analyses et de prélèvement sont décrites en annexe 27.</p>	<p>Conforme</p>
<p>Article 44</p> <p>Les débits et concentrations en polluants sont exprimés en gramme(s) ou milligrammes(s) par mètre cube rapporté aux mêmes conditions normalisées.</p> <p>Pour les valeurs limites d'émission fixées au II. de l'article 45, le débit des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes par heure rapporté à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) et à la teneur réelle en oxygène.</p> <p>Pour les valeurs limites d'émission fixées au III. de l'article 45, le débit des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes par</p>	<p>Même méthode que pour la partie existante (voir annexe 27)</p>	<p>Les débits sont bien exprimés en mg par m3 (voir annexe 27).</p>	<p>Conforme</p>

heure rapporté à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) sur gaz humide. La teneur en oxygène utilisée est la teneur réelle en oxygène des gaz de combustion non dilués par addition d'air non indispensable au procédé. L'exploitant peut justifier la teneur réelle en oxygène mesurée sauf dans le cas du séchage des pulpes de betteraves où le taux d'oxygène est fixé forfaitairement à 16 %.											
<p>Article 45</p> <p>I. Les valeurs limites s'imposent à des mesures, prélèvements et analyses moyens réalisés sur une durée d'une demi-heure.</p> <p>Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat de mesure ne dépasse le double de la valeur limite prescrite. Dans le cas de mesures périodiques, la moyenne de toutes les mesures réalisées lors d'une opération de surveillance ne dépasse pas les valeurs limites d'émission.</p> <p>II. Dispositions générales hors installations de séchage par contact direct :</p> <p>Les effluents gazeux respectent les valeurs limites figurant dans le tableau ci-après selon le flux horaire. Dans le cas où le même polluant est émis par divers rejets canalisés, les valeurs limites applicables à chaque rejet canalisé sont déterminées le cas échéant en fonction du flux total de l'ensemble des rejets canalisés et diffus.</p>	Les mesures seront réalisées pendant plus d'une demi-heure et comparé aux seuils réglementaires et au VLE (40 mg/m3) comme pour l'existant (annexe 27).	Les mesures seront réalisées pendant plus d'une demi-heure et comparé aux seuils réglementaires et au VLE (40 mg/m3) (annexe 27).	Conforme								
<table><tr><th>Polluant</th><th>Valeur limite d'émission</th></tr><tr><td colspan="2">Poussières totales :</td></tr><tr><td>Flux horaire inférieur ou égal à 1 kg/h</td><td>100 mg/m³</td></tr><tr><td>Flux horaire est supérieur à 1</td><td>40 mg/m³</td></tr></table>	Polluant	Valeur limite d'émission	Poussières totales :		Flux horaire inférieur ou égal à 1 kg/h	100 mg/m³	Flux horaire est supérieur à 1	40 mg/m³			
Polluant	Valeur limite d'émission										
Poussières totales :											
Flux horaire inférieur ou égal à 1 kg/h	100 mg/m³										
Flux horaire est supérieur à 1	40 mg/m³										

kg/h			
<p>Les dispositions du présent article s'appliquent sans préjudice des dispositions éventuellement plus contraignantes imposées par arrêté préfectoral aux installations existantes.</p> <p>III. Dispositions particulières applicables aux installations de séchage par contact direct :</p> <p>Les valeurs limites d'émission reprises ci-dessous ne sont applicables qu'aux installations d'une puissance supérieure à 1 MW.</p> <p>Pour les oxydes d'azote, les oxydes de soufre et les métaux : Pour les installations de plus de 1 MW mais moins de 50 MW, l'installation respecte les valeurs limites d'émission applicables aux générateurs de chaleur directe (NO_x et métaux) ou aux installations de combustion (SO_x) telles que définies par les arrêtés relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement au titre de la rubrique 2910 selon la puissance de l'installation. Pour les installations de plus de 50 MW, les teneurs en oxyde d'azote, oxyde de soufre et en métaux respectent les valeurs limites d'émission applicables aux installations de combustion telles que définies par les arrêtés relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement au titre de la rubrique 3110. Pour les COVNM et les poussières, les valeurs limites sont les suivantes :</p>			
Paramètre suivi	Valeur limite d'émission (mg/Nm³)		
Pour les installations existantes à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté			

Poussières	pour les installations entre 1 et 50 MW : 200 pour les installations supérieures 50 MW : -180 (dès l'entrée en vigueur du présent arrêté) -150 (au 1er janvier 2030)			
COVNM issus de la combustion exprimés en carbone total (*)	110 (applicable au 1er janvier 2023 pour les installations supérieures à 50 MW et au 1er janvier 2025 pour les autres installations)			
Pour les installations nouvelles				
Poussières	150			
COVNM issus de la combustion exprimés en carbone total (*)	110			
Pour l'ensemble des VLE, les dispositions du présent article s'appliquent sans préjudice des dispositions éventuellement plus contraignantes imposées par arrêté préfectoral aux installations existantes.				
Article 46 Odeur <p>Toutes les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine d'émission de gaz odorant susceptibles d'incommoder le voisinage.</p> <p>Lorsqu'il y a des sources potentielles d'odeurs de grande surface (bassins de stockage, de traitement, etc.) difficiles à confiner, celles-ci sont implantées de manière à limiter la gêne pour le voisinage (éloignement, etc.).</p>		Il n'y a pas de risque d'émissions d'odeurs sur le site. En effet, il n'y a aucun effluent odorant produit. De même les déchets ne sont pas odorants. Les produits dangereux sont stockés en intérieur dans l'atelier du site.	Il n'y a pas de risque d'émissions d'odeurs sur le site. En effet, il n'y a aucun effluent odorant produit. De même les déchets ne sont pas odorants. Les produits dangereux sont stockés en intérieur dans l'atelier du site.	Conforme

Article 47 Emission dans le sol Hors épandage défini à l'article 50, les rejets directs dans les sols sont interdits.			Aucune émission	Aucune émission	Conforme
Article 48 Bruit I. Valeurs limites de bruit : Les émissions sonores de l'installation ne sont pas à l'origine, dans les zones à émergence réglementée, d'une émergence supérieure aux valeurs admissibles définies dans le tableau suivant :			Les mesures de bruit effectuées sont conformes à la réglementation. Le trafic routier sur la nationale impact fortement l'émergence au point 3 comme l'a indiqué les résultats des mesures Cf. 12.7 page 199 Les véhicules sont conformes à la réglementation bruit en vigueur. Installation ne produisant pas de vibration conséquente.	Les mesures de bruit effectuées sont conformes à la réglementation. Le trafic routier sur la nationale impact fortement l'émergence au point 3 comme l'a indiqué les résultats des mesures Cf. 12.7 page 199 Les véhicules sont conformes à la réglementation bruit en vigueur. Installation ne produisant pas de vibration conséquente.	Conforme
Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'installation)	Émergence admissible pour la période allant de 7 h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22 h à 7 h, ainsi que les dimanches et jours fériés			
supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB (A)	6 dB (A)	4 dB (A)			
supérieur à 45 dB (A)	5 dB (A)	3 dB (A)			
De plus, le niveau de bruit en limite de propriété de l'installation ne dépasse pas, lorsqu'elle est en fonctionnement, 70 dB (A) pour la période de jour et 60 dB (A) pour la période de nuit, sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite. Dans le cas où le bruit particulier de l'établissement est à tonalité marquée au sens du point 1.9 de l'annexe de l'arrêté du					

<p>23 janvier 1997 susvisé, de manière établie ou cyclique, sa durée d'apparition n'excède pas 30 pour cent de la durée de fonctionnement de l'établissement dans chacune des périodes diurne ou nocturne définies dans le tableau ci-dessus.</p> <p>II. Véhicules - engins de chantier :</p> <p>Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'installation sont conformes aux dispositions en vigueur en matière de limitation de leurs émissions sonores.</p> <p>L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.), gênant pour le voisinage, est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention et au signalement d'incidents graves ou d'accidents.</p> <p>III. Vibrations :</p> <p>Les vibrations émises sont conformes aux dispositions fixées à l'annexe I de l'arrêté du 24 avril 2017 susvisé.</p> <p>IV. Surveillance par l'exploitant des émissions sonores :</p> <p>Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée un an au maximum après la mise en service de l'installation.</p> <p>Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 susvisé. Ces mesures sont effectuées dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins.</p> <p>Une mesure des émissions sonores peut être effectuée aux frais de l'exploitant, par un organisme qualifié à la demande de l'inspection des installations classées.</p>			
<p>Article 49 Déchets Les déchets produits par l'installation sont entreposés dans des conditions prévenant toute dégradation qui remettrait</p>	<p>Les déchets produits seront stockés dans des bennes et containers et évacués en filière adapté (cf. 18 page</p>	<p>Les déchets produits seront stockés dans des bennes et containers et évacués en filière adapté (cf. 18 page</p>	<p>Conforme</p>

<p>en cause leur valorisation ou élimination appropriée.</p> <p>La quantité de déchets entreposés sur le site ne dépasse pas la capacité correspondant à six mois de production ou, en cas de traitement externe, un lot normal d'expédition vers l'installation de traitement.</p> <p>Lorsque la quantité de déchets produite dépasse le seuil défini à l'article D. 543-280 du code de l'environnement, le tri et la valorisation prévus aux articles D. 543-281 et suivants de ce même code sont mis en place.</p> <p>L'exploitant conserve pendant 10 ans l'attestation prévue à l'article D. 543-284 de ce même code ou la preuve de la valorisation de ces déchets par lui-même ou par une installation de valorisation à laquelle il a confié directement ses déchets.</p> <p>Les déchets dangereux font l'objet d'un bordereau de suivi qui est conservé pendant 10 ans.</p> <p>Le brûlage des déchets liquides, solides et gazeux est interdit sur le site.</p>	271)	271)	
<p>Article 50</p> <p>Epandage</p> <p>Dispositions techniques applicables à l'épandage.</p> <p>L'épandage de déchets ou d'effluents est autorisé sous réserve du respect des dispositions de l'annexe III de l'arrêté du 24 avril 2017 susvisé.</p>	Aucun épandage	Aucun épandage	Conforme
<p>Article 51</p> <p>Surveillance des émissions</p> <p>L'exploitant met en place un programme de surveillance de ses émissions dans les conditions fixées aux articles 52 à 53. Les mesures sont effectuées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais.</p> <p>Les dispositions des alinéas II et III de l'article 58 de l'arrêté du 2 février 1998 modifié s'appliquent.</p>	Aucune justification à apporter	Voir analyse de poussière en annexe 15	Conforme

Les résultats des mesures sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. Les résultats de ces mesures sont portés sur un registre éventuellement informatisé et conservés dans le dossier de l'installation pendant cinq années.									
<p>Article 52</p> <p>I. Dispositions générales hors installations de séchage par contact direct :</p> <p>Une mesure de poussières totales est effectuée par un organisme agréé au minimum un an après la mise en service de l'installation, puis tous les trois ans.</p> <p>Les résultats des mesures sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>De plus, lorsque les rejets à l'atmosphère dépassent au moins l'un des seuils ci-dessous, l'exploitant réalise dans les conditions prévues à l'article 46, le prélèvement et la mesure pour le paramètre concerné conformément aux dispositions ci-après. Dans le cas où les émissions diffuses représentent une part notable des flux autorisés, ces émissions sont évaluées périodiquement.</p> <table><tr><th colspan="2">1° Poussières totales</th></tr><tr><td>Flux horaire supérieur à 50 kg/h</td><td>Mesure en permanence par une méthode gravimétrique</td></tr><tr><td>Flux horaire supérieur à 5 kg/h, mais inférieur ou égal à 50 kg/h</td><td>Évaluation en permanence de la teneur en poussières des rejets (opacimètre, autre)</td></tr></table> <p>II. Dispositions particulières applicables aux installations de séchage par contact direct :</p> <p>Le suivi des émissions dans l'air est réalisé conformément aux fréquences et conditions définies ci-dessous.</p>	1° Poussières totales		Flux horaire supérieur à 50 kg/h	Mesure en permanence par une méthode gravimétrique	Flux horaire supérieur à 5 kg/h, mais inférieur ou égal à 50 kg/h	Évaluation en permanence de la teneur en poussières des rejets (opacimètre, autre)	Aucune justification à apporter	Voir analyse de poussière en annexe 15	Conforme
1° Poussières totales									
Flux horaire supérieur à 50 kg/h	Mesure en permanence par une méthode gravimétrique								
Flux horaire supérieur à 5 kg/h, mais inférieur ou égal à 50 kg/h	Évaluation en permanence de la teneur en poussières des rejets (opacimètre, autre)								

Polluant	Puissance de 1 à 5 MW	Puissance supérieure à 5 et inférieure ou égale à 20 MW	Puissance supérieure à 20MW et, indépendamment de la puissance, en cas d'utilisation d'un combustible visé par la rubrique 2910 B			
Poussières	Triennal	Biennal	Semestriel (trimestriel pour les installations multi-produits)			
NOx	Triennal	Biennal	Semestriel			
SO ₂ (1)	Triennal	Biennal	Semestriel			
COV	Première mesure	Biennal	Annuel			
Métaux			Annuel			
<p>La teneur en oxygène et la température sont suivies en continu.</p> <p>Pour les différents polluants, les dispositions éventuellement plus contraignantes imposées par arrêté préfectoral aux installations existantes demeurent applicables.</p> <p><i>(1) les installations fonctionnant exclusivement au gaz naturel sont exemptées du suivi.</i></p> <p>Pour les installations de combustion utilisant de la biomasse ou d'autres combustibles liquides ou gazeux, si l'exploitant peut prouver que les émissions de SO₂ ne peuvent en aucun cas être supérieures aux valeurs limites d'émission prescrites, les installations concernées sont exemptées du suivi.</p>						

Article 53

Que les effluents soient rejetés dans le milieu naturel ou dans un réseau de raccordement à une station d'épuration collective et, le cas échéant, lorsque les flux journaliers autorisés dépassent les valeurs indiquées en contributions nettes, une mesure est réalisée selon la fréquence indiquée dans le tableau ci-dessous pour les polluants énumérés ci-après, à partir d'un échantillon représentatif sur une durée de vingt-quatre heures :

Débit	Journellement ou en continu lorsque le débit est supérieur à 200 m ³ /j
Température	Journellement ou en continu lorsque le débit est supérieur à 200 m ³ /j
pH	Journellement ou en continu lorsque le débit est supérieur à 200 m ³ /j
DCO (sur effluent non décanté)	Semestrielle pour les effluents raccordés Mensuelle pour les rejets dans le milieu naturel
Matières en suspension	Semestrielle pour les effluents raccordés Mensuelle pour les rejets dans le milieu naturel
DBO ₅ (*) (sur effluent non décanté)	Semestrielle pour les effluents raccordés Mensuelle pour les rejets dans le milieu naturel
Azote global	Semestrielle pour les effluents raccordés Mensuelle pour les rejets dans le milieu naturel

Aucune justification à apporter

Voir analyse de poussière en annexe 15

Conforme

Phosphore total	Semestrielle pour les effluents raccordés Mensuelle pour les rejets dans le milieu naturel			
Chrome et composés (en Cr)	Trimestrielle si le flux rejeté est supérieur à 200 g/j pour les rejets raccordés et à défaut d'une fréquence de suivi définie par document contractuel entre l'exploitant et le gestionnaire de station Trimestrielle si le flux rejeté est supérieur à 200 g/j pour les rejets dans le milieu naturel			
Cuivre et composés (en Cu)	Trimestrielle si le flux rejeté est supérieur à 200 g/j pour les rejets raccordés et à défaut d'une fréquence de suivi définie par document contractuel entre l'exploitant et le gestionnaire de station Trimestrielle si le flux rejeté est supérieur à 200 g/j pour les rejets dans le milieu naturel			
Nickel et composés (en Ni)	Trimestrielle si le flux rejeté est supérieur à 20 g/j pour les rejets raccordés et à défaut d'une fréquence de suivi définie par document contractuel entre l'exploitant et le gestionnaire de station Trimestrielle si le flux rejeté est supérieur à 20 g/j pour les rejets dans le milieu naturel			

Zinc et composés (en Zn)	<p>Trimestrielle si le flux rejeté est supérieur à 200 g/j pour les rejets raccordés et à défaut d'une fréquence de suivi définie par document contractuel entre l'exploitant et le gestionnaire de station</p> <p>Trimestrielle si le flux rejeté est supérieur à 200 g/j pour les rejets dans le milieu naturel</p>			
Autre substance dangereuse visée à l'article 36-5	<p>Trimestrielle si le flux rejeté est supérieur à 20 g/j pour les rejets raccordés et à défaut d'une fréquence de suivi définie par document contractuel entre l'exploitant et le gestionnaire de station</p> <p>Trimestrielle si le flux rejeté est supérieur à 20 g/j pour les rejets dans le milieu naturel</p>			
<p>Lorsque les polluants bénéficient, au sein du périmètre autorisé, d'une dilution telle qu'ils ne sont plus mesurables au niveau du rejet au milieu extérieur ou au niveau du raccordement avec un réseau d'assainissement, ils sont mesurés au sein du périmètre autorisé avant dilution.</p> <p>Les polluants qui ne sont pas susceptibles d'être émis par l'installation ne font pas l'objet des mesures périodiques prévues. Dans ce cas, l'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments techniques permettant d'attester l'absence d'émission de ces produits par l'installation.</p>				

<p>Article 54 Dispositions particulières Les dispositions des articles 1, 2, 3, 4, 5, 7, 11, 12, 13, 14, 15, 16 et 17 de l'arrêté du 18 février 2010 susvisé sont applicables aux installations existantes.</p>	<p>Aucune justification à apporter</p>	<p>Aucune justification à apporter</p>	<p>Conforme</p>
---	--	--	-----------------

10. Compatibilité avec les prescriptions générales applicables de l'arrêté de la rubrique 1510 du projet

Concernant la partie existante, les bâtiments B, D, G, H1 ont été déclarés en 2005 en déclaration. Ils doivent donc répondre à l'annexe V alinéa 2 de l'arrêté. Les points modifiés sont les articles 2, 3, 4, 5, 7, 11, 12, 13 et 27 (5.1, 13 et 27 pas applicables). Les bâtiments I, J et K ont été mis à jour en 2016. Les points modifiés sont l'alinéa 2, 3.2, 3.3, 4, 5, 6, 7 et 27 (5.1, 6 et 27 pas applicable).

Concernant les nouveaux bâtiment M, et L, selon l'alinéa 6 des prescriptions générales, l'annexe VII définit les prescriptions applicables en lieu et place des dispositions correspondantes de l'annexe II. Les prescriptions auxquelles ces installations sont déjà soumises demeurent également applicables, le cas échéant jusqu'à l'application de dispositions plus contraignantes.

Le projet doit répondre également à l'annexe 7, seules les dispositions 1, 2.III (sauf le dernier alinéa), 3.1, 3.5, 8, 9, sauf alinéas 7 à 9, 12, 13, 14, alinéa 4, 15 (sauf alinéas 2 et 4), 16, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25 et 26 de l'annexe II de l'arrêté sont applicables en tenant compte des modalités particulières d'application définies dans le tableau pour les alinéas 2, 3.1, 10, 12, 13, 16 et 23.

Prescriptions	Réponses du site partie projet (bâtiment M et bâtiment L)	Réponses du site partie existante (Bâtiment B, D, G, H1, I, J, K)	Conformité du projet
ANNEXE II			
Article 1.1 Conformité de l'installation L'installation est implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et documents joints au dossier de déclaration, d'enregistrement ou d'autorisation.	Pas de justification à apporter	Pas de justification à apporter	Conforme
Article 1.2 Contenu du dossier L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les éléments suivants : - une copie de la demande de déclaration, d'enregistrement ou	L'exploitant aura en sa possession les différents documents énumérés dans cet article en cas de contrôle de l'inspection.	L'exploitant aura en sa possession les différents documents énumérés dans	Conforme

<p>d'autorisation et du dossier qui l'accompagne ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - ce dossier tenu à jour et daté en fonction des modifications apportées à l'installation ; - l'étude de flux thermique prévue au point 2 pour les installations soumises à déclaration, le cas échéant ; - la preuve de dépôt de déclaration ou l'arrêté d'enregistrement ou d'autorisation délivré par le préfet ainsi que tout autre arrêté préfectoral relatif à l'installation ; - les différents documents prévus par le présent arrêté. <p>Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et, pour les installations soumises à déclaration, de l'organisme chargé du contrôle périodique.</p> <p>« Les éléments des rapports de visites de risques qui portent sur les constats et sur les recommandations issues de l'analyse des risques menée par l'assureur dans l'installation sont également tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. »</p>		<p>cet article en cas de contrôle de l'inspection.</p>	
<p>Article 1.3 Intégration paysagère</p> <p>L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.</p> <p>Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté et exempts de sources potentielles d'incendie. Des écrans de végétation sont mis en place, si cela est possible.</p> <p>Pour l'entretien des surfaces extérieures de son site (parkings, espaces verts, voies de circulation...), l'exploitant met en œuvre des bonnes pratiques, notamment en ce qui concerne le désherbage.</p>	<p>Le site est bordé par un écran végétal du côté des tiers les plus proche (cf. 15 page 247 et permis de construire en annexe 5). Le site est maintenu en bon état de propreté avec un nettoyage à la fin de chaque poste et un nettoyage approfondi les vendredi après-midi (soufflage, aspiration et balayage), la cour est balayée avec une balayeuse sur manitou). Les espaces verts côté projet seront surtout des espaces enherbées. Une tonte sera effectuée régulièrement et du</p>	<p>Le site est bordé par un écran végétal du côté des tiers les plus proche (cf. 15 page 247 et permis de construire en annexe 5). Le site est maintenu en bon état de propreté avec un nettoyage à la fin de chaque poste et un nettoyage approfondi les</p>	<p>Conforme</p>

	<p>désherbage si besoin. Il n'y aura pas d'utilisation de phytosanitaire. Côté rangé d'arbre/écran végétal (bâtiment L), un taillage sera effectué de manière raisonnée (pendant les périodes autorisées de taille des haies) quand cela est nécessaire (afin d'éviter de gêner la côté « publique » de la parcelle adjacente. Les voies d'accès et le parking feront l'objet d'un balayage de la même manière que la cour en cas de dépôt quelconque de résidus de terre, paille, etc ...</p>	<p>vendredi après-midi (soufflage, aspiration et balayage), la cour est balayée avec une balayeuse sur manitou).</p>	
<p>Article 1.4 Etat des matières stockées « I. Dispositions applicables aux installations à enregistrement et autorisation : « L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. « Cet état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants : « 1. servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier, cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. « Pour les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un</p>	<p>Les fiches de données sécurité sont disponibles en annexe 6</p>	<p>Les fiches de données sécurité sont disponibles en annexe 6</p>	<p>Conforme</p>

<p>classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.</p> <p>« Pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.</p> <p>« Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance ;</p> <p>« 2. répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.</p> <p>« L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.</p> <p>« Pour les matières dangereuses et les cellules liquides et solides liquéfiables combustibles, cet état est mis à jour, a minima, de manière quotidienne.</p> <p>« Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.</p> <p>« L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.</p> <p>« L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de</p>			
--	--	--	--

<p>données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent, ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition, dans les mêmes conditions que l'état des matières stockées.</p> <p>Ces dispositions sont applicables à compter du 1er janvier 2022.</p> <p>« II. Dispositions applicables aux installations à déclaration :</p> <p>« L'exploitant tient à jour un état des matières stockées.</p> <p>« L'exploitant dispose, sur le site et avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail.</p> <p>« Ces documents sont tenus en permanence, de manière facilement accessible, à disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées. »</p>			
<p>Article 1.5</p> <p>Disposition en cas d'incendie</p> <p>« En cas de sinistre, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour assurer la sécurité des personnes et réaliser les premières mesures de sécurité. Il met en œuvre les actions prévues par le plan de défense incendie défini au point 23 de la présente annexe et par son plan d'opération interne, lorsqu'il existe.</p> <p>« En cas de sinistre, l'exploitant réalise un diagnostic de l'impact environnemental et sanitaire de celui-ci en application des guides établis par le ministère chargé de l'environnement dans le domaine de la gestion post-accidentelle. Il réalise notamment des prélèvements dans l'air, dans les sols et le cas échéant les points d'eau environnants et les eaux destinées à la consommation humaine, afin d'estimer les conséquences de l'incendie en termes de pollution. Le préfet peut prescrire, d'urgence, tout complément utile aux prélèvements réalisés par l'exploitant. »</p>	Pas de justification à apporter	Pas de justification à apporter	Conforme
<p>Article 1.6</p> <p>Eau</p> <p>1.6.1. Plan des réseaux</p> <p>Les différentes canalisations accessibles sont repérées conformément</p>	<p>Plan des réseaux en annexe 3.</p> <p>Pour le projet, il n'y aura aucunes eaux industrielles.</p> <p>Les sanitaires/vestiaires ont fait</p>	<p>Plan des réseaux en annexe 3.</p> <p>Les sanitaires, douches, etc.</p>	Conforme

<p>aux règles en vigueur.</p> <p>Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés.</p> <p>Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation ; - les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, etc.) ; - les secteurs collectés et les réseaux associés ; - les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs, etc.) ; - les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu). <p>« Ces plans sont tenus à la disposition des services d'incendie et de secours en cas de sinistre et sont annexés au plan de défense incendie défini au point 23 de la présente annexe. »</p> <p>1.6.2. Entretien et surveillance</p> <p>Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches (sauf en ce qui concerne les eaux pluviales), et à résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter. L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité.</p> <p>Par ailleurs, un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bacs de disconnexion ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes sont installés afin d'isoler les réseaux d'eaux industrielles et pour éviter des retours de produits non compatibles avec la potabilité de l'eau dans les réseaux d'eau publique ou dans les nappes souterraines. Le bon fonctionnement de ces équipements fait l'objet de vérifications au moins annuelles.</p> <p>1.6.3. Caractéristiques générales de l'ensemble des rejets</p>	<p>l'objet d'une étude de sol conforme (annexe 45).</p> <p>Les eaux pluviales seront gérées de la même façon que le bâtiment N via collecte par regards à grille et acheminé par réseau enterré vers un bassin d'infiltration.</p> <p>Un séparateur d'hydrocarbure sera en place avant arrivé dans le bassin d'infiltration après le bassin tampon (étanche).</p> <p>Un regard au niveau du séparateur permettra son accès pour réaliser les analyses afin de vérifier son bon fonctionnement et le respect des seuils.</p> <p>Des analyses permettront de vérifier les conditions avant rejet de des eaux :</p> <ul style="list-style-type: none"> - pH compris entre 5,5 et 8,5 -Effluent ne provoquant pas de coloration -Effluent sans odeur -MES inférieur à 100 mg/l -Hydrocarbures inférieurs à 10 mg/l -DCO inférieur à 300 mg/l -DBO5 inférieur à 100 mg/l <p>Un entretien régulier du dispositif aura lieu.</p> <p>Les sanitaires/douches/vestiaires</p>	<p>sont gérés par des fosses toutes eaux (système d'assainissement non collectif) dont l'entretien est régulier.</p> <p>Les eaux de l'aire de lavage sont récupérées par une pente vers un regard à grille puis traité avec un débourbeur-déshuileur avant rejet dans un fossé amenant au cours d'eau La Vimeuse (cf. 16 page 251).</p> <p>Les eaux pluviales des bâtiments D, C, G et moitié de E sont collectées via des regards à grille avant d'être traitées via un séparateur d'hydrocarbure puis arrive dans</p>	
---	---	---	--

<p>Les effluents rejetés sont exempts :</p> <ul style="list-style-type: none"> - de matières flottantes ; - de produits susceptibles de dégager, en égout ou dans le milieu naturel, directement ou indirectement, des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes ; - de tout produit susceptible de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières décomposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, sont susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages. <p>1.6.4. Eaux pluviales</p> <p>Les eaux pluviales non souillées ne présentant pas une altération de leur qualité d'origine sont évacuées par un réseau spécifique.</p> <p>Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockage et autres surfaces imperméables, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs séparateurs d'hydrocarbures correctement dimensionnés ou tout autre dispositif d'effet équivalent. Le bon fonctionnement de ces équipements fait l'objet de vérifications au moins annuelles.</p> <p>Les eaux pluviales susvisées rejetées respectent les conditions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - pH compris entre 5,5 et 8,5 ; - la couleur de l'effluent ne provoque pas de coloration persistante du milieu récepteur ; - l'effluent ne dégage aucune odeur ; - teneur en matières en suspension inférieure à 100 mg/l ; - teneur en hydrocarbures inférieure à 10 mg/l ; - teneur chimique en oxygène sur effluent non décanté (DCO) inférieure à 300 mg/l ; - teneur biochimique en oxygène sur effluent non décanté (DBO5) inférieure à 100 mg/l. 	<p>sont gérés par une fosse toutes eaux (voir étude de sol en annexe 45).</p> <p>Le bâtiment L a une gestion par collecte des eaux via regard à grille qui sont envoyées vers un bassin de confinement puis d'infiltration (même que I, J et K)</p> <p>Un séparateur d'hydrocarbure sera en place avant arrivé dans le bassin (le même que pour I, J et K).</p> <p>Un regard au niveau du séparateur permettra son accès pour réaliser les analyses afin de vérifier son bon fonctionnement et le respect des seuils.</p>	<p>un bassin de confinement puis un bassin d'infiltration (ou directement dedans pour une partie du bâtiment B (cf. 16 page 251).</p> <p>Les eaux pluviales des bâtiments A, moitié du B, F, moitié du I et moitié de E sont collectées via des regards à grille avant d'être traitées via un séparateur d'hydrocarbure puis arrive dans un bassin de confinement avant d'arriver au réseau enterré relié au cours d'eau La Vimeuse.</p> <p>Le bâtiment H sera lui relié au système de</p>	
---	---	--	--

<p>Lorsque le ruissellement sur l'ensemble des surfaces (toitures, aires de parking, etc.) de l'entrepôt, en cas de pluie correspondant au maximal décennal de précipitations, est susceptible de générer un débit à la sortie des ouvrages de traitement de ces eaux supérieur à 10 % du QMNA5 du milieu récepteur, l'exploitant met en place un ouvrage de collecte afin de respecter, en cas de précipitations décennales, un débit inférieur à 10 % de ce QMNA5.</p> <p>En cas de rejet dans un ouvrage collectif de collecte, le débit maximal et les valeurs limites de rejet sont fixés par convention entre l'exploitant et le gestionnaire de l'ouvrage de collecte.</p> <p>1.6.5. Eaux domestiques</p> <p>Les eaux domestiques sont collectées de manière séparative.</p> <p>Elles sont traitées et évacuées conformément aux règlements en vigueur sur la commune d'implantation du site.</p>		<p>gestion des eaux pluviales du projet d'extension prévu qui est un traitement par séparateur d'hydrocarbure puis envoi vers un bassin d'infiltration.</p> <p>Les bâtiments J et K ont une gestion par collecte des eaux via regard à grille qui sont envoyées vers un bassin de confinement puis d'infiltration.</p> <p>Un séparateur d'hydrocarbure sera en place avant arrivé dans le bassin d'infiltration.</p> <p>Des analyses permettront de vérifier les conditions avant rejet de des</p>	
--	--	--	--

		<p>eaux :</p> <ul style="list-style-type: none"> - pH compris entre 5,5 et 8,5 -Effluent ne provoquant pas de coloration -Effluent sans odeur -MES inférieur à 100 mg/l -Hydrocarbures inférieurs à 10 mg/l -DCO inférieur à 300 mg/l -DBO5 inférieur à 100 mg/l <p>Un entretien régulier du dispositif a lieu.</p> <p>Les eaux domestiques concernent les eaux usées des douches, sanitaire et réfectoire. Elles sont gérées par un système de fosse toutes eaux faisant l'objet d'un entretien</p>	
--	--	---	--

		régulier.	
<p align="center">Article 1.7 Déchet 1.7.1. Généralités</p> <p>L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de ses installations pour assurer une bonne gestion des déchets de son entreprise, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - limiter à la source la quantité et la toxicité de ses déchets en adoptant des technologies propres ; - trier, recycler, valoriser ses sous-produits de fabrication ; - s'assurer du traitement ou du prétraitement de ses déchets, notamment par voie physico-chimique, biologique ou thermique ; - s'assurer, pour les déchets ultimes dont le volume doit être strictement limité, d'un stockage dans les meilleures conditions possibles. <p align="center">1.7.2. Stockage des déchets</p> <p>Les déchets et résidus produits sont stockés, avant leur gestion dans les filières adaptées, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.</p> <p>Les stockages temporaires, avant gestion des déchets spéciaux, sont réalisés sur des cuvettes de rétention étanches et si possible protégés des eaux météoriques.</p> <p align="center">1.7.3. Gestion des déchets</p> <p>Les déchets qui ne peuvent pas être valorisés sont stockés définitivement dans des installations réglementées conformément au code de l'environnement. L'exploitant est en mesure de justifier la gestion adaptée de ces déchets sur demande de l'inspection des installations classées. Il met en place un registre caractérisant et quantifiant tous les déchets dangereux générés par ses activités.</p> <p align="center">Tout brûlage à l'air libre est interdit.</p>	<p align="center">Les déchets produits seront stockés dans des bennes et containers et évacués en filière adapté (cf. 18 page 271)</p>	<p align="center">Les déchets produits seront stockés dans des bennes et containers et évacués en filière adapté (cf. 18 page 271)</p>	Conforme
Article 1.8	Sans objet	Sans objet	Conforme

<p>Dispositions générales pour les installations soumises à déclaration Sans préjudice des dispositions du code de l'environnement, les installations soumises à déclaration respectent les dispositions suivantes :</p> <p>1.8.1. Contrôle périodique</p> <p>L'installation est soumise à des contrôles périodiques par des organismes agréés dans les conditions définies par les articles R. 512-55 à R. 512-60 du code de l'environnement.</p> <p>Ces contrôles ont pour objet de vérifier la conformité de l'installation aux prescriptions de la présente annexe, lorsqu'elles lui sont applicables.</p> <p>Ils sont listés en annexe III du présent arrêté.</p> <p>Les prescriptions dont le non-respect constitue une non-conformité majeure entraînant l'information du préfet dans les conditions prévues à l'article R. 512-59-1 sont repérées dans l'annexe III par la mention : « le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure ».</p> <p>L'exploitant conserve le rapport de visite que l'organisme agréé lui adresse dans le dossier installations classées prévu au présent point 1.2. Si le rapport fait apparaître des non-conformités aux dispositions faisant l'objet du contrôle, l'exploitant met en œuvre les actions correctives nécessaires pour y remédier. Ces actions ainsi que leurs dates de mise en œuvre sont formalisées et conservées dans le dossier susmentionné.</p> <p>1.8.2. Modifications</p> <p>Toute modification apportée par le déclarant à l'installation, à son mode d'exploitation ou à son voisinage, entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale, est portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet, qui peut exiger une nouvelle déclaration en application de l'article R. 512-54.</p> <p>1.8.3. Contenu de la déclaration</p> <p>La déclaration précise les mesures prises relatives aux conditions d'utilisation, d'épuration et d'évacuation des eaux résiduelles et des émanations de toutes natures ainsi que d'élimination des déchets et résidus en vue de respecter les dispositions du présent arrêté.</p>			
--	--	--	--

<p>1.8.4. Déclaration d'accident ou de pollution accidentelle</p> <p>L'exploitant d'une installation est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.</p> <p>Un registre rassemblant l'ensemble des déclarations faites au titre du présent article est tenu à jour et mis, sur demande, à la disposition de l'inspecteur des installations classées.</p> <p>1.8.5. Changement d'exploitant</p> <p>Lorsque l'installation change d'exploitant, le nouvel exploitant ou son représentant en fait la déclaration au préfet dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitation. Cette déclaration mentionne, s'il s'agit d'une personne physique, les noms, prénoms et domicile du nouvel exploitant et, s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique, l'adresse de son siège social ainsi que la qualité du signataire de la déclaration.</p> <p>1.8.6. Cessation d'activité</p> <p>Lorsqu'une installation classée est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt au moins un mois avant celui-ci. La notification de l'exploitant indique notamment les mesures de mise en sécurité du site et de remise en état prévues ou réalisées.</p>			
<p align="center">Article 2</p> <p align="center">Règle d'implantation</p> <p>I. Pour les installations soumises à enregistrement ou à autorisation, les parois extérieures de l'entrepôt (ou les éléments de structure dans le cas d'un entrepôt ouvert) sont suffisamment éloignées :</p> <p align="center">« - des limites de site, d'une distance correspondant aux effets thermiques de 8 kW/m², cette disposition est applicable aux installations nouvelles dont le dépôt du dossier complet d'enregistrement ou d'autorisation est postérieur au 1er janvier 2021. »</p>	<p>Les flux thermiques des effets létaux (5kW/m²) n'atteignent pas l'extérieur de l'établissement.</p> <p>Les flux thermiques des effets irréversibles (3 kW/m²) n'atteignent pas l'extérieur de l'établissement.</p> <p>Voir étude flumilog en annexe 9 (bâtiment M et L).</p>	<p>Les flux thermiques des effets létaux (5kW/m²) n'atteignent pas l'extérieur de l'établissement.</p> <p>Les flux thermiques des effets</p>	<p align="center">Conforme</p>

<p>- des constructions à usage d'habitation, des immeubles habités ou occupés par des tiers et des zones destinées à l'habitation, à l'exclusion des installations connexes à l'entrepôt, et des voies de circulation autres que celles nécessaires à la desserte ou à l'exploitation de l'entrepôt, d'une distance correspondant aux effets létaux en cas d'incendie (seuil des effets thermiques de 5 kW/m²) ;</p> <p>- des immeubles de grande hauteur, des établissements recevant du public (ERP) autres que les guichets de dépôt et de retrait des marchandises « et les autres ERP de 5e catégorie nécessaires au fonctionnement de l'entrepôt » conformes aux dispositions du point 4. de la présente annexe sans préjudice du respect de la réglementation en matière d'ERP, des voies ferrées ouvertes au trafic de voyageurs, des voies d'eau ou bassins exceptés les bassins de rétention ou d'infiltration d'eaux pluviales et de réserve d'eau incendie, et des voies routières à grande circulation autres que celles nécessaires à la desserte ou à l'exploitation de l'entrepôt, d'une distance correspondant aux effets irréversibles en cas d'incendie (seuil des effets thermiques de 3 kW/m²),</p> <p>Les distances sont au minimum soit celles calculées pour chaque cellule en feu prise individuellement par la méthode FLUMILOG « compte tenu de la configuration des stockages et des matières susceptibles d'être stockées » (référéncée dans le document de l'INERIS " Description de la méthode de calcul des effets thermiques produits par un feu d'entrepôt ", partie A, réf. DRA-09-90 977-14553A) si les dimensions du bâtiment sont dans son domaine de validité, soit celles calculées « à hauteur de cible » par des études spécifiques dans le cas contraire. Les parois extérieures de l'entrepôt ou les éléments de structure dans le cas d'un entrepôt ouvert, sont implantées à une distance au moins égale à 20 mètres de l'enceinte de l'établissement, à moins que l'exploitant justifie que les effets létaux (seuil des effets thermiques de 5 kW/m²) restent à l'intérieur du site au moyen, si nécessaire, de la mise en place d'un dispositif séparatif E120.</p>	<p>Voir plan des stockages en annexe 3.</p> <p>Un plan du rayon thermique du bâtiment L se trouve en annexe 9 Flumilog. De même, pour le bâtiment M. Concernant le bâtiment L, le rayonnement thermique n'atteint pas les limites de propriété ni d'autres bâtiments. Ce dernier est ouvert sur deux faces et donc à un rayonnement thermique qu'au niveau des faces ouvertes, les murs des autres faces étant REI120 en béton comme l'indique l'étude Flumilog (défini comme bâtiment paille dans l'étude). Le nouveau bâtiment est représenté avec ces périmètres dans l'annexe 3 indiquant bien une distance entre les limites de propriété et les autres bâtiments. Le bâtiment N se trouve dans le périmètre du bâtiment M mais les deux bâtiments sont séparés par un mur coupe-feu conformément à la réglementation.</p>	<p>irréversibles (3 kW/m²) n'atteignent pas l'extérieur de l'établissement. Voir étude flumilog en annexe 9. Voir plan des stockages en annexe 3 et 5.</p>	
---	---	---	--

<p>II. Pour les installations soumises à déclaration, les parois extérieures de l'entrepôt (ou les éléments de structure dans le cas d'un entrepôt ouvert) sont éloignées des limites du site de a minima 1,5 fois la hauteur, sans être inférieures à 20 m, à moins qu'un dispositif séparatif EI20 soit mis en place, et que l'exploitant justifie que les effets létaux (seuil des effets thermiques de 5 kW/m²) restent à l'intérieur du site.</p> <p>« III. Les parois externes des cellules de l'entrepôt (ou les éléments de structure dans le cas d'un entrepôt ouvert) sont suffisamment éloignées des stockages extérieurs et des zones de stationnement susceptibles de favoriser la naissance d'un incendie pouvant se propager à l'entrepôt.</p> <p>« La distance entre les parois externes des cellules de l'entrepôt et les stockages extérieurs susceptibles de favoriser la naissance d'un incendie n'est pas inférieure à 10 mètres.</p> <p>« Cette distance peut être réduite à 1 mètre :</p> <p>« - si ces parois, ou un mur interposé entre les parois et les stockages extérieurs, sont REI 120, et si leur hauteur excède de 2 mètres les stockages extérieurs ;</p> <p>« - ou si les stockages extérieurs sont équipés d'un système d'extinction automatique d'incendie.</p> <p>« Cette disposition n'est pas applicable aux zones de préparation et réception de commandes ainsi qu'aux réservoirs fixes relevant de l'arrêté du 3 octobre 2010, disposant de protections incendies à déclenchement automatique dimensionnés conformément aux dispositions des articles 43.3.3 ou 43.3.4 de l'arrêté du 3 octobre 2010. Cette disposition n'est également pas applicable si l'exploitant justifie que les effets thermiques de 8 kW/m² en cas d'incendie du stockage extérieur ne sont pas susceptibles d'impacter l'entrepôt.</p> <p>« Pour les installations existantes et les installations nouvelles dont la preuve de dépôt de déclaration, ou le dépôt du dossier complet d'enregistrement ou d'autorisation est antérieur au 1er janvier 2021, cette disposition est applicable à compter du 1er janvier 2025. Pour ces installations, cette distance peut également être réduite à 1 mètre, si le</p>			
--	--	--	--

<p>stockage extérieur est équipé d'une détection automatique d'incendie déclenchant la mise en œuvre de moyens fixes de refroidissement installés sur les parois externes de l'entrepôt. Le déclenchement automatique n'est pas requis lorsque la quantité maximale, susceptible d'être présente dans le stockage extérieur considéré, est inférieure à 10 m³ de matières ou produits combustibles et à 1 m³ de matières, produits ou déchets inflammables.</p> <p>« A l'exception du logement éventuel pour le gardien de l'entrepôt, l'affectation même partielle à l'habitation est exclue dans les bâtiments visés par le présent arrêté. »</p>			
<p align="center">Article 3.1, 3.2 et 3.3</p> <p align="center">Accessibilité au site – voies engins – aires de stationnement</p> <p align="center">« En cas de demande d'adaptation ou d'aménagement aux dispositions du 3 de la présente annexe sollicitée en application des articles 3, 4 ou 5 du présent arrêté, le préfet demande au préalable l'avis du service d'incendie et des secours. »</p> <p align="center">3.1. Accessibilité au site</p> <p>L'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours.</p> <p>Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services d'incendie et de secours depuis les voies de circulation externes au bâtiment, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.</p> <p>« Si les conditions d'exploitation ne permettent pas de maintenir l'accès dégagé en permanence (présence de véhicules liés à l'exploitation), l'exploitant fixe les mesures organisationnelles permettant de libérer ces aires en cas de sinistre avant l'arrivée des services d'incendie et de secours. Ces mesures sont intégrées au plan de défense incendie défini au point 23 de la présente annexe.</p> <p>« L'accès au site est conçu pour pouvoir être ouvert immédiatement sur</p>	<p>Le site possède deux accès stabilisés permettant l'accès au projet. Le stationnement se fait sur un parking déjà présent à côté du bâtiment administratif A ne gênant pas la circulation sur site.</p> <p>Un portail permet de fermer l'accès au site. Une surveillance 24h sur 24 sur site permet l'ouverture quasi immédiate des portails.</p> <p>Une voie engin est présente sur tout le site. Le projet sera mis en place de tel sorte que des engins puissent circuler tout autour des bâtiments. L'espace entre les nouveaux bâtiments et les existants permet de ne pas obstruer le passage en cas d'effondrement (plus de 30m).</p>	<p>Le site possède deux accès stabilisés permettant l'accès au projet. Le stationnement se fait sur un parking déjà présent à côté du bâtiment administratif A ne gênant pas la circulation sur site.</p> <p>Un portail permet de fermer l'accès au site. Une surveillance 24h sur 24 sur site permet l'ouverture quasi immédiate des</p>	<p align="center">Conforme</p>

<p>demande des services d'incendie et de secours ou directement par ces derniers. L'exploitant informe les services d'incendie ou de secours de l'implantation et des conditions d'accès au site. »</p> <p>3.2. Voie " engins "</p> <p>Une voie " engins " au moins est maintenue dégagée pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la circulation sur la périphérie complète du bâtiment ; - l'accès au bâtiment ; - l'accès aux aires de mise en station des moyens aériens ; - l'accès aux aires de stationnement des engins. <p>« Si les conditions d'exploitation ne permettent pas de maintenir cette voie dégagée en permanence (présence de véhicules liés à l'exploitation), l'exploitant fixe les mesures organisationnelles permettant de libérer ces aires en cas de sinistre avant l'arrivée des services d'incendie et de secours. Ces mesures sont intégrées au plan de défense incendie défini au point 23 de la présente annexe. »</p> <p>Elle est positionnée de façon à ne pouvoir être obstruée par l'effondrement de tout ou partie de ce bâtiment ou occupée par les eaux d'extinction.</p> <p>Cette voie " engins " respecte les caractéristiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la largeur utile est au minimum de 6 mètres, la hauteur libre au minimum de 4,5 mètres et la pente <ul style="list-style-type: none"> - inférieure à 15 % ; - dans les virages, le rayon intérieur R minimal est de 13 mètres. Une surlargeur de $S = 15/R$ mètres est ajoutée dans les virages de rayon intérieur R compris entre 13 et 50 mètres ; - la voie résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 320 kN avec un maximum de 130 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au minimum ; - chaque point du périmètre du bâtiment est à une distance maximale de 60 mètres de cette voie ; <ul style="list-style-type: none"> - aucun obstacle n'est disposé entre la voie " engins " et les accès au bâtiment, les aires de mise en station des moyens aériens et les aires de 	<p>La largeur est de plus de 6m sur l'ensemble du site. La pente est inférieure à 15 % et la hauteur illimitée. Tous les virages sur site ont un rayon de plus de 13 m (voir plan).</p> <p>Le projet étant conçu pour permettre la circulation de gros engins (tracteur et camions), la portance est largement suffisante pour la circulation d'engins de secours (320 kN et de 130 kN par essieu).</p> <p>Le projet est entouré par une voie engin.</p> <p>Le déploiement des moyens aériens pourra se faire tout autour du nouveau bâtiment car les espaces entre les différents bâtiments sont larges. Les contours des bâtiments seront maintenus dégagés.</p> <p>Projet à un seul niveau.</p> <p>Les aires auront les caractéristiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - largeur 7 m, longueur de 10 m et seront matérialisés au sol. Elles seront distantes de 1a façade de 2 m et seront constamment dégagées. Le site est conçu entièrement pour la circulation d'engin à forte 	<p>portails.</p> <p>Une voie « engin » est présent sur tout le site. Cette voie est maintenue dégagée pour la circulation sur la périphérie complète du site, l'accès au bâtiment, l'accès aux aires de mise en station des moyens aériens et l'accès aux aires de stationnement des engins.</p> <p>La largeur est de plus de 6m sur l'ensemble du site. La pente est inférieure à 15 % et la hauteur illimitée. Tous les virages sur site ont un rayon de plus de 13 m ou possède une surlargeur de</p>	
--	---	--	--

<p>stationnement des engins.</p> <p>En cas d'impossibilité de mise en place d'une voie " engins " permettant la circulation sur l'intégralité de la périphérie du bâtiment et si tout ou partie de la voie est en impasse, les 40 derniers mètres de la partie de la voie en impasse sont d'une largeur utile minimale de 7 mètres et une aire de retournement comprise dans un cercle de 20 mètres de diamètre est prévue à son extrémité.</p> <p>Pour les installations soumises à autorisation ou à enregistrement, le positionnement de la voie " engins " est proposé par le pétitionnaire dans son dossier de demande.</p> <p>3.3. Aires de stationnement</p> <p>3.3.1. Aires de mise en station des moyens aériens</p> <p>Les aires de mise en station des moyens aériens permettent aux engins de stationner pour déployer leurs moyens aériens (par exemple les échelles et les bras élévateurs articulés). Elles sont directement accessibles depuis la voie " engins " définie au 3.2.</p> <p>Elles sont positionnées de façon à ne pouvoir être obstruées par l'effondrement de tout ou partie du bâtiment ou occupées par les eaux d'extinction.</p> <p>Pour toute installation, au moins une façade est desservie par au moins une aire de mise en station des moyens aériens. Au moins deux façades sont desservies lorsque la longueur des murs coupe-feu reliant ces façades est supérieure à 50 mètres.</p> <p>Les murs coupe-feu séparant une cellule de plus de 6 000 m² d'autres cellules sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> - soit équipés d'une aire de mise en station des moyens aériens, positionnée au droit du mur coupe-feu à l'une de ses extrémités, ou à ses deux extrémités si la longueur du mur coupe-feu est supérieure à 50 mètres ; - soit équipés de moyens fixes ou semi-fixes permettant d'assurer leur refroidissement. Ces moyens sont indépendants du système d'extinction automatique d'incendie et sont mis en œuvre par l'exploitant. 	<p>portance.</p> <p>Les aires seront bitumées par un enrobé</p> <p>Le projet permettra l'allongement du réseau d'alimentation en eau des poteaux incendie vers le côté est du site et du projet permettant la mise en place de plusieurs nouveaux poteaux incendie. Une aire de stationnement secours sera marqué devant chaque poteau et posséderont une largeur de 4 m, longueur 8 m, pente 3% et sera à moins de 5 m du poteau. Elles ne seront jamais obstruées et posséderont une portance suffisante également. Les plans sont en annexe 3.</p>	<p>S=15/R mètre pour les virages d'un rayon inférieur (voir plan).</p> <p>Le projet étant conçu pour permettre la circulation de gros engins (tracteur et camions), la portance est largement suffisante pour la circulation d'engins de secours : 320 kN et 130 kN par essieu).</p> <p>L'ensemble du périmètre des bâtiments de teillage est à une distance minimale de 32m par rapport à cette voie.</p> <p>Les aires de mise en station des moyens aériens sont positionnées</p>	
---	---	---	--

<p>Par ailleurs, pour toute installation située dans un bâtiment de plusieurs niveaux possédant au moins un plancher situé à une hauteur supérieure à 8 mètres par rapport au sol intérieur, une aire de mise en station des moyens aériens permet d'accéder à des ouvertures sur au moins deux façades.</p> <p>« L'exploitant informe les services d'incendie ou de secours de l'implantation des aires de mise en station des moyens aériens. »</p> <p>Ces ouvertures permettent au moins un accès par « niveau » pour chacune des façades disposant d'aires de mise en station des moyens aériens et présentent une hauteur minimale de 1,8 mètre et une largeur minimale de 0,9 mètre. Les panneaux d'obturation ou les châssis composant ces accès s'ouvrent et demeurent toujours accessibles de l'extérieur et de l'intérieur. Ils sont aisément repérables de l'extérieur par les services d'incendie et de secours.</p> <p>Chaque aire de mise en station des moyens aériens respecte, par ailleurs, les caractéristiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la largeur utile est au minimum de 7 mètres, la longueur au minimum de 10 mètres, la pente au maximum de 10 % ; - elle comporte une matérialisation au sol ; - aucun obstacle aérien ne gêne la manœuvre de ces moyens aériens à la verticale de cette aire ; - la distance par rapport à la façade est de 1 mètre minimum et de 8 mètres maximum ; - elle est maintenue en permanence entretenue, dégagée et accessible aux services d'incendie et de secours. Si les conditions d'exploitation ne permettent pas de maintenir ces aires dégagées en permanence (présence de véhicules liés à l'exploitation), l'exploitant fixe les mesures organisationnelles permettant de libérer ces aires en cas de sinistre avant l'arrivée des services d'incendie et de secours. Ces mesures sont intégrées « au plan de défense incendie défini au point 23 » de la présente annexe. - l'aire résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 320 kN 		<p>de façon à ne pouvoir être obstruées par l'effondrement de tout ou partie de l'ouvrage ou occupées par les eaux d'extinction incendie. La voie engin respecte les caractéristiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> -La largeur utile est de 7 mètres ; -La longueur est de 10 mètres ; -La pente est de 2% en moyenne ; -Le dimensionnement de l'aire résiste à la force portante d'un véhicule de 320kN et de 130kN par essieu. <p>Bâtiments à un seul niveau.</p>	
--	--	---	--

<p>avec un maximum de 130 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au minimum et présente une résistance au poinçonnement minimale de 88 N/cm².</p> <p>Les dispositions du présent point ne sont pas exigées pour les cellules de moins de 2 000 mètres carrés de surface respectant les dispositions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - au moins un des murs séparatifs se situe à moins de 23 mètres d'une façade accessible ; - la cellule comporte un dispositif d'extinction automatique d'incendie ; <ul style="list-style-type: none"> - la cellule ne comporte pas de mezzanine. <p>3.3.2. Aires de stationnement des engins</p> <p>Les aires de stationnement des engins permettent aux moyens des services d'incendie et de secours de stationner pour se raccorder aux points d'eau incendie. Elles sont directement accessibles depuis la voie " engins " définie au 3.2. Les aires de stationnement des engins au droit des réserves d'eau alimentant un réseau privé de points d'eau incendie ne sont pas nécessaires.</p> <p>Les aires de stationnement des engins sont positionnées de façon à ne pouvoir être obstruées par l'effondrement de tout ou partie de ce bâtiment ou occupées par les eaux d'extinction.</p> <p>Chaque aire de stationnement des engins respecte, par ailleurs, les caractéristiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la largeur utile est au minimum de 4 mètres, la longueur au minimum de 8 mètres, la pente est comprise entre 2 et 7 % ; <ul style="list-style-type: none"> - elle comporte une matérialisation au sol ; - elle est située à 5 mètres maximum du point d'eau incendie ; - elle est maintenue en permanence entretenue, dégagée et accessible aux services d'incendie et de secours ; si les conditions d'exploitation ne permettent pas de maintenir ces aires dégagées en permanence (présence de véhicules liés à l'exploitation), l'exploitant fixe les mesures organisationnelles permettant de libérer ces aires en cas de sinistre avant l'arrivée des services d'incendie et de secours. Ces mesures sont 		<p>Les aires de stationnement auront les caractéristiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - largeur 7 m, longueur de 10 m et seront matérialisés au sol. <p>Elles seront distantes de 1a façade de 2 m et seront constamment dégagées. Le site est conçu entièrement pour la circulation d'engin à forte portance. Les aires sont accessibles par la voie engin et sont marqués au sol. Les aires sont en enrobés.</p> <p>Une aire de stationnement secours sera marqué devant</p>	
---	--	--	--

<p>intégrées « au plan de défense incendie défini au point 23 » de la présente annexe.</p> <p>- l'aire résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 320 kN avec un maximum de 130 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au minimum.</p>		<p>chaque poteau présent sur site et devant les trois réserves incendie et posséderont une largeur de 4 m, longueur 8 m, pente 3% et sera à moins de 5 m du poteau. Elles ne seront jamais obstruées et posséderont une portance suffisante également.</p> <p>Les plans sont en annexe 3.</p>	
<p>Article 3.4</p> <p>Accès aux issues et quais de déchargement</p> <p>A partir de chaque voie « engins » ou aire de mise en station des moyens aériens est prévu un accès aux issues du bâtiment ou à l'installation par un chemin stabilisé de 1,8 mètre de large au minimum.</p> <p>Les accès aux cellules sont d'une largeur de 1,8 mètre pour permettre le passage des dévidoirs.</p> <p>Les quais de déchargement sont équipés d'une rampe dévidoir de 1,8 mètre de large et de pente inférieure ou égale à 10 %, permettant l'accès aux cellules sauf s'il existe des accès de plain-pied.</p> <p>Dans le cas de bâtiments existants abritant une installation nécessitant le dépôt d'un nouveau dossier, et sous réserve d'impossibilité technique,</p>	<p>Un chemin stabilisé permet l'accès à l'installation via les aires de stationnement et la voie engin (plus de 1,8 m).</p> <p>Les accès aux cellules sont d'une largeur de 1,8 m.</p> <p>Les quais de déchargement seront équipés d'une rampe dévidoir de 1,8 m de large et de pente inférieure à 10 %.</p>	<p>Un chemin stabilisé permet l'accès à l'installation via les aires de stationnement et la voie engin (plus de 1,8m).</p> <p>Les accès aux cellules sont d'une largeur de 1,8 m.</p> <p>Les quais de</p>	<p>Conforme</p>

<p>l'accès aux issues du bâtiment ou à l'installation peut se faire par un chemin stabilisé de 1,40 mètre de large au minimum. « Dans ce cas, les trois alinéas précédents ne sont pas applicables. »</p> <p>Dans le cas où les issues ne sont pas prévues à proximité du mur séparatif coupe-feu, une ouverture munie d'un dispositif manœuvrable par les services d'incendie et de secours ou par l'exploitant depuis l'extérieur est prévue afin de faciliter la mise en œuvre des moyens hydrauliques de plain-pied.</p> <p>Dans le cas où le dispositif est manœuvrable uniquement par l'exploitant, ce dernier fixe les mesures organisationnelles permettant l'accès des services d'incendie et de secours par cette ouverture en cas de sinistre, avant leur arrivée. Ces mesures sont intégrées « au plan de défense incendie défini au point 23 » de cette annexe.</p>		<p>déchargement sont équipés d'une rampe dévidoir de 1,8 m de large et de pente inférieure à 10 %.</p>	
<p style="text-align: center;">Article 3.5</p> <p>Documents à dispositions des services d'incendie et de secours</p> <p>L'exploitant tient à disposition des services d'incendie et de secours :</p> <ul style="list-style-type: none"> - des plans des locaux avec une description des dangers pour chaque local présentant des risques particuliers et l'emplacement des moyens de protection incendie ; - des consignes précises pour l'accès des secours avec des procédures pour accéder à tous les lieux ; <p>Ces documents sont annexés « au plan de défense incendie défini au point 23 » de cette annexe.</p>	<p>L'exploitant met à disposition :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les plans des locaux avec une description des dangers pour chaque local présentant des dangers - Un plan reprenant l'emplacement des moyens de protection incendie - Les consignes précises pour l'accès des secours avec les procédures pour accéder à tous les lieux. <p>Différents exercices ont déjà eu lieu avec le SDIS qui connaît déjà les lieux.</p>	<p>L'exploitant met à disposition :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les plans des locaux avec une description des dangers pour chaque local présentant des dangers - Un plan reprenant l'emplacement des moyens de protection incendie - Les consignes précises pour l'accès des secours avec les 	<p style="text-align: center;">Conforme</p>

		procédures pour accéder à tous les lieux. Différents exercices ont déjà eu lieu avec le SDIS qui connaît déjà les lieux.	
<p align="center">Article 4 Dispositions constructives</p> <p>« Les dispositions constructives visent à ce que la cinétique d'incendie soit compatible avec l'intervention des services de secours et la protection de l'environnement. Elles visent notamment à ce que la ruine d'un élément de structure (murs, toiture, poteaux, poutres par exemple) suite à un sinistre n'entraîne pas la ruine en chaîne de la structure du bâtiment, notamment les cellules de stockage avoisinantes, ni de leurs dispositifs de recoupement, et ne conduise pas à l'effondrement de la structure vers l'extérieur de la cellule en feu.</p> <p>« L'exploitant assure sous sa responsabilité la cohérence entre les dispositions constructives retenues et la stratégie permettant de garantir l'évacuation de l'entrepôt en cas d'incendie. Il définit cette stratégie ainsi que les consignes nécessaires à son application.</p> <p>« L'ensemble de la structure est a minima R 15, sauf, pour les zones de stockages automatisés, si l'exploitant produit, sous sa responsabilité, l'ensemble des études et documents cités aux alinéas 5 à 7 du point 7 de l'annexe II, afin de démontrer que les objectifs cités à l'alinéa précédent sont remplis. Cette possibilité n'est pas applicable si la cellule concernée stocke des liquides inflammables, des générateurs d'aérosols ou des produits relevant des rubriques 4000, en des quantités supérieures aux seuils de classement dans la nomenclature des installations classées. »</p>	<p>Les bâtiments ont les caractéristiques de comportement au feu suivant :</p> <ul style="list-style-type: none"> -La structure est en acier de résistance au feu R15 ; -Les pannes support du système de toiture sont en matériaux A2 s1 d0 ; -Les murs intérieurs de séparation des cellules sont en panneaux béton épaisseur 14cm REI60 ; -Les murs donnant sur l'extérieur sont en panneaux béton épaisseur 14cm REI60. Les murs extérieurs sont donc construits en matériaux de classe A2 s1 d0. - Les matériaux utilisés pour l'éclairage naturel et exutoires de fumées satisfont à la classe d0 ; - Le système de couverture de la 	<p>Les bâtiments ont les caractéristiques de comportement au feu suivant :</p> <ul style="list-style-type: none"> -La structure est en acier de résistance au feu R30 ; -Les pannes support du système de toiture sont en matériaux A2 s1 d0 ; -Les murs donnant sur l'extérieur sont en panneaux béton épaisseur 14cm REI60 - Les matériaux 	Conforme

Les murs extérieurs sont construits en matériaux de classe A2 s1 d0, sauf si le bâtiment est doté d'un dispositif d'extinction automatique d'incendie.

Les éléments de « support de couverture » sont réalisés en matériaux A2 s1 d0. Cette disposition n'est pas applicable si la structure porteuse est en lamellé-collé, en bois massif ou en matériaux reconnus équivalents par rapport au risque incendie, par la direction générale de la sécurité civile et de la gestion des crises du ministère chargé de l'intérieur.

Le ou les isolants thermiques utilisés en couverture sont de classe A2 s1 d0. Cette prescription n'est pas exigible lorsque, d'une part, le système « support + isolants » est de classe B s1 d0, et d'autre part :

- ou bien l'isolant, unique, a un pouvoir calorifique supérieur (PCS) inférieur ou égal à 8,4 MJ/kg ;
 - ou bien l'isolation thermique est composée de plusieurs couches, dont la première (en contact avec le support de couverture), d'une épaisseur d'au moins 30 millimètres, de masse volumique supérieure à 110 kg/m³ et fixée mécaniquement, a un PCS inférieur ou égal à 8,4 MJ/kg et les couches supérieures sont constituées d'isolants justifiant en épaisseur de 60 millimètres d'une classe D s3 d2. Ces couches supérieures sont recoupées au droit de chaque écran de cantonnement par un isolant de PCS inférieur ou égal à 8,4 MJ/kg ;
 - ou bien il est protégé par un écran thermique disposé sur la ou les faces susceptibles d'être exposées à un feu intérieur au bâtiment. Cet écran doit jouer un rôle protecteur vis-à-vis de l'action du programme thermique normalisé durant au moins une demi-heure.
- Le système de couverture de toiture satisfait la classe BROOF (t3).
Les matériaux utilisés pour l'éclairage naturel satisfont à la classe d0.
Pour les entrepôts de deux niveaux ou plus, les planchers sont au moins EI 120 et les structures porteuses des planchers au moins R120 et la stabilité au feu de la structure est au moins R 60 pour ceux dont le plancher du dernier niveau est situé à plus de 8 mètres du sol intérieur.
Pour les entrepôts à simple rez-de-chaussée de plus de 13,70 m de

toiture satisfait au classement BROOF (t3).

Voir plan du PC en annexe 5.
La bande MO est réalisée en partie courante sur 5mètres de largeur par le SOPRALENE FLAM 180 ALU. Ce matériau est classé MO donc A2.S1.d0 soit supérieur à A2.S1.d1

Classement M	Euroclasses		
	Classes selon la EN 13501-1		
incombustible	A1		
M0	A2	s1	d0
M1	A2	s1	d1
		s2	d0
	B	s3	d1
		s1	d0
		s2	d1
M2	C	s1	
		s2	
		s3	
M3	D	s1	
M4 (non gonflant)	D	s2	
		s3	
M4	Toutes les classes autres que E, d2 et F.		

utilisés pour l'éclairage naturel et exutoires de fumées satisfont à la classe d0 ;
- Le système de couverture de la toiture satisfait au classement BROOF (t3).
Les murs extérieurs sont en béton et donc A2s1d0.

<p>hauteur, la stabilité au feu de la structure est au moins R 60.</p> <p>Les escaliers intérieurs reliant des niveaux séparés, dans le cas de planchers situés à plus de 8 mètres du sol intérieur et considérés comme issues de secours, sont encloisonnés par des parois au moins REI 60 et construits en matériaux de classe A2 s1 d0. Ils débouchent soit directement à l'air libre, soit dans un espace protégé. Les blocs-portes intérieurs donnant sur ces escaliers sont au moins E 60 C2.</p> <p>Les ateliers d'entretien du matériel sont isolés par une paroi et un plafond au moins REI 120 ou situés dans un local distant d'au moins 10 mètres des cellules de stockage. Les portes d'intercommunication présentent un classement au moins EI2 120 C (classe de durabilité C2 pour les portes battantes).</p> <p>« A l'exception des bureaux dits "de quais" destinés à accueillir le personnel travaillant directement sur les stockages, des zones de préparation ou de réception, des quais eux-mêmes, les bureaux et les locaux sociaux ainsi que les guichets de retrait et dépôt des marchandises et les autres ERP de 5e catégorie nécessaires au fonctionnement de l'entrepôt sont situés dans un local clos distant d'au moins 10 mètres des cellules de stockage ou isolés par une paroi au moins REI 120. Ils sont également isolés par un plafond au moins REI 120 et des portes d'intercommunication munies d'un ferme-porte présentant un classement au moins EI2 120 °C (classe de durabilité C2 pour les portes battantes). Ce plafond n'est pas obligatoire si le mur séparatif au moins REI 120 entre le local bureau et la cellule de stockage dépasse au minimum d'un mètre, conformément au point 6, ou si le mur séparatif au moins REI 120 arrive jusqu'en sous-face de toiture de la cellule de stockage, et que le niveau de la toiture du local bureau est situé au moins à 4 mètres au-dessous du niveau de la toiture de la cellule de stockage. De plus, lorsqu'ils sont situés à l'intérieur d'une cellule, le plafond est au moins REI 120, et si les bureaux sont situés en niveau ou mezzanine le plancher est également au moins REI 120.</p> <p>« Les justificatifs attestant du respect des prescriptions du présent point,</p>			
--	--	--	--

<p>notamment les attestations de conformité, sont conservés et intégrés au dossier prévu au point 1.2 de la présente annexe.</p> <p>«En ce qui concerne les cellules et chambres frigorifiques, les conditions d'application de ce point sont précisées au point 27.1 de la présente annexe. »</p>			
<p align="center">Article 5</p> <p align="center">Désenfumage</p> <p>Les cellules de stockage sont divisées en cantons de désenfumage d'une superficie maximale de 1 650 mètres carrés et d'une longueur maximale de 60 mètres. Chaque écran de cantonnement est stable au feu de degré un quart d'heure, et a une hauteur minimale de 1 mètre », sans préjudice des dispositions applicables par ailleurs au titre des articles R. 4216-13 et suivants du code du travail ». La distance entre le point bas de l'écran et le point le plus près du stockage est supérieure ou égale à 0,5 mètre. Elle peut toutefois être réduite pour les zones de stockages automatisés.</p> <p>Les cantons de désenfumage sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés.</p> <p>Des exutoires à commande automatique et manuelle font partie des dispositifs d'évacuation des fumées. La surface utile de l'ensemble de ces exutoires n'est pas inférieure à 2 % de la superficie de chaque canton de désenfumage.</p> <p>Le déclenchement du désenfumage n'est pas asservi à la même détection que celle à laquelle est asservi le système d'extinction automatique. Les dispositifs d'ouverture automatique des exutoires sont réglés de telle façon que l'ouverture des organes de désenfumage ne puisse se produire avant le déclenchement de l'extinction automatique.</p> <p>Il faut prévoir au moins quatre exutoires pour 1 000 mètres carrés de superficie de toiture. La surface utile d'un exutoire n'est pas inférieure à 0,5 mètre carré ni supérieure à 6 mètres carrés. Les dispositifs d'évacuation ne sont pas implantés sur la toiture à moins de 7 mètres des</p>	<p>Le plan en annexe 39 précise l'emplacement des écrans de cantonnements, des exutoires et les dispositifs d'évacuation naturelle des fumées et chaleurs. Les exutoires de fumée sont présents dans les voûtes pour respecter les 2% de superficie de bâtiment. Les voutes servent d'éclairage zénithale pour le bâtiment.</p> <p>Chaque écran de cantonnement a une hauteur de 1m et est stable au feu de degré ¼ d'heure.</p> <p>Les matériaux utilisés pour l'éclairage naturel et le désenfumage sont de classe d0 et ne produisent pas de gouttes enflammées. Les équipements des dispositifs sont conformes à la norme NFEN 1210-2.</p> <p>Le bâtiment L est un bâtiment de stockage couvert ouvert (les deux faces en longueur sont complètement ouvertes). En effet, il est ouvert sur 92 m de longueur sur ses deux faces et</p>	<p>Les bâtiments existants sont en cours de mis en conformité concernant le désenfumage. L'étude de désenfumage et le devis est en annexe 10. Le dernier rapport désenfumage est en annexe 47. Les bâtiments J, K sont des bâtiments de stockage couvert ouvert et n'ont donc pas besoin de désenfumage (ouvert sur deux faces entières en longueur soit plus de 70 % de la superficie du bâtiment). Le bâtiment J a</p>	<p>Pas conforme – Demande d'aménagement des prescriptions réalisée en page 279</p>

<p>murs coupe-feu séparant les cellules de stockage. Cette distance peut être réduite pour les cellules dont une des dimensions est inférieure à 15 m.</p> <p>La commande manuelle des exutoires est au minimum installée en deux points opposés de l'entrepôt de sorte que l'actionnement d'une commande empêche la manœuvre inverse par la ou les autres commandes. Ces commandes manuelles sont facilement accessibles aux services d'incendie et de secours depuis les issues du bâtiment ou de chacune des cellules de stockage. Elles doivent être manœuvrables en toutes circonstances.</p> <p>Des amenées d'air frais d'une superficie au moins égale à la surface utile des exutoires du plus grand canton, cellule par cellule, sont réalisées soit par des ouvrants en façade, soit par des bouches raccordées à des conduits, soit par les portes des cellules à désenfumer donnant sur l'extérieur.</p> <p>En cas d'entrepôt à plusieurs niveaux, les niveaux autres que celui sous toiture sont désenfumés par des ouvrants en façade asservis à la détection conformément à la réglementation applicable aux établissements recevant du public.</p> <p>Les dispositions de ce point ne s'appliquent pas pour un stockage couvert ouvert.</p> <p>(Arrêté du 24 septembre 2020, article 1er, 7°)</p> <p>« 5.1. Désenfumage des locaux techniques présentant un risque incendie »</p> <p>« Ce point concerne les locaux techniques présents à l'intérieur de l'entrepôt.</p> <p>« Sont, a minima, considérés comme locaux techniques présentant un risque incendie : les ateliers d'entretien et de maintenance, la chaufferie, le local de charge électrique d'accumulateurs et les locaux électriques.</p> <p>« Ces locaux sont équipés en partie haute d'un système d'extraction mécanique ou de dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de</p>	<p>sur toute sa hauteur.</p> <p>Dimension du bâtiment L : 92 + 20 m x 2 soit 224 m de périmètre. Le bâtiment L est ouvert sur deux faces de 92 m soit 184 m soit 82,14 % de sa superficie.</p>	<p>un périmètre de 288m. Le bâtiment J est ouvert sur trois faces soit 2 x 80 m + 64 m soit 224 m soit 77,8 % du périmètre du bâtiment. Le bâtiment K est ouvert sur 92 m de longueur sur ses deux faces soit 184 m pour un périmètre total de 248 m soit 75 % du périmètre total. Ils sont donc ouverts sur plus de 70 % de leur périmètre.</p> <p>Le bâtiment I fait l'objet de mis en place de désenfumage dont le devis et l'étude est en annexe 30 avec le reste des bâtiments (G, H1 et D). Le</p>	
---	--	--	--

<p>combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie.</p> <p>« En exploitation normale, le réarmement (fermeture) est possible depuis le sol du local ou depuis la zone de désenfumage.</p> <p>« Les commandes d'ouverture automatique et manuelle sont placées à proximité des accès. Elles sont clairement signalées et facilement accessibles.</p> <p>« Le système de désenfumage doit être adapté aux risques particuliers du local considéré.</p> <p>« Tous les dispositifs sont fiables, composés de matières compatibles avec l'usage, et conformes aux règles de la construction. Les équipements conformes à la norme NF EN 12 101-2, version décembre 2013, sont présumés répondre aux dispositions ci-dessus.</p> <p>« Des amenées d'air frais sont réalisées pour chaque zone à désenfumer.</p> <p>« Les dispositifs d'ouverture automatique des exutoires, lorsqu'ils existent, sont réglés de telle façon que l'ouverture des organes de désenfumage ne puisse se produire avant le déclenchement de l'extinction automatique, si l'installation en est équipée.</p> <p>« Ces dispositions sont applicables aux installations nouvelles dont la preuve de dépôt de déclaration, ou le dépôt du dossier complet d'enregistrement ou d'autorisation est postérieur au 1er janvier 2021. »</p>		<p>bâtiment B fait l'objet d'une demande d'aménagement des prescriptions en page 279.</p> <p>Chaque écran de cantonnement a une hauteur de 1 m et est stable au feu de degré ¼ d'heure.</p> <p>Les matériaux utilisés pour l'éclairage naturel et le désenfumage sont de classe d0 et ne produisent pas de gouttes enflammées. Les équipements des dispositifs sont conformes à la norme NFEN 1210-2.</p> <p>Le calcul des exutoires et de désenfumage est présent au paragraphe 17.1.2 page 261</p>	
--	--	--	--

		Il est demandé un aménagement des prescriptions pour cet article pour les bâtiments I, G, D et H1 sachant que les calculs et la mise en place des exutoires ont été basés sur le code du travail et correspondent à une superficie de 1 % du bâtiment et non 2 %. La présence de tôle translucide permet d'assurer une sécurité égale (cf. paragraphe 23 page 279)	
<p align="center">Article 6 Compartimentage</p> <p>L'entrepôt est compartimenté en cellules de stockage, dont la surface et la hauteur sont limitées afin de réduire la quantité de matières combustibles en feu lors d'un incendie.</p> <p>Le volume de matières maximum susceptible d'être stockées ne dépasse pas 600 000 m³, sauf disposition contraire expresse dans l'arrêté préfectoral d'autorisation, pris le cas échéant en application de l'article 5 du présent arrêté.</p>	<p>Le bâtiment N sera composé de 3 cellules.</p> <p>Les parois des murs séparant les cellules seront REI 120.</p> <p>Les parois extérieures formant façades seront béton REI60.</p> <p>Les parois intérieures formant murs intermédiaires avec le bâtiment attenant teillage ou la</p>	<p>Les bâtiments existants sont construits en un seul niveau et abrite une seule cellule.</p> <p>Les parois extérieures formant façades</p>	Conforme

<p>Ce compartimentage a pour objet de prévenir la propagation d'un incendie d'une cellule de stockage à l'autre.</p> <p>Pour atteindre cet objectif, les cellules respectent au minimum les dispositions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les parois qui séparent les cellules de stockage sont des murs au moins REI 120 ; le degré de résistance au feu des murs séparatifs coupe-feu est indiqué au droit de ces murs, à chacune de leurs extrémités, aisément repérable depuis l'extérieur par une matérialisation ; - les ouvertures effectuées dans les parois séparatives (baies, convoyeurs, passages de gaines, câbles électriques et tuyauteries, portes, etc.) sont munies de dispositifs de fermeture ou de calfeutrement assurant un degré de résistance au feu « équivalent » à celui exigé pour ces parois. « La fermeture automatique des dispositifs d'obturation (comme par exemple, les dispositifs de fermeture pour les baies, convoyeurs et portes des parois ayant des caractéristiques de tenue au feu) n'est pas gênée par les stockages ou des obstacles ; » « - » les fermetures manœuvrables sont associées à un dispositif assurant leur fermeture automatique en cas d'incendie, que l'incendie soit d'un côté ou de l'autre de la paroi. Ainsi, les portes situées dans un mur REI 120 présentent un classement EI2 120 C. Les portes battantes satisfont une classe de durabilité C2 ; - si les murs extérieurs ne sont pas au moins REI 60, les parois séparatives de ces cellules sont prolongées latéralement aux murs extérieurs sur une largeur de 0,50 mètre de part et d'autre ou de 0,50 mètre en saillie de la façade dans la continuité de la paroi. <p>La toiture est recouverte d'une bande de protection sur une largeur minimale de 5 mètres de part et d'autre des parois séparatives. Cette bande est en matériaux A2 s1 d1 ou comporte en surface une feuille métallique A2 s1 d1. Alternativement aux bandes de protection, « des moyens fixe ou semi-fixe » d'aspersion d'eau placés le long des parois séparatives peut assurer le refroidissement de la toiture des cellules adjacentes sous réserve de justification ;</p>	<p>cellule attenante du bâtiment de stockage seront REI 120.</p> <p>Les portes communicantes avec le bâtiment attendant teillage ou les cellules attenante du bâtiment de stockage sont classement EI2 120 C ;</p> <p>La bande MO es réalisée en partie courante sur 5 m de largeur.</p> <p>Le bâtiment L est composé d'une cellule (stockage de paille sur remorque).</p> <p>Les parois extérieures formant façades sont en béton REI120.</p>	<p>sont en béton REI120.</p> <p>Les parois intérieures formant murs intermédiaires entre les bâtiments attendant teillage ou les bâtiments de stockage sont REI 120 (séparation H1 et H2, F et G et D et C).</p> <p>Les portes communicantes entre H1 et H2, F et G sont classement EI2 120 C ;</p> <p>Les bandes MO sont réalisées en partie courante sur 5 m de largeur</p>	
--	--	---	--

<p>- les parois séparatives dépassent d'au moins 1 mètre la couverture au droit du franchissement. Cette disposition n'est pas applicable si un dispositif équivalent, empêchant la propagation de l'incendie d'une cellule vers une autre par la toiture, est mis en place.</p>			
<p align="center">Article 7</p> <p align="center">Dimensions des cellules</p> <p>La surface maximale des cellules est égale à 3 000 mètres carrés en l'absence de système d'extinction automatique d'incendie ou 12 000 mètres carrés en présence de système d'extinction automatique d'incendie. La hauteur maximale des cellules est limitée à 23 mètres.</p> <p>Toutefois, sous réserve que l'exploitant s'engage, dans son dossier de demande, à maintenir un niveau de sécurité équivalent, le préfet peut également autoriser ou enregistrer l'exploitation de l'entrepôt dans les cas de figure ci-dessous :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. La surface des cellules peut dépasser 12 000 m² si leurs hauteurs respectives ne dépassent pas 13,70 m et si le système d'extinction automatique d'incendie permet à lui seul l'extinction de l'incendie, est conçu à cet effet, et est muni d'un pompage redondant ; 2. La hauteur des cellules peut dépasser 23 m si leurs surfaces respectives sont inférieures ou égales à 6 000 m² et si le système d'extinction automatique d'incendie permet à lui seul l'extinction de l'incendie, est conçu à cet effet, et est muni d'un pompage redondant. <p>A l'appui de cet engagement, l'exploitant fournit une étude spécifique d'ingénierie incendie qui démontre que la cinétique d'incendie est compatible avec la mise en sécurité et l'évacuation des personnes présentes dans l'installation et l'intervention des services de secours aux fins de sauvetage de ces personnes.</p> <p>Il atteste que des dispositions constructives adéquates seront prises pour éviter que la ruine d'un élément suite à un sinistre n'entraîne une ruine en chaîne ou un effondrement de la structure vers l'extérieur.</p> <p>Avant la mise en service de l'installation, l'exploitant intègre au dossier prévu au point 1.2 de la présente annexe, la démonstration que la</p>	<p>Les cellules ne dépassent pas 3000 m² et 13 m de hauteur. Voir plan en annexe 3 et 5 Concernant l'effondrement de l'ouvrage, une note se trouve en annexe 37.</p>	<p>Les cellules ne dépassent pas 3000 m² et 13 m de hauteur. Voir plan en annexe 3 et 5. Les notes d'effondrement sont en annexe 37.</p>	<p align="center">Conforme</p>

<p>construction réalisée permet effectivement d'assurer que la ruine d'un élément (murs, toiture, poteaux, poutres, mezzanines) suite à un sinistre n'entraîne pas la ruine en chaîne de la structure du bâtiment, notamment les cellules de stockage avoisinantes, ni de leurs dispositifs de compartimentage, ni l'effondrement de la structure vers l'extérieur de la cellule en feu.</p> <p>Les dispositions du présent 7 s'appliquent sans préjudice de l'application éventuelle des articles 3 à 5 de l'arrêté.</p>			
<p align="center">Article 8</p> <p align="center">Matières dangereuses</p> <p>Les matières chimiquement incompatibles ou qui peuvent entrer en réaction entre elles de façon dangereuse ou qui sont de nature à aggraver un incendie, ne doivent pas être stockées dans la même cellule, sauf si l'exploitant met en place des séparations physiques entre ces matières permettant d'atteindre les mêmes objectifs de sécurité.</p> <p>De plus, les matières dangereuses sont stockées dans des cellules particulières dont la zone de stockage fait l'objet d'aménagements spécifiques comportant des moyens adaptés de prévention et de protection aux risques. Ces cellules particulières sont situées en rez-de-chaussée sans être surmontées d'étages ou de niveaux « et ne comportent pas de mezzanines ».</p> <p>Ces dispositions ne sont pas applicables dans les zones de préparation des commandes ou dans les zones de réception.</p>	Pas de justification	<p>Les produits dangereux sont stockés dans l'atelier C sur des bacs de rétention. Ils sont en faible quantité et il n'y a pas d'autre produits sur site (cf. 19 page 274).</p>	Conforme
<p align="center">Article 9</p> <p align="center">Conditions de stockage</p> <p>Une distance minimale nécessaire au bon fonctionnement du système d'extinction automatique d'incendie, lorsqu'il existe, est maintenue entre les stockages et la base de la toiture ou le plafond ou tout système de chauffage et d'éclairage.</p> <p>Les matières stockées en vrac sont par ailleurs séparées des autres matières par un espace minimum de 3 mètres sur le ou les côtés ouverts.</p>	<p>Il s'agira d'un stockage en masse pour le bâtiment M. Les îlots font au maximum 500 m², 6 m de hauteur maximum et possède une largeur de 6 m entre eux pour les allées (voir un des plans en annexe 3 représentant le plan de stockage pour le bâtiment M</p>	<p>Bâtiment B :</p> <p>Il s'agit d'un stockage en masse. Les îlots ne font pas plus de 500 m², ont une hauteur maximum de 3</p>	Conforme

<p>Une distance minimale de 1 mètre est respectée par rapport aux parois et aux éléments de structure ainsi que la base de la toiture ou le plafond ou tout système de chauffage et d'éclairage.</p> <p>Les matières stockées en masse forment des îlots limités de la façon suivante :</p> <p>1° Surface maximale des îlots au sol : 500 m² ;</p> <p>2° Hauteur maximale de stockage : 8 mètres maximum ;</p> <p>3° Largeurs des allées entre îlots : 2 mètres minimum.</p> <p>En l'absence de système d'extinction automatique, les matières stockées en rayonnage ou en palettier respectent les dispositions suivantes :</p> <p>1° Hauteur maximale de stockage : 10 mètres maximum ;</p> <p>2° Largeurs des allées entre ensembles de rayonnages ou de palettiers : 2 mètres minimum.</p> <p>« La hauteur des matières dangereuses liquides est limitée à 5 mètres par rapport au sol intérieur, quel que soit le mode de stockage.</p> <p>« En présence d'un système d'extinction automatique compatible avec les produits entreposés,</p> <p>« - la hauteur de stockage en rayonnage ou en palettier, pour les liquides inflammables est limitée à :</p> <p>« - 7,60 mètres pour les récipients de volume strictement supérieur à 30 L et inférieur à 230 L ;</p> <p>« - 5 mètres par rapport au sol intérieur pour les récipients de volume strictement supérieur à 230 L ;</p> <p>« - la hauteur n'est pas limitée pour les autres matières dangereuses. »</p> <p>Le stockage en mezzanine de tout produit relevant de l'une au moins des rubriques 2662 ou 2663, au-delà d'un volume correspondant au seuil de la déclaration de ces rubriques, est interdit. Cette disposition n'est pas applicable pour les installations soumises à déclaration, ou en présence d'un système d'extinction automatique adapté.</p> <p>« Le stockage de liquides inflammables de catégorie 1 (mention de danger H224) est interdit en contenants fusibles de type récipients mobiles de volume unitaire supérieur à 30 L.</p>	<p>uniquement).</p> <p>Concernant le bâtiment L, il s'agit d'un stockage en sur remorque qui se rapprocherait plus d'un stockage en rayonnage. Ce type de stockage ne présente pas d'îlot défini sachant que les remorques sont espacées entre elles (voir plan de stockage en annexe 28). La hauteur ne dépasse pas 8m. Les allées de chaque côté font plus de 2 m. Concernant le bâtiment L, les remorques sont à plus de 1m par rapport aux parois et aux éléments de structure. La hauteur du bâtiment est de 8,5 m et la hauteur maximale de stockage est de 6 m, il y a donc bien une distance de 1m entre la base de la toiture et le toit. Pas de système d'éclairage ni de chauffage.</p>	<p>m, Les allées entre les îlots sont de 2 m (voir plan de stockage en annexe 28).</p> <p>Bâtiment D :</p> <p>Il s'agit d'un stockage en masse. Les îlots ne font pas plus de 500 m², 6 m de hauteur et dispose de 2m entre les îlots (plan de stockage en annexe 28).</p> <p>Bâtiment G :</p> <p>Stockage en masse avec îlots ne faisant pas plus de 500 m², 6 m de hauteur et 2 m entre les îlots (plan de stockage en annexe 28).</p> <p>Bâtiment H :</p> <p>Il s'agit d'un stockage en masse toujours avec la même</p>	
---	--	---	--

<p>« Cette disposition est applicable à compter du 1er janvier 2023.</p> <p>« Le stockage de liquides inflammables non miscibles à l'eau de catégorie 2 (mention de danger H225) est interdit en contenants fusibles de type récipients mobiles de volume unitaire supérieur à 30 L en stockage couvert.</p> <p>« Le stockage de liquides inflammables miscibles à l'eau de catégorie 2 (mention de danger H225) est interdit en contenants fusibles de type récipients mobiles de volume unitaire supérieur à 230 L en stockage couvert.</p> <p>« Cette disposition est applicable à compter du 1er janvier 2026.</p> <p>« Ces interdictions ne sont pas applicables si le stockage est muni de moyens de protection contre l'incendie adaptés et dont le dimensionnement satisfait à des tests de qualification selon un protocole reconnu par le ministère chargé des installations classées.</p> <p>« Ces interdictions ne s'appliquent pas au stockage d'un récipient mobile ou d'un groupe de récipients mobiles d'un volume total ne dépassant pas 2 m³ dans une armoire de stockage dédiée, sous réserve que cette armoire soit REI 120, qu'elle soit pourvue d'une rétention dont le volume est au moins égal à la capacité totale des récipients, et qu'elle soit équipée d'une détection de fuite. »</p>		<p>réglementation que le bâtiment G (annexe 28)</p> <p>Bâtiment I : Stockage en masse (même réglementation (annexe 28)</p> <p>Bâtiment J : Stockage en masse d'une hauteur de 6m pour la partie centrale et sur remorque (rayonnage) en périphérie. La hauteur maximale est de moins de 10 m et il y a 2 m entre les rayonnages (annexe 28).</p> <p>Bâtiment K : Stockage en masse (annexe 28). Pas de stockage en vrac dans les bâtiments.</p>	
<p align="center">Article 10</p> <p>Stockage de matières susceptibles de créer une pollution du sol ou des</p>	<p>Pas de stockage de produit pour le projet.</p>	<p>Les produits stockés se</p>	<p align="center">Conforme</p>

<p>eaux</p> <p>Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche, incombustible et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.</p> <p>Tout stockage de matières liquides susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est associé à une capacité de rétention interne ou externe dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <p>100 % de la capacité du plus grand réservoir ; 50 % de la capacité globale des réservoirs associés.</p> <p>Toutefois, lorsque le stockage est constitué exclusivement de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, admis au transport, le volume minimal de la rétention est égal soit à la capacité totale des récipients si cette capacité est inférieure à 800 litres, soit à 20 % de la capacité totale avec un minimum de 800 litres si cette capacité excède 800 litres. Cet alinéa ne s'applique pas aux stockages de substances et mélanges liquides visés par les rubriques 1436, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747, 4755, 4748, ou 4510 ou 4511 pour le pétrole brut.</p> <p>Des réservoirs ou récipients contenant des matières susceptibles de réagir dangereusement ensemble ne sont pas associés à la même cuvette de rétention.</p> <p>« Ce point ne s'applique pas aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p> <p>« Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme déchets. »</p>		<p>trouvent dans l'atelier sur des bacs de rétention en faible quantité (cf. 19 page 274).</p>	
<p>Article 11</p> <p>Eaux d'extinction incendie</p> <p>Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et</p>	<p>L'unique pollution qui pourrait être créée correspond aux eaux d'extinction incendie. Ces eaux</p>	<p>L'unique pollution qui pourrait être</p>	<p>Conforme</p>

<p>écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées pour l'extinction d'un incendie et le refroidissement, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes aux cellules de stockage. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées.</p> <p>Dans le cas d'un confinement externe, les matières canalisées sont collectées, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers une rétention extérieure au bâtiment. En cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, l'exploitant est en mesure de justifier à tout instant d'un entretien et d'une maintenance rigoureux de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements.</p> <p>En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut.</p> <p>En cas de confinement externe, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être polluées y sont portées. Tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements.</p> <p>Le volume nécessaire à ce confinement est déterminé en calculant pour chaque cellule la somme :</p> <ul style="list-style-type: none"> - du volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie déterminé selon les dispositions du point 13 ci-dessous, d'une part ; - du volume de liquide libéré par cet incendie, d'autre part ; - du volume d'eau lié aux intempéries, à raison de 10 litres par mètre carré de surface de drainage vers l'ouvrage de confinement lorsque le confinement est externe. <p>Cette somme est minorée du volume d'eau évaporé.</p> <p>« Le volume nécessaire au confinement peut également être déterminé</p>	<p>sont collectées dans le réseau d'assainissement par des avaloirs à grilles et des canalisations d'assainissement étanches afin d'être dirigées dans un bassin de confinement des eaux d'extinction incendie. Voir note de calcul D9A.</p> <p>Les eaux d'extinction seront analysées avant soit d'être relâchées vers le bassin d'infiltration soit pompées et envoyées dans un centre de traitement. Un bassin tampon permet une sécurité complémentaire.</p> <p>Concernant le bâtiment L, les eaux sont collectées dans le réseau d'assainissement par des avaloirs à grilles et des canalisations d'assainissement étanches afin d'être dirigées dans un bassin de confinement des eaux d'extinction incendie. Voir note de calcul D9A en annexe 12.</p>	<p>créée correspond aux eaux d'extinction incendie.</p> <p>Concernant les bâtiments I, J, K, et H, ces eaux sont collectées dans le réseau d'assainissement par des avaloirs à grilles et des canalisations d'assainissement étanches afin d'être dirigées dans un bassin de confinement des eaux d'extinction incendie. Voir note de calcul D9A en annexe 12.</p> <p>Les eaux d'extinction seront analysées avant soit d'être relâchées vers le bassin d'infiltration soit pompées et</p>	
--	---	--	--

<p>conformément au document technique D9a (guide pratique pour le dimensionnement des rétentions des eaux d'extinction de l'Institut national d'études de la sécurité civile, la Fédération française des sociétés d'assurances et le Centre national de prévention et de protection, édition août 2004). En ce qui concerne les installations nouvelles dont la preuve de dépôt de déclaration, ou le dépôt du dossier complet d'enregistrement ou d'autorisation, est postérieur à la parution dudit document, le volume nécessaire au confinement peut également être déterminé conformément au document technique D9a (guide pratique pour le dimensionnement des rétentions des eaux d'extinction de l'Institut national d'études de la sécurité civile, la Fédération française des assurances et le Centre national de prévention et de protection, édition juin 2020). »</p> <p>Les réseaux de collecte des effluents et des eaux pluviales de l'établissement sont équipés de dispositifs d'isolement visant à maintenir toute pollution accidentelle, en cas de sinistre, sur le site. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et à partir d'un poste de commande. Leur entretien et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.</p>		<p>envoyées dans un centre de traitement.</p> <p>Le bâtiment B va faire l'objet d'un nouveau bassin de confinement de 800 m³, les eaux d'extinction y seront acheminées de la même manière que les bâtiments I, J, K et H. Les bâtiments D et G ont également un nouveau bassin de confinement de 740 m³, les eaux d'extinction y seront acheminées de la même manière que les autres bâtiments</p> <p>Pour les autres bâtiments, les eaux d'extinction sont stockées à</p>	
--	--	---	--

		l'intérieur des bâtiments via un système de cave sous les bâtiments (cave de plus de 3000 m3). Les caves récupèrent les eaux du bâtiment E et F.	
<p align="center">Article 12</p> <p align="center">Détection automatique d'incendie</p> <p>La détection automatique d'incendie avec transmission, en tout temps, de l'alarme à l'exploitant est obligatoire pour les cellules, les locaux techniques et pour les bureaux à proximité des stockages. Cette détection actionne une alarme perceptible en tout point du bâtiment permettant d'assurer l'alerte précoce des personnes présentes sur le site, et déclenche le compartimentage de la ou des cellules sinistrées.</p> <p>Le type de détecteur est déterminé en fonction des produits stockés. Cette détection peut être assurée par le système d'extinction automatique s'il est conçu pour cela, à l'exclusion du cas des cellules comportant au moins une mezzanine, pour lesquelles un système de détection dédié et adapté doit être prévu.</p> <p>Dans tous les cas, l'exploitant s'assure que le système permet une détection de tout départ d'incendie tenant compte de la nature des produits stockés et du mode de stockage.</p> <p>Sauf pour les installations soumises à déclaration, l'exploitant inclut dans le dossier prévu au point 1.2 de la présente annexe les documents démontrant la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection.</p>	<p>Le système de détection sera assuré par des :</p> <ul style="list-style-type: none"> -détecteurs optique ; -détecteurs thermique -détecteurs faisceaux <p>Ces détecteurs permettront d'actionner une alarme dans l'ensemble du bâtiment. Les alarmes seront de type sonore et flash et également certaines de type sonore sans flash. Le système sera proche des stockages.</p>	<p>Le système de détection est assuré par des :</p> <ul style="list-style-type: none"> -détecteurs optique ; -détecteurs thermique -détecteurs faisceaux <p>Les alarmes sont de type sonore et flash et également certaines de type sonore sans flash. Le système sera proche des stockages.</p>	Conforme
Article 13	Le site a étendu la canalisation	Le site a étendu	Conforme

<p style="text-align: center;">Moyens de lutte contre l'incendie</p> <p>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'un ou de plusieurs points d'eau incendie, tels que : <ul style="list-style-type: none"> a. Des prises d'eau, poteaux ou bouches d'incendie normalisés, d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir, alimentés par un réseau public ou privé, sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en œuvre des pompes des engins de lutte contre l'incendie ; b. Des réserves d'eau, réalimentées ou non, disponibles pour le site et dont les organes de manœuvre sont accessibles en permanence aux services d'incendie et de secours. <p>Les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre aux services d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces points d'eau incendie.</p> <p>L'accès extérieur de chaque cellule est à moins de 100 mètres d'un point d'eau incendie. Les points d'eau incendie sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins des services d'incendie et de secours) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'entrepôt, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ; - de robinets d'incendie armés, situés à proximité des issues. Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances sous deux angles différents. Ils sont utilisables en période de gel ; ce point n'est pas applicable pour les cellules ou parties de cellules dont le stockage est totalement automatisé ; « - le cas échéant, les moyens fixes ou semi-fixes d'aspersion d'eau prévus aux points 3.3.1 et 6 de cette annexe. « Le débit et la quantité d'eau nécessaires sont calculés conformément 	<p>d'eau fournissant les poteaux incendie et le rajout de plusieurs bouches incendie fournissant 60m³/h pendant deux heures qui permettent d'assurer la défense contre l'incendie du projet. Il y a un total de 7 poteaux incendie sur site (hors bouche incendie dans bâtiment). Les essais de débit des poteaux se trouvent en annexe 11. Le débit au poteau 5 est inférieur à 60 m³/h mais il s'agit d'un problème qui va être réglé rapidement sachant que le poteau 6 en bout de ligne dépasse les 60 m³/h en simultané. Convention avec le SIAEP en annexe 49 pour le besoin en pression d'eau.</p> <p>Le dimensionnement du besoin en eau a été fait selon les règles D9</p> <p>Le bassin de confinement permet de confiner les eaux d'extinction incendie afin que celles-ci puissent faire l'objet des analyses nécessaires après un sinistre.</p> <p>Le bâtiment L possédera également un bassin de confinement (gestion également du I, J, K et H). Après analyses,</p>	<p>la canalisation d'eau fournissant les poteaux incendie et le rajout de plusieurs bouches incendie fournissant 60m³/h pendant deux heures qui permettent d'assurer la défense contre l'incendie du projet. Il y a un total de 7 poteaux incendie sur site (hors bouche incendie dans bâtiment). Les essais de débit des poteaux se trouvent en annexe 11. Le débit au poteau 5 est inférieur à 60 m³/h mais il s'agit d'un problème qui va être réglé rapidement</p>	
---	---	--	--

<p>au document technique D9 (guide pratique pour le dimensionnement des besoins en eau de l'Institut national d'études de la sécurité civile, la Fédération française des sociétés d'assurances et le Centre national de prévention et de protection, édition septembre 2001), tout en étant plafonnés à 720 m³/h durant 2 heures. En ce qui concerne les installations nouvelles dont la preuve de dépôt de déclaration, ou le dépôt du dossier complet d'enregistrement ou d'autorisation est postérieur à la parution dudit document, le débit et la quantité d'eau nécessaires sont calculés conformément au document technique D9 (guide pratique pour le dimensionnement des besoins eaux d'extinction de l'Institut national d'études de la sécurité civile, la Fédération française des assurances et le Centre national de prévention et de protection, édition juin 2020), tout en étant plafonnés à 720 m³/h durant 2 heures. Les points d'eau incendie sont en mesure de fournir unitairement et, le cas échéant, de manière simultanée, un débit minimum de 60 mètres cubes par heure durant 2 heures.</p> <p>« Le débit et la quantité d'eau nécessaires peuvent toutefois être inférieurs à ceux calculés par l'application du document technique D9 en tenant compte le cas échéant du plafonnement précité, sous réserve qu'une étude spécifique démontre leur caractère suffisant au regard des objectifs visés à l'article 1er. La justification pourra prévoir un recyclage d'une partie des eaux d'extinction d'incendie, sous réserve de l'absence de stockage de produits dangereux ou corrosifs dans la zone concernée par l'incendie. A cet effet, des aires de stationnement des engins d'incendie, accessibles en permanence aux services d'incendie et de secours, respectant les dispositions prévues au 3.3.2. de la présente annexe, sont disposées aux abords immédiats de la capacité de rétention des eaux d'extinction d'incendie.</p> <p>« En ce qui concerne les points d'eau alimentés par un réseau privé, l'exploitant joint au dossier prévu du point 1.2 de la présente annexe la justification de la disponibilité effective des débits et le cas échéant des réserves d'eau, au plus tard trois mois après la mise en service de</p>	<p>les eaux seront soit :</p> <ul style="list-style-type: none"> -Diriger au milieu naturel après la réouverture des vannes de confinement de bassin, si le résultat des analyses autorise son évacuation au milieu naturel ; -Ou si le résultat des analyses n'est pas probant, les eaux de confinement seront pompées et évacuées du site vers une filière adaptée à la pollution de l'eau souillée. <p>L'accès de chaque cellule du bâtiment sera à moins de 100 m d'un point d'eau incendie et les bouche incendie nouvellement créée seront distant entre eux de 150 m (cf. plan en annexe 29)</p> <p>Cf. 17 page 261.</p> <p>Les extincteurs seront répartis dans l'entrepôt bien visible et facile d'accès avec des agents d'extinction appropriés aux risques comme pour l'existant. Des RIA seront répartis près des issues avec possibilité d'attaquer un foyer sous deux angles différents avec deux RIA.</p> <p>Le projet disposera d'un téléphone sur site pour prévenir les secours et une alarme incendie basé sur le même</p>	<p>sachant que le poteau 6 en bout de ligne dépasse les 60 m³/h en simultané.</p> <p>Convention avec le SIAEP en annexe 49 pour le besoin en pression d'eau.</p> <p>Deux bâches souples de 600m³, et une bâche souple de 450 m³ sont présentes sur le site</p> <p>Le dimensionnement du besoin en eau a été fait selon les règles D9 (annexe 12).</p> <p>Le bassin de confinement permettra de confiner les eaux d'extinction incendie afin que celles-ci puissent faire l'objet des analyses</p>	
--	---	--	--

<p>l'installation.</p> <p>« L'exploitant informe les services d'incendie ou de secours de l'implantation des points d'eau incendie.</p> <p>« L'installation est dotée d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours.</p> <p>« En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus. L'efficacité de cette installation est qualifiée et vérifiée par des organismes reconnus compétents dans le domaine de l'extinction automatique ; la qualification précise que l'installation est adaptée aux produits stockés, y compris en cas de liquides et solides liquéfiables combustibles et à leurs conditions de stockage.</p> <p>« Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation de tout entrepôt soumis à enregistrement ou à autorisation, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie. Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classes et conservés au moins quatre ans dans le dossier prévu au point 1.2 de la présente annexe.</p> <p>« Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas de sinistre et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours. »</p>	<p>principe que l'existant.</p>	<p>nécessaires après un sinistre pour les bâtiments I, J, K et H. Les bâtiments B, D et G posséderont deux nouveaux bassins de confinement. Les autres bâtiments existants possèdent un confinement intérieur. Après analyses, les eaux seront soit :</p> <ul style="list-style-type: none"> -Diriger au milieu naturel après la réouverture des vannes de confinement de bassin, si le résultat des analyses autorise son évacuation au milieu naturel ; -Ou si le résultat des analyses n'est pas probant, les eaux 	
---	---------------------------------	---	--

		<p>de confinement seront pompées et évacuées du site vers une filière adaptée à la pollution de l'eau souillée. Des extincteurs et des RIA sont en place sur le site. Leur nombre et emplacement se trouve en annexe 8 sur le plan d'intervention. Les extincteurs sont bien visibles et facile d'accès. Les RIA sont réparties près des issus comme l'indique l'annexe 8 avec possibilité d'attaquer le foyer de feu sous deux angles différents. Le site dispose d'un téléphone sur site pour</p>	
--	--	---	--

		prévenir les secours et une alarme incendie comme indiqué dans le plan d'évacuation.	
<p style="text-align: center;">Article 14 Evacuation du personnel</p> <p>Conformément aux dispositions du code du travail, les parties de l'entrepôt dans lesquelles il peut y avoir présence de personnel comportent des dégagements permettant une évacuation rapide.</p> <p>En outre, le nombre minimal de ces dégagements permet que tout point de l'entrepôt ne soit pas distant de plus de 75 mètres effectifs (parcours d'une personne dans les allées) d'un espace protégé, et 25 mètres dans les parties de l'entrepôt formant cul-de-sac.</p> <p>Deux issues au moins, vers l'extérieur de l'entrepôt ou sur un espace protégé, dans deux directions opposées, sont prévues dans chaque cellule de stockage d'une surface supérieure à 1 000 m². En présence de personnel, ces issues ne sont pas verrouillées et sont facilement manœuvrables.</p> <p>Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation de tout entrepôt, l'exploitant organise un exercice d'évacuation. Il est renouvelé au moins tous les six mois sans préjudice des autres réglementations applicables.</p>	<p>L'ensemble des issues sont présents sur les plans en annexe 3 montrant que les issues sont distantes de moins de 75 m de tout point de l'entrepôt. Le bâtiment possède 6 issues réparties de chaque côté du bâtiment pour respecter les directions opposées. Le bâtiment L est un bâtiment ouvert sur deux faces.</p>	<p>L'ensemble des issues sont présents sur les plans en annexe 8 montrant que les issues sont distantes de moins de 75 m de tout point de l'entrepôt pour l'ensemble des bâtiments existant. Les bâtiments J et K sont ouverts. Le bâtiment I possède des portes ouvrant sur une face entière. Le bâtiment B possède 4 (chaque côté du bâtiment) issues en plus de deux façades entières</p>	Conforme

		de portes coulissantes. Le bâtiment H1 (partie stockage) possède 3 issues réparties sur chaque côté. Le bâtiment D possède 5 issues de chaque côté du bâtiment. Le bâtiment G (partie stockage) possède 6 issues réparties de chaque côté du bâtiment.	
<p align="center">Article 15</p> <p align="center">Installations électriques</p> <p>Conformément aux dispositions du code du travail, les installations électriques sont réalisées, entretenues en bon état et vérifiées.</p> <p>A proximité d'au moins une issue, est installé un interrupteur central, bien signalé, permettant de couper l'alimentation électrique générale ou de chaque cellule.</p> <p>A l'exception des racks recouverts d'un revêtement permettant leur isolation électrique, les équipements métalliques (réservoirs, cuves, canalisations, racks) sont mis à la terre et interconnectés par un réseau de liaisons équipotentiels, conformément aux règlements et aux normes applicables, compte tenu notamment de la nature explosive ou inflammable des produits.</p> <p>Les transformateurs de courant électrique, lorsqu'ils sont accolés ou à l'intérieur de l'entrepôt, sont situés dans des locaux clos largement</p>	<p>L'exploitant tiendra à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées, à savoir :</p> <p>Règles et normes prises en compte</p> <ul style="list-style-type: none"> -NFC13-100 en Amont du disjoncteur HTA -NFC13-200 en aval du disjoncteur HTA -NFC15-100 pour ma partie 	<p>L'exploitant tiendra à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en</p>	Conforme

<p>ventilés et isolés de l'entrepôt par un mur de degré au moins REI 120 et des portes de degré au moins EI2 120 C, munies d'un ferme-porte. Les portes battantes satisfont une classe de durabilité C2.</p> <p>L'entrepôt est équipé d'une installation de protection contre la foudre respectant les dispositions de la section III de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé.</p> <p>« Pour tout entrepôt soumis à enregistrement ou autorisation, l'installation d'équipements de production d'électricité utilisant l'énergie photovoltaïque est conforme aux dispositions de la section V de l'arrêté du 04/10/10 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé. Cette disposition est applicable aux installations nouvelles dont le dépôt du dossier complet d'enregistrement ou d'autorisation est postérieur au 1er janvier 2021. Cette disposition est applicable aux installations existantes et aux autres installations nouvelles pour lesquelles la réglementation antérieure l'exigeait. »</p>	<p>Basse tension en aval du transformateur BT</p> <p>-Code du travail article 1 à l'article R4312-1 relatif à la sécurité machine Présentation des produits d'éclairage :</p> <p>L'article R.232-7 du code du Travail précise :</p> <p>- Pour les Voies de circulation intérieure : Éclairage minimal 40 Lux</p> <p>- Pour les Vestiaires et Sanitaires : Éclairage minimal 120 Lux</p> <p>- Pour les Locaux aveugles affectés à un travail permanent 200 Lux</p> <p>- Pour les Voies de circulation : Éclairage minimal 10 Lux</p> <p>- Pour les Espaces extérieurs où est effectué un travail permanent : Éclairage minimal 40 Lux</p> <p>Pour l'Éclairage de locaux particuliers / Zones de travail</p> <p>- Pour la Mécanique moyenne, Dactylographie, Travaux de bureaux : Éclairage minimal 200 Lux</p> <p>- Pour le Travail de petites pièces : Éclairage minimal 300 Lux</p> <p>- Pour la Mécanique fine, comparaison de couleur, ... :</p>	<p>bon état et vérifiées, à savoir :</p> <p>Règles et normes prises en compte</p> <p>-NFC13-100 en Amont du disjoncteur HTA</p> <p>-NFC13-200 en aval du disjoncteur HTA</p> <p>-NFC15-100 pour ma partie Basse tension en aval du transformateur BT</p> <p>-Code du travail article 1 à l'article R4312-1 relatif à la sécurité machine Présentation des produits d'éclairage :</p> <p>L'article R.232-7 du code du Travail précise :</p> <p>- Pour les Voies de circulation intérieure : Éclairage</p>	
--	---	--	--

	<p>Éclairage minimal 400 Lux</p> <ul style="list-style-type: none"> - Pour la Mécanique de précision, Électronique fine, Contrôles divers : Éclairage minimal 600 Lux <p>L'ensemble des équipements métalliques sont mis à la terre. Etude foudre en annexe 7 et 46, modification apportée suite à cette étude foudre en annexe 31. Le dernier Q18 est disponible en annexe 48.</p>	<p>minimal 40 Lux</p> <ul style="list-style-type: none"> - Pour les Vestiaires et Sanitaires : Éclairage minimal 120 Lux - Pour les Locaux aveugles affectés à un travail permanent 200 Lux - Pour les Voies de circulation : Éclairage minimal 10 Lux - Pour les Espaces extérieurs où est effectué un travail permanent : Éclairage minimal 40 Lux <p>Pour l'Éclairage de locaux particuliers / Zones de travail</p> <ul style="list-style-type: none"> - Pour la Mécanique moyenne, Dactylographie, 	
--	--	---	--

		<p>Travaux de bureaux :</p> <p>Éclairage minimal 200 Lux</p> <p>- Pour le Travail de petites pièces :</p> <p>Éclairage minimal 300 Lux</p> <p>- Pour la Mécanique fine, comparaison de couleur, ... :</p> <p>Éclairage minimal 400 Lux</p> <p>- Pour la Mécanique de précision, Électronique fine, Contrôles divers :</p> <p>Éclairage minimal 600 Lux</p> <p>L'ensemble des équipements métalliques sont mis à la terre.</p> <p>Etude foudre en annexe 7, modification apportée suite à cette étude foudre en annexe</p>	
--	--	---	--

		31. Le nouveau Q18 avec les levées de réserve est en annexe 32. Le dernier Q18 est disponible en annexe 48.	
<p align="center">Article 16 Eclairage</p> <p>Dans le cas d'un éclairage artificiel, seul l'éclairage électrique est autorisé.</p> <p>Les appareils d'éclairage fixes ne sont pas situés en des points susceptibles d'être heurtés en cours d'exploitation, ou sont protégés contre les chocs.</p> <p>Ils sont en toutes circonstances éloignées des matières entreposées pour éviter leur échauffement.</p> <p>Si l'éclairage met en œuvre des lampes à vapeur de sodium ou de mercure, l'exploitant prend toute disposition pour qu'en cas d'éclatement de l'ampoule tous les éléments soient confinés dans l'appareil.</p>	Eclairage électrique éloigné des matières entreposées.	Eclairage électrique éloigné des matières entreposées.	Conforme
<p align="center">Article 17 Recharge de batteries</p> <p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, les locaux sont convenablement ventilés pour éviter tout risque d'atmosphère explosible.</p> <p>Dans le cas d'une ventilation mécanique, le débouché à l'atmosphère de la ventilation est placé aussi loin que possible des habitations voisines et des bureaux.</p> <p>Les conduits de ventilation sont munis de clapets au niveau de la séparation entre les cellules, restituant le degré REI de la paroi traversée. La recharge de batteries est interdite hors des locaux de recharge en cas de risques liés à des émanations de gaz. En l'absence de tels risques, pour un stockage non automatisé, une zone de recharge peut être</p>	Pas de local de recharge sur le projet. La ventilation sera naturelle avec la mise en place de « Ventals » (closoir ventilé de faîtage) qui permettent d'assurer une ventilation naturelle au niveau du haut du bâtiment évitant ainsi tout risque d'atmosphère explosive. Le bâtiment L est un bâtiment couvert ouvert	Le local de recharge est extérieur au bâtiment de stockage. Les bâtiments possèdent une aération sous faîtage. En fonctionnement, les portes des bâtiments sont ouvertes. En	Conforme

<p>aménagée par cellule de stockage sous réserve d'être distante de 3 mètres de toute matière combustible et d'être protégée contre les risques de court-circuit.</p> <p>Dans le cas d'un stockage automatisé, il n'est pas nécessaire d'aménager une telle zone.</p> <p>S'il existe un local de recharge de batteries des chariots automoteurs, il est exclusivement réservé à cet effet et est, soit extérieur à l'entrepôt, soit séparé des cellules de stockage par des parois et des portes munies d'un ferme-porte, respectivement de degré au moins REI 120 et EI2 120 C (Classe de durabilité C2 pour les portes battantes).</p>		<p>effet, les bâtiments I et B possèdent des grandes portes coulissantes sur leur face. Le bâtiment D possède une aération sous faîtage. Les bâtiments J et K sont des bâtiments couverts ouverts.</p>	
<p style="text-align: center;">Article 18 Chauffage 18.1. Chaufferie</p> <p>S'il existe une chaufferie, celle-ci est située dans un local exclusivement réservé à cet effet, extérieur à l'entrepôt ou isolé par une paroi au moins REI 120. Toute communication éventuelle entre le local et l'entrepôt se fait soit par un sas équipé de deux blocs-portes E 60 C, munis d'un ferme-porte, soit par une porte au moins EI2 120 C et de classe de durabilité C2 pour les portes battantes.</p> <p>A l'extérieur de la chaufferie sont installés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - une vanne sur la canalisation d'alimentation des brûleurs permettant d'arrêter l'écoulement du combustible ; - un coupe-circuit arrêtant le fonctionnement de la pompe d'alimentation en combustible ; - un dispositif sonore d'avertissement, en cas de mauvais fonctionnement des brûleurs, ou un autre système d'alerte d'efficacité équivalente. <p style="text-align: center;">18.2. Autres moyens de chauffage</p>	<p>Pas de chauffage donc pas de chaufferie</p>	<p>Pas de chauffage dans les bâtiments de stockage donc pas de chaufferie</p>	<p>Conforme</p>

<p>Le chauffage des entrepôts et de leurs annexes ne peut être réalisé que par eau chaude, vapeur produite par un générateur thermique ou autre système présentant un degré de sécurité équivalent. Les systèmes de chauffage par aérothermes à gaz sont autorisés lorsque l'ensemble des conditions suivantes est respecté :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les aérothermes fonctionnent en circuit fermé ; - la tuyauterie alimentant en gaz un aérotherme est située à l'extérieur de l'entrepôt et pénètre la paroi extérieure ou la toiture de l'entrepôt au droit de l'aérotherme afin de limiter au maximum la longueur de la tuyauterie présente à l'intérieur des cellules. La partie résiduelle de la tuyauterie interne à la cellule est située dans une gaine réalisée en matériau de classe A2 s1 d0 permettant d'évacuer toute fuite de gaz à l'extérieur de l'entrepôt ; - la tuyauterie située à l'intérieur de la cellule n'est alimentée en gaz que lorsque l'appareil est en fonctionnement ; - les tuyauteries d'alimentation en gaz sont en acier et sont assemblées par soudure. Les soudures font l'objet d'un contrôle initial par un organisme compétent, avant mise en service de l'aérotherme ; - les tuyauteries d'alimentation en gaz à l'intérieur de chaque cellule sont en acier et sont assemblées par soudure en amont de la vanne manuelle d'isolement de l'appareil. Les soudures font l'objet d'un contrôle initial par un organisme compétent, avant mise en service de l'aérotherme ; - les aérothermes et leurs tuyauteries d'alimentation en gaz sont protégés des chocs mécaniques, notamment de ceux pouvant provenir de tout engin de manutention ; les tuyauteries gaz peuvent être notamment placées sous fourreau acier ; - toutes les parties des aérothermes sont à une distance minimale de deux mètres de toute matière combustible ; - une mesure de maîtrise des risques est mise en place pour, en cas de détection de fuite de gaz (chute de pression dans la ligne gaz) ou détection d'absence de flamme au niveau d'un aérotherme, entraîner sa mise en sécurité par la fermeture automatique de deux vannes 			
---	--	--	--

<p>d'isolement situées sur la tuyauterie d'alimentation en gaz, de part et d'autre de la paroi extérieure ou de la toiture de l'entrepôt ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - toute partie de l'aérotherme en contact avec l'air ambiant présente une température inférieure à 120 °C. En cas d'atteinte de cette température, une mesure de maîtrise des risques entraîne la mise en sécurité de l'aérotherme et la fermeture des deux vannes citées à l'alinéa précédent ; - les aérothermes, les tuyauteries d'alimentation en gaz et leurs gaines, ainsi que les mesures de maîtrise des risques associés font l'objet d'une vérification initiale et de vérifications périodiques au minimum annuelles par un organisme compétent. <p>Dans le cas d'un chauffage par air chaud pulsé de type indirect produit par un générateur thermique, toutes les gaines d'air chaud sont entièrement réalisées en matériau de classe A2 s1 d0. En particulier, les canalisations métalliques, lorsqu'elles sont calorifugées, ne sont garnies que de calorifuges de classe A2 s1 d0. Des clapets « restituant le degré REI de la paroi traversée » sont installés si les canalisations traversent un mur entre deux cellules.</p> <p>Le chauffage électrique par résistance non protégée est autorisé dans les locaux administratifs ou sociaux séparés ou isolés des cellules de stockage dans les conditions prévues au point 4 de cette annexe.</p> <p>Les moyens de chauffage des postes de conduite des engins de manutention, s'ils existent, présentent les mêmes garanties de sécurité que celles prévues pour les locaux dans lesquels ils circulent.</p> <p>Les moyens de chauffage des bureaux de quais, s'ils existent, présentent les mêmes garanties de sécurité que celles prévues pour les locaux dans lesquels ils sont situés.</p>			
<p align="center">Article 19 Nettoyage des locaux</p> <p>Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés, notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières.</p>	<p>Le bâtiment M sera sur dalle quartzé permettant d'éviter une accumulation. De plus, il s'agit d'un stockage de produit fini qui doit être propre pour la vente. La zone est régulièrement nettoyée</p>	<p>Le site est maintenu en bon état de propreté avec un nettoyage à la fin de chaque poste</p>	<p align="center">Conforme</p>

	<p>avec balai raclette/pelle. Des petites soufflettes (avec batterie) peuvent être utilisées mais ne présentant pas de risque spécifique. Un planning est en annexe 25. Il n'y a pas d'autres appareils utilisés. Concernant le bâtiment L, il s'agit d'un stockage de paille sur remorque, le sol est donc toujours propre. Les petits dépôts de paille tombant des ballots sont ramassés à la pelle évitant des accumulations. Pas d'autres appareils utilisés.</p>	<p>et un nettoyage approfondi les vendredi après-midi (balayage des poussières), la cour est balayée avec une balayeuse sur manitou). Une fois par an un nettoyage très poussé est réalisé (après chaque fin de campagne) pendant une durée de 2 jours (nettoyage des poutres, etc, ...). La zone est régulièrement nettoyée avec balai raclette/pelle. Il s'agit majoritairement de produits finis pour les bâtiments B, D, H et G ne présentant pas de poussière, de plus, le balai</p>	
--	---	---	--

		<p>raclette ne présente aucun risque concernant la poussière. Un planning est en annexe 25. Il n'y a pas d'autres appareils utilisés. Concernant les bâtiments I, J et K, le ramassage se fait à la pelle.</p> <p>Pour les bâtiments J et K, ces derniers sont ouverts, il n'y a pas de risque de concentration de poussière. Lors du nettoyage du bâtiment I, la porte sur la façade est ouverte pour aération. Le balai raclette et la pelle ne provoque pas d'envol de poussière sachant qu'il</p>	
--	--	---	--

		<p>s'agit d'étoupe (pas de dégagement de poussière). Le balai raclette ne présente pas de risque concernant la poussière vu l'aération des bâtiments. Lors des grands nettoyages, les bâtiments de stockage sont à vides et permettent l'intervention d'un tracteur avec pelle pour les bâtiments couverts ouverts, pas de risque dû à la poussière car pas de matière présente. Un registre tient à jour les dates de nettoyage.</p>	
<p>Article 20 Travaux de réparation et d'aménagement Dans les parties de l'installation présentant des risques recensées au</p>	<p>Pas de justification à apporter</p>	<p>Pas de justification à apporter</p>	<p>Conforme</p>

<p>deuxième alinéa « point 3.5 », les travaux de réparation ou d'aménagement ne peuvent être effectués qu'après élaboration d'un document ou dossier comprenant les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la définition des phases d'activité dangereuses et des moyens de prévention spécifiques correspondants ; - l'adaptation des matériels, installations et dispositifs à la nature des opérations à réaliser ainsi que la définition de leurs conditions d'entretien ; - les instructions à donner aux personnes en charge des travaux ; - l'organisation mise en place pour assurer les premiers secours en cas d'urgence ; - lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, les conditions de recours par cette dernière à de la sous-traitance et l'organisation mise en place dans un tel cas pour assurer le maintien de la sécurité. <p>Ce document ou dossier est établi, sur la base d'une analyse des risques liés aux travaux, et visé par l'exploitant ou par une personne qu'il aura nommément désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le document ou dossier est signé par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées.</p> <p>Le respect des dispositions précédentes peut être assuré par l'élaboration du plan de prévention défini aux articles R. 4512-6 et suivants du code du travail lorsque ce plan est exigé.</p> <p>Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un document ou dossier spécifique conforme aux dispositions précédentes. Cette interdiction est affichée en caractères apparents.</p> <p>Une vérification de la bonne réalisation des travaux est effectuée par l'exploitant ou son représentant avant la reprise de l'activité. Elle fait l'objet d'un enregistrement et est tenue à la disposition de l'inspection</p>			
---	--	--	--

des installations classées.			
<p style="text-align: center;">Article 21 Consignes</p> <p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes précisant les modalités d'application des dispositions du présent arrêté doivent être établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.</p> <p>Ces consignes doivent notamment indiquer :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'interdiction de fumer ; - l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ; - l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, hormis, le cas échéant dans les bureaux séparés des cellules de stockages ; <ul style="list-style-type: none"> - l'obligation du document ou dossier évoqué au point 20 ; - les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles ; - les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, ventilation, climatisation, chauffage, fermeture des portes coupe-feu, obturation des écoulements d'égouts notamment) ; - les mesures permettant de tenir à jour en permanence et de porter à la connaissance des services d'incendie et de secours la localisation des matières dangereuses, et les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ; - les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues au point 11 ; <ul style="list-style-type: none"> - les moyens de lutte contre l'incendie ; - les dispositions à mettre en œuvre lors de l'indisponibilité (maintenance...) de ceux-ci ; - la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours. 	<p>Le projet disposera de consignes d'exploitation et de sécurité. Celles-ci seront affichées afin d'être facilement accessible à tout le personnel, au niveau des lieux de travaux et d'utilisation. L'interdiction de fumer est de rigueur.</p> <p>La quantité de produits combustibles présente dans l'installation est limitée aux nécessités de l'exploitation. Les éventuels rebuts de production, poussières sont évacués au fur et à mesure de leur production. Le stockage des produits finis et de paille (matière première) n'engendre pas de dégagements de gaz inflammables et/ou de risques d'auto-échauffement.</p>	<p>Les consignes sont disponibles avec le plan d'intervention en annexe 8. Elles sont affichées sur le site pour être accessible à tout le personnel. L'interdiction de fumer est de rigueur. La quantité de produits combustibles présente dans l'installation est limitée aux nécessités de l'exploitation. Les éventuels rebuts de production, poussières sont évacués au fur et à mesure de leur production. Le stockage des produits finis et de paille (matière</p>	<p style="text-align: center;">Conforme</p>

		première) n'engendre pas de dégagements de gaz inflammables et/ou de risques d'auto- échauffement.	
<p align="center">Article 22</p> <p>Indisponibilité temporaire du système d'extinction incendie L'exploitant s'assure d'une bonne maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, clapets coupe-feu, colonne sèche notamment) ainsi que des installations électriques et de chauffage. Les vérifications périodiques de ces matériels sont inscrites sur un registre.</p> <p>L'exploitant définit les mesures nécessaires pour réduire le risque d'apparition d'un incendie durant la période d'indisponibilité temporaire du système d'extinction automatique d'incendie.</p> <p>Dans les périodes et les zones concernées par l'indisponibilité du système d'extinction automatique d'incendie, du personnel formé aux tâches de sécurité incendie est présent en permanence. Les autres moyens d'extinction sont renforcés, tenus prêts à l'emploi. L'exploitant définit les autres mesures qu'il juge nécessaires pour lutter contre l'incendie et évacuer les personnes présentes, afin de s'adapter aux risques et aux enjeux de l'installation.</p> <p>« L'exploitant inclut les mesures précisées ci-dessus au plan de défense incendie défini au point 23. »</p>	Aucun système d'extinction sur le projet	Aucun système d'extinction.	Conforme
<p align="center">Article 23</p> <p align="center">Plan de défense incendie</p> <p>« Pour tout entrepôt, un plan de défense incendie est établi par l'exploitant, en se basant sur les scénarios d'incendie les plus</p>	Un plan de défense incendie sera tenu comme pour le site existant avec le même type de plans, formation et dossier	L'exploitant conserve les plans d'évacuation et	Conforme

<p>défavorables d'une unique cellule.</p> <p>« L'alinéa précédent est applicable à compter du 31 décembre 2023 pour les entrepôts existants ou dont la déclaration ou le dépôt du dossier complet d'enregistrement est antérieur au 1er janvier 2021, soumis à déclaration ou enregistrement, lorsque ces entrepôts n'étaient pas soumis à cette obligation par ailleurs. »</p> <p>Le plan de défense incendie comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> - « les schémas d'alarme et d'alerte » décrivant les actions à mener à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes) ; - l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ; <ul style="list-style-type: none"> « - les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées et non ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues au point 3 de la présente annexe ; » - la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avec des extincteurs et des robinets d'incendie armés et d'interagir sur les moyens fixes de protection incendie, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ; « - les plans d'implantation des cellules de stockage et murs coupe-feu ; « - les plans et documents prévus aux points 1.6.1 et 3.5 de la présente annexe ; « - le plan de situation décrivant schématiquement l'alimentation des différents points d'eau ainsi que l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise de l'incendie de chaque cellule ; « - la description du fonctionnement opérationnel du système d'extinction automatique, s'il existe, et le cas échéant l'attestation de conformité accompagnée des éléments prévus au point 28.1 de la présente annexe ; 	<p>d'intervention pour les pompiers.</p>	<p>intervention (annexe 8) contenant les différentes consignes, les plans de stockage, les plans des réseaux, le plan des secours (bouche incendie, vanne), la localisation des commandes de désenfumage (voir annexe 41), les zones à risques sont limitées aux filtres de poussière comme indiqué en annexe 40 et les justifications de formation du personnel en annexe 34. Un document FIRE (fiche d'intervention rapide entreprise)</p>	
--	--	--	--

<p>« - s'il existe, les éléments de démonstration de l'efficacité du dispositif visé au point 28.1 de la présente annexe ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - la description du fonctionnement opérationnel du système d'extinction automatique, s'il existe ; - la localisation des commandes des équipements de désenfumage prévus au point 5 ; - la localisation des interrupteurs centraux prévus au point 15, lorsqu'ils existent ; - les dispositions à prendre en cas de présence de panneaux photovoltaïques ; - les mesures particulières prévues au point 22. <p>Il prévoit en outre les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité sont tenues à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler.</p> <p>« Le plan de défense incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours.</p> <p>« Ce plan de défense incendie est inclus dans le plan d'opération interne s'il existe. Il est tenu à jour.</p> <p>« Pour les sites à autorisation, le plan de défense incendie comporte également les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Il précise :</p> <p>« - les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ;</p> <p>« - les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux ;</p> <p>« - les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances recherchées.</p> <p>« L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les</p>		<p>exposant les différentes consignes pour l'intervention des pompiers se trouve en annexe 42.</p> <p>Ces différents points seront tenus dans un dossier plan de défense incendie). Le rapport de manœuvre des pompiers et la vérification des éléments incendie se trouve en annexe 43. Il s'y trouve également un mail d'un membre du SDIS 80 à la DREAL montrant le compte-rendu de visite du site ainsi que le devis pour l'installation d'un plan A0 à</p>	
--	--	---	--

<p>équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. Dans le cas de prestations externes, les contrats correspondants le prévoyant explicitement sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>« Ces dispositions sont applicables à compter du 1er janvier 2022.</p> <p>« Lorsqu'il existe un plan d'opération interne pris en application de l'article R. 181-54 du code de l'environnement, ce plan comporte également :</p> <p>« - les moyens et méthodes prévus, en ce qui concerne l'exploitant, pour la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident ;</p> <p>« - les modalités prévisionnelles permettant d'assurer la continuité d'approvisionnement en eau en cas de prolongation de l'incendie au-delà de 2 heures ; Ces modalités peuvent s'appuyer sur l'utilisation des moyens propres au site, y compris par recyclage ou d'autres moyens privés ou publics. Le cas échéant, les modalités d'utilisation et d'information du ou des gestionnaires sont précisées. Dans le cas d'un recyclage d'une partie des eaux d'extinction d'incendie, l'absence de stockage de produits dangereux ou corrosifs dans la zone concernée par l'incendie devra être vérifiée. Le recyclage devra respecter les conditions techniques au point 13 de la présente annexe.</p> <p>« Ces dispositions sont applicables à compter du 1er janvier 2022. »</p>		l'entrée du site.	
<p>Article 24-1</p> <p>Bruits – Valeurs limites</p> <p>Au sens du présent arrêté, on appelle :</p> <p>- émergence : la différence entre les niveaux de pression continus équivalents pondérés A du bruit ambiant (installation en fonctionnement) et du bruit résiduel (en l'absence du bruit généré par l'installation) ;</p> <p>- zones à émergence réglementée :</p>	Sans objet	Les mesures de bruit effectuées sont conformes à la réglementation. Le trafic routier sur la nationale impact fortement	Conforme

- l'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers, existant à la date du dépôt de dossier d'enregistrement, et leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cour, jardin, terrasse), à l'exclusion de celles des immeubles implantés dans les zones destinées à recevoir des activités artisanales ou industrielles ;
 - les zones constructibles définies par des documents d'urbanisme opposables aux tiers et publiés à la date du dépôt de dossier d'enregistrement ;
 - l'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers qui ont été implantés après la date du dépôt de dossier d'enregistrement dans les zones constructibles définies ci-dessus, et leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cour, jardin, terrasse), à l'exclusion de celles des immeubles implantés dans les zones destinées à recevoir des activités artisanales ou industrielles.
- Les émissions sonores de l'installation ne sont pas à l'origine, dans les zones à émergence réglementée, d'une émergence supérieure aux valeurs admissibles définies dans le tableau suivant :

NIVEAU DE BRUIT AMBIANT EXISTANT dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'installation)	ÉMERGENCE ADMISSIBLE POUR LA PÉRIODE allant de 7 heures à 22 heures sauf dimanches et jours fériés	ÉMERGENCE ADMISSIBLE POUR LA PÉRIODE allant de 22 heures à 7 heures ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB (A)	6 dB (A)	4 dB (A)

l'émergence au point 3 comme l'a indiqué les résultats des mesures.
Cf. 12.7 page 199

Supérieur à 45 dB (A)	5 dB (A)	3 dB (A)			
<p>De plus, le niveau de bruit en limite de propriété de l'installation ne dépasse pas, lorsqu'elle est en fonctionnement, 70 dB (A) pour la période de jour et 60 dB (A) pour la période de nuit, sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite.</p> <p>Dans le cas où le bruit particulier de l'établissement est à tonalité marquée au sens du point 1.9 de l'annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 susvisé, de manière établie ou cyclique, sa durée d'apparition n'excède pas 30 % de la durée de fonctionnement de l'établissement dans chacune des périodes diurne ou nocturne définies dans le tableau ci-dessus.</p>					
<p>Article 24-2</p> <p>Véhicules-engins de chantier</p> <p>Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'installation sont conformes aux dispositions en vigueur en matière de limitation de leurs émissions sonores.</p> <p>L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.), gênant pour le voisinage, est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention et au signalement d'incidents graves ou d'accidents.</p>			Les véhicules utilisés sont des engins de manutention (manitou, tracteur, nacelle).	Les véhicules utilisés sont des engins de manutention (manitou, tracteur, nacelle).	Conforme
<p>Article 24-3</p> <p>Surveillance par l'exploitant</p> <p>L'exploitant met en place une surveillance des émissions sonores de l'installation permettant d'estimer la valeur de l'émergence générée dans les zones à émergence réglementée. Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 susvisé. Ces mesures sont effectuées dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins.</p> <p>Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée dans les</p>			Pas de justification à apporter	Pas de justification à apporter	Conforme

trois mois suivant la mise en service de l'installation. Cette disposition n'est pas applicable pour les installations soumises à déclaration.			
<p align="center">Article 25</p> <p align="center">Description du système de surveillance</p> <p>En dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'entrepôt, une surveillance de l'entrepôt, par gardiennage ou télésurveillance, est mise en place en permanence afin de permettre notamment l'alerte des services d'incendie et de secours et, le cas échéant, de l'équipe d'intervention, ainsi que l'accès des services de secours en cas d'incendie, d'assurer leur accueil sur place et de leur permettre l'accès à tous les lieux.</p> <p>« Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas un accès libre à l'entrepôt. L'accès aux guichets de retrait, s'ils existent, reste cependant possible. Cette disposition est applicable à compter du 1er janvier 2021.</p> <p align="center">»</p>	Une surveillance 24h sur 24 est réalisée. Un employé réside à côté du site et est assigné à la surveillance. Il effectue plusieurs rondes de sécurité en période d'inactivité du site.	Une surveillance 24h sur 24 est réalisée. Un employé réside dans le périmètre du site et est assigné à la surveillance. Il effectue plusieurs rondes de sécurité en période d'inactivité du site.	Conforme
<p align="center">Article 26</p> <p align="center">Remise en état après exploitation</p> <p>L'exploitant met en sécurité et remet en état le site de sorte qu'il ne s'y manifeste plus aucun danger et inconvénient. En particulier :</p> <ul style="list-style-type: none"> - tous les produits dangereux ainsi que tous les déchets sont valorisés ou évacués vers des installations dûment autorisées ; - les cuves et les canalisations ayant contenu des produits susceptibles de polluer les eaux ou de provoquer un incendie ou une explosion sont vidées, nettoyées, dégazées et, le cas échéant, décontaminées. Elles sont, si possible, enlevées, sinon elles sont neutralisées par remplissage avec un solide inerte. Le produit utilisé pour la neutralisation recouvre toute la surface de la paroi interne et possède une résistance à terme suffisante pour empêcher l'affaissement du sol en surface. 	Pas de justification à apporter	Pas de justification à apporter	Conforme

11. Compatibilité avec l'affectation des sols prévu par le document d'urbanisme des communes

Le site est réparti sur deux communes distinctes, Martainneville et Saint-Maxent. Ces communes ne disposent ni de Plan Local d'Urbanisme ou PLU, ni de Plan d'Occupation des Sols, ni de carte communale. Ce sont donc les documents actuels qui s'appliquent dans chacune des deux communes. En l'absence de documents d'urbanisme spécifiques à la commune, les communes sont soumises au Règlement National d'Urbanisme.

Le Règlement National d'Urbanisme ou RNU fixe les dispositions applicables aux terrains constructibles dans les villes et villages ne disposant pas de Plan Local d'Urbanisme, de carte communale ou de document tenant lieu. Ces dispositions réglementaires concernent notamment la localisation, la desserte, l'implantation et l'aspect extérieur des constructions.

Le Code de l'Urbanisme fixe les règles d'utilisation du sol dans les zones agricoles : ces zones sont soit délimitées par les documents d'urbanisme des communes (zone A des Plans Locaux d'Urbanisme PLU ou zones NC des anciens POS), soit situées en dehors des zones constructibles pour les communes dotées d'une carte communale ou celles soumises au Règlement National d'Urbanisme. La règle générale est qu'une zone agricole est une zone de production, protégée en raison de son potentiel agronomique, biologique ou économique : elle est donc, par nature, inconstructible. Par dérogation à cette règle, des « constructions et installations nécessaires à l'exploitation agricole » (bâtiments techniques ou fonctionnels) peuvent être autorisées en zone agricole. Ces constructions admises par dérogation sont souvent strictement encadrées -voire complètement interdites- par l'application d'un règlement d'urbanisme local (POS ou PLU) ou d'autres règlements relatifs à la sécurité et la salubrité publique. Enfin dans les communes dotées d'un document d'urbanisme (POS ou PLU), le changement de destination de bâtiments agricoles existants n'est possible que dans des conditions bien précises.

Les deux communes sont retenues pour le projet de développement : à Martainneville, aucune construction n'est envisagée, alors que sur Saint-Maxent, le site se développera via une extension de deux bâtiments (production et stockage).

Compatibilité du projet avec le RNU :

Les règles générales d'urbanisme désignées par le terme RNU et posées par les articles R111-1 à R-111-24 du code de l'urbanisme comportent 3 catégories de règle relatives :

- A la localisation et à la desserte des constructions (R111-2 à R 111-15)
- A l'implantation et au volume des constructions (R111-16 à R 111-20)
- A l'aspect des constructions (R111-21 à R111-24).

Les règles relatives à la desserte du terrain

Les accès : le droit d'accès aux voies publiques, appartient normalement à tout propriétaire riverain. Il appartient également, par l'intermédiaire d'un droit de passage, à tout propriétaire dont les fonds sont enclavés et ne disposent sur la voie publique d'aucune issue ou d'une issue insuffisante.

La desserte des constructions : si la voie de desserte ne répond pas à l'importance et à la nature du trafic qui serait induit par la construction ou aux exigences de sécurité (lutte contre l'incendie), le permis de construire peut être refusé ou accordé sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales.

L'alimentation en eau potable : si un réseau passe en limite de terrain, le raccordement au réseau est obligatoire. Toutefois, des dérogations à cette règle peuvent être envisagées lorsque la grande superficie des parcelles ou la faible densité de construction ainsi que la facilité d'alimentation individuelle font apparaître que cette alimentation est nettement plus économique et que la potabilité de l'eau et sa protection contre tout risque de pollution peuvent être considérées comme assurées. En l'absence d'un réseau public et sous réserve que l'hygiène générale et la protection sanitaire soient assurées, il est possible d'admettre une alimentation par un seul point d'eau.

L'assainissement : lorsqu'un réseau public existe, si le réseau est insuffisant et que la collectivité n'est pas en mesure de le renforcer, le permis doit être refusé ; si le réseau d'égouts doit aboutir à un seul dispositif d'épuration et de rejet en milieu naturel ou, en cas d'impossibilité, au plus petit nombre possible de ces dispositifs. En cas d'insalubrité ou de conséquences dommageables pour l'environnement, le permis pourrait être refusé.

Les règles relatives à la construction

L'implantation des constructions par rapport aux voies : de part et d'autre de l'axe des autoroutes, 50 m pour les constructions à usage d'habitation et 40 m pour les autres ; de part et d'autre de l'axe des voies « à grande circulation » ou routes assimilées, nationales et départementales, 35 m pour les constructions à usage d'habitation et 25m pour les autres.

L'implantation des constructions par rapport aux limites séparatives : le constructeur a le choix, soit il implante la construction sur une limite parcellaire, soit il respecte le prospect réglementaire (il doit se reculer de la moitié de la hauteur du bâtiment avec un minimum de 3 m). Des dérogations aux règles de prospect sont possibles mais elles ne peuvent être admises que pour des motifs d'intérêt général, ne peuvent pas être implicites et ne peuvent pas être accordées pour régulariser un permis de construire illégal.

L'implantation des constructions les unes par rapport aux autres sur une même propriété a pour but d'éviter que 2 ou plusieurs bâtiments ne s'implantent sur un même terrain sans quelques précautions élémentaires, notamment un ensoleillement minimal.

La hauteur des constructions : dans les secteurs déjà bâtis, elle ne doit pas dépasser sensiblement la hauteur des immeubles les plus courants de la rue ou du quartier ; des exceptions ponctuelles peuvent être envisagées lorsqu'un motif d'urbanisme sérieux les rend nécessaires et si des exigences particulières d'insertion dans le site sont respectées.

L'aspect extérieur des constructions concerne la forme d'ensemble (toiture) ; les matériaux et les couleurs ; les ouvertures (portes, fenêtres, etc.).

Les règles relatives aux espaces libres

Les aires de stationnement : les exigences sont appréciées en tenant compte de la destination de la construction, de la taille du projet et de sa localisation.

Les espaces verts et plantations : les règles permettent de subordonner le permis au maintien ou à la création d'espaces verts correspondant à l'importance et à la situation de l'immeuble à construire.

La COOP AGRICOLE LINIERE REGION D'ABBEVILLE respectera les conditions fixées par le RNU concernant le projet, notamment l'accès et la voirie, la desserte par les réseaux et l'implantation des constructions par rapport aux voies et aux emprises publiques. En effet, le projet est implanté à plus de 35 m des tiers, et à plus de la moitié de la hauteur du bâtiment de la limite séparative. La hauteur des bâtiments est en adéquation avec le reste des bâtiments du site (cf. permis de construire en annexe 5).

Le COOP AGRICOLE LINIERE REGION D'ABBEVILLE s'engage à respecter également les éventuelles évolutions futures des prescriptions applicables aux zones concernées.

Le projet de développement du site de teillage de la COOP AGRICOLE LINIERE REGION D'ABBEVILLE sur les communes de Martainneville et Saint-Maxent prévoit la construction de deux bâtiments (un de stockage de filasse et un de production teillage) à Saint-Maxent.

Il n'y a pas de restriction particulière pour la construction de bâtiments dans et autour de la zone des nouveaux bâtiments. Les règles qui s'appliquent sont celles des arrêtés du 11/04/17 et 22/10/18. L'annexe 2 article 2 de l'arrêté du 11/04/17 demande une étude Flumilog afin que des tiers, des grands immeubles, et ERP ne soit pas dans les seuils thermiques en cas d'incendie. Cette étude est fournie en annexe 9. L'article 5 de l'arrêté du 22/10/18 demande seulement une distance de 10 m bâtiments par rapport aux limites de l'établissement, les nouveaux bâtiments seront à plus de 40m des limites. Aucun bâtiment existant n'est à moins de 10m des limites.

Le projet est donc compatible avec le règlement d'urbanisme.

12. Etat des lieux environnementaux sur site

12.1. Distance d'implantation

12.1.1. Tiers

La distance entre les tiers et le bâtiment du site le plus proche est de 66 m.





12.1.2. Implantation des bâtiments



Les deux nouveaux bâtiments prévus dans l'extension seront également à plus de 20 m des limites de l'établissement (implantation sur la parcelle agricole où il n'y a pas encore de bâtiment).



Les calculs de flux thermique des différents bâtiments de stockage sont présents dans l'étude FLUMILOG en annexe 9 et 38 du document.

12.1.3. Puits, forages, sources, ...

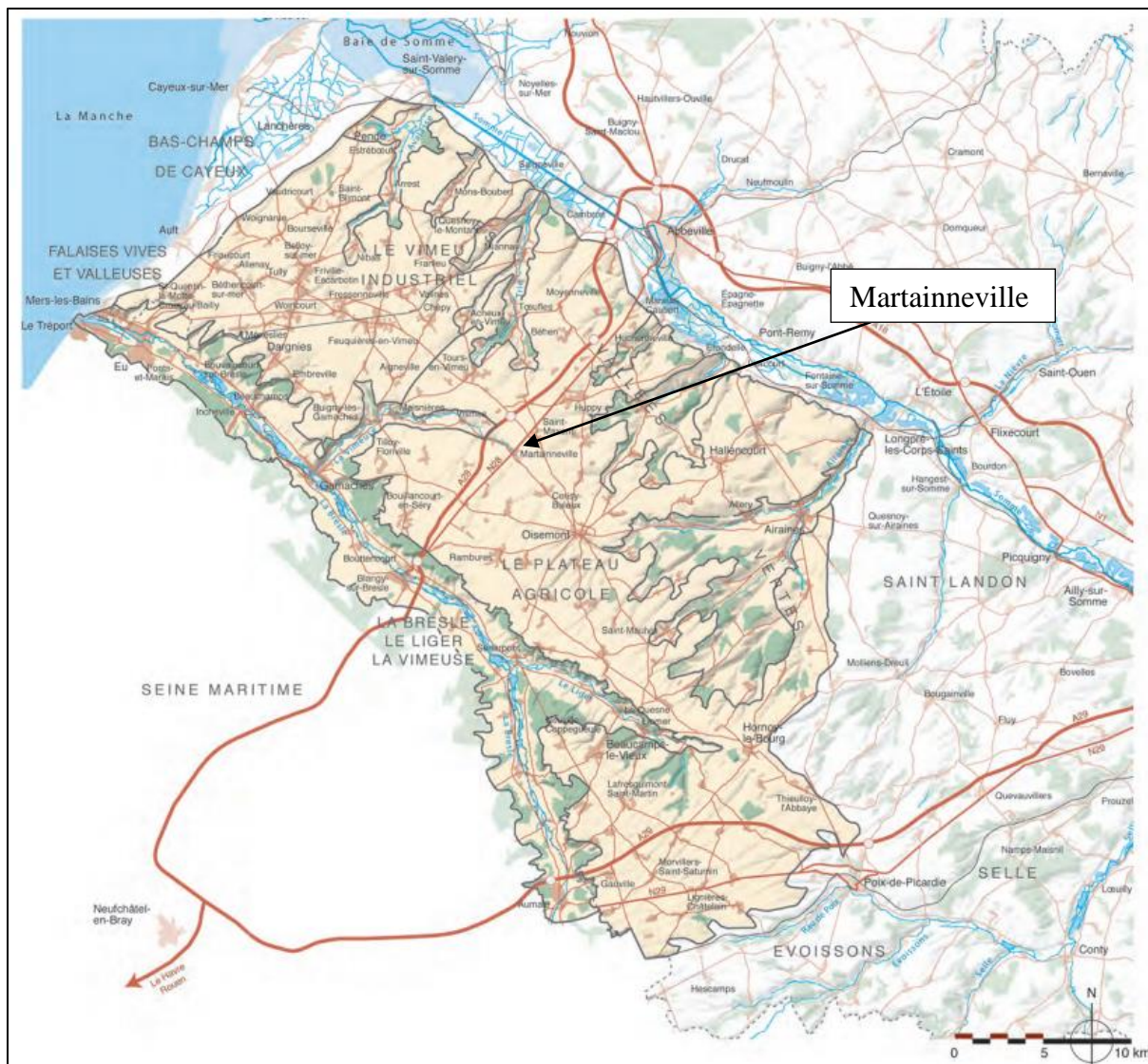
Deux anciens ouvrages sont répertoriés au niveau du site : BSS000DVFW et BSS000DVGP. Cependant, il s'agit de deux anciens puits maintenant rebouchés qui appartenaient à l'ancienne sucrerie qui était présente à cet endroit à l'époque.

L'ouvrage le plus proche du site se trouve à 253 m au nord-ouest du site et a pour code BSS000DVFW.



12.2. Paysage

Le site se trouve dans l'entité paysagère du Vimeu et la Bresle dans la partie du plateau agricole. Le Vimeu s'étend sur la partie sud-ouest du département de la Somme entre le cours de la Somme au nord et celui de la Bresle au sud. Le Vimeu offre un paysage de plateaux de craie recouverts de limons sur une couche d'argile à silex. Il est entaillé au nord, par un réseau de vallées affluentes de la Somme et au sud par le Liger, la Vimeuse puis par les coteaux de la Bresle. Le plateau offre un paysage d'openfield aux champs cultivés et ouverts, ponctués par les structures bocagères concentrées autour des villages et par les boisements qui soulignent le tracé des vallées.



12.3. Analyse hydrogéologique

12.3.1. Le SDAGE

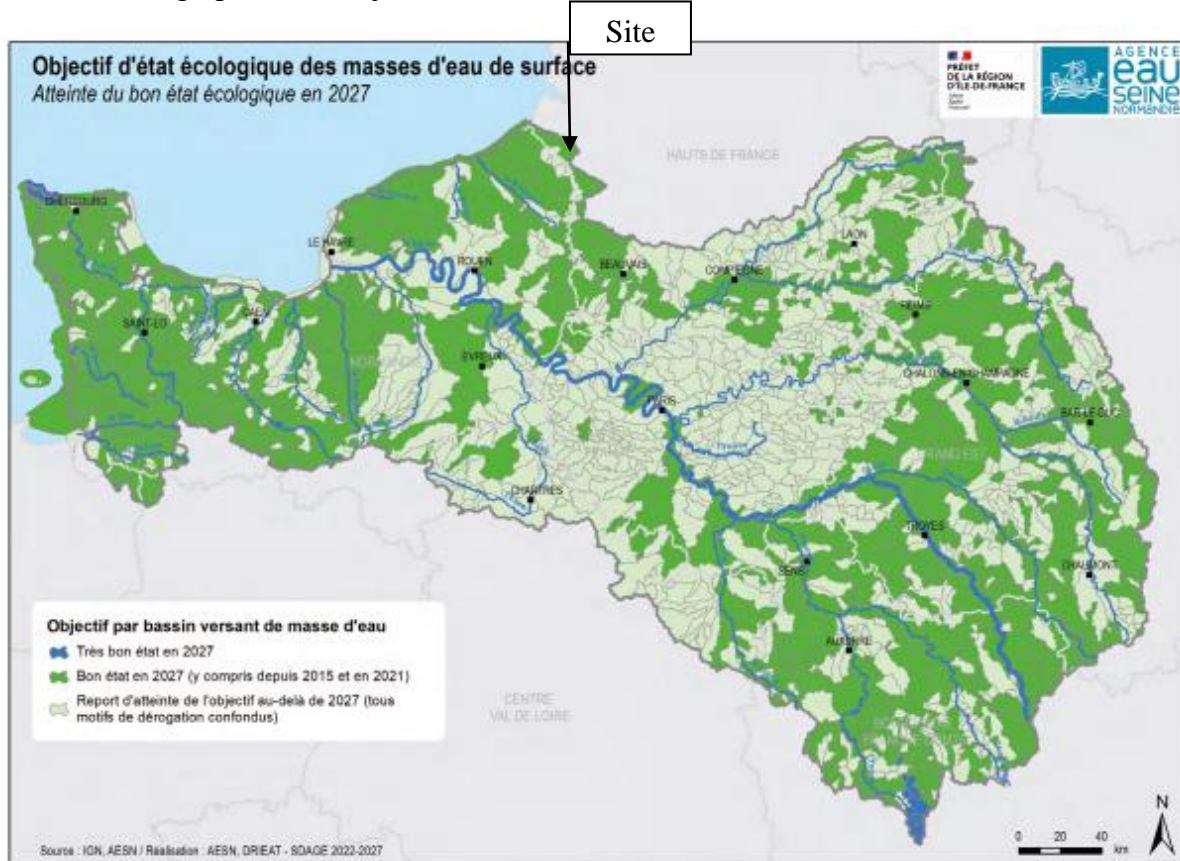
Le SDAGE du bassin Seine-Normandie a été adopté par le comité de bassin du 23 mars 2022 qui a également donné un avis favorable sur le programme de mesures. Ces documents ont été arrêtés par le préfet coordonnateur du bassin Seine-Normandie, préfet de la région Ile-de-France, le 6 avril 2022.

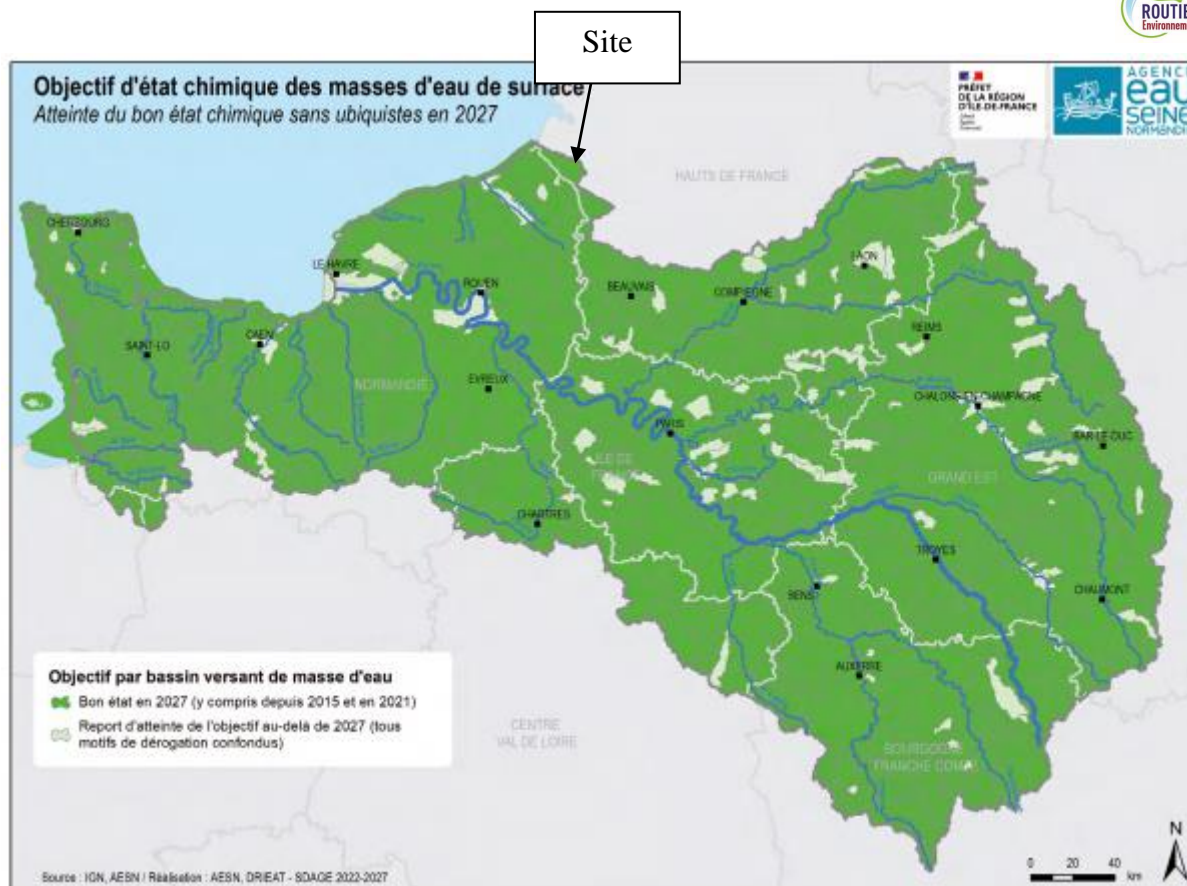
Les 5 enjeux du SDAGE sont les suivants :

- **Enjeu 1** : Réduire les pollutions et préserver la santé
- **Enjeu 2** : Faire vivre les rivières, les milieux humides et la biodiversité en lien avec l'eau
- **Enjeu 3** : Anticiper le changement climatique et gérer les inondations et les sécheresses

- **Enjeu 4** : Concilier les activités économiques et la préservation des milieux littoraux et côtiers
- **Enjeu 5** : Renforcer la gouvernance et les solidarités du bassin

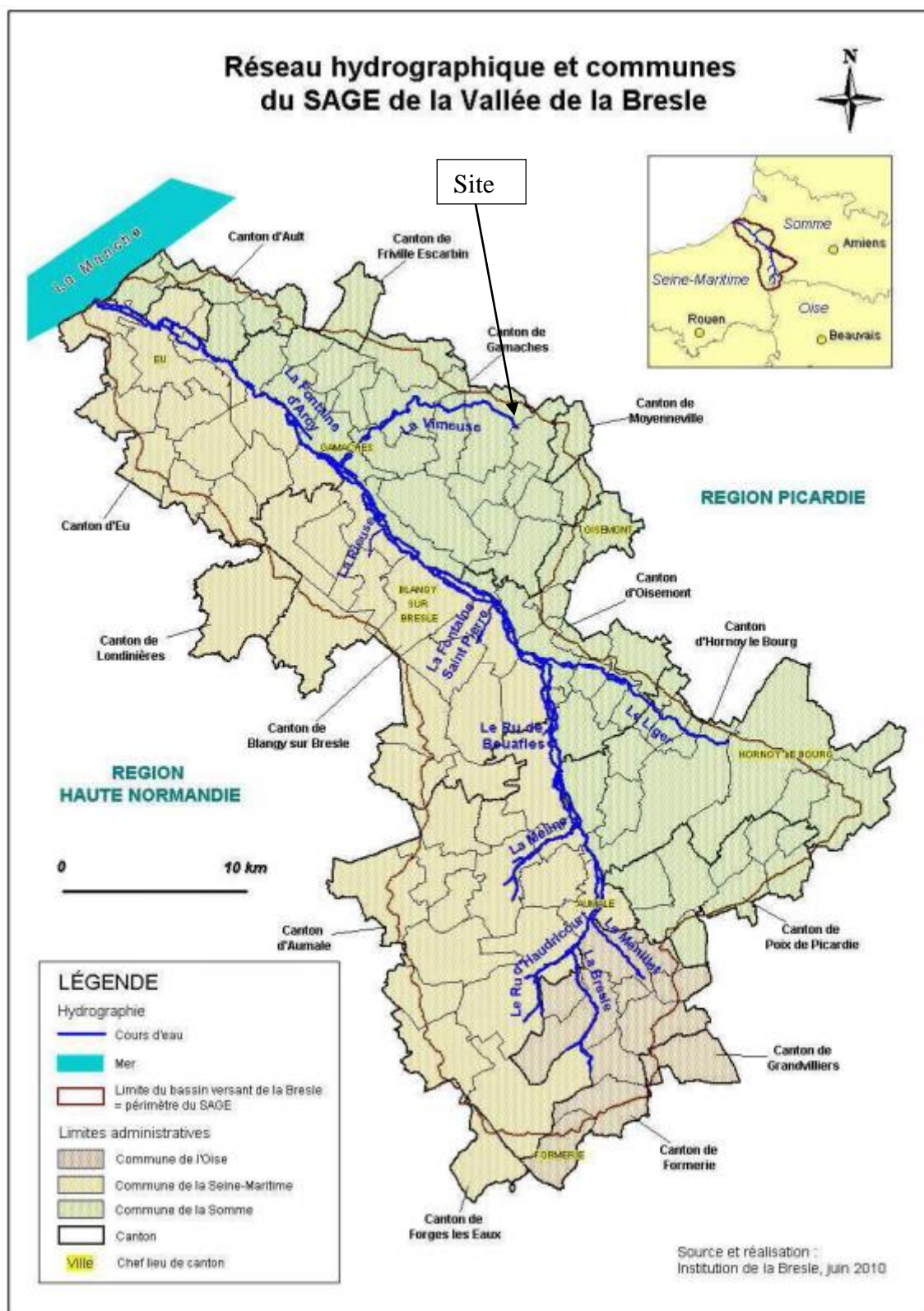
Voici les cartographies des objectifs des masses d'eau du SDAGE :





12.3.2. Le SAGE

L'arrêté portant approbation du SAGE de la Vallée de la Bresle a été signé le 18 août 2016.



Superficie : 748 km²

Nombre d'habitants : 78 000 habitants

Agence de l'eau concernée : Seine-Normandie

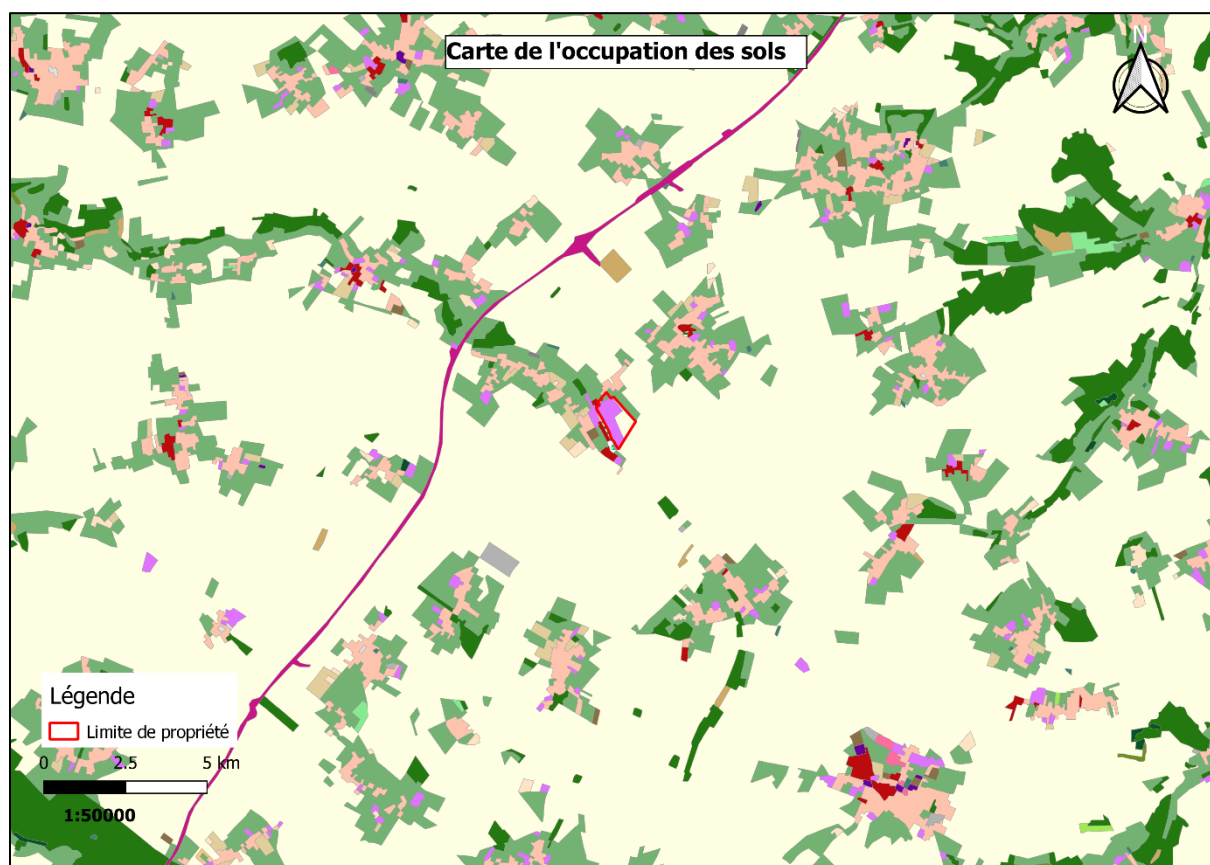
Régions	Départements	Communes
Normandie	Seine-Maritime	43
Picardie	L'Oise	11
	La Somme	59

Enjeux du SAGE :

- Préserver et améliorer l'état qualitatif des masses d'eau souterraine et de surface par la réduction des pressions polluantes à la source
- Préserver et restaurer la fonctionnalité des milieux aquatiques
- Maîtriser le ruissellement et améliorer la gestion des inondations
- Gérer durablement la ressource en eau potable
- Faire vivre le SAGE

12.3.3. Occupation du sol

Le site se trouve en dessous d'Abbeville, dans une zone très agricole avec peu de parcelles boisées ou en prairie.

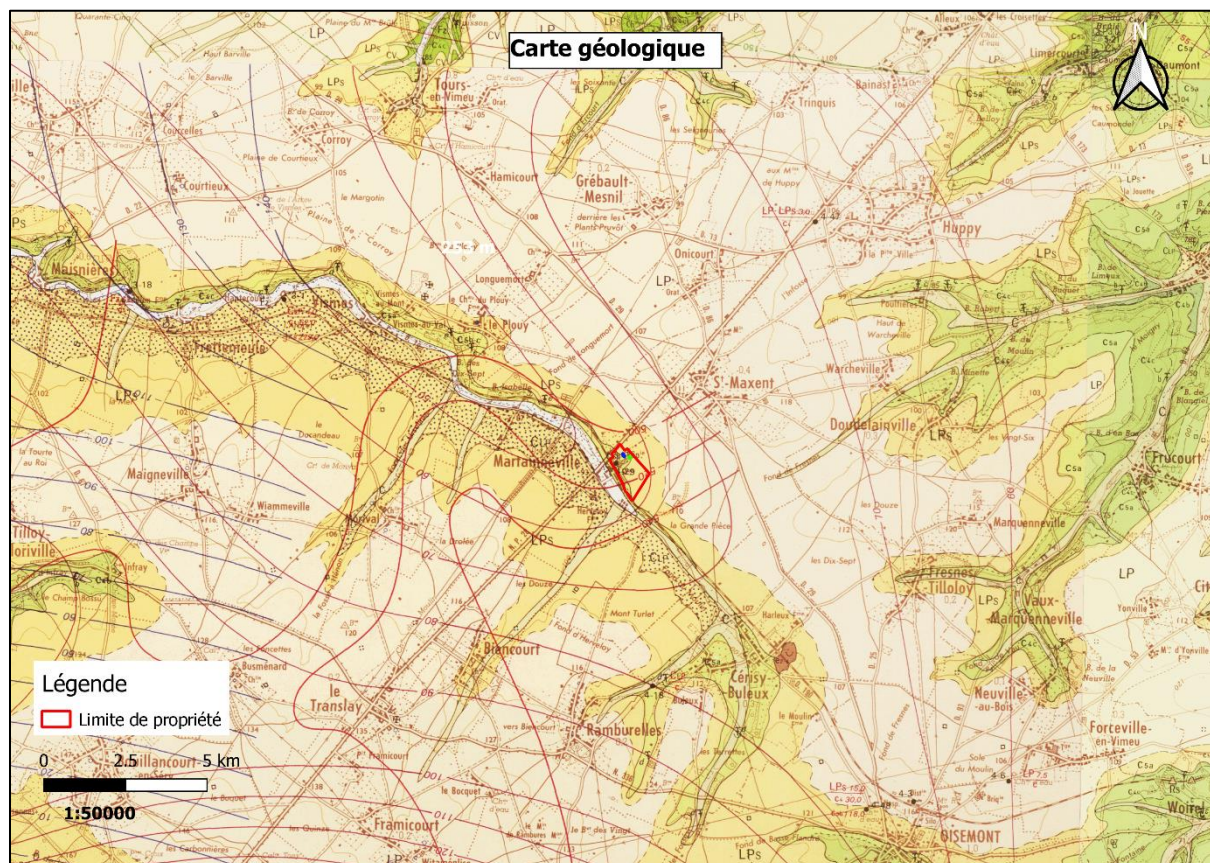


Légende

Limites communales	Marais intérieurs	Terres arables hors périmètres d'irrigation
Aéroports	Marais maritimes	Tissu urbain continu
Chantiers	Marais salants	Tissu urbain discontinu
Cours et voies d'eau	Mers et océans	Vergers et petits fruits
Equipements sportifs et de loisirs	Oliveraies	Vignobles
Extraction de matériaux	Pelouses et pâturages naturels	Végétation clairsemée
Forêt et végétation arbustive en mutation	Plages, dunes et sable	Végétation sclérophylle
Forêts de conifères	Plans d'eau	Zones incendiées
Forêts de feuillus	Prairies	Zones industrielles et commerciales
Forêts mélangées	Roches nues	Zones portuaires
Lagunes littorales	Surfaces essentiellement agricoles, interrompues par des espaces naturels importants	
Landes et broussailles	Systèmes cultureux et parcellaires complexes	

12.3.4. Contexte géologique et pédologique

Le site se trouve sur un limon argileux rouge à silex (LPs (1)).



▼ **Feuille N°44 - GAMACHES (Notice) (Commander la carte)**

Fz	Alluvions récentes : graviers, sables tourbes, limons remaniés
C	Limons de vallées sèches
Fy	Alluvions anciennes : graviers
LP(1)	Limons des plateaux
LPs(1)	Limons argileux rouges à silex
CLP	Limons remaniés sur pente

12.3.5. Masse d'eau souterraine

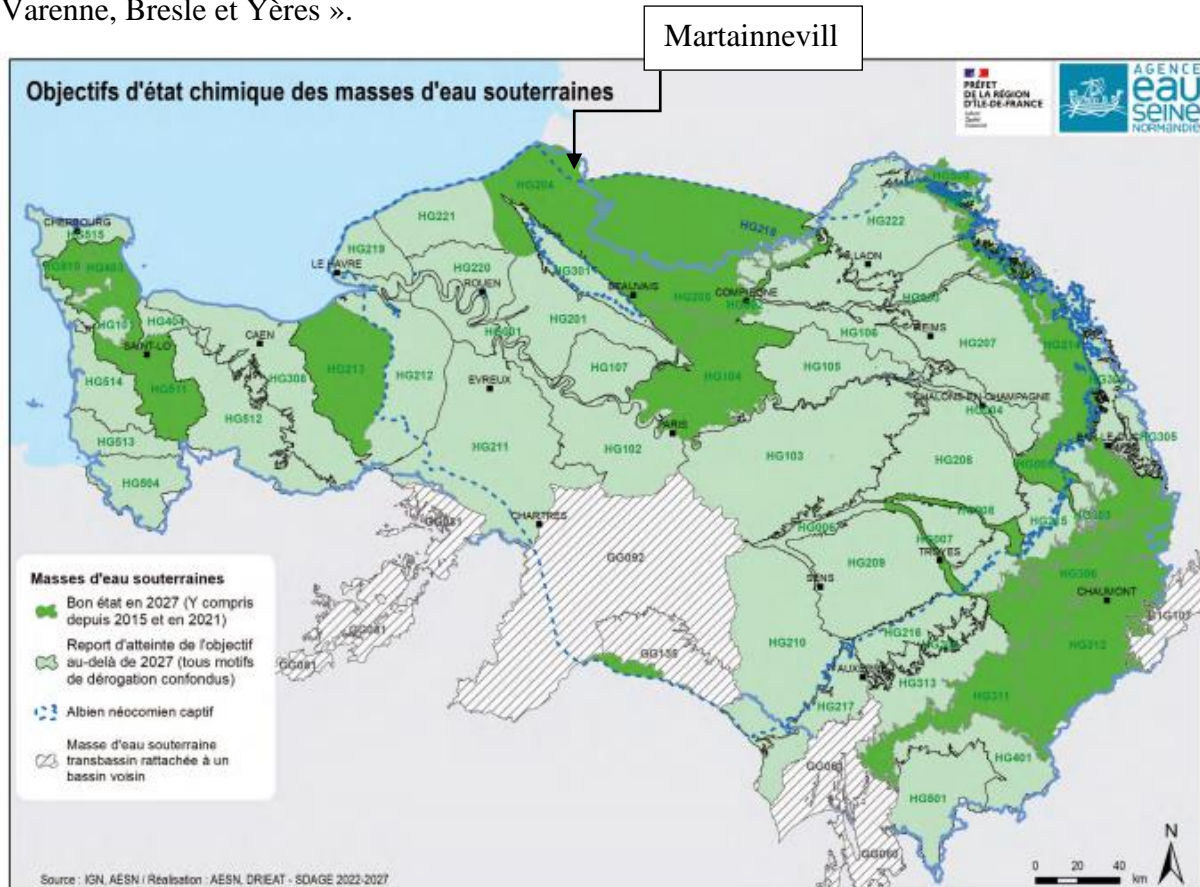
« En application de la Directive Cadre européenne sur l'Eau (DCE) 2000/60/CE du 23 octobre 2000, l'arrêté du 12 janvier 2010 relatif aux méthodes et aux critères à mettre en œuvre pour délimiter et classer les masses d'eau et dresser l'état des lieux prévu à l'article R.212-3 du Code de l'environnement définit la **masse d'eau souterraine** comme "un volume distinct d'eau souterraine à l'intérieur d'un ou plusieurs aquifères". Or, un aquifère représente "une ou plusieurs couches souterraines de roches ou d'autres couches géologiques d'une porosité et d'une perméabilité suffisantes pour permettre soit un courant significatif d'eau souterraine, soit le captage de quantités importantes d'eau souterraine".

Cette définition de la masse d'eau souterraine laissant un champ assez large d'interprétations possibles quant à son identification et à sa délimitation, le concept a été affiné sur la base de critères géologiques et hydrogéologiques et organisé à partir d'une typologie basée sur la nature géologique et le comportement hydrodynamique des systèmes aquifères.

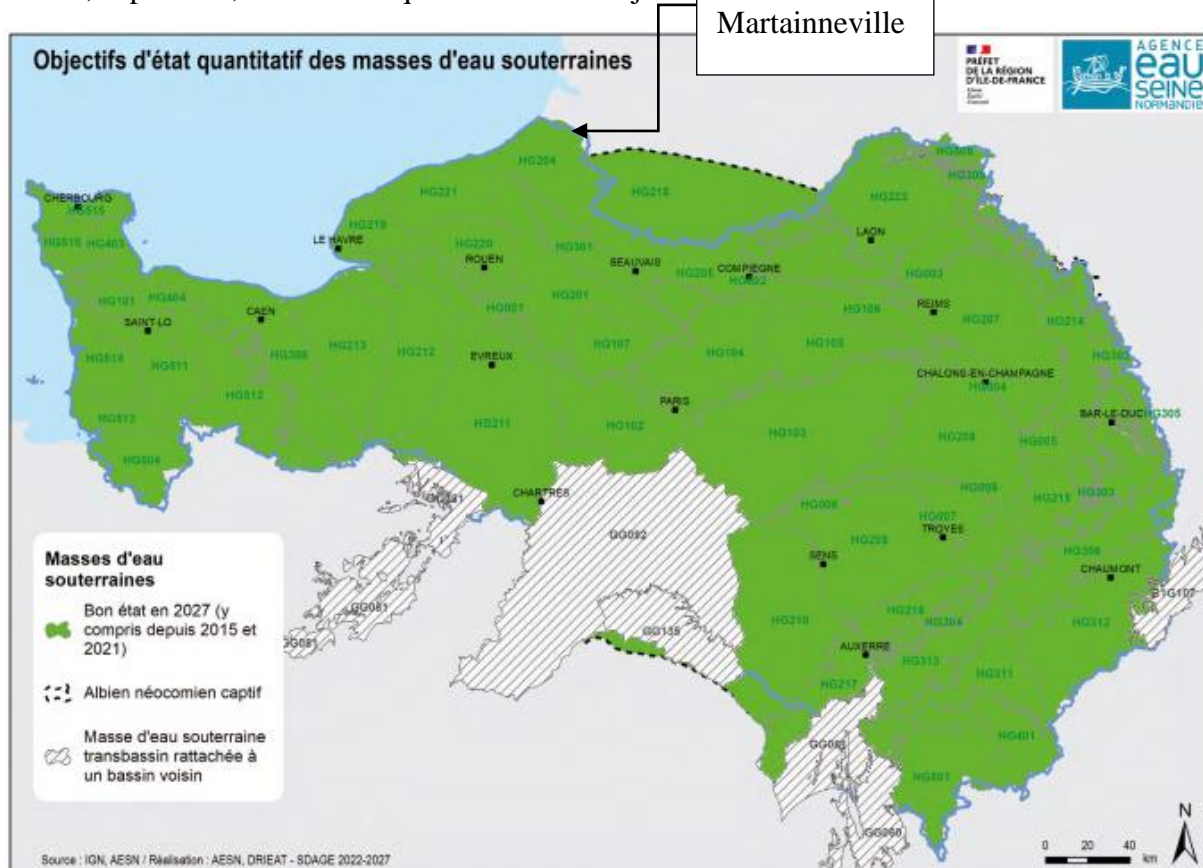
Ces masses d'eau souterraines constituent les unités de base du référentiel à partir duquel sera évalué l'état des ressources en eaux souterraines à l'échelle des districts et donc jugée l'efficacité des mesures prises afin de respecter les exigences de la Directive. »

(Source : Atlas de l'eau en Picardie)

Le projet se trouve sur la masse d'eau FRHG204 « Craie des BV de l'Eaulne, Béthune, Varenne, Bresle et Yères ».



Cette dernière est en mauvaise état chimique et l'objectif de bon état est fixé à 2027. Elle se trouve, cependant, en bon état quantitatif. Son objectif ~~de bon état global~~ est fixé à 2027.



12.3.6. Les captages d'eau destinés à la consommation

« La Directive Cadre européenne sur l'Eau (DCE) 2000/60/CE du 23 octobre 2000 impose des objectifs spécifiques aux zones de protection des prélèvements d'eau destinée à la consommation humaine.

L'article 21 de la Loi sur l'Eau et les Milieux Aquatiques (LEMA) n°2006-1772 du 30 décembre 2006 a renforcé les dispositifs de gestion de la ressource en eau potable, en créant des zones de protection des aires d'alimentation de captage sur lesquelles seront mis en œuvre des programmes d'action visant, notamment, la lutte contre les pollutions diffuses d'origine agricole.

L'aire ou le bassin d'alimentation du captage (AAC ou BAC) couvre toute la surface du sol alimentant la nappe sollicitée par le captage. Ainsi, tous les endroits où une goutte d'eau tombée du ciel finit par rejoindre cette nappe appartiennent à l'aire d'alimentation du captage. De ce fait, l'AAC englobe les périmètres de protection immédiate et rapprochée prévus par l'article L.1321-2 du Code de la santé publique.

En régulant les activités humaines dans cette zone, il est indispensable d'éviter que les eaux d'alimentation des captages soient contaminées par des pollutions diffuses, par exemple sous la forme de pesticides ou de nitrates qui mettent en danger la santé à long terme.

(Source : ATLAS de l'eau en picardie)

Captages prioritaires

Site

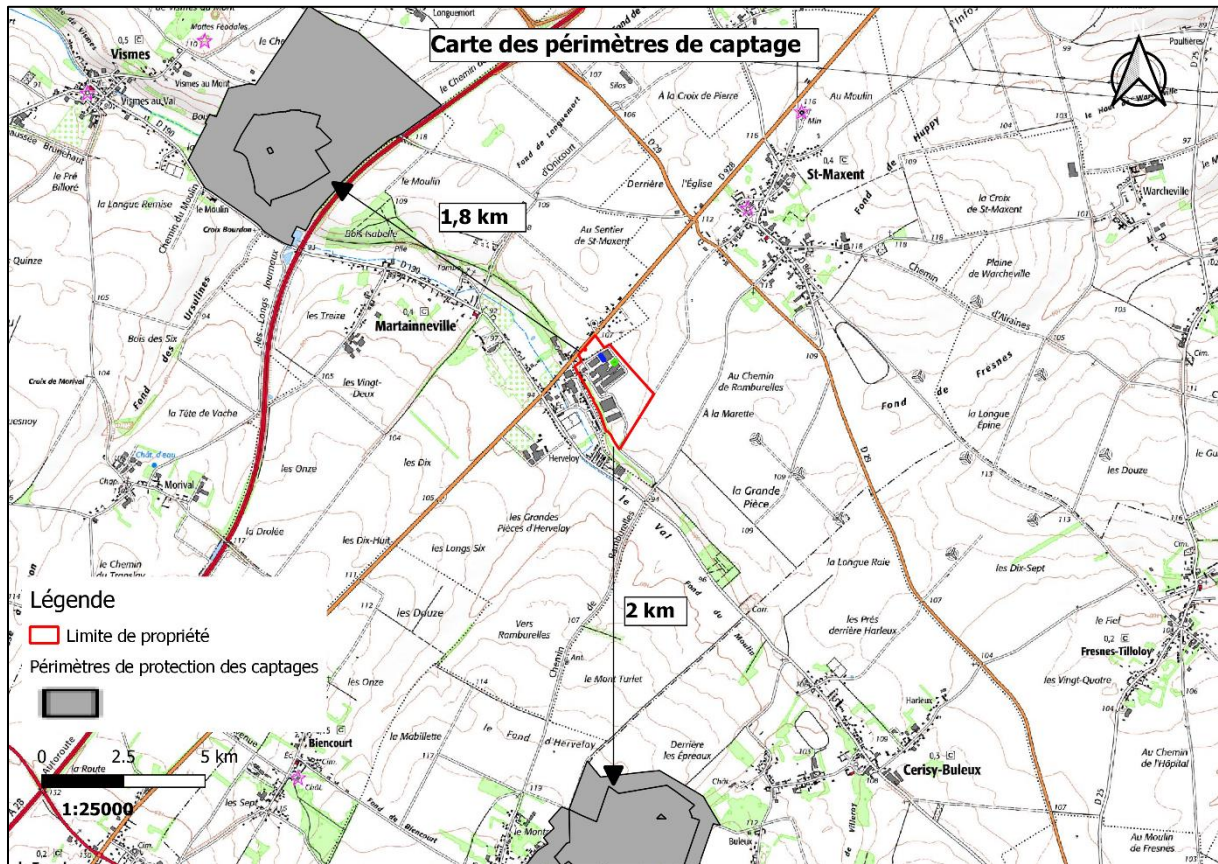
Types de captages

- Captages en eau souterraine
- Captages en eau de surface
- Aires d'alimentation des captages prioritaires
- Départements
- Limite hydrographique du bassin

Source : IGN, AESN / Réalisation : AESN, DRIET - SDAGE 2022-2027

Page 173 sur 280

Le périmètre de protection le plus proche se trouve à 1,8 km au nord-ouest du site. Le captage est celui de Visme.



12.3.7. Les eaux superficielles

12.3.7.1. Masse d'eau superficielle

« L'arrêté du 12 janvier 2010 relatif aux méthodes et aux critères à mettre en œuvre pour délimiter et classer les masses d'eau et dresser l'état des lieux prévu à l'article R.212-3 du Code de l'environnement définit la masse d'eau de surface comme "une partie distincte et significative des eaux de surface telles qu'un lac, un réservoir, une rivière, un fleuve ou un canal, une eau de transition ou une portion d'eaux côtières".

Il s'y distingue :

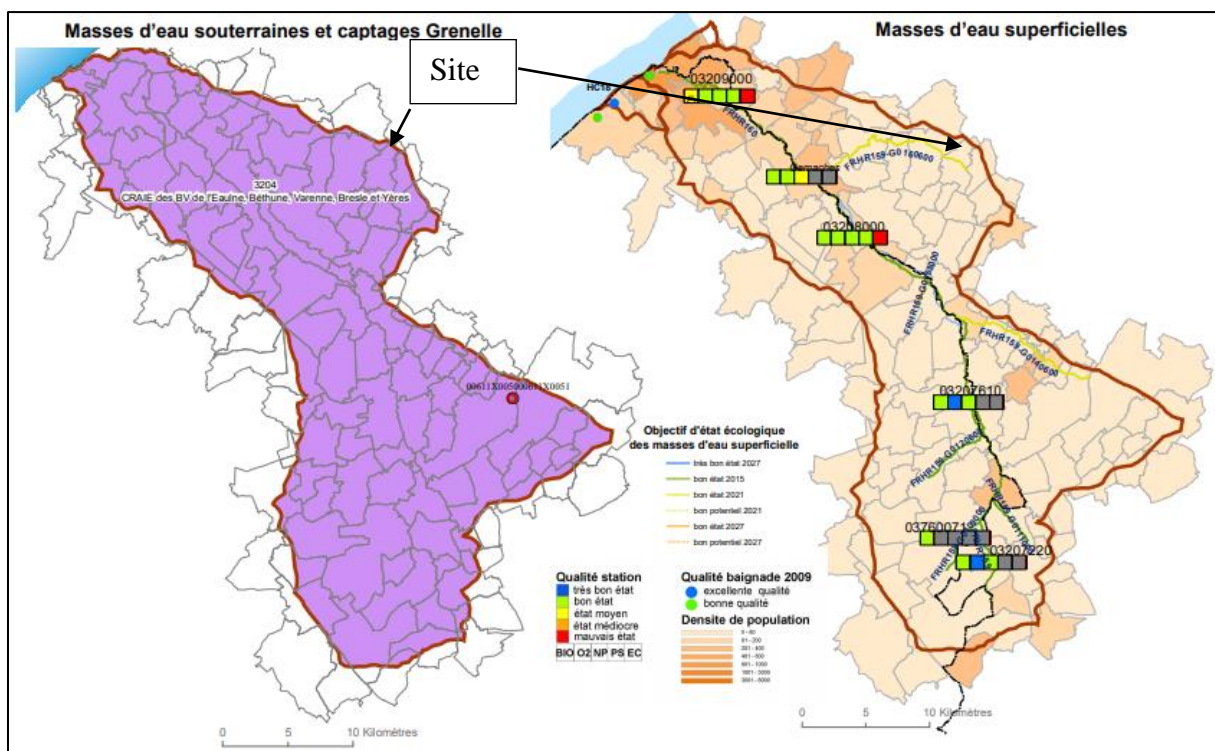
- La « masse d'eau cours d'eau (qui est) une masse d'eau de surface constituée d'un ou plusieurs tronçons de rivière, de fleuve ou de canal »,
- La « masse d'eau plan d'eau (qui est) une masse d'eau de surface intérieure constituée d'eau stagnante »,
- La « masse d'eau littorale qui est soit une masse d'eau de surface constituée d'eau de transition (port, baie), soit une masse d'eau de surface constituée d'eau côtière. »

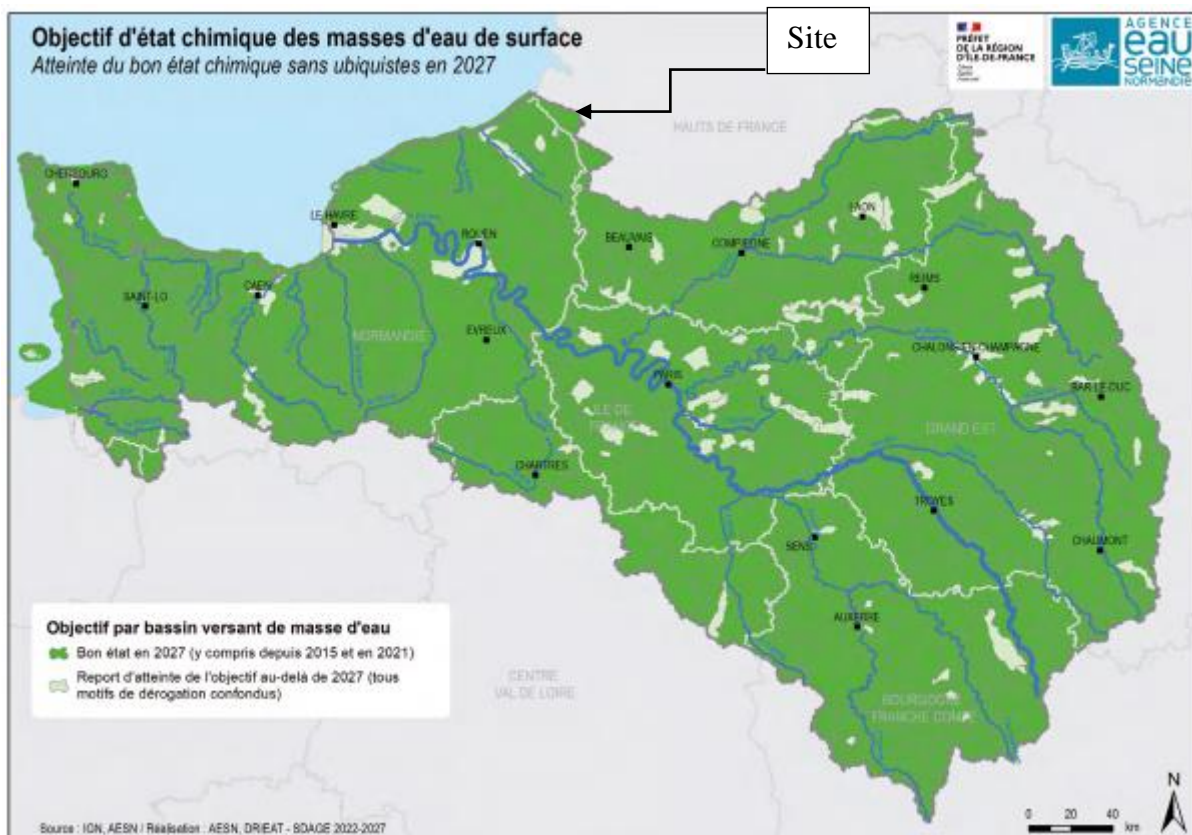
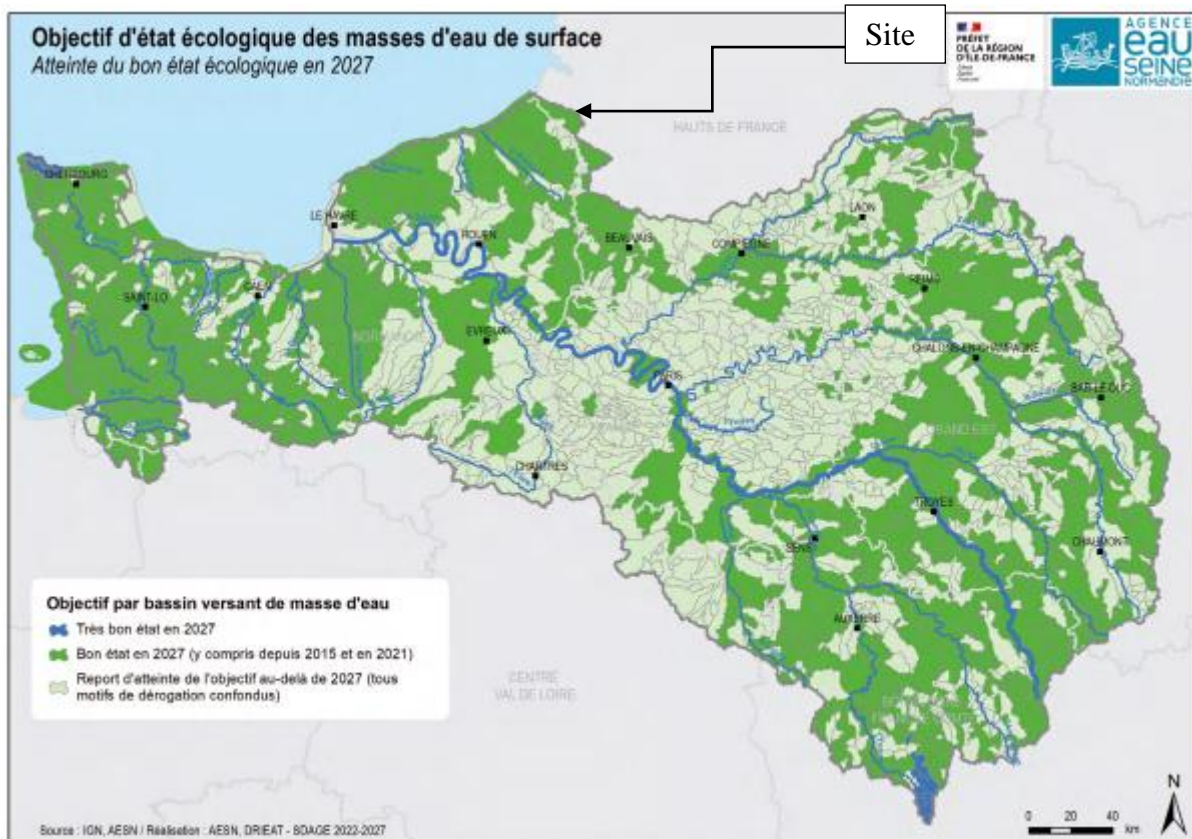
A chaque masse d'eau correspond un volume d'eau sur lequel des objectifs de qualité, voire de quantité, sont définis. C'est l'unité de base pour rendre compte à la Commission Européenne de l'état des eaux.

Compte tenu de caractéristiques naturelles différentes, le réseau hydrographique du bassin Seine-Normandie est plus dense que celui d'Artois-Picardie. De ce fait, les masses d'eau du bassin Seine-Normandie sont plus nombreuses et de plus petite taille que celles d'Artois-Picardie. Afin de faciliter l'application de la DCE sur le terrain, elles sont regroupées dans des unités hydrographiques cohérentes (aplats de couleur). »

(Source : Atlas de l'eau en Picardie)

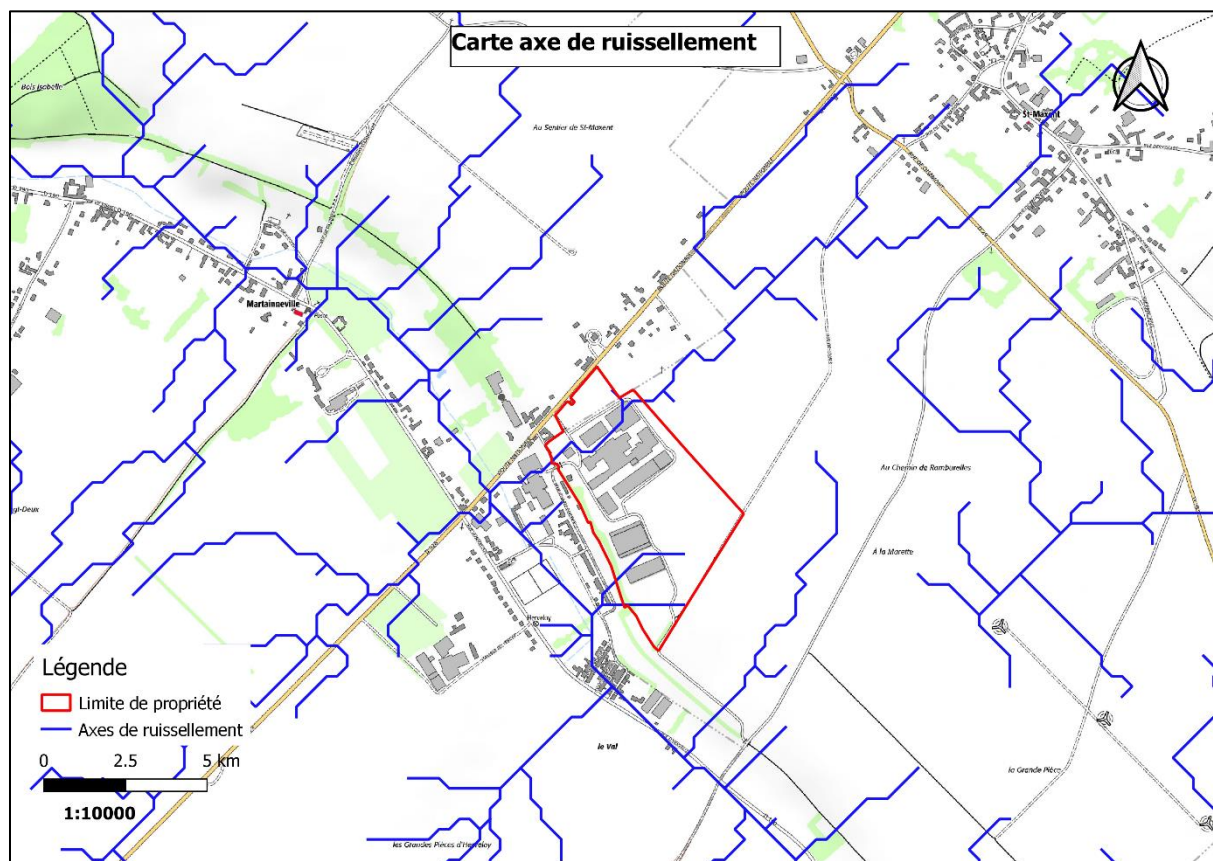
Le site se trouve sur la masse d'eau FRHR159-G0160600 « La Vimeuse ». La masse d'eau est en mauvaise état chimique et en état écologique moyen L'objectif de bon état chimique est fixé en 2027.





Bordure paysagère

ENV 0104 MARTAINNEVILLE 80 CALIRA



12.5. Incidence vis-à-vis des dispositions du SDAGE

12.5.1. SDAGE Seine-Normandie

Orientation fondamentale 1 Pour un territoire vivant et résilient : des rivières fonctionnelles, des milieux humides préservés et une biodiversité en lien avec l'eau restaurée		
Orientation	Disposition	Accord avec le projet
1.1 - Identifier et préserver les milieux humides et aquatiques continentaux et littoraux et les zones d'expansion des crues, pour assurer la pérennité de leur fonctionnement	1.1.1 - Identifier et préserver les milieux humides dans les documents régionaux de planification	Non concerné Le projet n'est pas localisé dans une zone humide.
	1.1.2 - Cartographier et protéger les zones humides dans les documents d'urbanisme	Non concerné Le projet n'est pas localisé dans une zone humide.
	1.1.3 - Protéger les milieux humides et les espaces contribuant à limiter le risque d'inondation par débordement de cours d'eau ou par submersion marine dans les documents d'urbanisme [Disposition SDAGE – PGRI]	Non concerné Le projet n'est pas localisé dans une zone humide.
	1.1.4 - Cartographier les milieux, protéger et restaurer les zones humides et la trame verte et bleue dans les SAGE	Non concerné Le projet n'est pas localisé dans une zone humide.
	1.1.5 - Gérer et entretenir les milieux humides de manière durable afin de préserver leurs fonctionnalités, la diversité des habitats et des espèces associées [Disposition en partie commune SDAGE – PGRI]	Non concerné Le projet n'est pas localisé dans une zone humide.
	1.1.6 - Former les élus, les porteurs de projets et les services de l'Etat à la connaissance des milieux humides en vue de faciliter leur préservation et la restauration des zones humides	Non concerné Le projet n'est pas localisé dans une zone humide.
1.2 - Préserver le lit majeur des rivières et étendre les milieux associés nécessaires au bon fonctionnement hydromorphologique et à l'atteinte du bon état	1.2.1 - Cartographier et préserver le lit majeur et ses fonctionnalités [Disposition en partie commune SDAGE – PGRI]	Non concerné Le projet n'est pas localisé dans le lit majeur d'un cours d'eau.
	1.2.2 - Cartographier, préserver et restaurer l'espace de mobilité des rivières	Non concerné
	1.2.3 - Promouvoir et mettre en œuvre le principe de non-dégradation et de restauration des connexions naturelles entre le lit mineur et le lit majeur	Non concerné
	1.2.4 - Eviter la création d nouveaux plans d'eau dans le lit majeur des rivières, les milieux	Non concerné

	humides, sur les rivières ou en dérivation et en tête de bassin	
	1.2.5 - Limiter les prélèvements dans les nappes et rivières contribuant au fonctionnement des milieux humides	Non concerné
	1.2.6 - Eviter l'introduction et la propagation des espèces exotiques envahissantes ou susceptibles d'engendrer des déséquilibres écologiques	Non concerné
1.3 - Eviter avant de réduire, puis de compenser (séquence ERC) l'atteinte aux zones humides et aux milieux aquatiques afin de stopper leur disparition et leur dégradation	1.3.1 - Mettre en œuvre la séquence ERC en vue de préserver la biodiversité liée aux milieux humides (continentaux et littoraux) des altérations dans les projets d'aménagement	Non concerné Le projet n'est pas localisé dans une zone humide ni à proximité d'un milieu aquatique.
	1.3.2 - Accompagner la mise en œuvre de la séquence ERC sur les compensations environnementales	Non concerné Le projet n'est pas localisé dans une zone humide ni à proximité d'un milieu aquatique.
	1.3.3 - Former les porteurs de projets, les collectivités, les bureaux d'études à la séquence ERC	Non concerné Le projet n'est pas localisé dans une zone humide ni à proximité d'un milieu aquatique.
1.4 - Restaurer les fonctionnalités de milieux humides en tête de bassin versant et dans le lit majeur, et restaurer les rivières dans leur profil d'équilibre en fond de vallée et en connexion avec le lit majeur	1.4.1 - Etablir et conduire des programmes de restauration des milieux humides et du fonctionnement hydromorphologique des rivières par unité hydrographique	Non concerné
	1.4.2 - Restaurer les connexions latérales lit mineur-lit majeur pour un meilleur fonctionnement des cours d'eau	Non concerné
	1.4.3 - Restaurer les zones d'expansion des crues et les milieux humides concourant à la régulation des crues [Disposition SDAGE-PGRI]	Non concerné
	1.4.4 - Elaborer une stratégie foncière pour pérenniser les actions de protection, d'entretien et restauration des milieux humides littoraux et continentaux	Non concerné
1.5 - Restaurer la continuité écologique en privilégiant les actions permettant à la fois de restaurer le libre écoulement de l'eau, le transit sédimentaire et les habitats aquatiques	1.5.1 - Prioriser les actions de restauration de la continuité écologique sur l'ensemble du bassin au profit du bon état des cours d'eau et de la reconquête de la biodiversité	Non concerné
	1.5.2 - Diagnostiquer et établir un programme de restauration de la continuité sur une échelle hydrologique pertinente	Non concerné
	1.5.3 - Privilégier les solutions ambitieuses de restauration de la continuité écologique en associant l'ensemble des acteurs concernés	Non concerné
	1.5.4 - Rétablir ou améliorer la	Non concerné

	continuité écologique à l'occasion de l'attribution ou du renouvellement des autorisations et des concessions des installations hydrauliques	
	1.5.5 - Rétablir les connexions terre-mer en traitant les ouvrages « verrous » dans le cadre des projets multifonctionnels	Non concerné
1.6 - Restaurer les populations des poissons migrateurs amphihalins du bassin de la Seine et des cours d'eau côtiers normands.	1.6.1 - Assurer la montaison il a dévalaison au droit des ouvrages fonctionnels	Non concerné
	1.6.2 - Eviter l'équipement pour la production hydroélectrique des ouvrages existants situés sur des cours d'eau classés en liste 1 et particulièrement sur les axes à enjeux pour les migrateurs	Non concerné
	1.6.3 - Améliorer la connaissance des migrateurs amphihalins lents et des pressions les affectant en milieux aquatiques continentaux et marins	Non concerné
	1.6.4 - Veiller à la préservation des stocks de poissons migrateurs amphihalins entre les milieux aquatiques continentaux et marins	Non concerné
	1.6.5 - Intégrer les dispositions du plan de gestion des poissons migrateurs du bassin Seine-Normandie dans les SAGE	Non concerné
	1.6.6 - Etablir et mettre en œuvre des plans de gestion piscicole à une échelle pertinente	Non concerné
	1.6.7 - Promouvoir une gestion patrimoniale naturelle en faveur des milieux et non fondée sur les peuplements piscicoles	Non concerné
	1.7.1 - Favoriser la mise en œuvre de la GEMAPI à une échelle hydrographique pertinente [Disposition-PGRI]	Non concerné
1.7 - Structurer la maîtrise d'ouvrage pour la gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations	1.7.2 - Identifier les périmètres prioritaires d'intervention des EPAGE et des EPTB [Disposition SDAGE-PGRI]	Non concerné

Orientations fondamentales 2		
Réduire les pollutions diffuses en particulier sur les aires d'alimentation de captages d'eau potable		
Orientation	Disposition	Accord avec le projet
2.1 - Préserver la qualité de l'eau des captages d'eau potable et restaurer celle les plus dégradés	2.1.1 - Définir les aires d'alimentation des captages et surveiller la qualité de l'eau brute	Le site ne se trouve pas dans une AAC.
	2.1.2 - Protéger les captages dans les documents d'urbanisme	Non concerné

	2.1.3 - Définir et mettre en œuvre des programmes d'actions sur les captages prioritaires et sensibles	Non concerné
	2.1.4 - Renforcer le rôle des SAGE sur la restauration de la qualité de l'eau des captages prioritaires et sensibles	Non concerné
	2.1.5 - Etablir des stratégies foncières concertées	Non concerné
	2.1.6 - Couvrir la moitié des aires de captages en cultures bas niveau d'intrants, notamment en agriculture biologique, d'ici 2027	Non concerné
	2.1.7 - Lutter contre le ruissellement à l'amont des prises d'eau et des captages en zone karstique	Le site gère ses eaux pluviales à la parcelle. Les limites du site possèdent également des haies et des arbres pour l'intégration paysagère mais également réduire les effets des ruissellements. Des merlons sont également présents. Les eaux pluviales du projet d'extension seront également gérées par un bassin d'infiltration. Les eaux pluviales sont traitées par des séparateurs d'hydrocarbure.
	2.1.8 - Encadrer les rejets ponctuels dans les périmètres rapprochés des captages d'eau de surface	Non concerné
	2.1.9 - Améliorer l'articulation des interventions publiques en faveur de la protection des captages prioritaires et de la lutte contre les pollutions diffuses	Non concerné
2.2 - Améliorer l'information des acteurs et du public sur la qualité de l'eau distribuée et sur les actions de protections de captage	2.2.1 - Etablir des schémas départementaux d'alimentation en eau potable et renforcer l'information contenue dans les Rapports annuels des collectivités	Non concerné
	2.2.2 - Informer les habitants et en particulier les agriculteurs de la délimitation des aires de captage	Non concerné
	2.2.3 - Informer le grand public sur les programmes d'actions	Non concerné
2.3 - Adopter une politique ambitieuse de réduction des pollutions diffuses sur l'ensemble du territoire du bassin	2.3.1 - Réduire la pression de fertilisation dans les zones vulnérables pour contribuer à atteindre les objectifs du SDAGE	Non concerné
	2.3.2 - Optimiser la couverture des sols en automne pour contribuer à atteindre les objectifs du SDAGE	Non concerné
	2.3.3 - Soutenir les filières permettant de pérenniser et développer les surfaces de cultures à bas niveaux d'intrants sur l'ensemble du bassin pour limiter les transferts de polluants dans l'eau	Non concerné
	2.3.4 - Généraliser et pérenniser la suppression du recours aux	Non concerné

	produits phytosanitaires et biocides dans les jardins, espaces verts et infrastructures	
	2.3.5 - Former les agriculteurs actuels et futurs aux systèmes et pratiques agricoles résilients	Non concerné
	2.3.6 - Mieux connaître les pollutions diffuses par les contaminants chimiques	Non concerné
2.4 - Aménager les bassins versants et les parcelles pour limiter le transfert des pollutions diffuses	2.4.1 - Pour les masses d'eau à fort risque d'entraînement des polluants, réaliser un diagnostic de bassin versant et mettre en place un plan d'actions adapté	Non concerné
	2.4.2 - Développer et maintenir les éléments fixes du paysage qui freinent les ruissellements	Le site gère ses eaux pluviales à la parcelle. Les limites du site possèdent également des haies et des arbres pour l'intégration paysagère mais également réduire les effets des ruissellements. Des merlons sont également présents Les eaux pluviales du projet d'extension seront également gérées par un bassin d'infiltration. Les eaux pluviales sont traitées par des séparateurs d'hydrocarbure.
	2.4.3 - Maintenir et développer les prairies temporaires ou permanentes	L'extension du site est réalisée sur une parcelle agricole.
	2.4.4 - Limiter l'impact du drainage par des aménagements spécifiques	Non concerné

Orientation fondamentale 3 Pour un territoire sain : réduire les pressions ponctuelles		
Orientation	Disposition	Accord avec le projet
3.1 - Réduire les pollutions à la source	3.1.1 - Privilégier la réduction à la source des micropolluants et effluents dangereux	Les eaux pluviales sont gérées à la parcelle et traitées par des séparateurs d'hydrocarbure.
	3.1.2 - Intégrer les objectifs de réduction des micropolluants dans les programmes, décisions et documents professionnels	Non concerné
	3.1.3 - Maîtriser et réduire l'impact des pollutions historiques	Non concerné
	3.1.4 - Sensibiliser et mobiliser les usagers sur la réduction des pollutions à la source	Non concerné
	3.1.5 - Développer les connaissances et assurer une veille scientifique sur les contaminants chimiques	Non concerné
3.2 - Améliorer la collecte des eaux usées et la gestion du temps de pluie pour supprimer les rejets	3.2.1 - Gérer les déversements dans les réseaux des collectivités et obtenir la conformité des	Non concerné

d'eaux usées non traitées dans le milieu	raccordements aux réseaux	
	3.2.2 - Limiter l'imperméabilisation des sols et favoriser la gestion à la source des eaux de pluie dans les documents d'urbanisme, pour les secteurs ouverts à l'urbanisation	Le site gère ses eaux pluviales à la parcelle à l'aide de bassins d'infiltration dimensionnés pour gérer une vicennale 24h. La partie existante se fait par rejet dans un fossé puis cours d'eau ou un puits d'infiltration (traitement par séparateur hydrocarbure).
	3.2.3 - Améliorer la gestion des eaux pluviales des territoires urbanisés	Non concerné
	3.2.4 - Edicter les principes d'une gestion à la source des eaux pluviales	Le site gère ses eaux pluviales à la parcelle à l'aide de bassins d'infiltration dimensionnés pour gérer une vicennale 24h. La partie existante se fait par rejet dans un fossé puis cours d'eau ou un puits d'infiltration (traitement par séparateur hydrocarbure).
	3.2.5 - Définir une stratégie d'aménagement du territoire qui prenne en compte tous les types d'évènements pluvieux	Non concerné
	3.2.6 - Viser la gestion des eaux pluviales à la source dans les aménagements ou les travaux d'entretien du bâti	Les eaux pluviales seront collectées et infiltrées au niveau du site via la mise en place d'un bassin d'infiltration.
3.3 - Adapter les rejets des systèmes d'assainissement à l'objectif de bon état des milieux	3.3.1 - Maintenir le niveau de performance du patrimoine d'assainissement existant	Non concerné
	3.3.2 - Adapter les rejets des installations des collectivités et des activités industrielles et agricoles dans le milieu aux objectifs du SDAGE, en tenant compte des effets du changement climatique	Le site possède un rejet d'eau au niveau d'un fossé qui achemine l'eau vers le cours d'eau de La Vimeuse. Cependant, il s'agit des eaux pluviales tombant sur le site et qui sont traitées via un séparateur d'hydrocarbure. Des analyses permettent de s'assurer du bon fonctionnement du système. L'eau de l'aire de lavage est d'abord traitée par un déboureur-déshuileur dont les caractéristiques sont en annexe 17 et également les factures d'entretien. Des analyses d'eau sont effectuées en sortie de déboureur et de séparateur. Le reste des eaux pluviales du site sont gérées grâce à des bassins d'infiltration ou puits d'infiltration et traitées par des séparateurs d'hydrocarbure. Il n'y a aucun autre rejet d'eau sur site.
	3.3.3 - Vers un service public global d'assainissement	Non concerné Le système d'assainissement sera non collectif.
3.4 - Réussir la transition énergétique et écologique des systèmes d'assainissement	3.4.1 - Valoriser les boues des systèmes d'assainissement	Les eaux usées récoltées dans le dispositif d'assainissement non collectif seront reprises par un

		vidangeur agréé dans le but d'être envoyées vers un centre de traitement.
	3.4.2 - Restaurer les cycles et optimiser la valorisation des sous-produits pour limiter la production de déchets	Non concerné
	3.4.3 - Privilégier les projets bas carbone	Non concerné

Orientation fondamentale 4 Pour un territoire préparé : assurer la résilience des territoires et une gestion équilibrée de la ressource en eau face au changement climatique		
Orientation	Disposition	Accord avec le projet
4.1 - Limiter les effets de l'urbanisation sur la ressource en eau et les milieux aquatiques	4.1.1 - Adapter la ville aux canicules	Non concerné
	4.1.2 - Assurer la protection des zones d'infiltration des pluies et promouvoir les pratiques favorables à l'infiltration, dans le SAGE	Le site gère ses eaux pluviales à la parcelle. Les limites du site possèdent également des haies et des arbres pour l'intégration paysagère mais également réduire les effets des ruissellements. Des merlons sont également présents. Les eaux pluviales du projet d'extension seront également gérées par un bassin d'infiltration. Les eaux pluviales sont traitées par des séparateurs d'hydrocarbure.
	4.1.3 - Concilier aménagement et disponibilité des ressources en eau dans les documents d'urbanisme	Non concerné
4.2 - Limiter le ruissellement pour favoriser des territoires résilients	4.2.1 - Prendre en charge la compétence « maîtrise des eaux pluviales et de ruissellement ou lutte contre l'érosion des sols » à la bonne échelle [disposition SDAGE - PGRI]	Non concerné
	4.2.2 - Réaliser un diagnostic de l'aléa ruissellement à l'échelle du bassin versant [disposition SDAGE-PGRI]	Non concerné
	4.2.3 - Elaborer une stratégie et un programme d'actions limitant les ruissellements à l'échelle du bassin versant [disposition SDAGE-PGRI]	Non concerné
4.3 - Adapter les pratiques pour réduire les demandes en eau	4.3.1 - Renforcer la cohérence entre les redevances prélèvements	Non concerné
	4.3.2 - Réduire la consommation d'eau potable	Des compteurs relevés mensuellement permettent une détection rapide des fuites et une réparation rapide.
	4.3.3 - Réduire la consommation d'eau des entreprises	Des compteurs relevés mensuellement permettent une détection rapide des fuites et une réparation rapide. Consommation

		uniquement sanitaire.
	4.3.4 - Réduire la consommation pour l'irrigation	Non concerné
4.4 - Garantir un équilibre pérenne entre ressources en eau et demandes	4.4.1 - S'appuyer sur les Sages pour étendre la gestion quantitative	Non concerné
	4.4.2 - Mettre en œuvre des Projets de Territoire pour la Gestion de l'Eau (PTGE)	Non concerné
	4.4.3 - Renforcer la connaissance du volume maximal prélevable pour établir un diagnostic du territoire	Non concerné
	4.4.4 - Consolider le réseau de points nodaux sur l'ensemble du bassin pour renforcer le suivi	Non concerné
	4.4.5 - Etablir de nouvelles zones de répartition des eaux	Non concerné
	4.4.6 - Limiter ou réviser les autorisations de prélèvements	Site relié au réseau public.
	4.4.7 - Renforcer la connaissance des ouvrages de prélèvements	Non concerné
4.5 - Définir les modalités de création de retenues et de gestion des prélèvements associés à leur remplissage, et de réutilisation des eaux usées	4.5.1 - Etudier la création de retenues dans le cadre de la concertation locale	Non concerné
	4.5.2 - Définir les conditions de remplissage des retenues	Non concerné
	4.5.3 - Définir l'impact des retenues à une échelle géographique et temporelle adaptée	Non concerné
	4.5.4 - Augmenter et encadrer la réutilisation des eaux usées traitées	Non concerné
4.6 - Assurer une gestion spécifique dans les zones de répartition des eaux	4.6.1 - Les principes de gestions énoncés ci-dessous s'adressent à l'ensemble des acteurs des territoires concernés. Modalités de gestion de la nappe de Champigny	Non concerné
	4.6.2 - Modalité de gestion de la nappe de Beauce	Non concerné
	4.6.3 - Modalité de gestion de l'Albien-néocomien captif	Non concerné
	4.6.4 - Modalités de gestion des nappes et bassins du bathonien-bajocien	Non concerné
	4.6.5 - Modalités de gestion de l'Aronde	Non concerné
4.7 - Protéger les ressources stratégiques à réserver pour l'alimentation en eau potable future	4.7.1 - Assurer la protection des nappes stratégiques	Les eaux pluviales sont gérées à la parcelle et traitées par des séparateurs d'hydrocarbure avec analyse annuel.
	4.7.2 - Définir et préserver des zones de sauvegarde pour le futur (ZSF)	Non concerné
	4.7.3 - Modalités de gestion des alluvions de la Bassée	Non concerné
	4.7.4 - Modalités de gestion des multicouches craies du Séno-	Non concerné

	turonien et des calcaires de Beauce libres	
4.8 - Anticiper et gérer les crises sécheresse	4.8.1 - Renforcer la cohérence des dispositifs de gestion de crise sur l'ensemble du bassin	Non concerné
	4.8.2 - Utiliser les observations du réseau ONDE pour mieux anticiper les crises	Non concerné
	4.8.3 - Mettre en place des collectifs sécheresse à l'échelle locale	Non concerné

Orientation fondamentale 5 Agir du bassin à la côte pour protéger et restaurer la mer et le littoral		
Orientation	Disposition	Accord avec le projet
5.1 - Réduire les apports de nutriments (azote et phosphore) pour limiter les phénomènes d'eutrophisation littorale et marine	5.1.1 - Atteindre les concentrations cibles pour réduire les risques d'eutrophisation marine	Non concerné
	5.1.2 - Mieux connaître le rôle des apports en nutriments	Non concerné
5.2 - Réduire les rejets directs de micropolluants en mer	5.2.1 - Recommander pour chaque port un plan de gestion environnementale	Non concerné
	5.2.2 - Eliminer, à défaut réduire à la source les rejets en mer et en estuaire	Non concerné
	5.2.3 - Identifier les stocks de sédiments contaminés en estuaire	Non concerné
	5.2.4 - Limiter les apports en mer de contaminant issus des activités de dragage et d'immersion des sédiments	Non concerné
5.3 - Réduire les risques sanitaires liés aux pollutions dans les zones protégées (de baignade, conchylicoles et de pêche à pied)	5.3.1 - Actualiser régulièrement les profils de vulnérabilité conchylicoles	Non concerné
	5.3.2 - Limiter la pollution microbiologique impactant les zones d'usage	Non concerné
	5.3.3 - Assurer une surveillance microbiologique des cours d'eau, résurgences et exutoires côtiers et des zones de pêche récréative	Non concerné
	5.3.4 - Sensibiliser les usagers et les acteurs économiques aux risques sanitaires	Non concerné
5.4 - Préserver et restaurer la fonctionnalité des milieux aquatiques littoraux et marins ainsi que la biodiversité	5.4.1 - Préserver les habitats marins particuliers	Non concerné
	5.4.2 - Limiter les perturbations et pertes physiques d'habitats liées à l'aménagement de l'espace littoral	Non concerné

	5.4.3 - Restaurer le bon état des estuaires	Non concerné
	5.4.4 - Prendre en compte les habitats littoraux et marins dans la gestion quantitative de l'eau	Non concerné
	5.4.5 - Réduire les quantités de macro et micro déchets en mer, en estuaire et sur le littoral afin de limiter leurs impacts sur les habitats, les espèces et la santé	Non concerné
5.5 - Promouvoir une gestion résiliente de la bande côtière face au changement climatique	5.5.1 - Intégrer des repères climatiques dès la planification de l'espace	Non concerné
	5.5.2 - Caractériser le risque d'intrusion saline et le prendre en compte dans les projets d'aménagement	Non concerné
	5.5.3 - Adopter une approche intégrée face au risque de submersion [disposition SDAGE-PGRI]	Non concerné
	5.5.4 - Développer une planification de la gestion du trait de côte prenant en compte les enjeux de biodiversité et les risques d'inondation et de submersion marine [disposition SDAGE-PGRI]	Non concerné

Le projet est donc bien compatible avec les objectifs du SDAGE Seine-Normandie 2022-2027.

12.5.2. SDAGE Artois-Picardie 2022-2027

ORIENTATIONS DU SDAGE	DISPOSITION DU SDAGE	COMPATIBILITE DU PROJET
A – PRESERVER ET RESTAURER LA FONCTIONNALITE ECOLOGIQUE DES MILIEUX AQUATIQUES ET DES ZONES HUMIDES		
A-1 Continuer la réduction des apports ponctuels de matières polluantes classiques dans les milieux.	A-1.1 Limiter les rejets	Les rejets au cours d'eau et en infiltration font l'objet d'un traitement par séparateur hydrocarbure avec regard de contrôle pour des analyses. Les séparateurs seront régulièrement entretenus. Les analyses seront comparées aux seuils directement par le labo en charge. Il n'y a pas d'autres rejets à part les eaux pluviales.
	A-1.2 Améliorer l'assainissement non collectif.	La partie existante va faire l'objet d'ajout de trois séparateurs hydrocarbures avant rejet au cours d'eau permettant le traitement des eaux pluviales avant rejet. Des analyses seront faites au niveau de regard après le séparateur pour contrôler le bon fonctionnement du traitement et comparer les seuils réglementaires. Le site dispose d'assainissement non collectif conforme pour les vestiaires et sanitaires (fosse toutes eaux). Le projet dispose d'un assainissement conforme (voir étude de sol)
	A-1.3 Améliorer les réseaux de collecte.	Non concerné
A-2 Maîtriser les rejets par temps de pluie des surfaces imperméabilisées par des voies alternatives (maîtrise de la collecte et des rejets) et préventives (règles d'urbanisme notamment pour	A-2.1 Gérer les eaux pluviales.	Le site gère ses eaux pluviales de plusieurs manières. La partie ancienne (Bâtiments C, D, une partie de E, G) est gérée par un bassin d'infiltration. Cette partie va posséder un séparateur hydrocarbure avant ce bassin afin de traiter les eaux (avec

les constructions nouvelles).		regard pour analyse). Les bâtiments B, autre moitié de E, F, A et I sont gérés par rejet dans une canalisation reliée à la Vimeuse. Il y a également un séparateur hydrocarbure avant rejet avec regard de contrôle. Le débit de rejet est inférieur à 10 % du QMNA5 de la Vimeuse. Les bâtiments H, J, K, L et projet M et N seront gérés par un nouveau bassin d'infiltration dimensionné pour une vicennale 24h. Il y a également un séparateur hydrocarbure avant bassin avec regard de contrôle. Le site gère donc l'ensemble de ses eaux pluviales.
	A-2.2 Réaliser les zonages pluviaux.	Non concerné
A-3 Diminuer la pression polluante par les nitrates d'origine agricole sur tout le territoire.	A-3.1 Continuer à développer des pratiques agricoles limitant la pression polluante par les nitrates.	Non concerné
	A-3.2 Rendre cohérentes les zones vulnérables avec les objectifs environnementaux	Non concerné
	A-3.3 Accompagner la mise en œuvre du Programme d'Actions Régional (PAR) Nitrates en application de la directive nitrates.	Non concerné
A-4 Adopter une gestion des sols et de l'espace agricole permettant de limiter les risques de ruissellement, d'érosion, et de transfert des polluants vers les cours d'eau, les eaux souterraines et la mer.	A-4.1 Limiter l'impact des réseaux de drainage.	Non concerné
	A-4.2 Gérer les fossés, les aménagements d'hydraulique douce et les ouvrages de régulation	Le projet s'implante sur une parcelle agricole appartenant à Calira. Le fossé naturel est géré par Calira avec curage quand cela est nécessaire. L'entretien des espaces verts (coupe des hautes herbes) est réalisé par Calira également.
	A-4.3 Eviter le retournement des prairies et préserver, restaurer les éléments fixes du paysage	
	A-4.4 Conserver les sols	Non concerné
A-5 Préserver et restaurer la fonctionnalité des milieux aquatiques dans le cadre d'une gestion concertée.	A-5.1 Définir l'espace de bon fonctionnement des cours d'eau	Non concerné
	A-5.2 Préserver les connexions latérales des cours d'eau	Non concerné

	A-5.3 Mettre en œuvre des plans pluriannuels de restauration et d'entretien des cours d'eau	Non concerné
	A-5.4 Réaliser un entretien léger des milieux aquatiques	Non concerné
	A-5.5 Respecter l'hydromorphologie des cours d'eau lors de travaux.	Non concerné
	A-5.6 Limiter les pompages risquant d'assécher, d'altérer ou de saliniser les milieux aquatiques	Non concerné
	A-5.7 Diminuer les prélèvements situés à proximité du lit mineur des cours d'eau en déficit quantitatif	Non concerné
A-6 Assurer la continuité écologique et sédimentaire.	A-6.1 Prioriser les solutions visant le rétablissement de la continuité longitudinale.	Non concerné
	A-6.2 Assurer, sur les aménagements hydroélectriques, la circulation des espèces et des sédiments dans les cours d'eau.	Non concerné
	A-6.3 Assurer une continuité écologique à échéance différenciée selon les objectifs environnementaux.	Non concerné
	A-6.4 Prendre en compte les différents plans de gestion piscicoles.	Non concerné
A-7 Préserver et restaurer la fonctionnalité écologique et la biodiversité.	A-7.1 Privilégier le génie écologique lors de la restauration et l'entretien des milieux aquatiques.	Non concerné
	A-7.2 Limiter la prolifération d'espèces exotiques envahissantes	Non concerné
	A-7.3 Encadrer les créations ou extensions de plans d'eau.	Non concerné
	A-7.4 Inclure la fonctionnalité écologique dans les porter à connaissance	Non concerné
	A-7.5 Identifier et prendre en compte les enjeux liés aux écosystèmes aquatiques	Non concerné
A-8 Réduire l'incidence de l'extraction des matériaux de carrière.	A-8.1 Conditionner l'ouverture et l'extension des carrières.	Non concerné
	A-8.2 Remettre les carrières en	Non concerné

	état après exploitation.	
A-9 Stopper la disparition, la dégradation des zones humides à l'échelle du bassin Artois-Picardie et préserver, maintenir et protéger leur fonctionnalité.	A-9.1 Identifier les actions à mener sur les zones humides dans les SAGE	Non concerné
	A-9.2 Gérer, entretenir et préserver les zones humides	Le site n'est pas en zone humide
	A-9.3 Préserver les zones humides dans les documents d'urbanisme	Non concerné
	A-9.4 Eviter les habitations légères de loisirs dans les zones humides et l'espace de bon fonctionnement des cours d'eau	Non concerné
	A-9.5 Mettre en œuvre la séquence « éviter, réduire, compenser » sur les dossiers zones humides au sens de la police de l'eau	Non concerné
A-10 Poursuivre l'identification, la connaissance et le suivi des pollutions par les micropolluants nécessaires à la mise en œuvre d'actions opérationnelles.	A-10.1 Améliorer la connaissance des micropolluants.	Non concerné
A-11 Promouvoir les actions, à la source de réduction ou de suppression des rejets de micropolluants.	A-11.1 Adapter les rejets de micropolluants aux objectifs environnementaux.	Les rejets au fossé et en infiltration font l'objet d'un traitement par séparateur hydrocarbure avec regard de contrôle pour des analyses. Les séparateurs seront régulièrement entretenus. Les analyses seront comparées aux seuils directement par le labo en charge. Il n'y a pas d'autres rejets à part les eaux pluviales.
	A-11.2 Maîtriser les rejets de micropolluants des établissements industriels ou autres vers les ouvrages d'épuration des agglomérations.	Non concerné
	A-11.3 Eviter d'utiliser des produits toxiques.	Non concerné

	A-11.4 Réduire à la source les rejets de substances dangereuses.	Non concerné
	A-11.5 Réduire l'utilisation de produits phytosanitaires	Non concerné
	A-11.6 Se prémunir contre les pollutions accidentelles	Non concerné
	A-11.7 Caractériser les sédiments avant tout remaniement ou retrait	Non concerné
	A-11.8 Construire des plans spécifiques de réduction de pesticides à l'initiative des SAGE.	Non concerné
A-12 Améliorer les connaissances sur l'impact des sites pollués.	-	Non concerné

B - GARANTIR UNE EAU POTABLE EN QUALITE ET EN QUANTITE SATISFAISANTE		
ORIENTATIONS DU SDAGE	DISPOSITION DU SDAGE	COMPATIBILITE DU PROJET
B-1 Poursuivre la reconquête de la qualité des captages et préserver la ressource en eau dans les zones à enjeu eau potable définies dans le SDAGE.	B-1.1 Mieux connaître les aires d'alimentation des captages pour mieux agir	Non concerné
	B-1.2 Préserver les aires d'alimentation des captages	
	B-1.3 Reconquérir la qualité de l'eau des captages prioritaires	Non concerné
	B-1.4 Etablir des contrats de ressources.	Non concerné
	B-1.5 Adapter l'usage des sols sur les parcelles les plus sensibles des aires d'alimentation de captages.	Non concerné
	B-1.6 En cas de traitement de potabilisation, reconquérir la qualité de l'eau	Non concerné
	B-1.7 Maîtriser l'exploitation du gaz de couche.	Non concerné
B-2 Anticiper et prévenir les situations de crise par la gestion équilibrée des	B-2.1 Améliorer la connaissance et la gestion de la ressource en eau	Non concerné

ressources en eau.	B-2.2 Mettre en regard les projets d'urbanisation avec les ressources en eau et les équipements à mettre en place.	Non concerné
	B-2.3 Définir un volume disponible	Non concerné
	B-2.4 Définir une durée des autorisations de prélèvements	Non concerné
B-3 Inciter aux économies d'eau et à l'utilisation des ressources alternatives	B-3.1 Inciter aux économies d'eau	Le volume de 6000 m3/an correspond au besoin en eau du camping sur une année.
	B-3.2 Adopter des ressources alternatives à l'eau potable quand cela est possible	L'utilisation faite de l'eau de pompage nécessite que celle-ci soit potable.
	B-3.3 Etudier le recours à des ressources complémentaires pour l'approvisionnement en eau potable	Non concerné
B-4 Anticiper et assurer une gestion de crise efficace, en prévision, ou lors des étiages sévères.	B-4.1 Respecter les seuils hydrométriques de crise de sécheresse.	Non concerné
B-5 Rechercher et réparer les fuites dans les réseaux d'eau potable.	B-5.1 Limiter les pertes d'eau dans les réseaux de distribution	Le site possède des compteurs d'eau avec registre permettant de vérifier s'il n'y a pas de fuite.
B-6 Rechercher au niveau international, une gestion équilibrée des aquifères.	B-6.1 Associer les structures belges à la réalisation des SAGE frontaliers.	Non concerné
	B-6.2 Organiser une gestion coordonnée de l'eau au sein des Commissions Internationales Escaut et Meuse.	Non concerné

C - S'APPUYER SUR LE FONCTIONNEMENT NATUREL DES MILIEUX POUR PREVENIR ET LIMITER LES EFFETS NEGATIFS DES INONDATIONS

ORIENTATIONS DU SDAGE	DISPOSITION DU SDAGE	COMPATIBILITE DU PROJET
-----------------------	----------------------	-------------------------

C-1 Limiter les dommages liés aux inondations.	C-1.1 Préserver le caractère inondable de zones identifiées.	Le site n'est pas sur une zone inondable
	C-1.2 Préserver, gérer et restaurer les Zones Naturelles d'Expansion de Crues.	Non concerné
C-2 Limiter le ruissellement en zones urbaines et en zones rurales pour réduire les risques d'inondation et les risques d'érosion des sols et coulées de boues.	C-2.1 Ne pas aggraver les risques d'inondations.	Le site gère entièrement ses eaux pluviales à la parcelle par des bassins ou rejet dans un cours d'eau.
C-3 Privilégier le fonctionnement naturel des bassins versants.	C-3.1 Privilégier le ralentissement dynamique des inondations par la préservation des milieux dès l'amont des bassins versant.	Non concerné
C-4 Préserver et restaurer la dynamique naturelle des cours d'eau.	C-4.1 Préserver le caractère naturel des annexes hydrauliques dans les documents d'urbanisme.	Non concerné

D - PROTEGER LE MILIEU MARIN		
ORIENTATIONS DU SDAGE	DISPOSITION DU SDAGE	COMPATIBILITE DU PROJET
D-1 Réaliser ou réviser les profils pour définir la vulnérabilité des milieux dans les zones protégées (cf. parties 1.3.2.1 et 1.3.3.3, document d'accompagnement n°1 – Présentation synthétique de la gestion de l'eau)	D-1.1 Mettre en place ou réviser les profils de vulnérabilité des eaux de baignades et conchylicoles.	Non concerné
D-2 Limiter les risques microbiologiques en zone littorale ou en zone d'influence des bassins versants définie dans le cadre des profils de vulnérabilité pour la baignade et la conchyliculture.	-	
D-3 Intensifier la lutte contre	D-3.1 Réduire les pollutions	

la pollution issue des installations portuaires et des navires	issues des installations portuaires	
D-4 Prendre des mesures pour lutter contre l'eutrophisation et la présence de déchets sur terre et en mer	D-4.1 Mesurer les flux de nutriments à la mer	
	D-4.2 Réduire les quantités de déchets en mer, sur le littoral et sur le continent	
D-5 Assurer une gestion durable des sédiments dans le cadre des opérations de dragage et de clapage	D-5.1 Evaluer l'impact lors des dragages-immersions des sédiments portuaires	
	D-5.2 S'opposer à tout projet d'immersion en mer de sédiments présentant des risques avérés de toxicité pour le milieu	
D-6 Respecter le fonctionnement dynamique du littoral dans la gestion du trait de côte	D-6.1 Prendre en compte la protection du littoral dans tout projet d'aménagement et de planification urbaine	
D-7 Préserver les milieux littoraux particuliers indispensables à l'équilibre des écosystèmes avec une forte ambition de protection au regard des pressions d'aménagement et d'activités	D-7.1 Préserver les milieux riches et diversifiés facteurs d'équilibre du littoral	
	D-7.2 Rendre compatible les schémas régionaux des carrières avec la diversité des habitats marins.	

E - METTRE EN ŒUVRE DES POLITIQUES PUBLIQUES COHERENTES AVEC LE DOMAINE DE L'EAU		
ORIENTATIONS DU SDAGE	DISPOSITION DU SDAGE	COMPATIBILITE DU PROJET
E-1 Renforcer le rôle des Commissions Locales de l'Eau (CLE) des SAGE.	E-1.1 Faire un rapport annuel des actions des SAGE.	Non concerné
	E-1.2 Développer les approches inter SAGE.	
	E-1.3 Sensibiliser et informer sur les écosystèmes aquatiques au niveau des SAGE.	
E-2 Permettre une meilleure organisation des	E-2.1 Mener des politiques d'aides publiques	

moyens et des acteurs en vue d'atteindre les objectifs environnementaux.	concourant à réaliser les objectifs environnementaux du SDAGE et du document stratégique de la façade maritime Manche Est – mer du Nord (DSF MEMNor), ainsi que les objectifs du PGRI	
	E-2.2 Viser une organisation du paysage administratif de l'eau en s'appuyant sur la Stratégie d'Organisation des Compétences Locales de l'Eau (SOCLE)	
	E-2.3 Renforcer la prise en compte de l'évaluation des politiques publiques de l'eau	
E-3 Former, informer et sensibiliser.	E-3.1 Soutenir les opérations de formation et d'information sur l'eau.	
E-4 Adapter, développer et rationaliser la connaissance.	E-4.1 Acquérir, collecter, bancariser, vulgariser et mettre à disposition les données relatives à l'eau.	
E-5 Tenir compte du contexte économique dans l'atteinte des objectifs.	E-5.1 Développer les outils économiques d'aide à la décision.	
E-6 S'adapter au changement climatique		Le site gère ses eaux pluviales à la parcelle grâce à des bassins d'infiltration ou rejet au cours d'eau pour une vicennale 24h. Le site est donc capable de gérer les gros orages. Il en va de même pour le futur projet.
E-7 Préserver la biodiversité		Le projet s'implante sur une parcelle agricole. Il n'y a pas de présences de haies ou d'arbres.

12.6. Incidence vis-à-vis du SAGE

12.6.1. SAGE de la Bresle

Règlement du SAGE :

Règles	Site
Règle 1 : Modalités de consolidation ou de protection des berges	Non concerné
Règle 2 : Gérer les ouvrages hydrauliques en fonctionnement dans le lit mineur	Non concerné
Règle 3 : Compenser la dégradation de zones humides	Le site ne se trouve pas en zone humide
Règle 4 : Limiter la création de nouveaux plans d'eau	Non concerné
Règle 5 : Préserver le lit mineur des cours d'eau	Non concerné car pas de construction dans un lit mineur

12.6.2. SAGE Somme aval et cours d'eau côtiers

Règlement du SAGE :

Règlement	Réponse du site
Article 1 : limiter l'artificialisation des berges	Non concerné
Article 2 : gérer les eaux pluviales	<p>Le projet sera supérieur à 1500 m² d'imperméabilisation et est donc concerné par l'article.</p> <p>Le site gère ses eaux pluviales de plusieurs manières. La partie ancienne (Bâtiments C, D, une partie de E, G) est gérée par un bassin d'infiltration basé sur une vicennale 24h. Cette partie va posséder un séparateur hydrocarbure afin de traiter les eaux (avec regard pour analyse). Les bâtiments B, autre moitié de E, F, A et moitié de I sont gérés par rejet dans une canalisation reliée à la Vimeuse. Il y a également un séparateur hydrocarbure avant rejet avec regard de contrôle. Le débit de rejet est inférieur à 10 % du QMNA5 de la Vimeuse. Les bâtiments H, J, K, L et projet M et N seront gérés par un nouveau bassin d'infiltration dimensionné pour une vicennale 24h. Il y a également un séparateur hydrocarbure avant bassin avec regard de contrôle.</p> <p>Le site en partie existante existe depuis les</p>

	années 2000, il n'est pas possible de changer la gestion des eaux pluviales (rejet vers canalisation reliée à la Vimeuse) par le manque de superficie dans cette partie. Le reste des aménagements est géré par infiltration. Il est à noter également qu'un bassin de confinement se trouve avant la canalisation afin de confiner les eaux d'extinction.
Article 3 : Protéger les zones humides	Le site ne se trouve pas en zone humide.
Article 4 : Compenser la destruction de zones humides au sein d'un même bassin versant	Non concerné

12.7. Mesure de bruit

12.7.1. Etat acoustique initial

Des mesures acoustiques ont été réalisées le 05/11/2020 et des complémentaires le 26/03/2021 sur le site avec un sonomètre dont les caractéristiques sont les suivantes :

- Le matériel utilisé ainsi que la méthode appliquée sont en conformité avec la Norme NFS 31-010.
- Le matériel utilisé a été le suivant :

Nature	Sonomètre 1	Sonomètre 2	Calibreur
Marques	01dB	01dB	01dB
Type	FUSION Classe 1	FUSION Classe 1	Cal21
N° série	10328	12085	35 134 311

- Les sonomètres utilisés sont des appareils de classe 1 faisant l'objet de vérifications périodiques réglementaires conformément à l'arrêté du 27 octobre 1989 relatif à la construction et au contrôle des sonomètres.
- Ils sont calibrés avant chaque série de mesures et une vérification de la dérive est effectuée à la fin de la série. L'écart entre les valeurs lues avant et après les mesurages était inférieur à 0,5 dB.
- Réglage :

- Temps d'intégration : 1 seconde
- Filtre de pondération A pour l'acquisition des niveaux sonores.
- Pas de pondération pour l'analyse spectrale permettant la détermination de l'éventuelle présence de tonalité marquée.

- Boule anti-vent.
- Logiciel de traitement des données dBTRAIT.

Mesurages réalisés par : Médéric Wozniack – Ingénieur en environnement de la SARL ROUTIER ENVIRONNEMENT

12.7.2. Les conditions climatiques

Les conditions climatiques du 05/11 étaient :

Critères	Valeurs
Vitesse du vent sur site :	5,5 km/h
Direction du vent :	Sud-Est
Température :	1,5 °C
Couverture du ciel :	Ensoleillé
Pression :	1039 hPa

Les points de mesure se trouvent à plus de 40 de la source de bruit, la météorologie a donc une influence sur les points.

Poin t	Date	Heure	Conditions météorologiques	Codification NFS31-010	Distance source	Influenc e
1	05/11/2 0	3h42	Vent 1,5 m/s Orientation Sud-Est Nuit avant 7h30 Ensoleillé après 7h30 1039 hPa Température 1,5°C	-	< 40 m	Sans effet
		8h53		-		Sans effet
2		3h49		-		Sans effet
		8h55		-		Sans effet
4		5h07		U3-T5		+
		7h35		U3-T3		Z
5		5h12		U3-T5		+
		7h38		U3-T3		Z
6		4h24		U3-T5		+
		8h14		U3-T3		Z
7		5h49		U3-T5		+
		7h00		U3-T3		Z

Influence :

- - : état météorologique conduisant à une atténuation très forte du niveau sonore.
- : état météorologique conduisant à une atténuation forte du niveau sonore.

Z : effets météorologiques nuls ou négligeables.

+ : état météorologique conduisant à un renforcement faible du niveau sonore.

++ : état météorologique conduisant à un renforcement moyen du niveau sonore.

Observations :

Les conditions météorologiques conduisent à un renforcement faible du niveau sonore en période nuit et sans effet en période jour. Les points 1 et 2 sont à moins de 40m du bruit, les conditions ne jouent donc pas sur ces points.

Les conditions climatiques du 26/03 étaient :

Critères	Valeurs
Vitesse du vent sur site :	10 km/h
Direction du vent :	Sud
Température :	6,5 °C
Couverture du ciel :	Ensoleillé
Pression :	1017 hPa

Les points de mesure se trouvent à plus de 40 de la source de bruit, la météorologie a donc une influence sur les points.

Poin t	Date	Heure	Conditions météorologiques	Codification NFS31-010	Distance source	Influenc e
3	26/03/2 1	3h50	Vent 2,77 m/s Orientation Sud Nuit avant 7h30 Ensoleillé après 7h30 1017 hPa Température 6,5°C	T5-U3	> 40 m	++
		7h48		T3-U3		Z
8		3h57		T5-U3		++
		7h53		T3-U3		Z
9		3h03		T5-U3		++
		7h03		T3-U3		Z
10		3h12		-	< 40 m	Sans effet
		7h09		-		Sans effet

Influence :

-- : état météorologique conduisant à une atténuation très forte du niveau sonore.

- : état météorologique conduisant à une atténuation forte du niveau sonore.

Z : effets météorologiques nuls ou négligeables.

+ : état météorologique conduisant à un renforcement faible du niveau sonore.

++ : état météorologique conduisant à un renforcement moyen du niveau sonore.

Observations :

Les conditions météorologiques conduisent à un renforcement moyen du niveau sonore en période nuit et sans effet en période jour. Le point 10 correspond à la mesure du trafic routier, la distance était donc de moins de 40 m. Le point 10 a été mesuré sur la route nationale passant à côté du site.

12.7.3. Conditions réglementaires

Les niveaux limites du bruit et valeurs limites d'émergences retenues par l'arrêté Préfectorale en date du 23 janvier 1997 sont :

Période	Horaire	Niveaux sonores Maximum (1)	ÉMERGENCE	
		En limite de propriété.	bruit ambiant entre 35dB(A) et 45dB(A)	Niveau bruit ambiant >45dB(A)
Jour	7h00 à 22h00	70dB(A)	6dB(A)	5dB(A)
Nuit	22h00 à 7h00	60dB(A)	4dB(A)	3dB(A)

Remarque : Si la différence entre le Leq et le leq_{50} (niveau sonore atteint ou dépassé pendant 50% du temps de mesure) supérieur à 5dB(A), l'indice à considérer pour déterminer une éventuelle émergence du site en limite de zone d'émergence réglementée est le Leq_{50} en dB(A). (Source : L'arrêté du 23 janvier 1997).

12.7.4. Le mesurage

Localisation des points de mesure et source de bruit en annexe 33. Le point non tiers sur le plan correspond à un bar tabac et au logement du gardien.

Les bruits proviennent notamment du process de dépoussiérage sur le site et de la circulation des engins.

Quatre mesures ont été réalisées au niveau des limites de propriété (1, 2, 6 et 8) en période de jour et de nuit. De même, quatre mesures ont été réalisées au niveau des ZER (3, 4, 5 et 9) de nuit et de jour.

Le site fonctionnant 24h sur 24, une mesure a été réalisée au point 7 en lotissement (sans l'impact du bruit du site) afin de mesurer le bruit résiduel du secteur afin de pouvoir mesurer l'émergence.

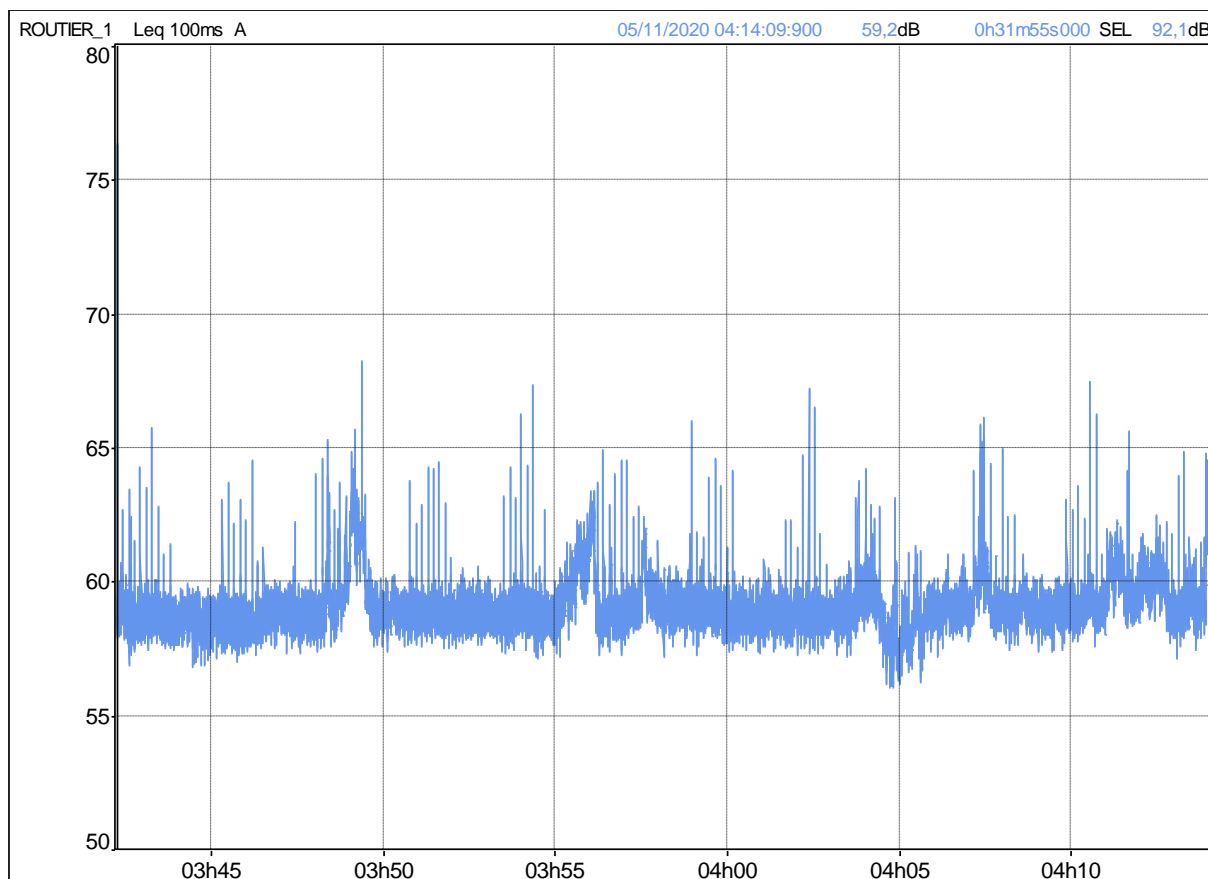
Une mesure du trafic routier a été réalisée au point 10 sur la route nationale passant à côté du site non loin de ce dernier. La mesure va permettre de confirmer l'influence du trafic sur les points de mesure notamment le point 3 en période diurne (fort passage de véhicule).

Point 1 (limite de propriété) :**Résultats période nocturne :**

Fichier	20201105_034215_041410.cmg									
Début	05/11/2020 03:42:15:000									
Fin	05/11/2020 04:14:10:000									
Voie	Type	Pond.	Unité	Leq	Lmin	Lmax	L90	L50	L30	L10
ROUTIER_1	Leq	A	dB	59,2	56,0	76,3	58,1	58,8	59,2	60,0

La différence entre le Leq et le Leq50 est inférieur à 5 dB(A). Le Leq est donc pris en compte.

Le Leq étant de 59,2 dB(A), le seuil en limite de propriété en période nocturne est donc respecté (inférieur 60 dB).

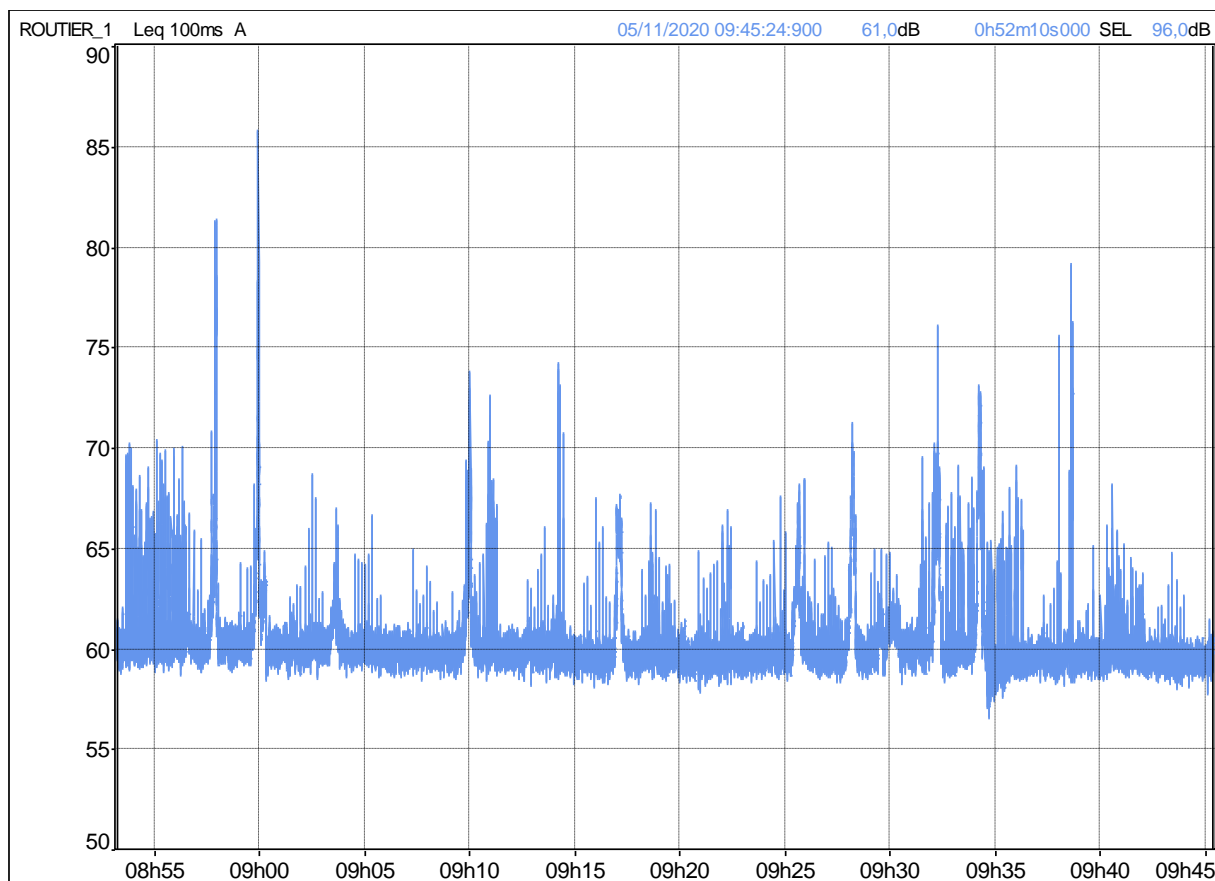


Résultat en période diurne :

Fichier	20201105_085315_094525.cmg										
Début	05/11/2020 08:53:15:000										
Fin	05/11/2020 09:45:25:000										
Voie	Type	Pond.	Unité	Leq	Lmin	Lmax	L90	L50	L30	L10	
ROUTIER_1	Leq	A	dB	61,0	56,5	85,8	59,1	59,8	60,2	61,3	

La différence entre le Leq et le Leq50 est inférieur à 5 dB(A). Le Leq est donc pris en compte.

Le Leq étant de 61 dB(A), le seuil en limite de propriété en période diurne est donc respecté (inférieur 70 dB).



Point 2 (limite de propriété) :

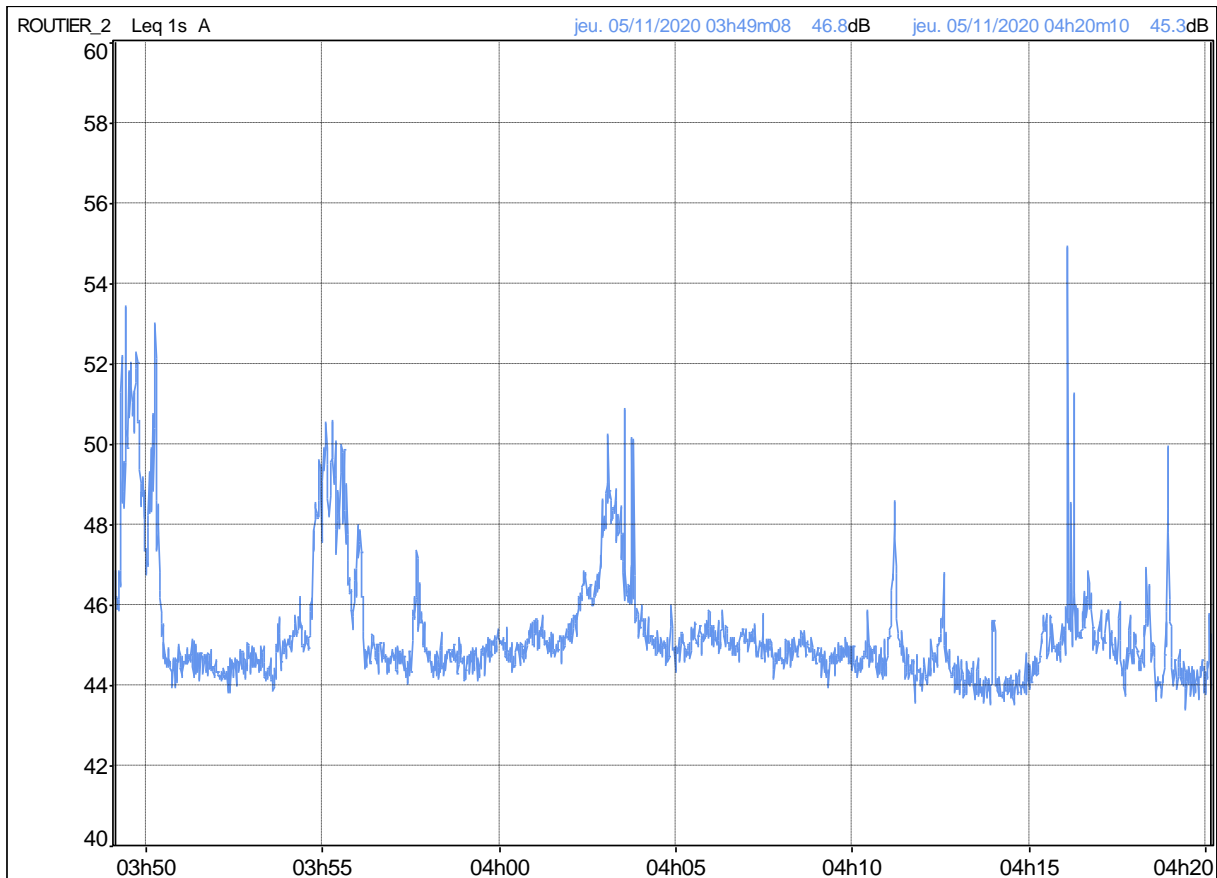


Résultats point 2 en période nocturne :

Fichier	20201105_034908_042010.cmg						
Début	05/11/2020 03:49:08						
Fin	05/11/2020 04:20:11						
Voie	Type	Pond.	Unité	Leq	Lmin	Lmax	L50
ROUTIER_2	Leq	A	dB	45,6	43,4	54,9	44,8

La différence entre le Leq et le Leq50 est inférieur à 5 dB(A). Le Leq est donc pris en compte.

Le Leq étant de 45,6 dB(A), le seuil en limite de propriété en période nocturne est donc respecté (inférieur 60 dB).

**Résultat point 2 en période diurne :**

Fichier	20201105_085533_094148.cmg						
Début	05/11/2020 08:55:33						
Fin	05/11/2020 09:41:49						
Voie	Type	Pond.	Unité	Leq	Lmin	Lmax	L50
ROUTIER_2	Leq	A	dB	50,2	44,3	69,5	47,0

La différence entre le Leq et le Leq50 est inférieur à 5 dB(A). Le Leq est donc pris en compte.

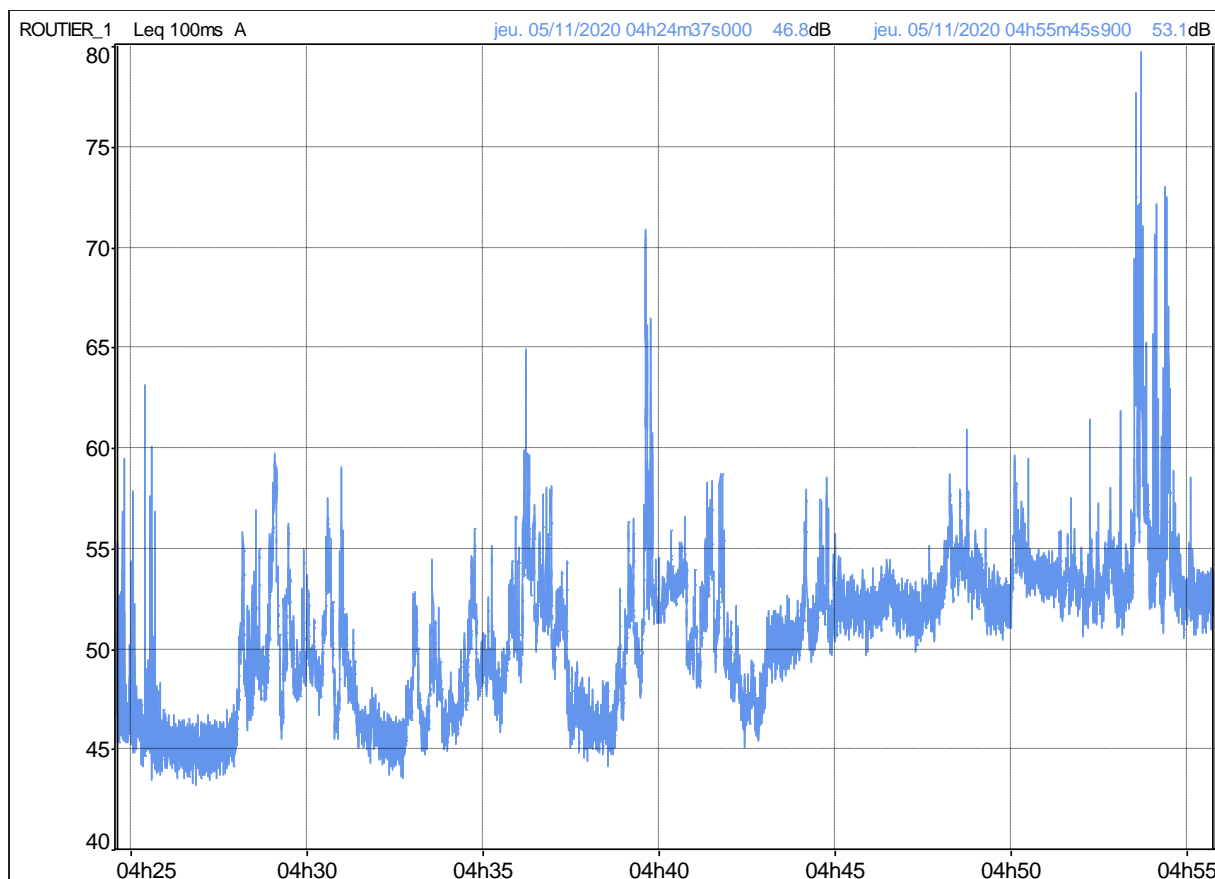
Le Leq étant de 50,2 dB(A), le seuil en limite de propriété en période diurne est donc respecté (inférieur 70 dB).

Point 6 (limite de propriété) :**Résultat du point 6 en période nocturne :**

Fichier	20201105_042437_045546.cmg						
Début	05/11/2020 04:24:37:000						
Fin	05/11/2020 04:55:46:000						
Voie	Type	Pond.	Unité	Leq	Lmin	Lmax	L50
ROUTIER_1	Leq	A	dB	53,2	43,2	79,7	51,1

La différence entre le Leq et le Leq50 est inférieur à 5 dB(A). Le Leq est donc pris en compte.

Le Leq étant de 53,2 dB(A), le seuil en limite de propriété en période nocturne est donc respecté (inférieur 60 dB).

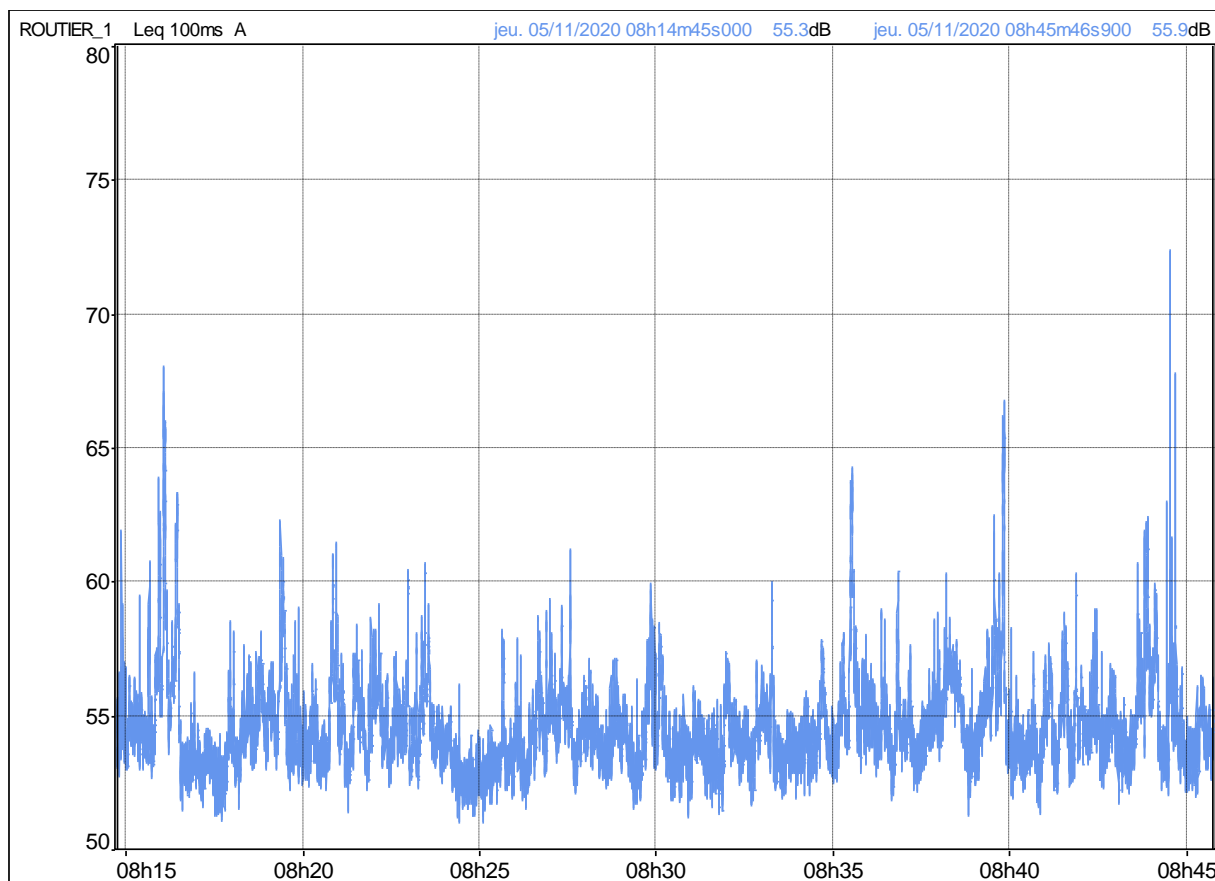


Résultat du point 6 en période diurne :

Fichier	20201105_081445_084547.cmg						
Début	05/11/2020 08:14:45:000						
Fin	05/11/2020 08:45:47:000						
Voie	Type	Pond.	Unité	Leq	Lmin	Lmax	L50
ROUTIER_1	Leq	A	dB	55,0	51,0	72,4	54,2

La différence entre le Leq et le Leq50 est inférieur à 5 dB(A). Le Leq est donc pris en compte.

Le Leq étant de 55 dB(A), le seuil en limite de propriété en période diurne est donc respecté (inférieur 70 dB).



Point 8 (limite de propriété) :

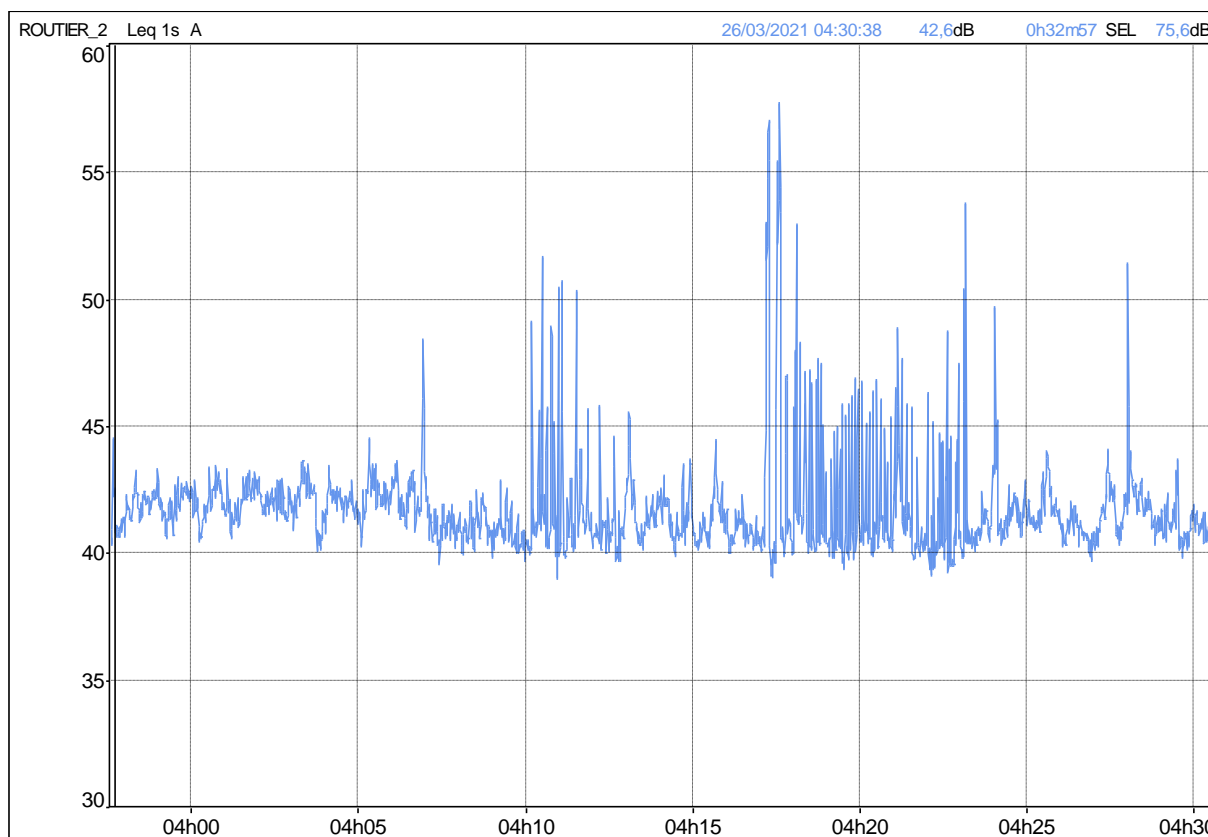


Résultat du point 8 en période nocturne :

Fichier	20210326_035736_043039.cmg									
Début	26/03/2021 03:57:36									
Fin	26/03/2021 04:30:39									
Voie	Type	Pond.	Unité	Leq	Lmin	Lmax	L90	L50	L30	L10
ROUTIER_2	Leq	A	dB	42,6	39,0	57,8	40,2	41,3	41,9	42,9

La différence entre le Leq et le Leq50 est inférieur à 5 dB(A). Le Leq est donc pris en compte.

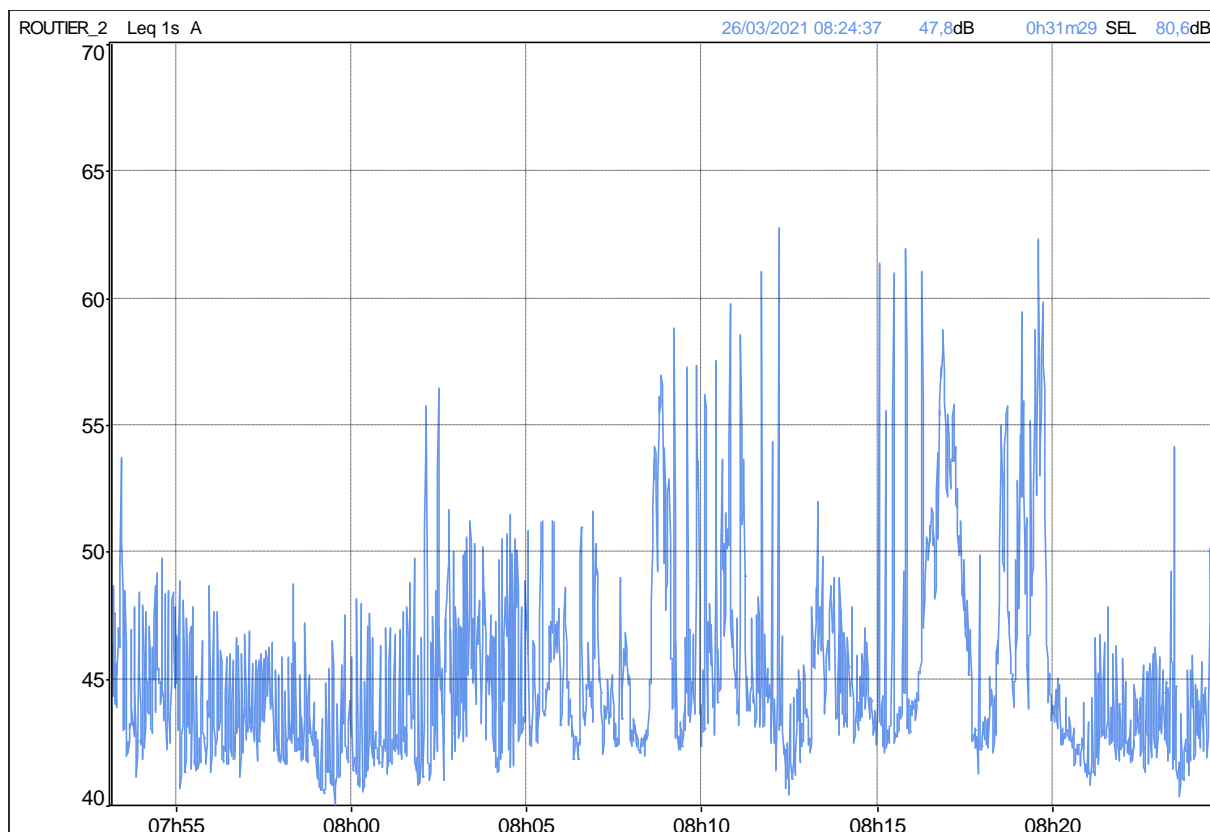
Le Leq étant de 42,6 dB(A), le seuil en limite de propriété en période nocturne est donc respecté (inférieur 60 dB).

**Résultat du point 8 en période diurne :**

Fichier	20210326_075309_082438.cmg						
Début	26/03/2021 07:53:09						
Fin	26/03/2021 08:24:38						
Voie	Type	Pond.	Unité	Leq	Lmin	Lmax	L50
ROUTIER_2	Leq	A	dB	47,8	40,0	62,8	43,9

La différence entre le Leq et le Leq50 est inférieur à 5 dB(A). Le Leq est donc pris en compte.

Le Leq étant de 47,8 dB(A), le seuil en limite de propriété en période diurne est donc respecté (inférieur 70 dB).



Point 7 (zone de bruit résiduel) :



Résultat en zone de bruit résiduel nocturne :

Fichier	20201105_054858_062002.cmg						
Début	05/11/2020 05:48:58						
Fin	05/11/2020 06:20:02						
Voie	Type	Pond.	Unité	Leq	Lmin	Lmax	L50
ROUTIER_2	Leq	A	dB	44,5	41,1	58,5	42,7

Résultat en zone de bruit résiduel diurne :

Fichier	20201105_070029_073142.cmg						
Début	05/11/2020 07:00:29						
Fin	05/11/2020 07:31:42						
Voie	Type	Pond.	Unité	Leq	Lmin	Lmax	L50
ROUTIER_2	Leq	A	dB	48,1	42,7	58,8	47,2

Point 3 (zone d'émergence réglementée) :**Résultat du point 3 en période nocturne :**

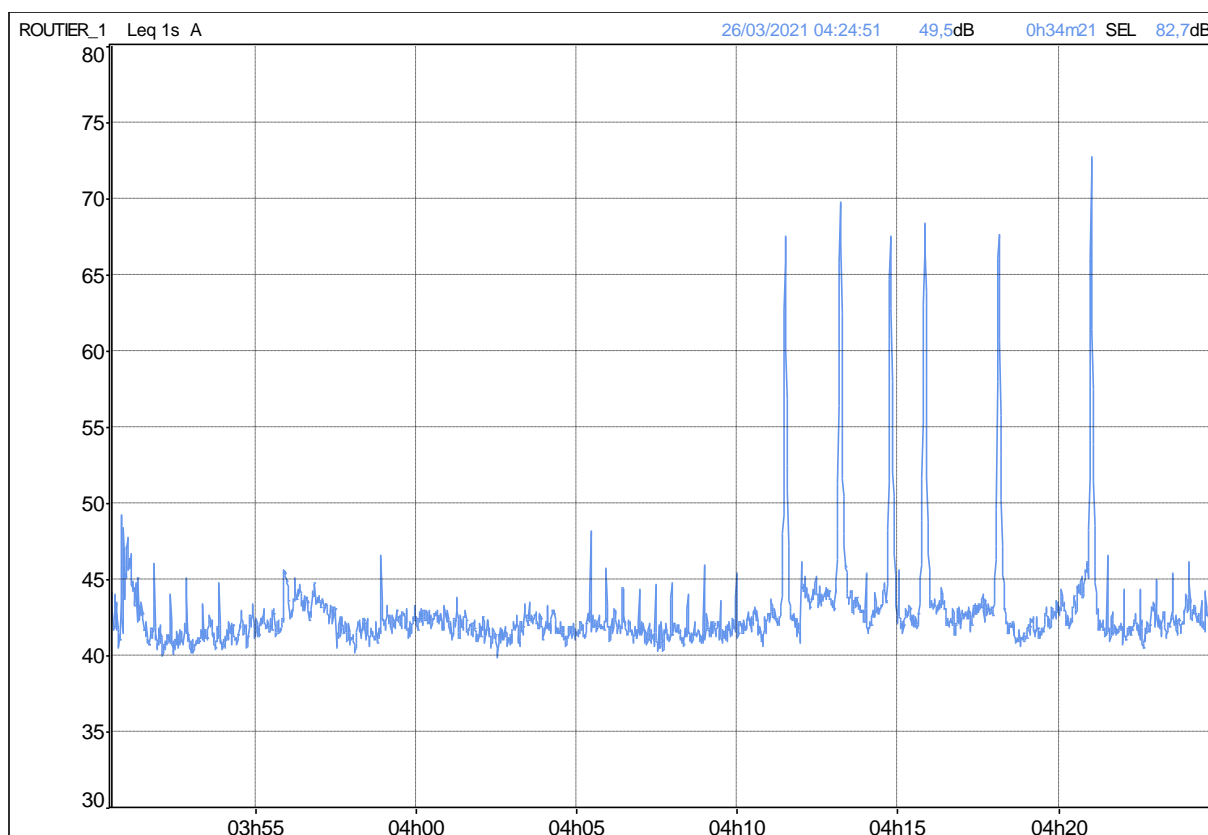
Fichier	20210326_035031_042451.cmg						
Début	26/03/2021 03:50:31						
Fin	26/03/2021 04:24:52						
Voie	Type	Pond.	Unité	Leq	Lmin	Lmax	L50
ROUTIER_1	Leq	A	dB	49,5	39,9	72,7	42,0

Bruit résiduel du point 7 :

Fichier	20201105_054858_062002.cmg						
Début	05/11/2020 05:48:58						
Fin	05/11/2020 06:20:02						
Voie	Type	Pond.	Unité	Leq	Lmin	Lmax	L50
ROUTIER_2	Leq	A	dB	44,5	41,1	58,5	42,7

La différence entre le Leq et le Leq50 est supérieur à 5 dB(A). Le Leq50 est donc pris en compte.

L'émergence est donc de 42 dB – 42,7 dB soit -0,7 dB. L'émergence de -0,7 dB est donc inférieur au seuil de 3dB demandé et respect donc la réglementation.



Résultat du point 3 en période diurne :

Fichier	20210326_074802_083147.cmg						
Début	26/03/2021 07:48:02						
Fin	26/03/2021 08:31:47						
Voie	Type	Pond.	Unité	Leq	Lmin	Lmax	L50
ROUTIER_1	Leq	A	dB	61,8	47,8	81,8	53,9

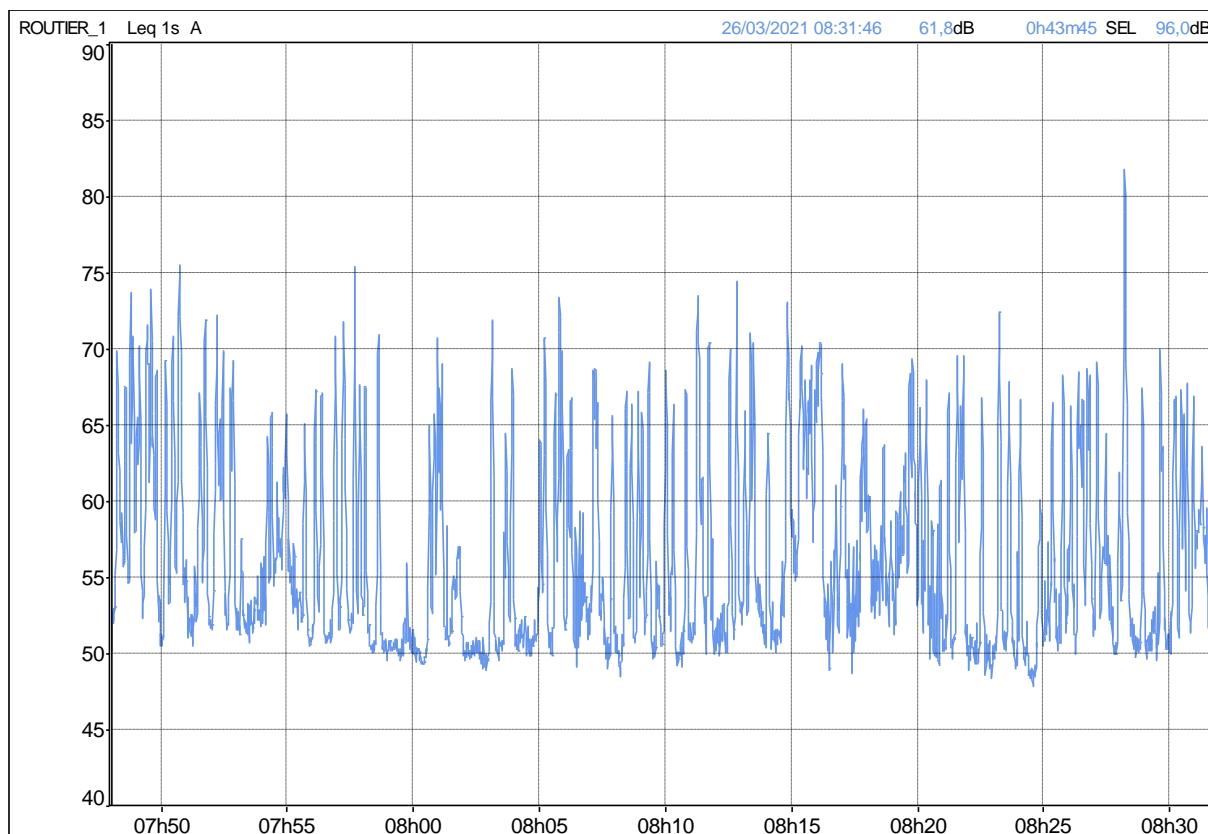
Bruit résiduel du point 7 :

Fichier	20201105_070029_073142.cmg						
Début	05/11/2020 07:00:29						
Fin	05/11/2020 07:31:42						
Voie	Type	Pond.	Unité	Leq	Lmin	Lmax	L50
ROUTIER_2	Leq	A	dB	48,1	42,7	58,8	47,2

La différence entre le Leq et le Leq50 est supérieur à 5 dB(A). Le Leq50 est donc pris en compte.

L'émergence est donc de 53,9 dB – 47,2 dB soit 6,7 dB. L'émergence de 6,7 dB est donc supérieure au seuil de 5dB demandé et respect donc la réglementation.

L'émergence est donc de 6,7 dB et est donc supérieur au seuil de 5dB demandé. L'impact de la circulation notamment de la route nationale présente juste à côté du point de mesure a beaucoup influencé le résultat comme on peut le voir sur le graphe suivant avec les nombreux pics dû au passage de véhicules. Sans la circulation, l'émergence serait respectée. Le point 10 mesurant l'impact du trafic routier le montre.



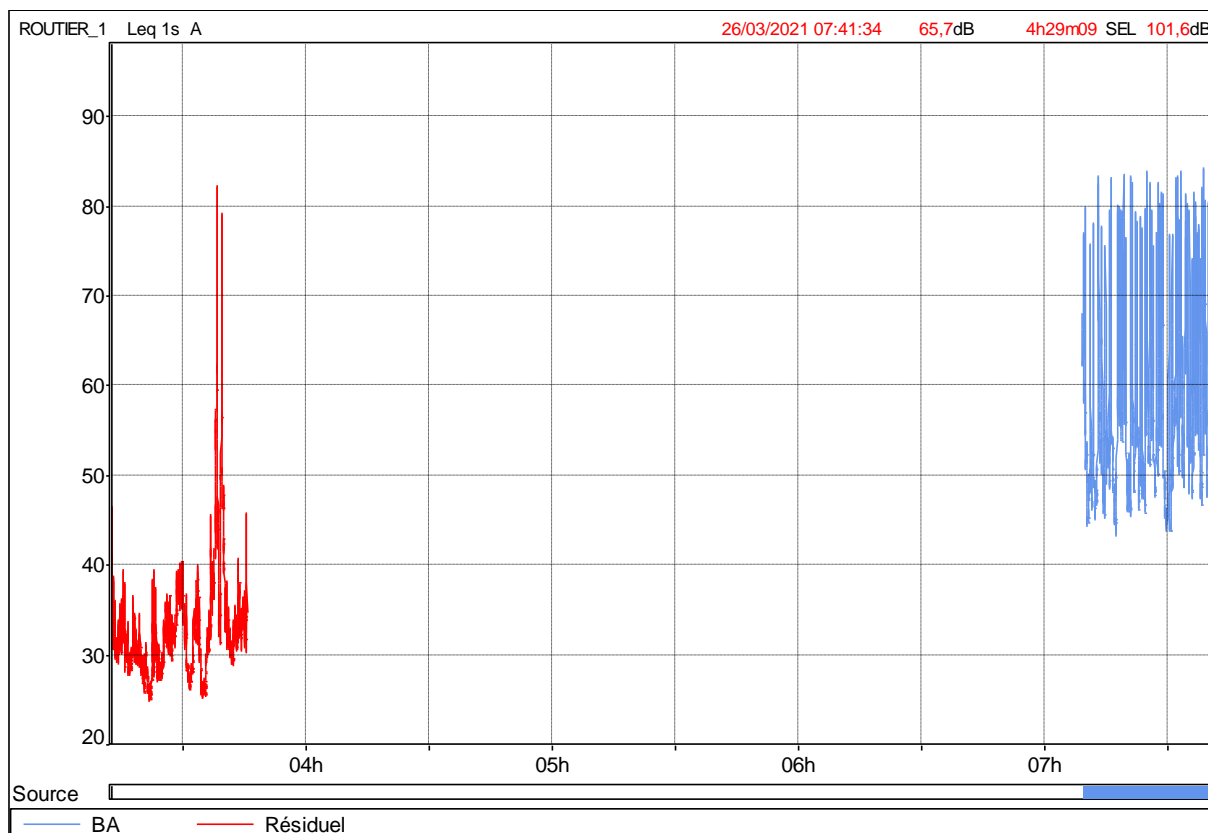
Point 10 (trafic routier) :**Résultat du point 10 comparaison circulation faible (BA) et circulation forte (résiduel) :**

Fichier	20210326_070932_074135.cmg				
Lieu	ROUTIER_1				
Type de données	Leq				
Pondération	A				
Début	26/03/2021 03:12:26				
Fin	26/03/2021 07:41:35				
Source	Leq particulier dB	Lmin dB	Lmax dB	L50 dB	Durée cumulée h:min:s
BA	68,6	43,2	84,3	54,9	00:32:03
Résiduel	53,1	24,7	82,2	31,7	00:33:13

La différence entre le Leq et le Leq50 est supérieur à 5 dB(A). Le Leq50 est donc pris en compte.

Arrêté du 23 Janvier 1997	
Installation	BA
Fichier	20210326_070932_074135.cmg
Lieu	ROUTIER_1
Type de données	Leq
Début	26/03/2021 03:12:26
Fin	26/03/2021 07:41:35
Type du calcul du niveau	
Niveau du bruit particulier	Fractile L50
Niveau du bruit résiduel	Fractile L50
Résultat des mesurages	
Niveau du bruit particulier	54,9 dBA
Niveau du bruit résiduel	31,7 dBA
Emergence	E = 23,2 dBA
Emergence admissible	Ea = 5,0 dBA

On observe une différence d'émergence de 23,2 dB entre le trafic routier faible et fort, montrant l'impact du trafic routier sur le point 3. De même, on observe également ce point directement sur le point 3 où la nuit avec un trafic faible l'émergence n'est pas dépassée et en journée avec un trafic fort, l'émergence est dépassée. Le point 10 a été enregistré au même moment sur le point 3, prouvant l'impact du trafic sur l'émergence du point 3 en période diurne et expliquant le dépassement d'émergence.



Point 4 (ZER) :

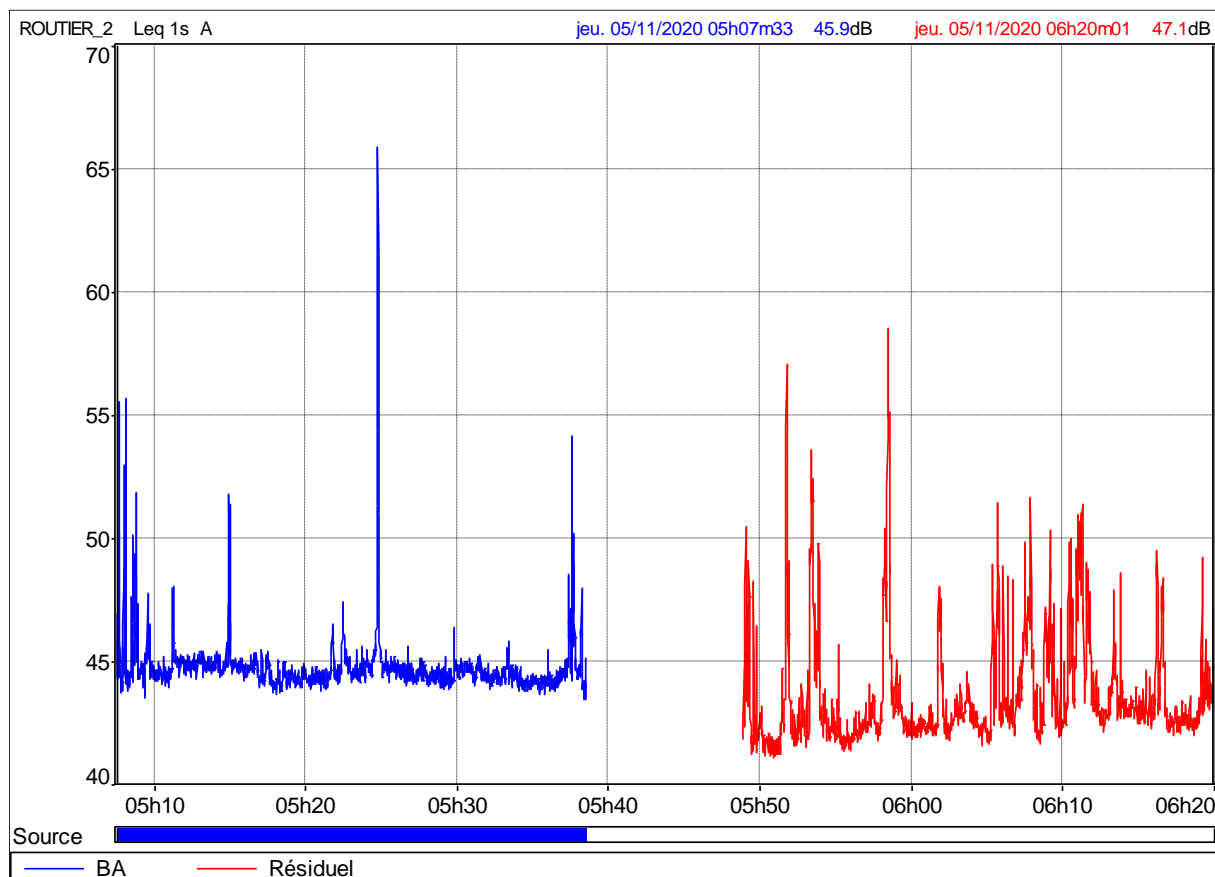
Résultat du point 4 en période nocturne :

Fichier	20201105_050733_053835.cmg				
Lieu	ROUTIER_2				
Type de données	Leq				
Pondération	A				
Début	05/11/2020 05:07:33				
Fin	05/11/2020 06:20:02				
	Leq				Durée
Source	particulier	Lmin	Lmax	L50	cumulée
	dB	dB	dB	dB	h:min:s
BA	45,5	43,4	65,8	44,5	00:31:02
Résiduel	44,5	41,1	58,5	42,7	00:31:04

La différence entre le Leq et le Leq50 est inférieur à 5 dB(A). Le Leq est donc pris en compte.

Arrêté du 23 Janvier 1997	
Installation	BA
Fichier	20201105_050733_053835.cmg
Lieu	ROUTIER_2
Type de données	Leq
Début	05/11/2020 05:07:33
Fin	05/11/2020 06:20:02
Résultat des mesurages	
Niveau du bruit particulier	45,5 dBA
Niveau du bruit résiduel	44,5 dBA
Emergence	E = 1,0 dBA
Emergence admissible	Ea = 3,0 dBA

L'émergence est donc de 1 dB et est donc inférieur au seuil de 3dB demandé et respect donc la réglementation.



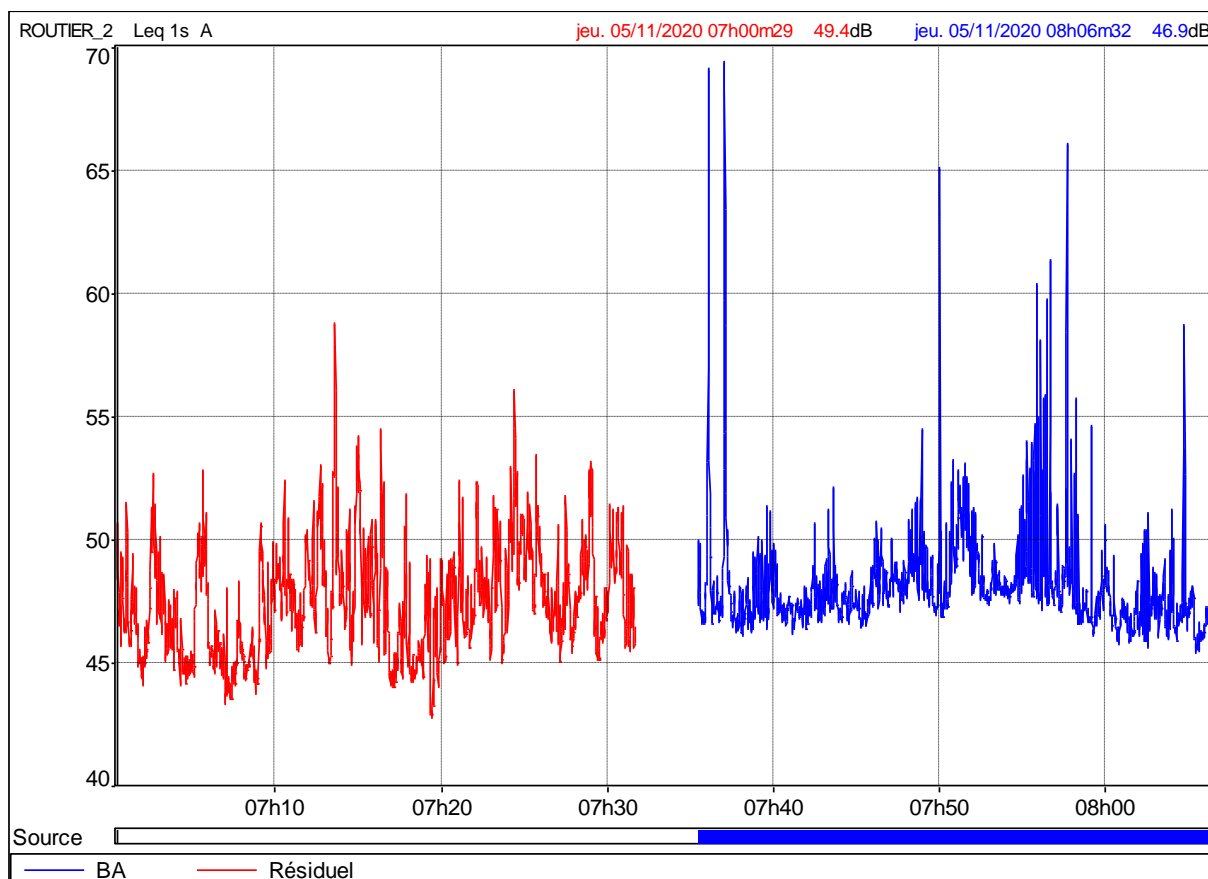
Résultat du point 4 en période diurne :

Fichier	20201105_073530_080633.cmg				
Lieu	ROUTIER_2				
Type de données	Leq				
Pondération	A				
Début	05/11/2020 07:00:29				
Fin	05/11/2020 08:06:33				
	Leq particulier dB	Lmin dB	Lmax dB	L50 dB	Durée cumulée h:min:s
Source					
BA	49,8	45,4	69,4	47,6	00:31:03
Résiduel	48,1	42,7	58,8	47,2	00:31:13

La différence entre le Leq et le Leq50 est inférieur à 5 dB(A). Le Leq est donc pris en compte.

Arrêté du 23 Janvier 1997	
Installation	BA
Fichier	20201105_073530_080633.cmg
Lieu	ROUTIER_2
Type de données	Leq
Début	05/11/2020 07:00:29
Fin	05/11/2020 08:06:33
Résultat des mesurages	
Niveau du bruit particulier	49,8 dBA
Niveau du bruit résiduel	48,1 dBA
Emergence	E = 1,7 dBA
Emergence admissible	Ea = 5,0 dBA

L'émergence est donc de 1,7 dB et est donc inférieur au seuil de 5dB demandé et respect donc la réglementation.



Point 5 (ZER) :**Résultat du point 5 en période nocturne :**

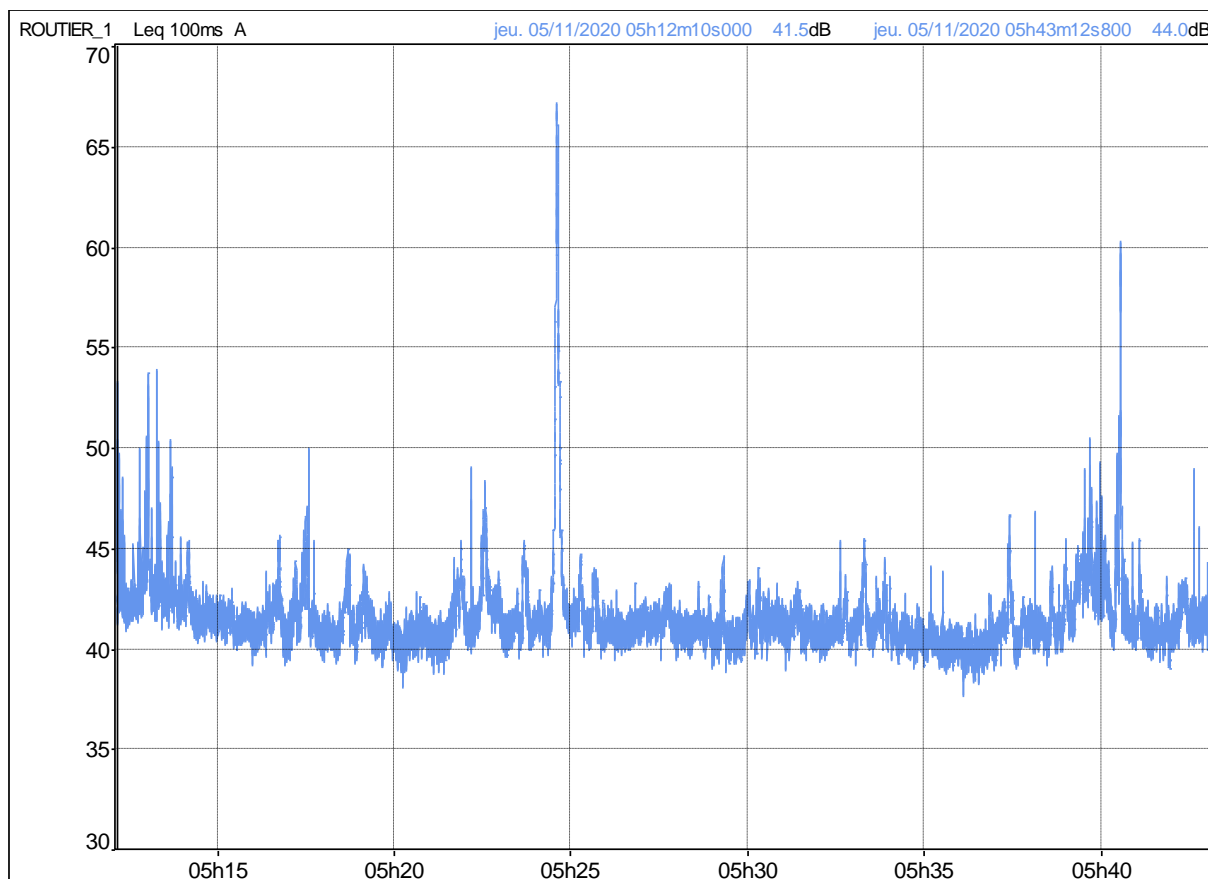
Fichier	20201105_051210_054312.cmg						
Début	05/11/2020 05:12:10:000						
Fin	05/11/2020 05:43:12:900						
Voie	Type	Pond.	Unité	Leq	Lmin	Lmax	L50
ROUTIER_1	Leq	A	dB	43,1	37,6	67,1	41,1

Bruit résiduel du point 7 :

Fichier	20201105_054858_062002.cmg						
Début	05/11/2020 05:48:58						
Fin	05/11/2020 06:20:02						
Voie	Type	Pond.	Unité	Leq	Lmin	Lmax	L50
ROUTIER_2	Leq	A	dB	44,5	41,1	58,5	42,7

La différence entre le Leq et le Leq50 est inférieur à 5 dB(A). Le Leq est donc pris en compte.

L'émergence est donc de 43,1 dB – 44,5 dB soit -1,4 dB. L'émergence de -1,4 dB est donc inférieur au seuil de 3dB demandé et respect donc la réglementation.



Résultat du point 5 en période diurne :

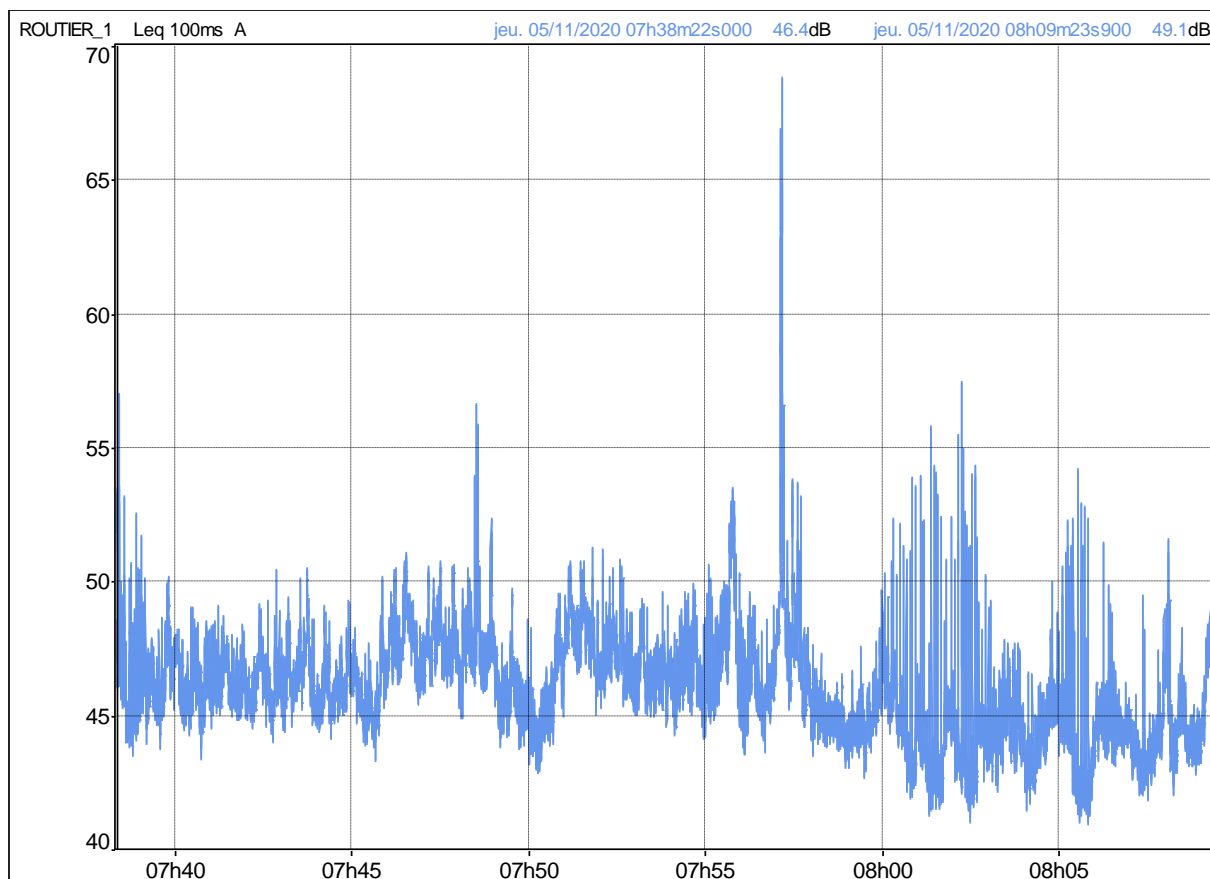
Fichier	20201105_073822_080924.cmg						
Début	05/11/2020 07:38:22:000						
Fin	05/11/2020 08:09:24:000						
Voie	Type	Pond.	Unité	Leq	Lmin	Lmax	L50
ROUTIER_1	Leq	A	dB	46,6	40,9	68,8	45,8

Bruit résiduel du point 7 :

Fichier	20201105_070029_073142.cmg						
Début	05/11/2020 07:00:29						
Fin	05/11/2020 07:31:42						
Voie	Type	Pond.	Unité	Leq	Lmin	Lmax	L50
ROUTIER_2	Leq	A	dB	48,1	42,7	58,8	47,2

La différence entre le Leq et le Leq50 est inférieur à 5 dB(A). Le Leq est donc pris en compte.

L'émergence est donc de 46,6 dB – 48,1 dB soit -1,5 dB. L'émergence de -1,5 dB est donc inférieur au seuil de 5dB demandé et respect donc la réglementation.



Point 9 (ZER) :



Résultat du point 9 en période nocturne :

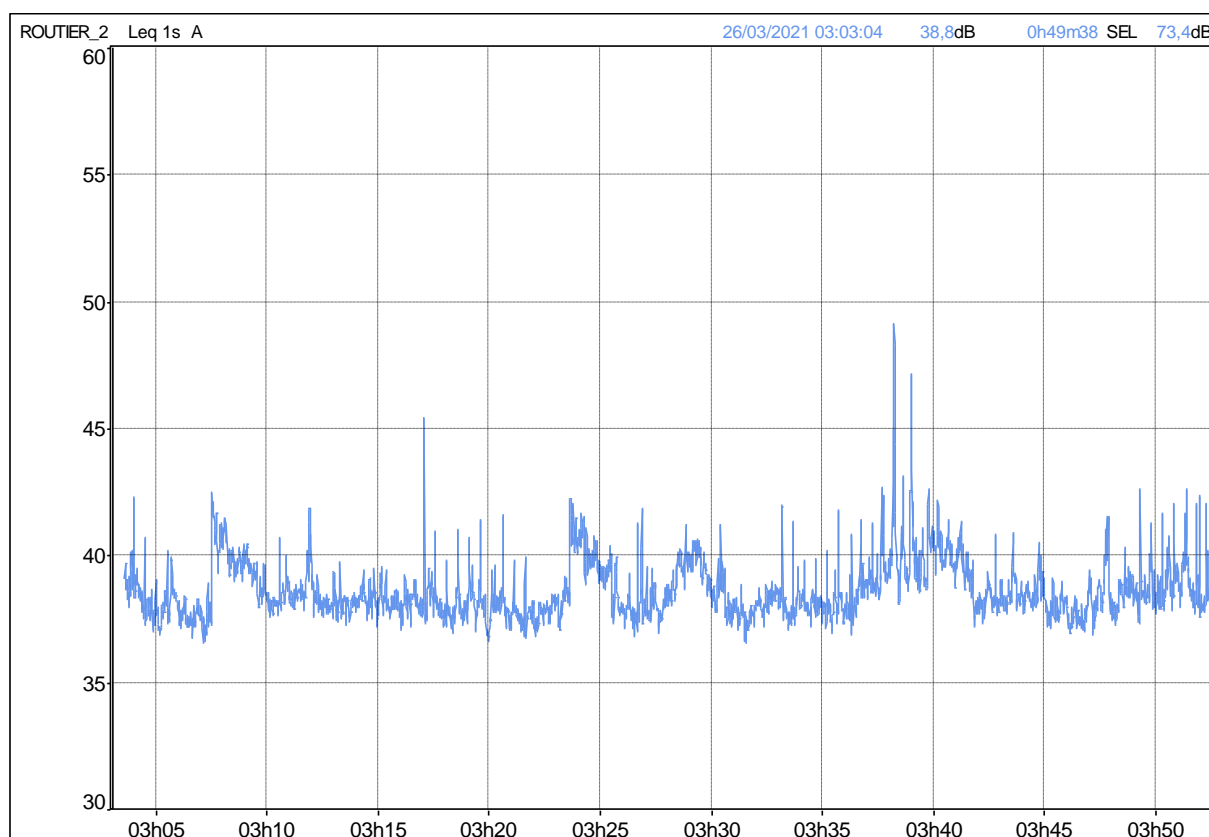
Fichier	20210326_030304_035242.cmg						
Début	26/03/2021 03:03:04						
Fin	26/03/2021 03:52:42						
Voie	Type	Pond.	Unité	Leq	Lmin	Lmax	L50
ROUTIER_2	Leq	A	dB	38,8	36,5	49,1	38,2

Bruit résiduel du point 7 :

Fichier	20201105_054858_062002.cmg						
Début	05/11/2020 05:48:58						
Fin	05/11/2020 06:20:02						
Voie	Type	Pond.	Unité	Leq	Lmin	Lmax	L50
ROUTIER_2	Leq	A	dB	44,5	41,1	58,5	42,7

La différence entre le Leq et le Leq50 est inférieur à 5 dB(A). Le Leq est donc pris en compte.

L'émergence est donc de 38,8 dB – 44,5 dB soit -5,7 dB. L'émergence de -5,7 dB est donc inférieur au seuil de 3dB demandé et respect donc la réglementation.



Résultat du point 9 en période diurne :

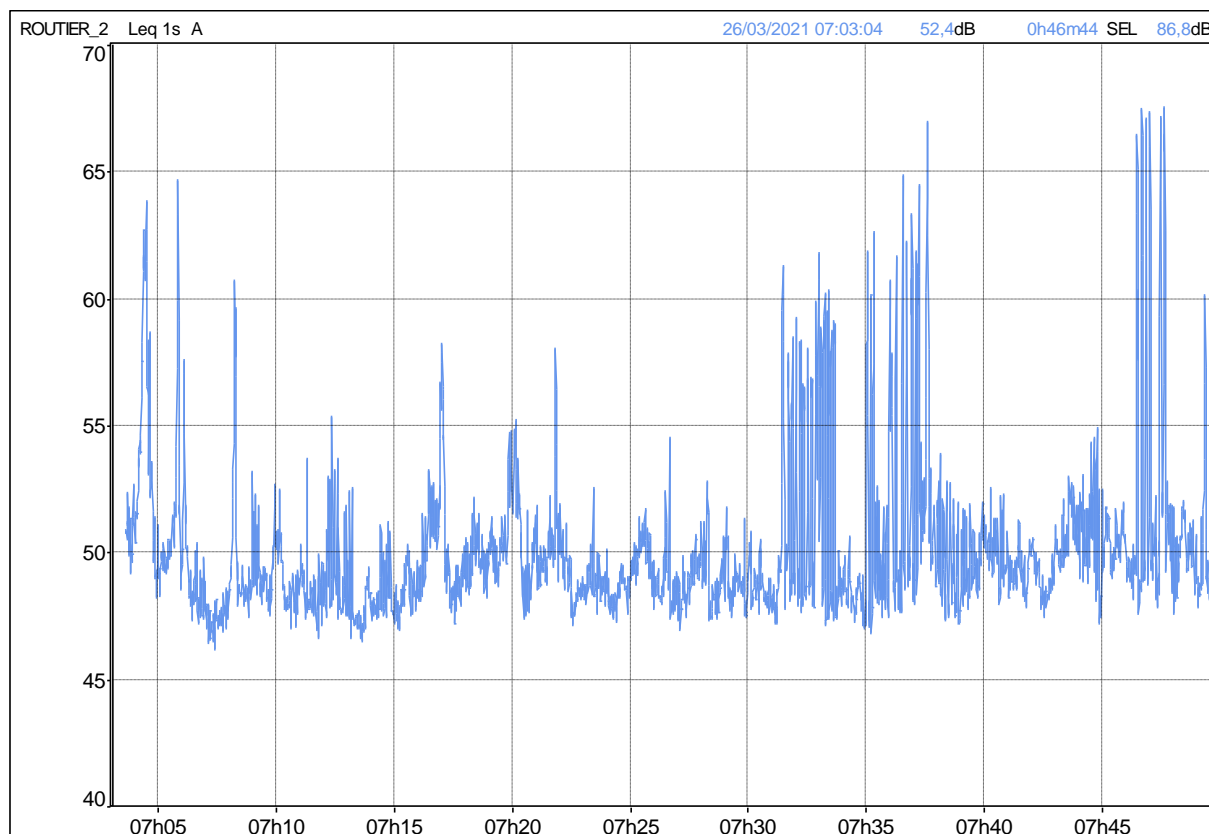
Fichier	20210326_070304_074948.cmg						
Début	26/03/2021 07:03:04						
Fin	26/03/2021 07:49:48						
Voie	Type	Pond.	Unité	Leq	Lmin	Lmax	L50
ROUTIER_2	Leq	A	dB	52,4	46,1	67,5	49,1

Bruit résiduel du point 7 :

Fichier	20201105_070029_073142.cmg						
Début	05/11/2020 07:00:29						
Fin	05/11/2020 07:31:42						
Voie	Type	Pond.	Unité	Leq	Lmin	Lmax	L50
ROUTIER_2	Leq	A	dB	48,1	42,7	58,8	47,2

La différence entre le Leq et le Leq50 est inférieur à 5 dB(A). Le Leq est donc pris en compte.

L'émergence est donc de 52,4 dB – 48,1 dB soit 4,3 dB. L'émergence de 4,3 dB est donc inférieure au seuil de 5dB demandé et respect donc la réglementation.

**12.7.5. Conclusion**

Le site respecte la réglementation ICPE dans son ensemble concernant les seuils de bruit. Le trafic routier influe bien sur le point numéro 3 concernant l'émergence. Le non-respect de l'émergence étant de 1,7 dB mais le trafic routier impactant le point étant beaucoup plus

élevée (23,2 dB), on peut dire que le point 3 respecterait l'émergence sans l'impact du trafic routier

12.8. Les odeurs

Il n'y a pas de risque d'émissions d'odeurs sur le site. En effet, il n'y a aucun effluents odorants produits. De même les déchets ne sont pas odorants. Les produits dangereux sont stockés en intérieur dans l'atelier du site.

12.9. Les poussières

L'activité de teillage de lin engendre forcément beaucoup de poussière notamment par le système de broyage de lin et la séparation avec les étoupes et les différents acheminements sur tapis roulant. Des systèmes de dépoussiérage sont présents au niveau de chaque bâtiment de production. En effet, un système de ventilation forcée permet l'acheminement de la poussière du bâtiment vers un système de dépoussiérage. Ce système humidifie la poussière afin de la rendre plus lourde et permet son stockage dans des bennes en fin de traitement. Cette poussière récupérée est ensuite compostée. Des analyses d'émissions de poussière sont également réalisées au niveau de chaque point de dépoussiérage afin de mesurer l'efficacité du système et contrôler le respect des seuils d'émissions. Ces analyses sont effectuées deux fois par an. Le résultat des dernières analyses est disponible en annexe 15.

Bennes de stockage de la poussière :



Système de dépoussiérage :

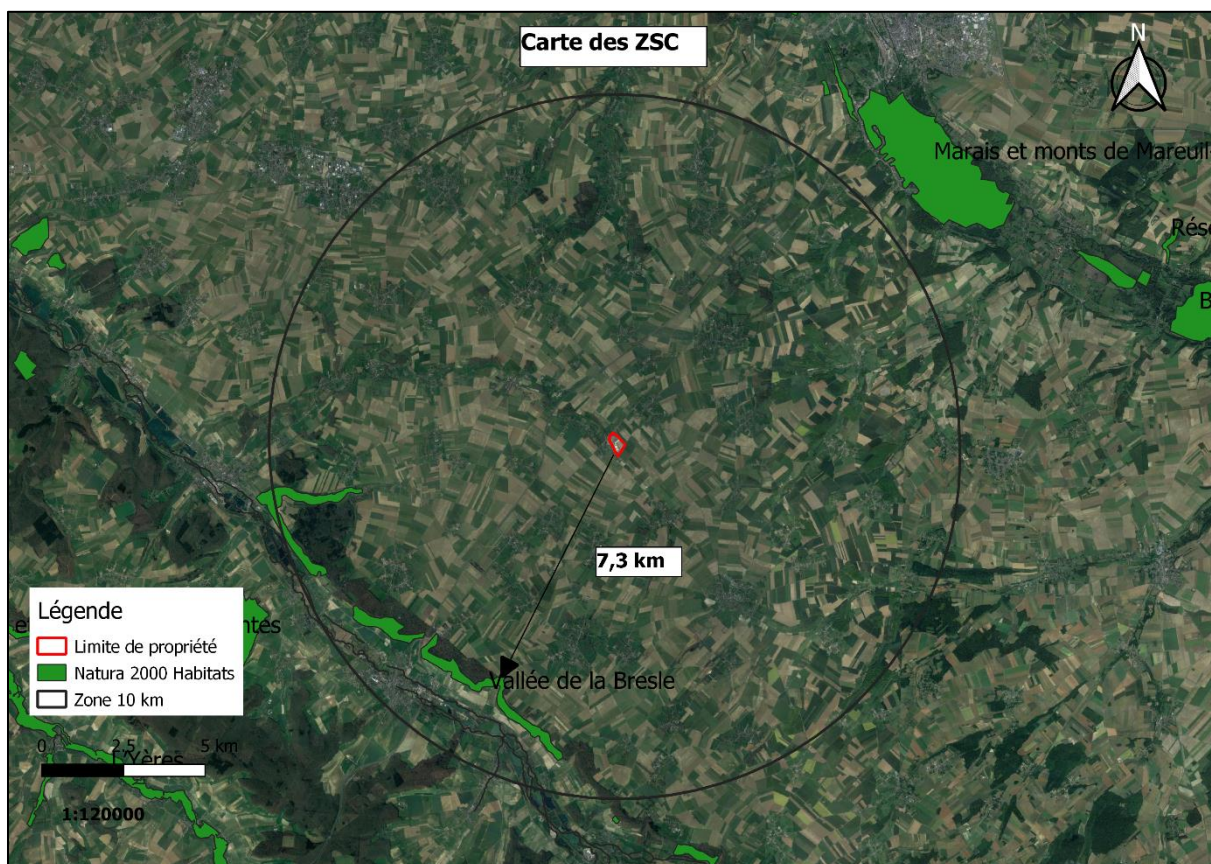


13. Patrimoine naturel

13.1. Natura 2000

13.1.1. ZSC

Dans un rayon de 10 km autour du site, seule une ZSC est présente. Il s'agit du site « La vallée de la Bresle » (FR2200363) à 7,3 km au sud du site. Sa fiche descriptive se trouve en annexe 18.



Localisation :

Longitude : 1,58861°

Latitude : 49,96694°

Superficie : 1016 ha

Région : Anciennement Picardie et Haute-Normandie

Département : Seine-Maritime (7%), Somme (66%), Oise (27%)

Communes :

Code INSEE	Communes
60001	ABANCOURT
80022	ANDAINVILLE
80026	ARGUEL
76035	AUMALE
80063	BEAUCHAMPS
80084	BERMESNIL
76101	BLANGY-SUR-BRESLE
80120	BOUILLANCOURT-EN-SERY
80126	BOUTTENCOURT
80127	BOUVAINCOURT-SUR-BRESLE
76233	ELLECOURT

76255	EU
80373	GAMACHES
60280	GOURCHELLES
76344	HAUDRICOURT
76363	HODENG-AU-BOSC
80443	HORNOY-LE-BOURG
76374	INCHEVILLE
80450	INVAL-BOIRON
80456	LAFRESGUIMONT-SAINT-MARTIN
60347	LANNOY-CUILLERE
76394	LONGROY
76411	MARQUES
80522	MAZIS (LE)
80527	MENESLIES
76441	MONCHAUX-SORENG
76606	MORIENNE
80586	NESLE-L'HOPITAL
76460	NESLE-NORMANDEUSE
80587	NESLETTE
80592	NEUVILLE-COPPEGUEULE
80613	OUST-MAREST
76500	PIERRECOURT
76507	PONTS-ET-MARAIS
80651	QUESNE (LE)
60521	QUINCAMPOIX-FLEUZY
80663	RAMBURES
60545	ROMESCAMPES
80699	SAINT-AUBIN-RIVIERE
80703	SAINT-GERMAIN-SUR-BRESLE
80707	SAINT-LEGER-SUR-BRESLE
60602	SAINT-VALERY
80732	SENARPONT
80760	TILLOY-FLORIVILLE
76739	VIEUX-ROUEN-SUR-BRESLE

Région biogéographique : Atlantique (100%)

Description du site :

Classe d'habitat	Pourcentage de couverture
N06 : Eaux douces intérieures (Eaux stagnantes, Eaux courantes)	10 %
N07 : Marais (vegetation de ceinture), Bas-marais, Tourbières,	18 %
N09 : Pelouses sèches, Steppes	7 %
N10 : Prairies semi-naturelles humides, Prairies mésophiles améliorées	18 %
N15 : Autres terres arables	0 %
N16 : Forêts caducifoliées	42 %
N20 : Forêt artificielle en monoculture (ex: Plantations de peupliers ou d'Arbres exotiques)	3 %
N23 : Autres terres (incluant les Zones urbanisées et industrielles, Routes, Décharges, Mines)	2 %

Le site de la vallée de la Bresle rassemble quatre sous-unités :

1 - la Bresle (lit mineur avec 10m de part et d'autre). La Bresle est une rivière de première catégorie dont le cours partage les régions de Haute-Normandie et de Picardie. Avec ses populations de Saumon atlantique (*Salmo salar*) (adultes abondants mais faible densité de juvéniles), elle est un élément majeur du réseau fluvial et piscicole du Nord-Ouest de la France. Bien qu'elle n'occupe au niveau national qu'un rang moyen pour les effectifs " captures " de saumon atlantique, elle est avec l'Authie l'une des seules rivières de la Seine au Danemark à être encore fréquentée par cette espèce. Sa conservation, qui a déjà fait l'objet d'un programme pilote de restauration, apparaît en connaissance de cause comme un choix stratégique fondamental sur le plan biogéographique européen.

Il convient également de noter que certaines zones du lit majeur constituent des habitats relictuels de bocages prairiaux ou de systèmes hydromorphes paratourbeux (avec les prés paratourbeux subatlantique du *Selino carvifoliae-juncetum subnodulosi* et atlantique de l'*Hydrocotylo vulgaris-juncetum subnodulosi*) qu'il convient de rattacher au cours d'eau lui-même.

2 - Coteaux et vallées de la Basse-Bresle. Il s'agit d'un ensemble très original pour le nord de la France de coteaux et vallées crayeuses, sous " influence littorale " traduite par des affinités thermo-atlantiques marquées. Ce petit noyau d'habitats de pelouses, ourlets et bois calcicoles possède une aire très limitée en Picardie où il trouve sa limite Nord. Son originalité floristique est particulièrement bien marquée au niveau des ourlets et des pelouses (présence de *Senecio helenitis*, *Calamintha nepeta* subsp. *Spruneri*, *geranium sylvaticum* en aire isolée). Cet ensemble tranche nettement avec les coteaux situés plus en aval de la Bresle, à partir de la Vimeuse qui marque l'extrémité des influences thermo-continetales calcicoles du versant droit de la Bresle.

La connaissance des habitats de ce noyau " thermo-littoral " atlantique est particulièrement faible, mais il doit constituer une série probablement endémique sur craie du littoral cachois à Ault

3- Coteaux de la Bresle moyenne et du Liger. Ensemble de coteaux des versants chauds de la Bresle et du Liger assurant une longue continuité de pelouses, ourlets, fourrés et boisements calcicoles à caractères thermo-continental teinté d'influences submontagnardes. La série

s'inscrit dans une potentialité de hêtraie calcicole atlantique. La complémentarité caténale inclut les forêts acidiclinales de plateau sur argile à silex qui sont en contact, ainsi que les espaces alluviaux de la vallée du Liger, petite rivière qui vient compléter le réseau fluvial de la Bresle. Par son orientation sud-est/nord-ouest, la vallée de la Bresle constitue un long corridor écologique.

4 - Coteaux et vallée de la Haute-Bresle Ensemble éclaté de coteaux calcaires et vallées du haut bassin de la Bresle, complémentaire des autres sous-sites de la Bresle, et réunissant un ensemble remarquable de pelouses crayeuses riches en orchidées et junipérides, avec leur cortège associé de formations dynamiques sériales, à caractère submontagnard sensible dans les situations fraîches et froides.

L'ensemble des séries pelousaires représentées avec les séries climaciques forestières donne une représentation exemplaire et très diversifiée des potentialités du plateau picard occidental, avec une remarquable richesse floristique notamment.

Vulnérabilité : L'état d'abandon des coteaux calcaires varie selon de nombreux facteurs (seuils de blocage dynamique, populations cuniculines abondantes, boisements artificiels, etc...), mais de manière globale, l'état de conservation du réseau est encore satisfaisant, notamment par le maintien d'un pâturage bovin ou d'une activité soutenue des lapins, et ménage à défaut des possibilités intrinsèques fortes de restauration rapide mais devenues urgentes. Plusieurs coteaux abandonnés présentent des superficies encore compatibles avec la restauration du pastoralisme. Les pressions sont nombreuses (activités de loisirs, carrières, décharges, boisements artificiels, eutrophisation agricole de contact, etc...). A l'état d'abandon, le réseau pelousaire se densifie et s'embroussaille suite aux abandons d'exploitation traditionnelle et à la chute des effectifs des populations de lapin. Protection vis à vis des cultures environnantes, notamment des descentes de nutriments et des eutrophisations de contact par préservation (ou installation) de bandes enherbées, haies, prairies, boisements notamment en haut de versant. Restauration d'un pastoralisme sur les coteaux et rajeunissement des pré-bois encore riches en éléments des pelouses et ourlets calcicoles. Le lit majeur du réseau aquatique de la Bresle est soumis à de très nombreuses pressions (surtout gravières, également populiculture, tourisme, abandon des prairies,...) dont les effets additionnés ont déjà presque entièrement amputé la richesse écologique du lit majeur de la Bresle. Une meilleure harmonisation et répartition des activités devront être recherchées dans le futur, afin de préserver les ultimes lambeaux de systèmes prairiaux et bocagers alluviaux subsistants dont le maintien est indispensable à la préservation des habitats et espèces visés par la Directive et présents sur le site au sein du lit mineur ou de ses berges.

Qualité et importance :

Au niveau de la Bresle (lit mineur et 10 m de part et d'autre) :

* La diversité ichtyologique de la Bresle comporte notamment 5 espèces de poissons de la directive : Saumon atlantique, Lamproie fluviale, Lamproie marine, Lamproie de Planer et le Chabot. La présence de l'Écrevisse à pieds blancs, espèce bioindicatrice de milieux de qualité assez élevée, est à noter sur la partie amont du bassin pour l'essentiel des populations et en état des connaissances.

* Les habitats aquatiques rhéophiles et lentières (*Callitriche obtusangulae* ,...) sont d'autres bioindicateurs de l'intérêt du cours d'eau.

* L'intérêt orchidologique (*Dactylorhiza* pl.sp.) et odonatologique est également élevé avec 4 espèces de libellules menacées dont une espèce de la directive (l'Agrion de Mercure *Coenagrion mercuriale* dont il s'agit d'une des rares localités connues du nord de la France).

Au niveau des coteaux et vallées de la basse-Bresle :

Outre l'intérêt floristique important, il est probable que l'originalité biogéographique soit sensible chez les animaux également. L'intérêt ornithologique est notable et lié au système forestier.

Au niveau des coteaux de la Bresle moyenne et du Liger :

Le site donne une représentation optimale des potentialités d'habitats calcicoles et alluviaux de cette partie sud-occidentale du plateau picard, avec un centre d'intérêt majeur axé sur les pelouses calcicoles particulièrement riche sur le plan spécifique :

- *peuplements remarquables d'orchidées

- *richesse floristique avec diverses plantes méridionales en limite d'aire

- *nombreuses plantes protégées, rares et menacées

- *présence du chat sauvage

- *4 espèces de chauve-souris de la directive dans une des rares cavités de la Picardie occidentale (cavité du Quesne, d'InvalBoiron,...) est à mentionner et vient en complément.

Le site présente aussi quelques superbes junipéraies (vallée du Liger) et certains secteurs forestiers ont un intérêt ornithologique remarquable : rapaces et passereaux sylvicoles.

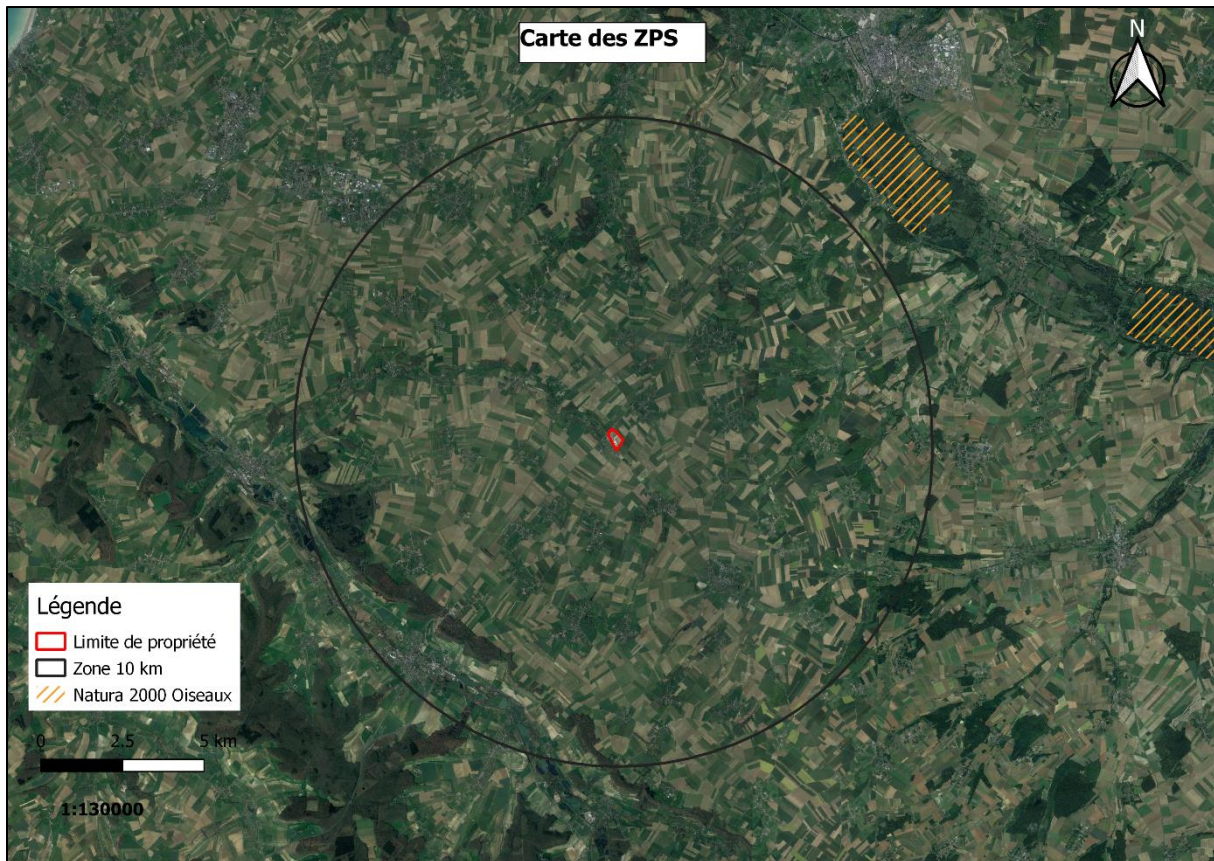
Au niveau des coteaux et vallée de la Haute-Bresle :

- *Remarquable richesse floristique

- *Intérêts : bryologiques, ornithologiques et ichtyologiques

13.1.2. ZPS

Dans un rayon de 10 km autour du site, aucune ZPS n'est présente. La plus proche étant à 11,1 km au nord du site.



13.2. Incidence du projet sur le site Natura 2000 « Vallée de la Bresle »

Compte tenu de la distance par rapport au site, il n'y a aucun impact sur la zone Natura 2000. Le site est implanté dans une zone très agricole. De même, l'extension prévu sera réalisée sur une parcelle agricole et qui n'est pas en zone humide. Aucune espèce d'intérêt remarquable ne sera impactée. L'émission de poussière est réduite grâce aux systèmes de dépoussiérage et aux analyses de contrôle des émissions. Les eaux de pluie sont également gérées à la parcelle. Le rejet dans la canalisation avant d'atteindre la Vimeuse fait l'objet d'un traitement préalable par débourbeur-déshuileur pour l'aire de lavage et d'un séparateur d'hydrocarbure pour la partie pluviale. Des analyses sont effectuées régulièrement et le débit ne dépasse pas 10% du QMNA5 du cours d'eau. La partie du cours d'eau recevant l'eau du rejet est proche de la source du cours d'eau.

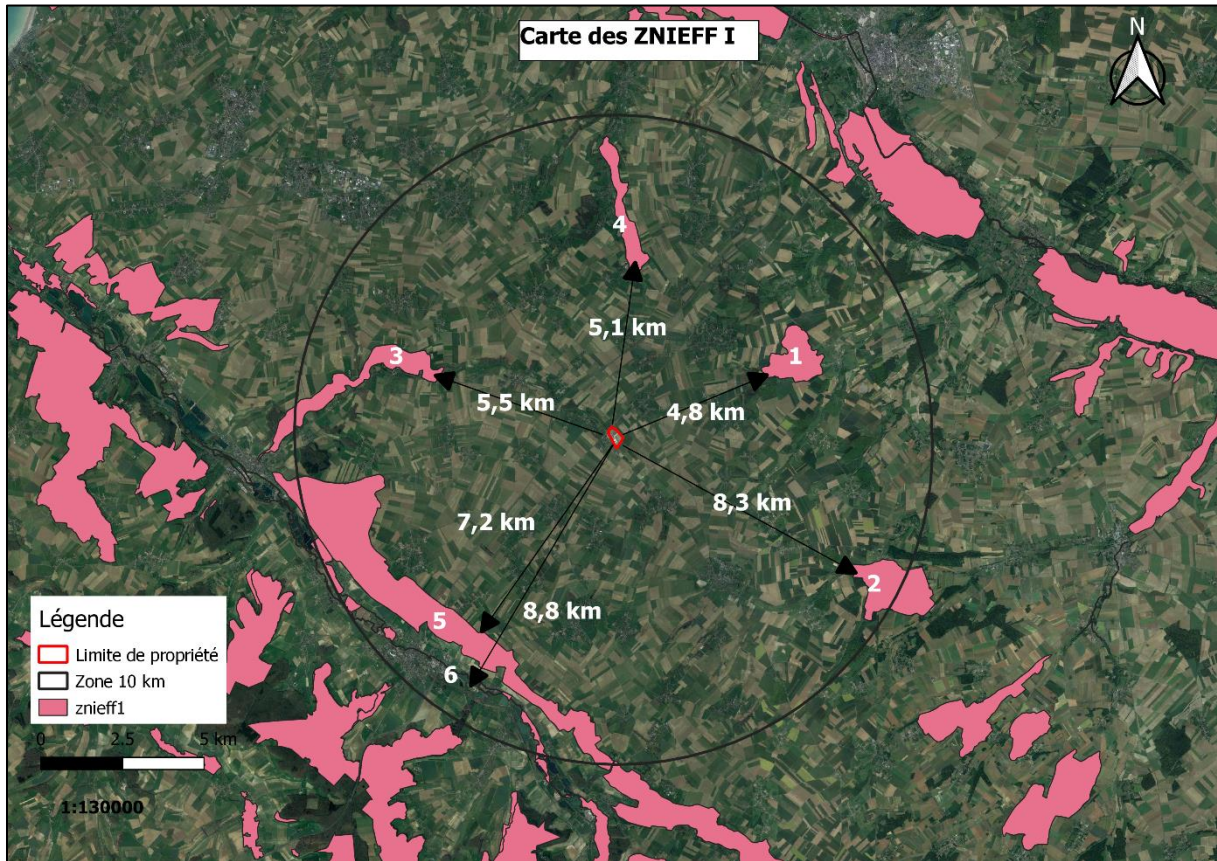
13.3. ZNIEFF

13.3.1. ZNIEFF de type I

Il y a 6 ZNIEFF de type I dans un rayon de 10 km autour du site :

- 1 : Larris de la vallée de Canvrière et bois associés (220013926) à 4,8 km
- 2 : Bois de la Faude à Wiry-au-Mont et cavité souterraine (220013923) à 8,3 km
- 3 : Vallée de la Vimeuse (220013924) à 5,5 km

- 4 : Coteaux de la vallée de la Trie à Toeuffles (220013927) à 5,1 km
- 5 : Larris et bois entre Neslette et Gamaches (220013929) à 7,2 km
- 6 : Cours de la Bresle et prairies associées (220320006) à 8,8 km.

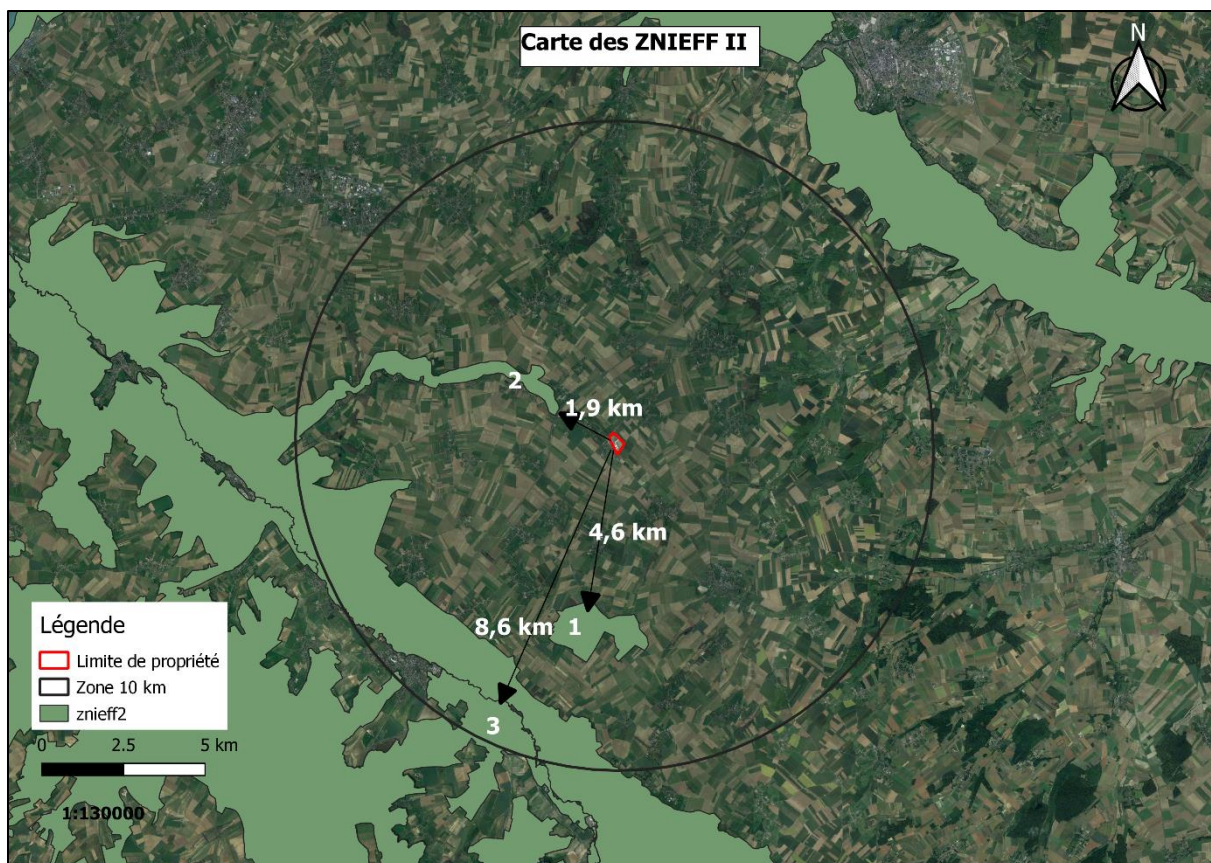


Compte tenu de la distance du site d'exploitation par rapport aux différentes ZNIEFF I, le site n'aura aucun impact sur les ZNIEFF I et leur espèce importante. Les fiches descriptives des trois ZNIEFF les plus proches du site sont en annexe 18.

13.3.2. ZNIEFF de type II

Dans un rayon de 10 km autour du site, il y a trois ZNIEFF de type II :

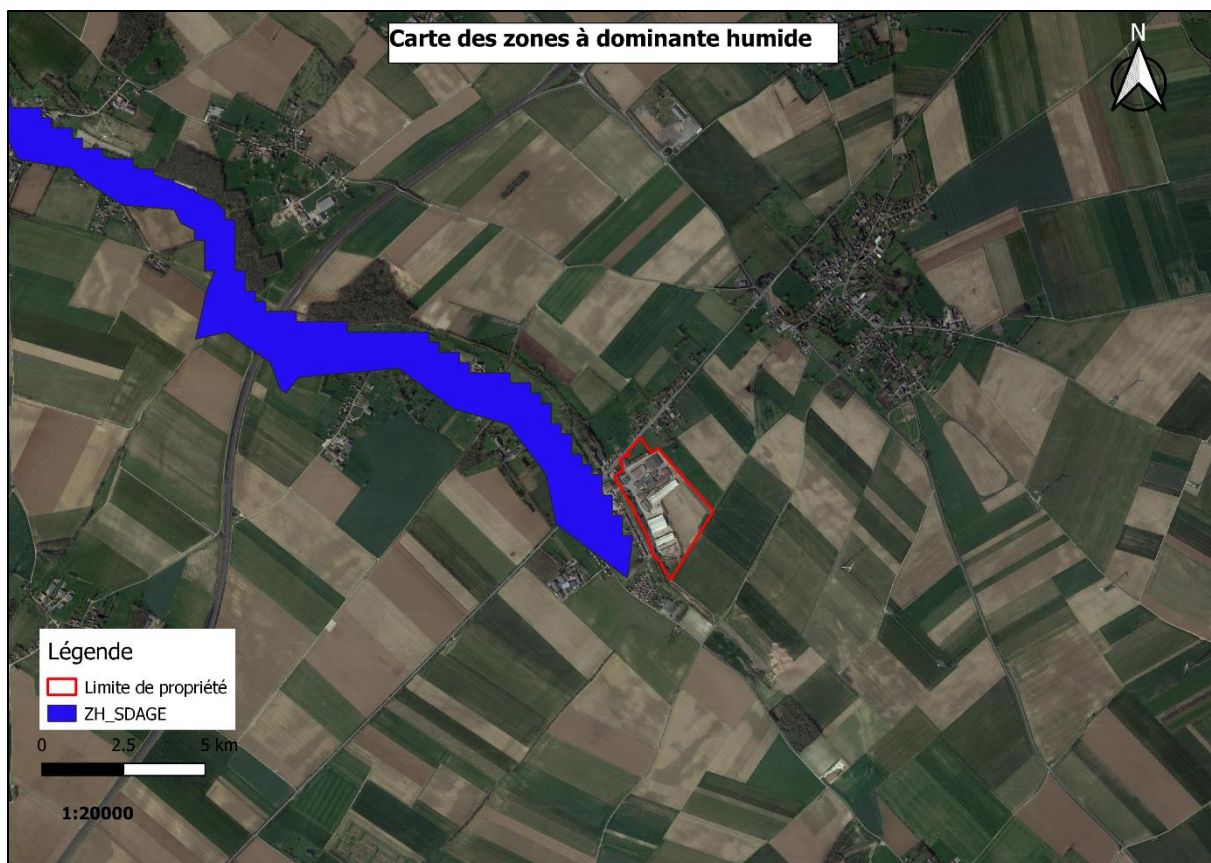
- 1 : Bocage de Rambures et Villeroy (220030014) à 4,7 km
- 2 : Vallée de la Bresle, du Liger et de la Vimeuse (220320033) à 1,9 km
- 3 : La haute forêt d'Eu, les vallées de l'Yères et de la Bresles (230000318) à 8,6 km



Compte tenu des distances du site par rapport aux zones, il n'y a aucun impact sur les espèces des zones et sur leurs habitats. Le rejet au niveau d'une partie de la Vimeuse fait l'objet d'un traitement avant rejet. Le débit du rejet est inférieur à 10% du QMNA5. Les fiches descriptives des deux zones les plus proches du site se trouve en annexe 18.

13.4. Zone à dominante humide

Le site ne se trouve pas en zone à dominante humide. L'extension ne sera pas non plus en zone humide. La zone humide à côté du site correspond à la Vimeuse.



13.5. Patrimoine culturel

13.5.1. Sites classés

Le site classé le plus proche du site se trouve être « La pointe du Hourdel et Cap Hornu » à 21 km.



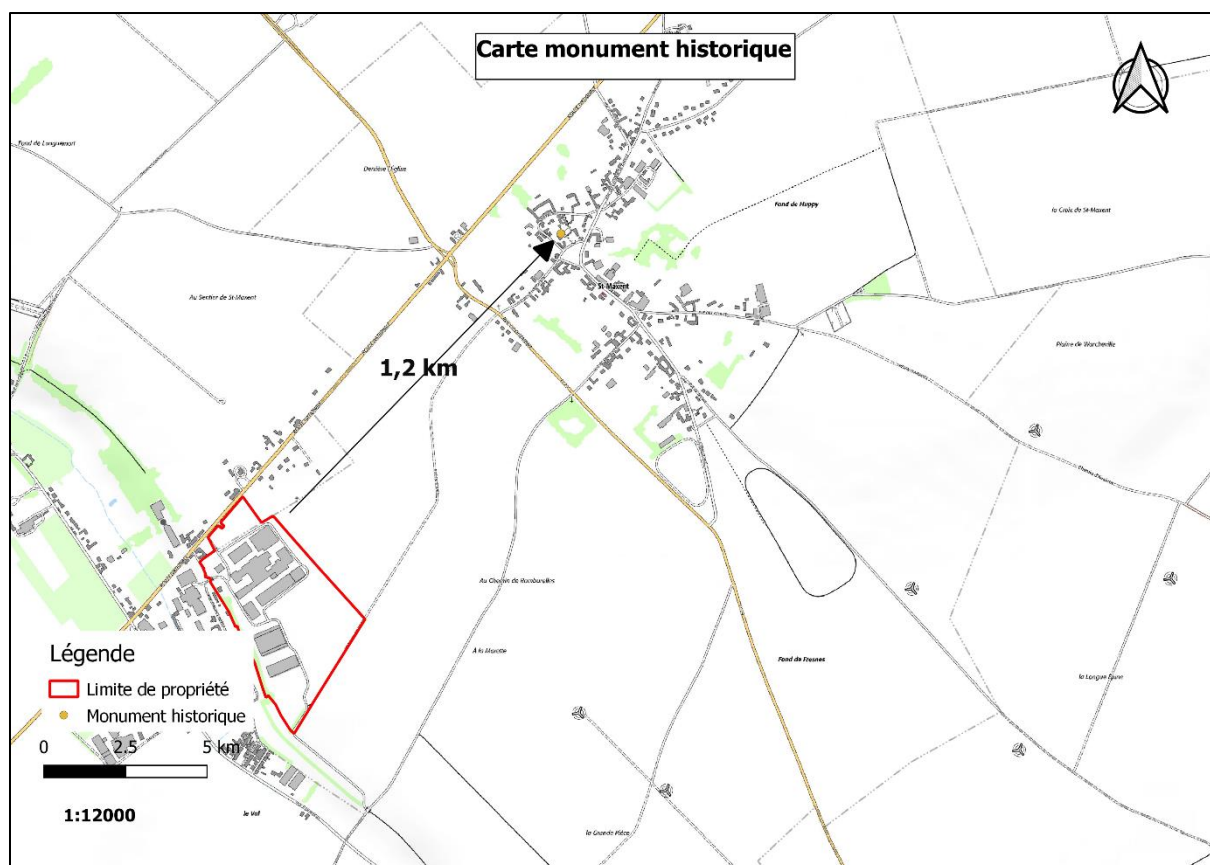
13.5.2. Sites inscrits

Le site inscrit « Motte féodale » sur la commune de Visme se trouve à 2,8 km du site. Un autre site inscrit se trouve à 2,7 km du site et il s'agit de « l'avenue de hêtres réunissant la RN au château de Biencourt » sur la commune de Biencourt.



13.5.3. Monuments historiques

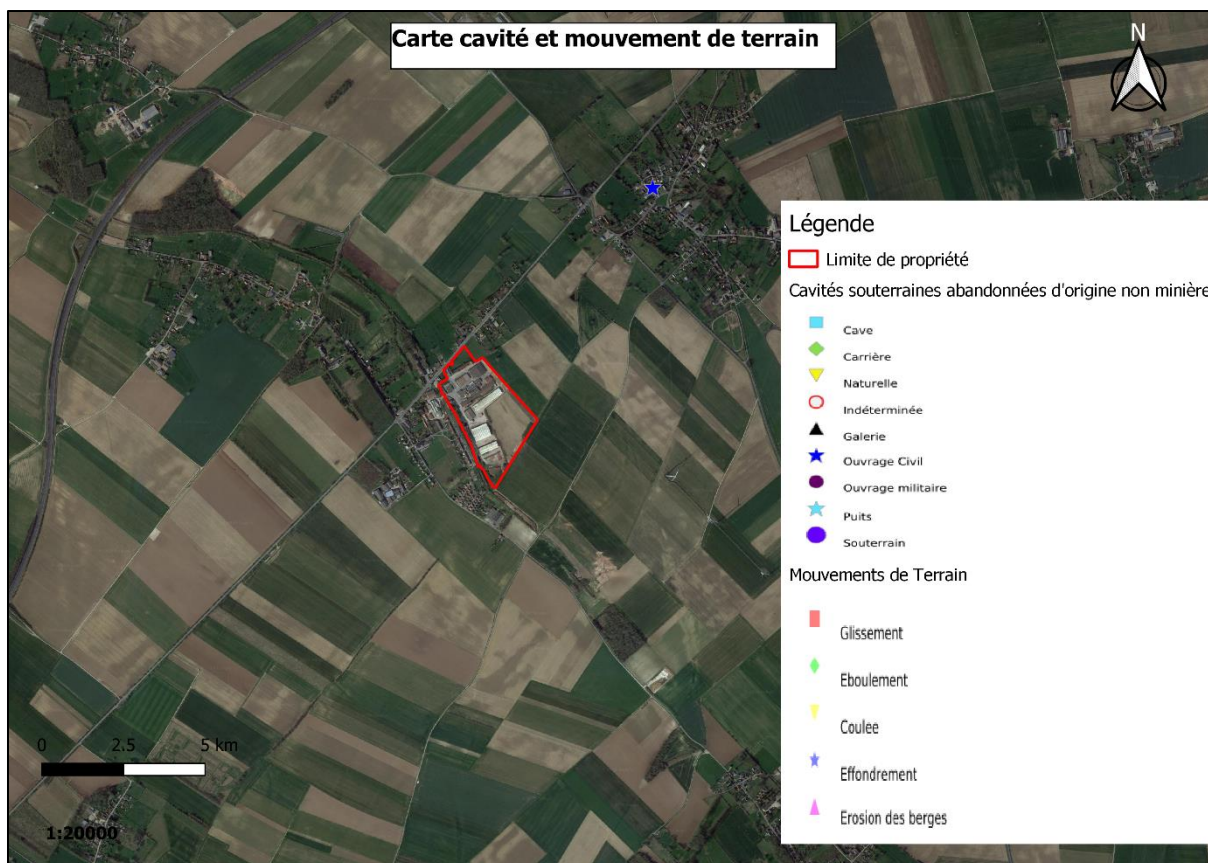
Le monument le plus proche se trouve sur la commune de Saint-Maxent à 1,2 km. Il s'agit de « l'église de Saint-Vincent » inscrit le 15 octobre 2014. Le monument fut donc inscrit après l'implantation du site.



14. Etude de danger

14.1. Effondrement de cavité et mouvement de terrain

Il n'y a aucune cavité recensée sur la commune de Martainneville et aucune proche du site. La plus proche étant à 1,2 km sur la commune de Saint-Maxent. Il n'y a également eu aucun mouvement de terrain recensé proche du site.



14.2. Inondation

Le site n'est pas concerné par un PPRI, ni un TRI et ne possède pas d'atlas des zones inondables. Les eaux pluviales sont gérées à la parcelle par des bassin d'infiltration permettant une gestion d'une vicennale 24 h. De plus, le site possède des haies et arbres sur le pourtour de son site ralentissant l'effet des axes de ruissellement. Il n'y a donc pas de risque d'accentuation d'inondation par ruissellement agricole ou urbain.

14.3. Pollution du sol

Il n'y aucun site BASOL proche du site. Il y a, cependant, 4 sites BASIAS proches du site. Mais aucun ne se trouve au niveau l'extension.



Les eaux de pluie sont gérées à la parcelle par des bassins d'infiltrations. Les eaux tombant sur le site sont redirigées par des gouttières, pentes ou avaloirs vers les bassins d'infiltration. La partie ancienne du site rejette les eaux pluviales dans une canalisation puis cours d'eau (eau traitée par séparateur d'hydrocarbure et analyse régulière d'eau).

En cas d'incendie, des bassins de rétention sont en place afin de récupérer les eaux d'extinction afin éviter leur propagation vers le milieu naturel ou confiné dans les bâtiments. Un système de vanne permet l'arrêt de l'arrivée de l'eau vers les bassins d'infiltration pour être dirigée vers les bassins de rétention. Ces bassins sont suffisamment dimensionnés. Ainsi, il n'y a aucun risque de pollution du sol sur ce point. Les eaux seront ensuite retirées par un vidangeur agréé.

Concernant les produits sur le site, ils sont stockés avec des rétentions suffisantes dans l'atelier qui possède un sol perméable. Ainsi, en cas de fuite, il n'y aura aucun déversement vers le milieu naturel.

De même, la station de distribution de GNR et d'essence possède son propre système de traitement. L'eau arrivant dans cette zone est traitée par un débourbeur-déshuileur avant rejet dans une canalisation qui se dirige vers une partie « temporaire » du cours d'eau de la Vimeuse. Les cuves de GNR et essence possèdent des doubles parois. Il n'y a pas de produits phytosanitaires sur le site.

14.4. Acte malveillant

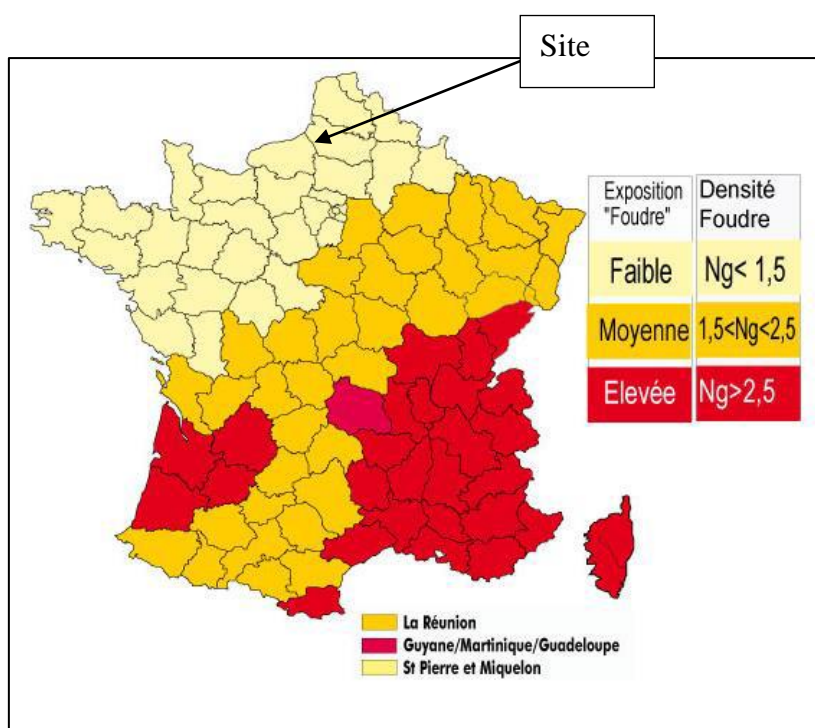
Le site est entièrement fermé que ce soit par des clôtures. Il y a trois accès sur le site qui sont fermés par des portails. L'entrée principal possède des barrières permettant de stopper l'entrée et sortie du site. L'intrusion est donc limitée. Des caméras de surveillance sont également sur le site.

Le site fonctionne 24h sur 24 même de nuit. Seulement quelques arrêts de l'activité ont lieu lors de grand nettoyage du site (qui dure deux jours). Un salarié réside dans une maison appartenant au site et effectue des rondes pendant la nuit afin d'avoir une surveillance continue. En cas d'intrusion, celle-ci sera rapidement détectée, de même en cas de départ d'incendie. Le risque d'acte malveillant est donc réduit.

14.5. Impact de foudre

L'activité orageuse peut être caractérisée par le niveau kéraunique (Nk) : nombre de jours d'orage par an avec une valeur moyenne en France de 11,3. D'après la carte de France des niveaux kérauniques, le secteur du projet est concerné par moins de 25 jours de foudre par an (source : énergie foudre).

La probabilité d'un impact de foudre sur le site est très faible mais peut toutefois se produire. Le site se trouve en zone d'exposition foudre faible.



Les installations électriques sont mises en terre (voir attestation en annexe 19) afin de se prémunir d'un impact de foudre et des dommages sur le réseau électrique du site. Le site est équipé contre la foudre et a fait l'objet d'une étude de foudre permettant d'éviter la formation d'incendie en cas d'impact de foudre sur le site. L'étude de foudre est présente en annexe 7 du document.

Système anti-foudre :

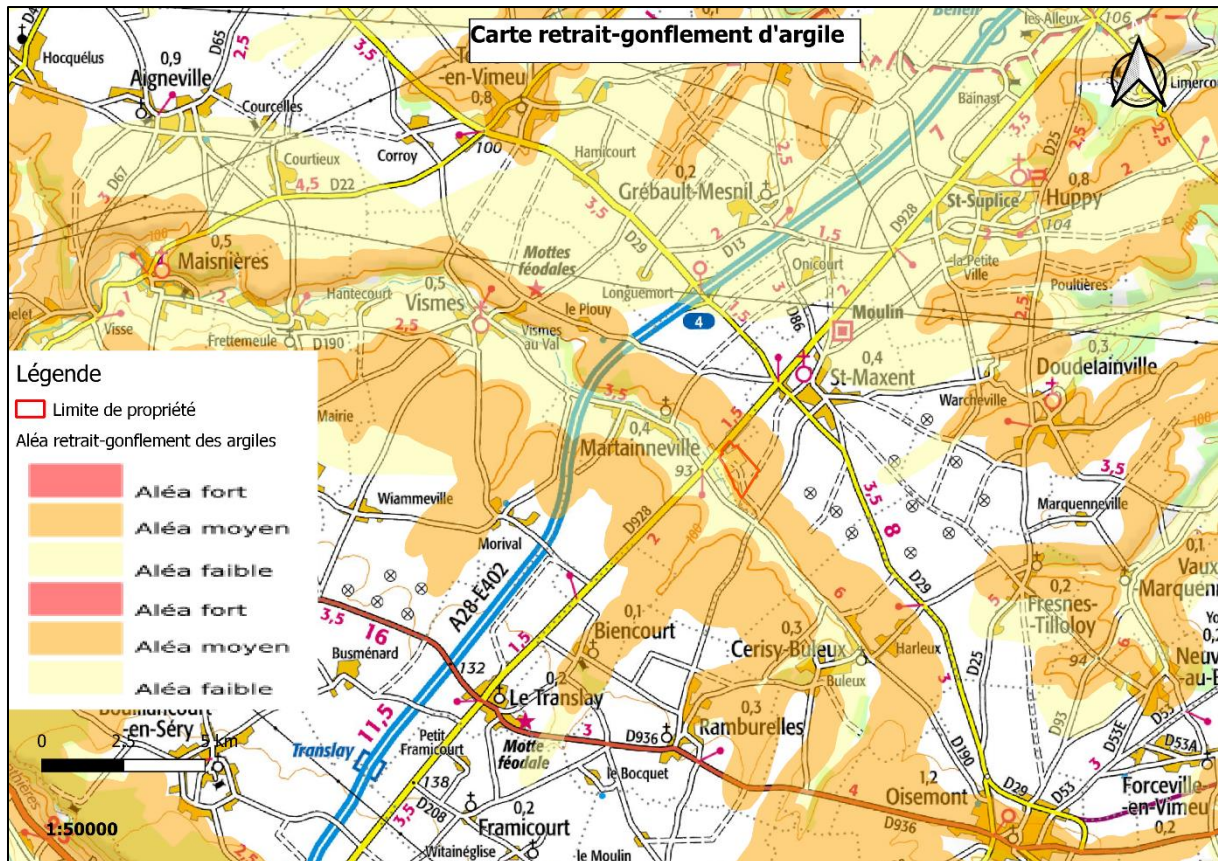


14.6. Séisme

Le site se trouve dans une zone d'aléa très faible concernant les séismes. La probabilité d'un tel événement est très improbable mais peut tout de même se produire.

14.7. Retrait-gonflement d'argile

Le site se trouve sur un aléa moyen concernant l'aléa retrait-gonflement d'argile. Pour prévenir ce risque, le site gère ces eaux pluviales à la parcelle en dirigeant les eaux pluviales vers les bassins d'infiltration. Les eaux ne sont pas infiltrées au niveau des pieds des bâtiments (gouttières, avaloirs, pentes). De plus, les sols autour des bâtiments sont imperméabilisés empêchant ce risque qui pourrait endommager les bâtiments.



14.8. Canalisations de matières dangereuses

Il n'y a aucune canalisation de matières dangereuses proche du site.

14.9. Sécurisation du site

Le site est complètement clôturé et les trois accès possèdent un portail. Le site fonctionne 24h sur 24 et est seulement inactif que quelques jours dans l'année lors des nettoyages. Le site possède des caméras de surveillance et un salarié réside dans une maison appartenant au site. Ce salarié effectue des rondes la nuit lorsque les activités sont restreintes. Lorsque les portails d'accès sont ouverts, des barrières permettent de réguler l'accès au site.

Accès du site :





15. Intégration paysagère

Photo 1 (vue du sud du site) :

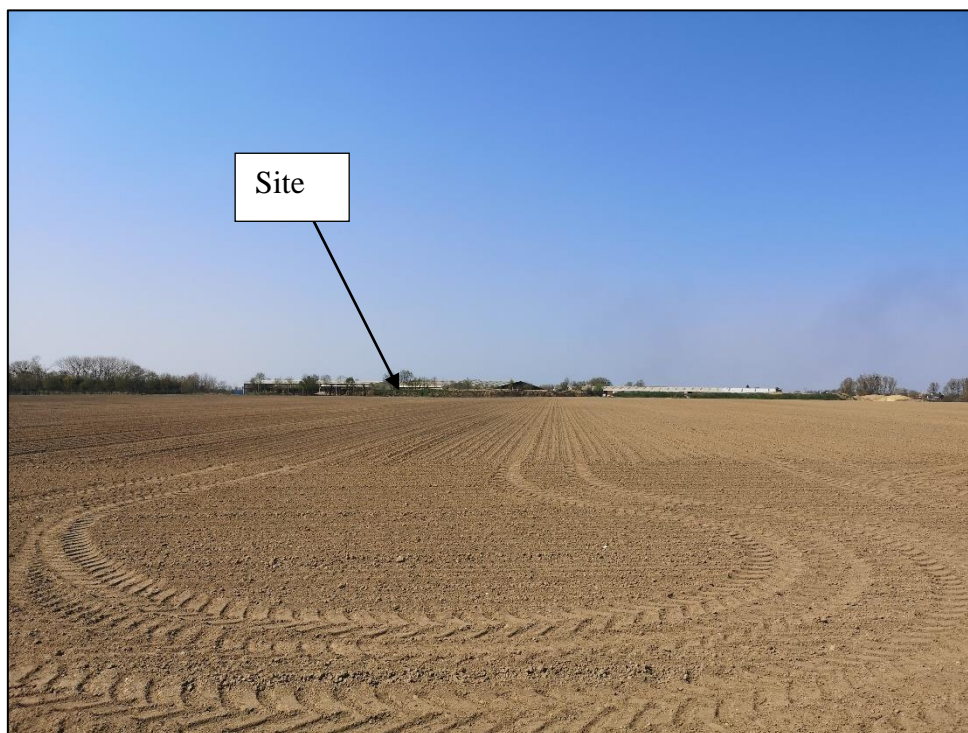


Photo 2 (vue du sud du site) :

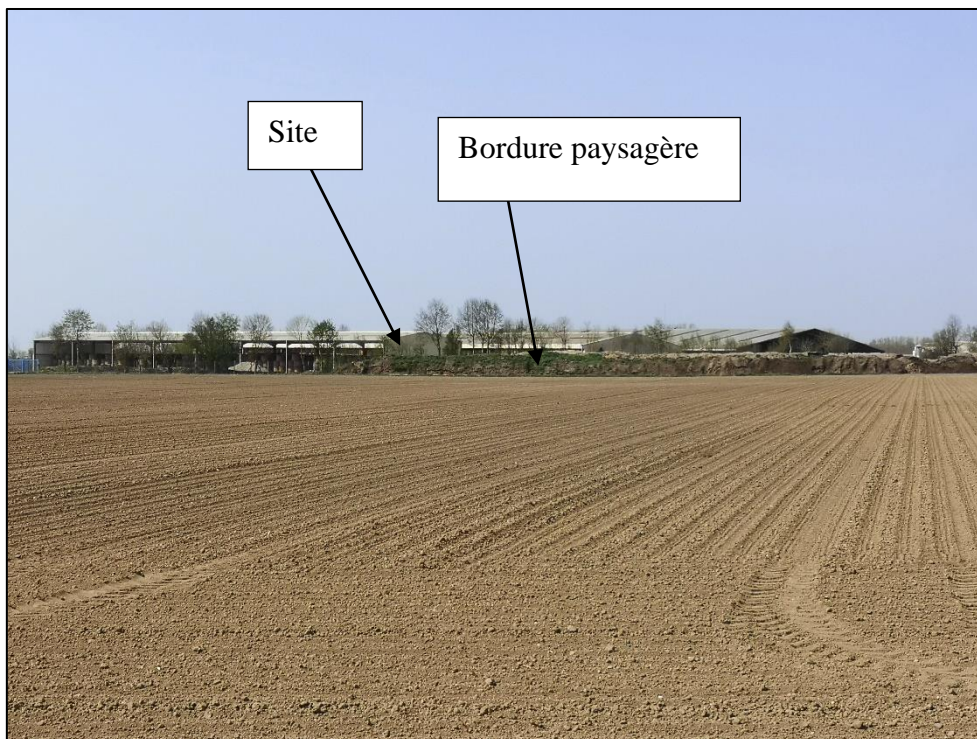


Photo 3 (vue du sud du site) :

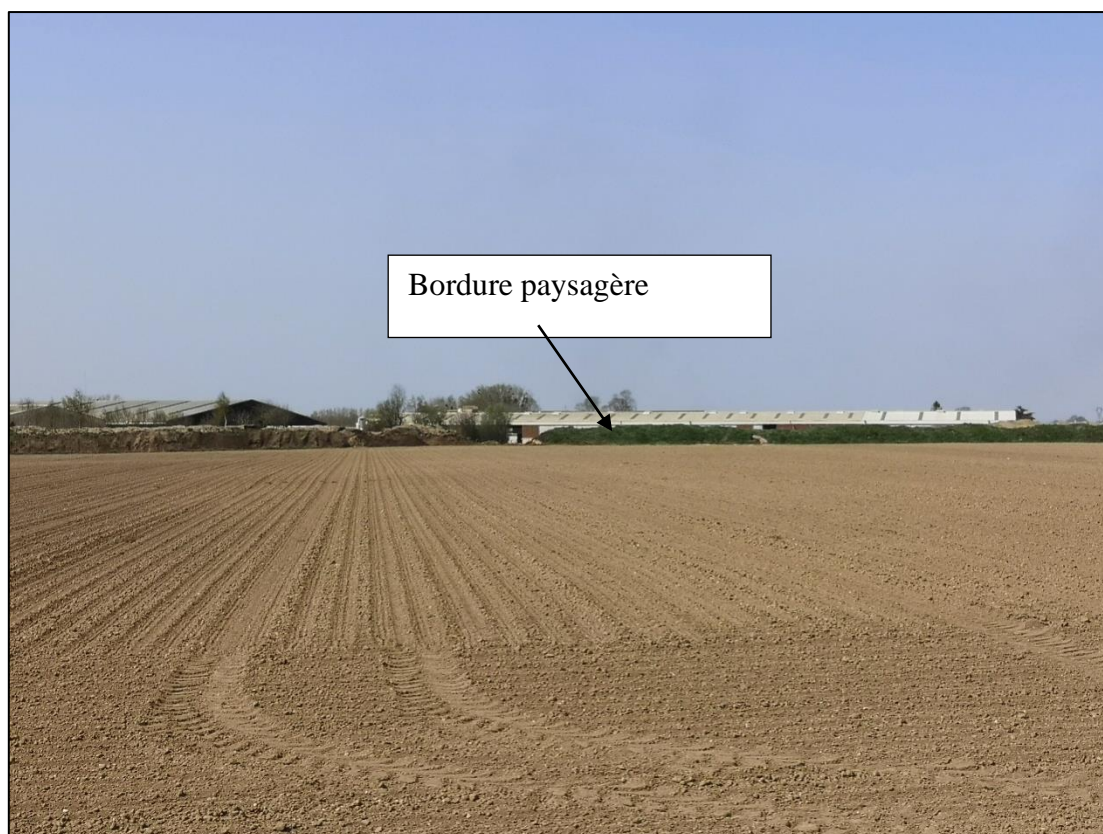


Photo 4 (vue du sud-est du site) :



Photo 5 (vue du sud-est du site) :

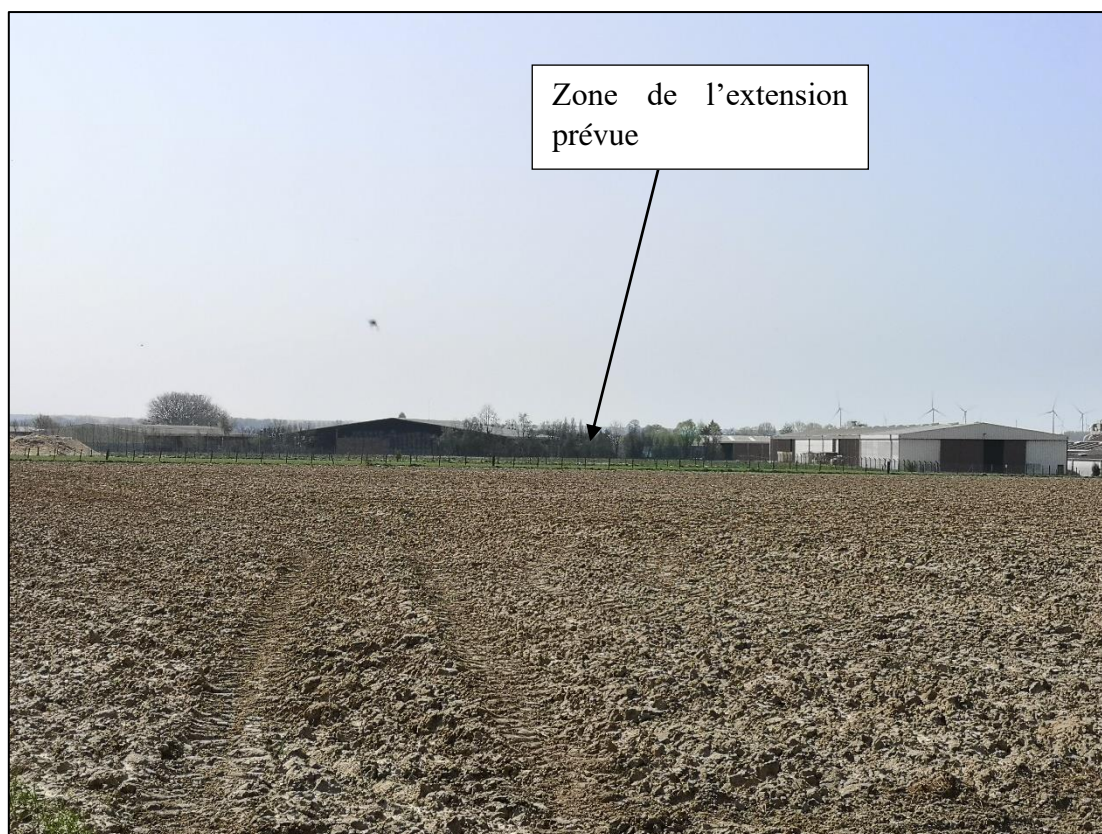


Photo 6 (merlon côté commune de Martainneville) :



Photo 7 (vue de Martainneville) :



Photo 8 (vue de Martainneville) :



16. Gestion des eaux pluviales

16.1. Projet

Le projet sera géré via un bassin d'infiltration après collecte des eaux de pluie par regard à grille. Les eaux pluviales seront des eaux de toiture des bâtiments M, N mais également H qui sera rattaché à la gestion des eaux du projet. La voirie étant bitumée, les eaux de pluie de voirie seront également gérées. Un séparateur d'hydrocarbure permettra le traitement des eaux avant arrivé dans le bassin d'infiltration.

Les calculs suivants ont été réalisés en suivant le guide « le Mémento technique » de 2017 de l'ASTEE utilisant la méthode des pluies. Le volume à stocker est calculé selon la formule suivante : $Ve = 10 * Ca * A * He$. Avec Ca le coefficient d'apport, A la surface du bassin versant en ha et He la hauteur de pluie calculée avec la loi de Montana fournie par Météo France.

En prenant en compte les données de la station Météo France d'Abbeville, une pluie de période de retour 20 ans sur 24h est de $He = 57,5$ mm.

Concernant le coefficient de ruissellement :

- Les parties imperméabilisées sont de 0,95 en prenant en compte l'évaporation et la stagnation sur l'enrobé ;

Les volumes ruisselés par type de surface sont donc les suivants :

	Ca	A (en ha)	$S = Ca * A$	He	Ve (m3)
Voirie	0,95	3,57	4,88	57,5	2790,5
Bâtiment N et M	0,95	1,066			
Bâtiment H	0,95	0,4992			

Le projet devra donc gérer **2790,5 m3**

Un bassin tampon de 960 m3 sera en place pour réguler le cheminement de l'eau avant le bassin d'infiltration. Cela permet en cas d'incident une sécurité actionner le procédé d'envoi des eaux d'extinction vers le bassin de confinement.

Le bassin d'infiltration doit stocker 2790,5 m3 du projet et au 1725 m3 de la partie existante I (moitié du bâtiment), J, K, L soit un bassin de $14515,5 \text{ m3} - 960 \text{ m3} = 3555,5 \text{ m3}$ sans la prise en compte de l'infiltration.

Temps de vidange du bassin :

Selon le Mémento technique de l'ASTEE 2017, le débit d'infiltration d'un bassin est

$$Q_{\text{infiltration}} = K * S_{\text{infiltration}}$$

Avec K la perméabilité du sol en m/s, supposé homogène sur la surface d'infiltration, et S la surface d'infiltration en m². Le bassin d'infiltration aura son fond au niveau de la craie. La perméabilité retrouvée sur le site est de 200 mm/h soit $5,55.10^{-5}$ m/s.



On prendra comme surface d'infiltration la surface au miroir du bassin pour la moitié d'une vicennale, soit 600 m².

Le débit de fuite Q_b en m³/s du bassin est donc

$$Q_b = 5,55 \cdot 10^{-5} \cdot 600$$

$$Q_b = 0,0333 \text{ m}^3/\text{s} \text{ soit } 119,9 \text{ m}^3/\text{h} \text{ et donc } 2877,6 \text{ m}^3 \text{ infiltré en } 24 \text{ h.}$$

Le bassin doit donc stocker $3555,5 \text{ m}^3 - 2877,6 \text{ m}^3$ infiltré en 24 h soit 677,9 m³.

Le bassin d'infiltration de 1000 m³ prévu est donc suffisant pour gérer une vicennale 24h. De plus, il faudra 30h au bassin pour se vider complètement si ce dernier est complètement rempli.

Séparateur d'hydrocarbure :

L'ouvrage de traitement mis en place avant rejet des eaux en milieu naturel sera un séparateur hydrocarbure avec coalesceur de 30 litres/secondes.

Cet ouvrage calculé pour un traitement de 30 l/s est destiné à piéger les hydrocarbures en suspension dans les eaux, et sera équipé d'une sonde ATEX de détection des hydrocarbures.

Le séparateur est de classe I – rejet inférieur à 5 mg/L suivant la norme NF EN 858-1.

Il est construit en acier S 235 JR avec un revêtement intérieur-extérieur par peinture époxy polyamide sur tôles grenaillées. La conception et le revêtement de l'acier respectent la norme NF EN 858-1.

Le bon fonctionnement du séparateur hydrocarbure sera assuré par :

- L'entretien-maintenance de celui-ci ;
- La mise en place d'une sonde de détection des hydrocarbures.

Le séparateur est à entretenir régulièrement, selon les prescriptions de la norme NF 858-2 avec notamment :

- Surveillance du fonctionnement de la sonde de détection hydrocarbure ; • Surveillance du niveau de boues tous les 6mois ;
- Contrôle du fonctionnement de l'obturateur automatique tous les 6mois ;
- Nettoyage de la canalisation de rejet au réseau EP tous les 6mois ;
- Vidange totale de l'appareil et inspection générale tous les 5ans.

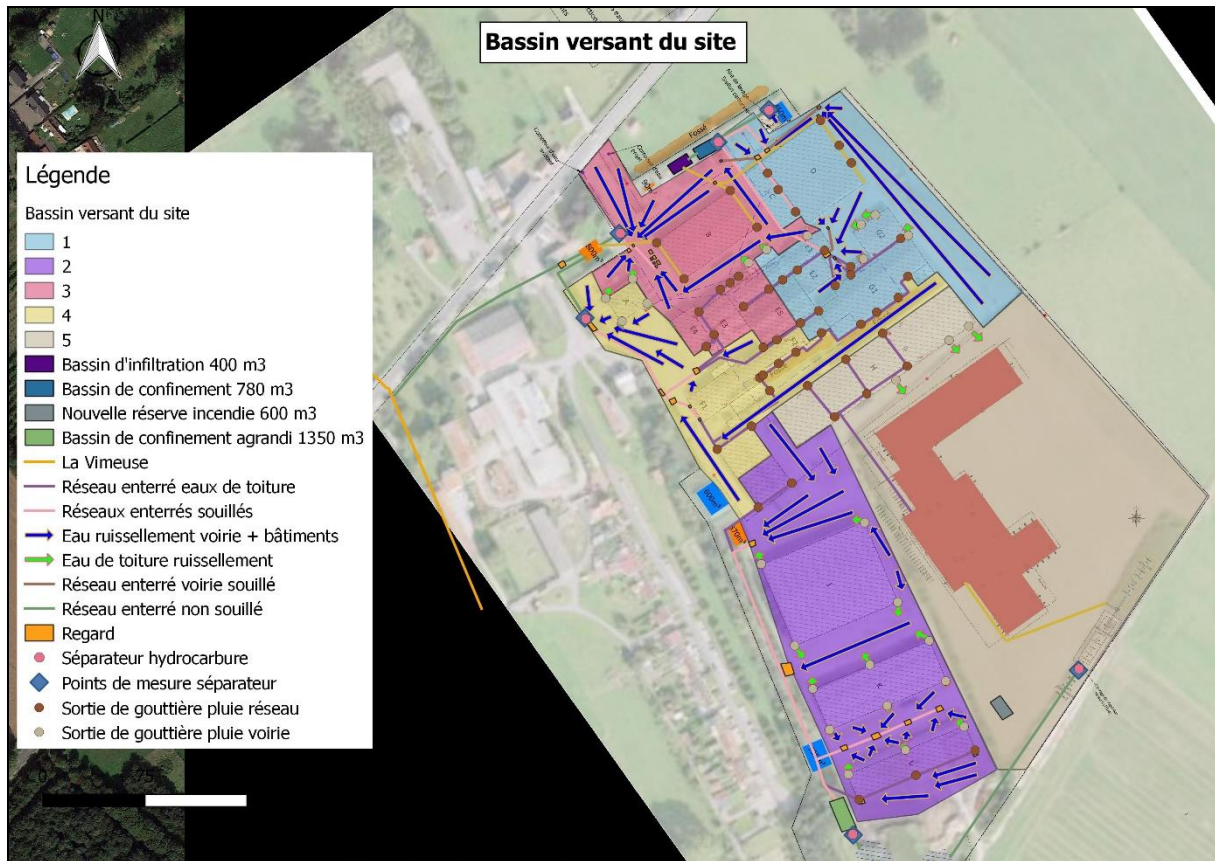
16.2. L'existant

Le site est géré sur quatre bassins versants différents. Un bassin comprenant les bâtiments D, C, G et la moitié de E. Les eaux pluviales de ce bassin sont collectées via des regards à grille et sont ensuite traitées par un séparateur d'hydrocarbure du même type que celui du projet. Les eaux arrivent ensuite dans le bassin d'infiltration de 400 m³ nouvellement créée (en passant par un bassin de confinement).

Concernant le deuxième bassin comprenant les bâtiments B et la moitié de E, les eaux sont collectées via des regards à grille et acheminées par un réseau enterré étanche vers un bassin de confinement (eau d'extinction) puis un séparateur hydrocarbure puis rejeté au niveau d'une canalisation reliée à la Vimeuse.

Concernant le troisième bassin comprenant les bâtiments F, A et la moitié de I, les eaux sont collectées via des regards à grille et acheminées par un réseau enterré étanche vers un bassin de confinement (eau d'extinction) puis un séparateur hydrocarbure puis rejeté au niveau d'une canalisation reliée à la Vimeuse (le même que le deuxième bassin).

Concernant le quatrième bassin comprenant les bâtiments J, la moitié de I, K et L, les eaux sont collectées via des regards à grille et acheminées par un réseau enterré étanche vers un bassin de confinement (eau d'extinction) puis vers un séparateur hydrocarbure puis un bassin d'infiltration.



Calcul pour le bassin 1 :

Les calculs suivants ont été réalisés en suivant le guide « le Mémento technique » de 2017 de l'ASTEE utilisant la méthode des pluies. Le volume à stocker est calculé selon la formule suivante : $V_e = 10 \cdot C_a \cdot A \cdot H_e$. Avec C_a le coefficient d'apport, A la surface du bassin versant en ha et H_e la hauteur de pluie calculée avec la loi de Montana fournie par Météo France.

En prenant en compte les données de la station Météo France d'Abbeville, une pluie de période de retour 20 ans sur 24h est de $H_e = 57,5$ mm.

Concernant le coefficient de ruissellement :

- Les parties imperméabilisées sont de 0,95 en prenant en compte l'évaporation et la stagnation sur l'enrobé ;

Les volumes ruisselés par type de surface sont donc les suivants :

	Ca	A (en ha)	S = Ca*A	He	Ve (m3)
Bâtiment C	0,95	0,0705	1,9	57,5	1092,5
Bâtiment D	0,95	0,2860			
Bâtiment G	0,95	0,2634			
Moitié bâtiment E	0,95	0,2557			
Voirie	0,95	1,1244			

Le bassin versant gère 1092,5 m³ d'eau de pluie (45,53 m³/h). Le débit est donc de 12,65 l/s au niveau du séparateur hydrocarbure. Le séparateur à mettre en place est de **TN15 soit 15 l/s**.

On prendra comme surface d'infiltration la surface au miroir du bassin pour la moitié d'une vicennale, soit 200 m².

Le débit de fuite Q_b en m³/s du bassin est donc

$$Q_b = 5,55 \cdot 10^{-5} \cdot 100$$

$$Q_b = 8,325 \cdot 10^{-3} \text{ m}^3/\text{s} \text{ soit } 29,95 \text{ m}^3/\text{h} \text{ et donc } 718,8 \text{ m}^3 \text{ infiltré en 24h.}$$

Le bassin doit donc stocker 1092,5 – 718,8 infiltré en 24 h soit 373,7 m³.

Le bassin d'infiltration de 400 m³ est donc suffisant pour gérer une vicennale 24h. De plus, il faudra 37 h au bassin pour se vider complètement si ce dernier est complètement rempli.

Cet ouvrage calculé pour un traitement de 15l/s est destiné à piéger les hydrocarbures en suspension dans les eaux, et sera équipé d'une sonde ATEX de détection des hydrocarbures.

Le séparateur est de classe I – rejet inférieur à 5mg/L suivant la norme NF EN 858-1.

Il est construit en acier S 235 JR avec un revêtement intérieur-extérieur par peinture époxy polyamide sur tôles grenaillées. La conception et le revêtement de l'acier respectent la norme NF EN 858-1.

Le bon fonctionnement du séparateur hydrocarbure sera assuré par :

- L'entretien-maintenance de celui-ci ;
- La mise en place d'une sonde de détection des hydrocarbures.

Le séparateur est à entretenir régulièrement, selon les prescriptions de la norme NF 858-2 avec notamment :

- Surveillance du fonctionnement de la sonde de détection hydrocarbure ; • Surveillance du niveau de boues tous les 6 mois ;
- Contrôle du fonctionnement de l'obturateur automatique tous les 6 mois ;
- Nettoyage de la canalisation de rejet au réseau EP tous les 6 mois ;
- Vidange totale de l'appareil et inspection générale tous les 5 ans.

Calcul pour le bassin 3 :

Les calculs suivants ont été réalisés en suivant le guide « le Mémento technique » de 2017 de l'ASTEE utilisant la méthode des pluies. Le volume à stocker est calculé selon la formule suivante : $V_e = 10 \cdot Ca \cdot A \cdot He$. Avec Ca le coefficient d'apport, A la surface du bassin versant en ha et He la hauteur de pluie calculée avec la loi de Montana fournie par Météo France.

En prenant en compte les données de la station Météo France d'Abbeville, une pluie de période de retour 20 ans sur 24h est de $He = 57,5$ mm.

Concernant le coefficient de ruissellement :

- Les parties imperméabilisées sont de 0,95 en prenant en compte l'évaporation et la stagnation sur l'enrobé ;

Les volumes ruisselés par type de surface sont donc les suivants :

	Ca	A (en ha)	$S = Ca \cdot A$	He	V_e (m3)
Bâtiment B	0,95	0,2048	1,389	57,5	798,7
Moitié bâtiment E	0,95	0,2557			
Voirie	0,95	1,0015			

Le bassin versant gère 798,7 m3 d'eau de pluie (33,3 m3/h). Le débit est donc de 9,25 l/s au niveau du séparateur hydrocarbure. Le séparateur à mettre en place est de **TN10 soit 10 l/s**.

Cet ouvrage calculé pour un traitement de 10l/s est destiné à piéger les hydrocarbures en suspension dans les eaux, et sera équipé d'une sonde ATEX de détection des hydrocarbures.

Le séparateur est de classe I – rejet inférieur à 5mg/L suivant la norme NF EN 858-1.

Il est construit en acier S 235 JR avec un revêtement intérieur-extérieur par peinture époxy polyamide sur tôles grenailées. La conception et le revêtement de l'acier respectent la norme NF EN 858-1.

Le bon fonctionnement du séparateur hydrocarbure sera assuré par :

- L'entretien-maintenance de celui-ci ;
- La mise en place d'une sonde de détection des hydrocarbures.

Le séparateur est à entretenir régulièrement, selon les prescriptions de la norme NF 858-2 avec notamment :

- Surveillance du fonctionnement de la sonde de détection hydrocarbure ;
- Surveillance du niveau de boues tous les 6 mois ;
- Contrôle du fonctionnement de l'obturateur automatique tous les 6 mois ;
- Nettoyage de la canalisation de rejet au réseau EP tous les 6 mois ;
- Vidange totale de l'appareil et inspection générale tous les 5 ans.

Calcul pour le bassin 4 :

Les calculs suivants ont été réalisés en suivant le guide « le Mémento technique » de 2017 de l'ASTEE utilisant la méthode des pluies. Le volume à stocker est calculé selon la formule suivante : $V_e = 10 \cdot Ca \cdot A \cdot He$. Avec Ca le coefficient d'apport, A la surface du bassin versant en ha et He la hauteur de pluie calculée avec la loi de Montana fournie par Météo France.

En prenant en compte les données de la station Météo France d'Abbeville, une pluie de période de retour 20 ans sur 24h est de $He = 57,5$ mm.

Concernant le coefficient de ruissellement :

- Les parties imperméabilisées sont de 0,95 en prenant en compte l'évaporation et la stagnation sur l'enrobé ;

Les volumes ruisselés par type de surface sont donc les suivants :

	Ca	A (en ha)	$S = Ca \cdot A$	He	V_e (m3)
Moitié bâtiment I	0,95	0,072	0,98	57,5	563,5
Bâtiment F	0,95	0,238695			
Bâtiment A	0,95	0,0460			
Voirie	0,95	0,67			

Le bassin versant gère 563,5 m3 d'eau de pluie (23,5 m3/h). Le débit est donc de 6,53 l/s au niveau du séparateur hydrocarbure. Le séparateur à mettre en place est de **TN10 soit 10 l/s**.

Cet ouvrage calculé pour un traitement de 10l/s est destiné à piéger les hydrocarbures en suspension dans les eaux, et sera équipé d'une sonde ATEX de détection des hydrocarbures.

Le séparateur est de classe I – rejet inférieur à 5mg/L suivant la norme NF EN 858-1.

Il est construit en acier S 235 JR avec un revêtement intérieur-extérieur par peinture époxy polyamide sur tôles grenailées. La conception et le revêtement de l'acier respectent la norme NF EN 858-1.

Le bon fonctionnement du séparateur hydrocarbure sera assuré par :

- L'entretien-maintenance de celui-ci ;
- La mise en place d'une sonde de détection des hydrocarbures.

Le séparateur est à entretenir régulièrement, selon les prescriptions de la norme NF 858-2 avec notamment :

- Surveillance du fonctionnement de la sonde de détection hydrocarbure ;
- Surveillance du niveau de boues tous les 6mois ;
- Contrôle du fonctionnement de l'obturateur automatique tous les 6 mois ;
- Nettoyage de la canalisation de rejet au réseau EP tous les 6 mois ;
- Vidange totale de l'appareil et inspection générale tous les 5 ans.

Calcul rejet vers Vimeuse (Bassins 3 et 4) :

Le QMNA5 de la Vimeuse d'après le SAGE de la Bresle est de 0,3 m³/s.

Le rejet en cas de vicennale sur le site est de 45,53 m³/h + 33,3 m³/h soit 0,021897m³/s. Le rejet est donc inférieur à 10% du QMNA 5 du cours d'eau puisqu'il représente 7,3 % du débit.

Les eaux pluviales rejetées respectent les obligations suivantes :

- pH compris entre 5,5 et 8,5 ;
- La couleur de l'effluent ne provoque pas de coloration persistante du milieu récepteur ;
- L'effluent ne dégage aucune odeur ;
- Teneur en matières en suspensions (MES) inférieure à 100mg/l ;
- Teneur en hydrocarbures de 5mg/l (10mg/l maximum) ;
- Teneur chimique en oxygène sur effluents non décanté (DCO) inférieur à 300mg/l ;
- Teneur biochimique en oxygène sur effluents non décanté (DBO5) inférieur à 100mg/l.

Concernant l'aire de lavage sur le site, un débourbeur-déshuileur est présent afin de traiter les eaux de lavage et les résidus provenant de la distribution de carburant. L'eau est collectée via un regard à grille et pente. L'eau est ensuite dirigée au niveau du bassin d'infiltration. Les caractéristiques de ce débourbeur-déshuileur est présent en annexe 17.

Calcul pour le bassin 2 :

Les calculs suivants ont été réalisés en suivant le guide « le Mémento technique » de 2017 de l'ASTEE utilisant la méthode des pluies. Le volume à stocker est calculé selon la formule suivante : $Ve = 10 \cdot Ca \cdot A \cdot He$. Avec Ca le coefficient d'apport, A la surface du bassin versant en ha et He la hauteur de pluie calculée avec la loi de Montana fournie par Météo France.

En prenant en compte les données de la station Météo France d'Abbeville, une pluie de période de retour 20 ans sur 24h est de $He = 57,5$ mm.

Concernant le coefficient de ruissellement :

- Les parties imperméabilisées sont de 0,95 en prenant en compte l'évaporation et la stagnation sur l'enrobé ;

Les volumes ruisselés par type de surface sont donc les suivants :

	Ca	A (en ha)	$S = Ca \cdot A$	He	Ve (m ³)
Voirie	0,95	2,0946	3	57,5	1725
Bâtiment J	0,95	0,5120			
Bâtiment K	0,95	0,2944			
Moitié de I	0,95	0,072			
Bâtiment L	0,95	0,1840			

Le bassin versant 4 gère 1725 m³ d'eau de pluie.

Le bassin d'infiltration doit stocker 2790,5 m³ du projet et 1725 m³ de la partie existante I, J, K, L soit un bassin de 4515,2 m³ – 960 m³ = 3555,5 m³ sans la prise en compte de l'infiltration.

Temps de vidange du bassin :

Selon le Mémento technique de l'ASTEE 2017, le débit d'infiltration d'un bassin est

$$Q_{\text{infiltration}} = K \cdot S_{\text{infiltration}}$$

Avec K la perméabilité du sol en m/s, supposé homogène sur la surface d'infiltration, et S la surface d'infiltration en m². Le bassin d'infiltration aura son fond au niveau de la craie. La perméabilité retrouvée sur le site est de 200 mm/h soit $5,55 \cdot 10^{-5}$ m/s.

On prendra comme surface d'infiltration la surface au miroir du bassin pour la moitié d'une vicennale, soit 600 m².

Le débit de fuite Q_b en m³/s du bassin est donc

$$Q_b = 5,55 \cdot 10^{-5} \cdot 600$$

$$Q_b = 0,0333 \text{ m}^3/\text{s} \text{ soit } 119,9 \text{ m}^3/\text{h} \text{ et donc } 2877,6 \text{ m}^3 \text{ infiltré en } 24\text{h}.$$

Le bassin doit donc stocker 3555,5 m³ – 2877,6 infiltré en 24 h soit 677,9 m³.

Le bassin d'infiltration de 1000 m³ prévu est donc suffisant pour gérer une vicennale 24h. De plus, il faudra 30 h au bassin pour se vider complètement si ce dernier est complètement rempli.

Séparateur d'hydrocarbure :

L'ouvrage de traitement mis en place avant rejet des eaux en milieu naturel sera un séparateur hydrocarbure avec coalesceur de 20 litres/secondes (71,9 m³/h soit 19,97 l/s à gérer).

Cet ouvrage calculé pour un traitement de 20 l/s est destiné à piéger les hydrocarbures en suspension dans les eaux, et sera équipé d'une sonde ATEX de détection des hydrocarbures.

Le séparateur est de classe I – rejet inférieur à 5 mg/L suivant la norme NF EN 858-1.

Il est construit en acier S 235 JR avec un revêtement intérieur-extérieur par peinture époxy polyamide sur tôles grenaillées. La conception et le revêtement de l'acier respectent la norme NF EN 858-1.

Le bon fonctionnement du séparateur hydrocarbure sera assuré par :

- L'entretien-maintenance de celui-ci ;
- La mise en place d'une sonde de détection des hydrocarbures.

Le séparateur est à entretenir régulièrement, selon les prescriptions de la norme NF 858-2 avec notamment :

- Surveillance du fonctionnement de la sonde de détection hydrocarbure ; • Surveillance du niveau de boues tous les 6 mois ;
- Contrôle du fonctionnement de l'obturateur automatique tous les 6 mois ;
- Nettoyage de la canalisation de rejet au réseau EP tous les 6 mois ;

- Vidange totale de l'appareil et inspection générale tous les 5 ans.

Nouveau bassin d'infiltration partie (D, C, ...) :



Regard séparateur hydrocarbure (et nouvelle bouche incendie) :



17. Incendie

17.1. Projet

17.1.1. Besoin en eau et aires pour les secours

Les besoins en eau pour les bâtiments M et N sont les suivants :

Nom	Débit en m ³ /h	Volume sur deux heures
Bâtiment M	420	840
Bâtiment N	360	720

Le bâtiment M sera couvert par 2 nouveaux poteaux incendie de 60 m³/h et 60 m³/h (poteaux 4 et 5, les tests présentent des débits inférieurs mais un problème de pression lors de la mise en place est en cours de réglage pour atteindre les débits souhaités) et deux poches de 600 m³ soit un volume de 1 440 m³ disponible sur deux heures et donc une quantité suffisante pour la lutte incendie.

Le bâtiment N sera couvert par deux bâches souples de 600 m³ et 2 nouveaux poteaux incendie de 60 m³/h et de 60 m³/h (poteaux 4 et 5 également). Le volume disponible est donc de 1 440 m³ pour deux heures et est donc suffisant.

La note de calcul D9 se trouve en annexe 12.

La défense contre l'incendie du projet sera assurée à l'ouest par deux nouvelles bouches incendie qui peuvent fournir 60m³/h et 60 m³/h pendant 2h. Une bâche souple de 600 m³ (300 m³/h) sera également présente pour assurer à l'est la défense incendie et une autre de 600 m³ déjà présente. Le projet sera donc couvert par plusieurs points différents en cas d'incendie des bâtiments M et N. Le projet sera donc couvert par un débit de 720 m³/h pour le N et M. Ces moyens de lutte contre l'incendie sont présents à moins de 100 m d'une issue des bâtiments (voir annexe 29) et distant de moins de 150 m entre eux (voir annexe 29).

Les aires de stationnement des engins permettent à ce qu'un incendie soit maîtrisé rapidement en tout point et que ce positionnement respecte les distances de déploiement des secours.

Des extincteurs seront également présents dans les lieux à risque et un réseau RIA à l'intérieur du bâtiment M de teillage (voir annexe 44).

17.1.2. Rétention des eaux d'extinction :

Le volume d'eau d'extinction à gérer pour le projet a été calculé selon la méthode D9A, la note de calcul est disponible en annexe 12. Le volume de rétention pour le bâtiment N doit être de 1240 m³ et de 1360 m³ pour le bâtiment M. Le bassin de confinement de 1440 m³ est donc suffisant.

Les eaux d'extinction des bâtiments M et N seront collectées via des regards à grille comme pour les eaux de pluie, cependant un by-pass permettra de diriger les eaux vers un bassin de

confinement de 1440 m³ nouvellement créé. L'ensemble du sol de voirie sera bitumé et donc imperméable (pas de risque d'infiltration dans le sol).

Désenfumage :

Les bâtiments sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation naturelles de fumées et de chaleur qui permettent l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustions, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie. Ces dispositifs seront à commandes automatique et manuelle, dont les commandes manuelles sont accessibles et placées à proximité des accès.

La surface utile Aa d'un exutoire est de SUE de 4,87m².

Le désenfumage sera de 2 % de la surface du bâtiment et d'amenées d'air frais. Le calcul réalisé est le suivant :

Bâtiment	Surface au sol (m2)	Code du travail		
		Surface géométrique d'évacuation (m2)	Nombre d'exutoire	Surface utile d'évacuation (m2)
N	7179,48	144	30	146,1
M	1153,36	24	5	24,35
	1161,29	24	5	24,35
	1164,56	24	5	24,35

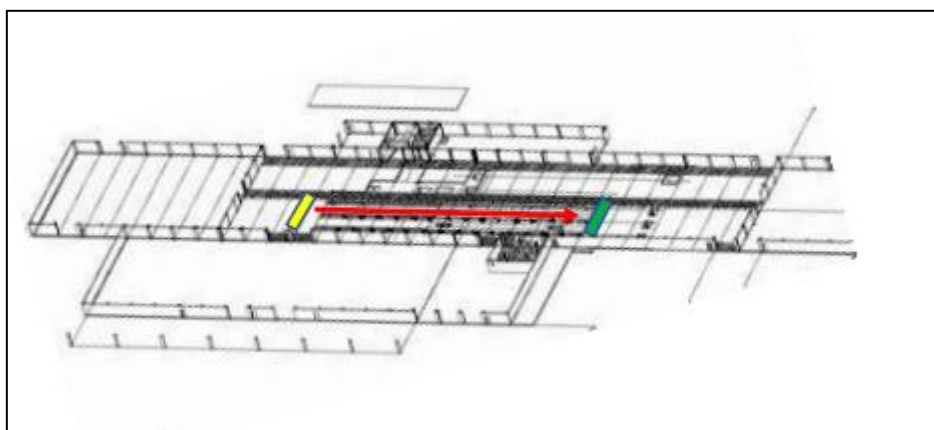
Le bâtiment N possède 30 exutoires de 4,87 m² permettant d'assurer les 144 m² d'exutoire demandé. Le bâtiment M possède 5 exutoires par cellules de stockage et donc 24,35 m² chacun pour respecter les 24 m² demandés.

Pour les bâtiments existants, les dimensions des exutoires mis en place se trouvent en annexe 24 et correspondent à une surface de 1% de la surface des bâtiments (code du travail). Une demande d'aménagement est donc réalisée.

Bâtiment	Surface au sol (m2)	Code du travail			
		Surface géométrique d'évacuation (m2)	Nombre d'exutoire	Surface utile d'évacuation (m2)	Surface présente ou future (m2)
H	3840	38	4	19	541,2
	1152	12	2	6	
D	2860	29	4	15	68,96
G	2700	28	3	14	108,6
E	5226	52	6	26	361,96
F	2628	26	3	13	141,37
I	1440	15	2	8	9,62

17.1.3. Localisation des risques

Concernant la rubrique ICPE 2260, le risque est quasiment nul car il n'y a pas de stockage dans le bâtiment teillage. Les balles de pailles sont mises en place en début de ligne de process (zone jaune sur le plan ci-dessous) pour être à l'issue du teillage reprise en bout de ligne (zone verte sur le plan ci-dessous).



Une étude a permis de déterminer que la concentration de poussière pouvant créer une zone ATEX se trouve uniquement au niveau des filtres de dépoussiérage (annexe 40). Il n'y a donc pas d'autres endroits ATEX sur le site. La localisation de ces filtres se trouve en annexe 40.

17.2. Existant

Concernant les bâtiments I, J, K, L, les besoins en eau sont les suivants :

Nom	Débit en m3/h	Volume sur deux heures
Bâtiment I	150	300

Bâtiment J	510	1020
Bâtiment K	300	600
Bâtiment L	180	360

Les notes de calcul D9 sont en annexe 12.

Incendie bâtiment I :

Le bâtiment I est couvert par une bâche souple de 600 m³ et de débit 300 m³/h. Le volume et le débit sont donc suffisants.

Incendie bâtiment J :

Le bâtiment J est couvert par une bâche souple de 600 m³ et une nouvelle poche incendie de 600 m³ avec débit 300 m³/h. Le volume disponible est donc suffisant en cas d'incendie du bâtiment J. En supplément une nouvelle bouche de 65 m³/h couvre également le bâtiment.

Incendie bâtiment K :

Le bâtiment est couvert par une nouvelle poche incendie de 600 m³ avec débit 300 m³/h. Le volume est donc suffisant en cas d'incendie.

Incendie bâtiment L :

Le bâtiment est couvert par une nouvelle poche incendie de 600 m³ avec débit de 300 m³/h. Le volume est donc suffisant en cas d'incendie.

Le positionnement des aires de stationnement des engins permet à ce qu'un incendie soit maîtrisé rapidement en tout point et que ce positionnement respecte les distances de déploiement des secours.

Le plan d'intervention et d'évacuation en annexe 8 montre l'emplacement des différents extincteurs dans les bâtiments.

Besoin en rétention des eaux d'extinction :

La note de calcul D9A se trouve en annexe 12.

Les eaux sont collectées via des regards à grille et un réseau enterré. La voirie est bitumée et entièrement imperméabilisée.

Le bâtiment I dispose d'un bassin de confinement agrandi au sud du site de 1350 m³ et d'un nouveau bassin de 800 m³ au nord du site et d'après le D9A seulement 403 m³ est nécessaire pour le confinement

Le bâtiment J voit ses eaux d'extinction être dirigées vers le bassin de confinement agrandi au sud du site. Le volume nécessaire au confinement d'après le D9A est de 1336 m³. Ce volume sera recueilli par le bassin agrandi de 1350 m³.

Les eaux des bâtiments K et L seront dirigées vers le nouveau bassin agrandi de confinement au sud du site de 1350 m³.

En cas d'incendie du bâtiment K, le besoin en rétention est de 916 m³.

Concernant le bâtiment L, le besoin est de seulement 676 m³.

En cas d'incendie d'un des bâtiments, le pire scénario retenu est l'incendie du bâtiment J devant gérer 1336 m³. Le bassin de confinement de 1350 m³ est donc suffisant.

Bâtiments B, D, E, F, G et H :

Le pire scénario en cas d'incendie serait l'incendie des bâtiments E, F et G (voir D9 en annexe 12) :

Bâtiment	Débit m ³ /h	Volume sur 2h en m ³
E, F et G	690	1380
H	330	660
B	210	420
D	270	540

Les bâtiments E, F et G seront couverts par 6 bouches d'incendie de (42, 96, 70, 83, 52, 65) m³/h et 2 réserves incendie (bâche souple de 600 m³ et poche souple de 450 m³) soit un total de 1 866 m³ en deux heures uniquement avec les bâches souples.

Le bâtiment H est couvert par 4 bouches incendie de 83, 52, 50 (52 et 54 mais problème de fuite identifié en cours de réparation sinon minimum 60 m³/h), 65 m³/h et une réserve bâche souple de 600 m³ soit un total de 1100 m³ en deux heures.

Le bâtiment B est couvert par 3 bouches incendie de 42, 96 et 70 m³/h et une poche souple de 450 m³ soit 782 m³ au total pendant deux heures (866 avec la bouche de 42 m³/h).

Le bâtiment D est couvert par 2 bouches incendie de 70 et 83 m³/h et une poche souple de 450 m³ soit un total de 756 m³ pour 2 heures.

Distance entre les moyens de lutte incendie (annexe 29)

Le positionnement des aires de stationnement des engins permet à ce qu'un incendie soit maîtrisé rapidement en tout point et que ce positionnement respecte les distances de déploiement des secours (voir plan incendie en annexe 3).

Le plan d'intervention en annexe 8 montre l'emplacement des différents extincteurs dans les bâtiments et des RIA.

Rétention des eaux d'incendie :

Le calcul D9A est présent en annexe 12.

Concernant les bâtiments E et F, le besoin de rétention des eaux d'incendie est de 925 m³. Le confinement se fait à l'intérieur des bâtiments via des caves bétonnées situées sous les bâtiments E et F d'une capacité de 1580 m³ et 1600 m³. Ce volume sert de rétention et est suffisant.

Concernant le bâtiment G, le besoin de rétention des eaux d'incendie est de 507 m³ confiné dans un nouveau bassin de 740 m³ qui est donc suffisant.

Concernant le bâtiment B, le besoin en rétention est de 567 m³. Le confinement se fera par un nouveau bassin de confinement de 800 m³.

Concernant le bâtiment D, le besoin en rétention est de 740 m³. Le confinement se fait grâce à un nouveau bassin de rétention de 740 m³.

Concernant le bâtiment H, le besoin en rétention est de 1180 m³. Le confinement se fera via le nouveau bassin de confinement de 1440 m³ du projet.

Désenfumage :

Le site est en cours de remise aux normes concernant le désenfumage des bâtiments existant. L'étude désenfumage des bâtiments existants et les devis se trouve en annexe 10. Pour les bâtiments existants, les dimensions des exutoires mis en place se trouvent en annexe 24 et correspondent à une surface de 1% de la surface des bâtiments (code du travail). Une demande d'aménagement est donc réalisée.

Concernant les bâtiments J, K et L, il s'agit de stockage couvert ouvert, il n'y a donc pas de désenfumage.

Nouveau bassin confinement (partie D, C, ...) :



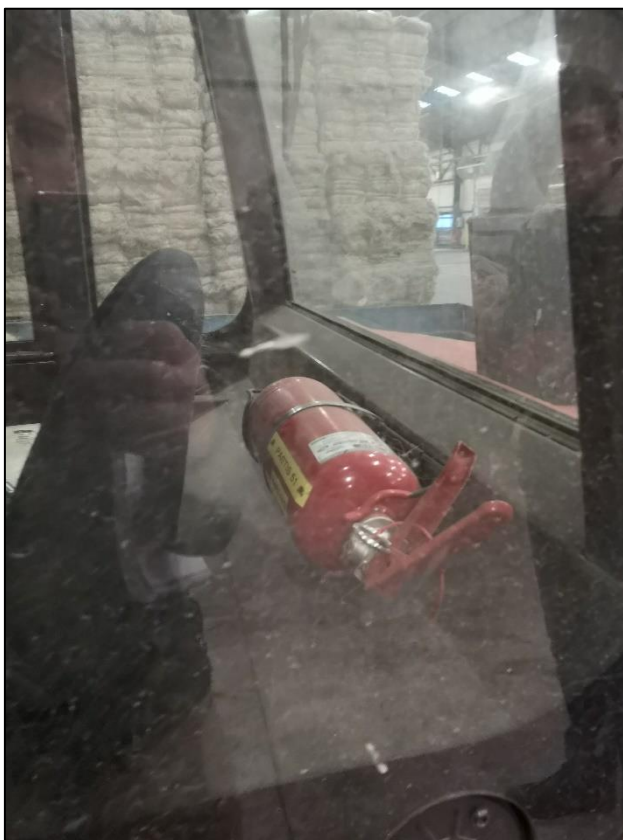
Bâche incendie 600 m3 :



Bouton coupure machine et alarme :



Extincteurs dans véhicule :



RIA :



Point de rassemblement :



18. Gestion des déchets

Les déchets provenant du site sont les suivants :

Type	Stockage	Elimination
Déchets verts	Bennes sur site	Filière adaptée
Déchets « cartons »	Bennes sur site	
Déchets ferrailles	Containers sur site	
Déchets « chiffons » de l'atelier	Containers sur site	
Déchets d'huiles usagées	Containers sur site	
Déchets ficelles de lins, jute, sisal	Bennes	Valorisation énergétique
Déchets ménagers DIB	-	Collecte par la communauté de communes
Poussière	Bennes sur site	Filière adaptée
Bidon (atelier)	Bennes sur site	Filière adaptée
Caillou	Bennes sur site	Récupération/recyclage par le site

Les bordereaux d'enlèvement des déchets sont présents en annexe 20.

18.1. Programme national de prévention des déchets 2014-2020

La « prévention des déchets » consiste à réduire la quantité ou la nocivité des déchets produits, en intervenant à la fois sur leur mode de production et de consommation. Elle présente un fort enjeu en permettant de réduire les impacts environnementaux et les coûts associés à la gestion des déchets, mais également les impacts environnementaux dus à l'extraction des ressources naturelles, à la production des biens et services, à leur distribution et à leur utilisation.

La France est déjà fortement engagée dans les démarches de prévention des déchets. Le premier plan national de prévention des déchets, réalisé de manière volontaire en 2004, a positionné la France comme l'un des pionniers de la prévention des déchets à l'échelle européenne.

Divers orientations stratégiques et flux prioritaires sont présents dans le plan notamment la réduction des DMA et DAE. Le site est surtout concerné par l'axe « prévention des déchets des entreprises » avec la mise en place de bonne pratique. Pour l'exploitation, les déchets sont repris par des entreprises agréées et ne produit que des déchets en lien avec le type d'exploitation.

Le projet ne va pas à l'encontre des objectifs du plan national de prévention des déchets.

18.2. Comptabilité avec le plan régional de Prévention et de Gestion des déchets des Hauts-de-France

Au travers du PRPGD, il s'agit d'engager une politique renouvelée sur les déchets Hauts-de-France afin de :

- privilégier la prévention en visant le « zéro déchet » ;
- faire du déchet une ressource pour apporter des réponses concrètes aux limites des ressources naturelles indispensables au bon fonctionnement de l'économie régionale et à la qualité de vie des habitants ;
- renforcer l'économie circulaire sur les territoires pour sortir d'un modèle linéaire non durable « extraire, produire, consommer, jeter » et recréer de la valeur de proximité ;
- encourager les acteurs régionaux à innover et investir dans les filières de valorisation du futur et soutenir la transition vers les changements de modèle économique porteur d'emplois non délocalisables ;

C'est pourquoi, la Région Haut-de-France simultanément à l'approbation du PRPGD porte un cadre d'actions pour accompagner les ménages, les entreprises et les collectivités dans l'ambition du PRPGD autour du déploiement du « Zéro déchet » et d'une économie circulaire des déchets ancrée dans les territoires. Le PRPGD des Hauts-de-France s'appuie ainsi sur quatre piliers principaux :

- la prévention au travers notamment du déploiement de l'économie circulaire,
- la valorisation matière et l'amélioration de la valorisation énergétique
- l'accompagnement dans sa mutation de la filière économique de traitement des déchets,
- l'animation des dynamiques régionales.

L'objectif du plan est d'atteindre une valorisation matière des déchets non dangereux de 58 % en 2020 et de 65 % en 2025 et de 67 % en 2031.

Le plan se décompose en 3 axes stratégiques déclinés en 21 orientations.

Orientations du PRPGD	Compatibilité du projet
Axe 1 : Réduire nos déchets à la source, transformer nos modes de consommation, inciter au tri et au recyclage	
Orientation 1 : Renforcer l'exemplarité des acteurs publics en matière de prévention et tri	Non concerné
Orientation 2 : Contribuer à la transformation des modes de consommation des citoyens et acteurs économiques assimilés	La production de déchets est en adéquation avec le type d'exploitation. Il n'est pas produit de déchets superflus. Ils sont éliminés par des entreprises agréées ou via la collecte publique pour les déchets ménagers.

<p>Orientation 3 : Contribuer à la transformation des modes de production et de consommation des acteurs économiques – hors biodéchets et BTP</p>	<p>Les seuls déchets produits par le site sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Déchets verts - Déchets « cartons » - Déchets ferrailles - Déchets « chiffons » de l'atelier - Déchets d'huiles usagées - Déchets ficelles de lins, jute, sisal - Déchets ménagers DIB - Poussière - Bidon (atelier) - Caillou <p>Tous ces produits sont repris par des entreprises agréées et sont des déchets usuels à ce type de sites. Les déchets administratifs type papier sont éliminés via la collecte de tri.</p>
<p>Orientation 4 : Déployer le tri à la source des biodéchets des activités économiques</p>	<p>Les déchets sont récupérés par des entreprises agréées se chargeant de leur élimination ou recyclage comme l'indique les bordereaux en annexe 20. Les poussières de lin sont généralement récupérées pour des agriculteurs afin de les épandre sur leurs champs.</p>
<p>Orientation 5 : Contribuer à l'évolution des modes de production et de consommation du BTP</p>	<p>Non concerné</p>
<p>Axe 2 : Collecter, valoriser et éliminer</p>	
<p>Orientation 6 : Améliorer la collecte et le tri des déchets ménagers et assimilés</p>	<p>Non concerné. Le site fait retirer ses déchets par des entreprises agréées. Les déchets ménagers usuels sont récupérés via la collecte publique et donc triés.</p>
<p>Orientation 7 : Augmenter la collecte et la valorisation des biodéchets</p>	<p>Les poussières de lin sont généralement récupérées pour des agriculteurs afin de les épandre sur leurs champs.</p>
<p>Orientation 8 : Améliorer la collecte et le tri des déchets d'activité économiques et du BTP</p>	<p>Les déchets administratifs type papier font l'objet d'un tri via la collecte locale. Les autres déchets (verts, cartons, ferrailles, ...) sont repris en filière adaptée. Stockage dans différentes bennes sur site.</p>
<p>Orientation 9 : Améliorer la collecte et le traitement des déchets dangereux, des déchets d'équipements électriques et électroniques et des véhicules hors d'usage</p>	<p>Non concerné. Pas de déchets dangereux sur le site. L'huile usagée est reprise en filière adaptée.</p>
<p>Orientation 10 : Développer la valorisation matière</p>	<p>Non concerné</p>
<p>Orientation 11 : Développer la valorisation énergétique des déchets ne pouvant faire</p>	<p>Non concerné. Les déchets partent en filière</p>

l'objet d'une valorisation matière	adaptée.
Orientation 12 : Renforcer les performances des centres de valorisation énergétique et rationaliser les investissements	Non concerné
Orientation 13 : Adapter les installations de stockage des déchets non dangereux à la réduction des gisements	Les déchets sont stockés dans des bennes étanches sur site.
Orientation 14 : Limiter la part des déchets inertes destinés aux Installations de Stockage de déchets inertes en fonction des besoins et en limiter les impacts.	Le tri des déchets est fait en amont et la plupart partent en filière adaptée. Les déchets ménagers sont repris par la collecte publique.
Orientation 15 : Développer le recours aux modes de transports durables	Les déchets sont éliminés par des entreprises agréées et sont stockés temporairement sur site avant reprise dans des bennes. Il n'y a donc pas de déplacement superflu.
Orientation 16 : Réduire les déchets dans les milieux aquatiques, littoraux et marins	Non concerné
Orientation 17 : Gérer les déchets issus de situations exceptionnelles	Les produits (huile, oxygène, ...) sont stockés dans l'atelier sur des bacs de rétention dans un bâtiment avec sol étanche. Les eaux d'extinction sont récupérées via des bassins de confinement. En cas d'incendie, le bâtiment sinistré sera retiré, les matériaux brûlés seront envoyés en filière adaptée.
Orientation 18 : Lutter de manière coordonnée contre les dépôts sauvages	L'exploitation ne fera pas de dépôt sauvage. Les déchets étant repris par des entreprises agréées.
Axe 3 : Plan d'actions en faveur de l'économie circulaire	
Non concerné	

19. Produits

Les produits présents sur le site se trouvent dans le bâtiment C qui est l'atelier. Ces produits sont présents en faible quantité. Deux bouteilles d'oxygène y sont présentes (75 kg) et également deux bouteilles d'acétylène (90kg). Les autres produits comme l'huile, graisse, etc, ... se trouve en faible quantité sur des bacs de rétention étant égale à la moitié de la quantité de l'ensemble des réservoirs. L'atelier est également sur un sol étanche évitant tout risque de pollution accidentelle.



Le site possède également 2 cuves enterrées de GNR de 15 000 l chacune et une cuve enterrée de gazole de 2000 l. Ces cuves sont à double paroi et permettent l'alimentation de la distribution essence du site (à côté de la zone lavage). Elles sont également munies de limiteurs de remplissage. Les eaux de la zone de distribution sont récupérées de la même manière que ceux de l'air de lavage et traitées par un débourbeur-déshuileur.

Le justificatif de la quantité de distribution de la petite station essence est disponible en annexe 21.

Aire de lavage :

20. Eviter-Réduire-Compenser

20.1. Eviter

Le site réalise son extension sur une parcelle adjacente à sa partie existante. La parcelle est agricole et la Coopérative possède la maîtrise foncière de cette parcelle. Il est donc logique de réaliser cette extension à cet endroit. De plus, la parcelle se trouve à l'opposé des tiers et est seulement voisine de parcelle agricole. Les nuisances possibles sont donc réduites. La réalisation du projet à un autre endroit engendrerait des coûts supplémentaires et une augmentation de circulation importante. Le site stock la matière première et les produits finis sur un même lieu, la production se fait au même endroit. La centralisation du fonctionnement permet de réduire significativement les coûts. De plus, le site se trouve loin de tout site naturel. L'emplacement choisi est donc le plus judicieux.

20.2. Réduire

Un système de dépoussiérage permet de réduire les émissions atmosphériques du site en permettant le stockage de la poussière dans des bennes via l'humidification. Ces poussières sont ensuite éliminées via une filière adaptée.

La mise en place de séparateurs hydrocarbures avant bassin d'infiltration et rejet vers milieu naturel, permet de prévenir tout risque de pollution. Des analyses permettent de contrôler le bon fonctionnement du système.

Des bassins de confinement permettent en cas d'incendie de stocker les eaux d'extinction afin d'éviter toute pollution des milieux. Ces bassins ont été dimensionnés grâce au D9A réglementaire.

Les produits polluants du site sont stockés dans un atelier avec son étanche dur des bacs de rétention afin de se prémunir de toute pollution éventuelle.

La gestion des eaux pluviales se fait à la parcelle via des bassins d'infiltration ou rejet permettant de ne pas aggraver le risque de ruissellement. Des merlons paysagers autour du site permettent de réduire l'impact visuel du site mais également de gérer les ruissellements possibles en amont

Un nettoyage régulier a lieu afin de garder le site propre mais un nettoyage très poussé chaque année permet l'entretien complet du site.

20.3. Compenser

Il n'y a pas de compensation prévue du fait du peu d'impact du site et des moyens de réduction.

21. Remise en état du site après cessation

En cas d'arrêt d'activité de l'exploitation il faut tout d'abord assurer la sécurité environnementale du site afin d'éviter tout risque de pollution du milieu naturel.

Il est donc nécessaire de :

- Couper les arrivées d'électricité
- Couper les arrivées d'eaux
- Eliminer les stocks de produits polluants présents sur site
- Evacuer les éventuels « restes » de stockage (lin, paille, anas, étoupe, ...)
- Vider les cuves de GNR et fuel
- Evacuer les différentes machines présentes dans les bâtiments

- Evacuer les différents matériels présents dans le site (notamment dans l'atelier)
- Evacuer les différents véhicules du site
- Evacuer les éléments contre les incendies (extincteurs, RIA, ...)
- Nettoyer et balayer le site dans son intégralité
- Vidanger la fosse des eaux usées des bureaux et le débourbeur-déshuileur par un vidangeur agréé
- Fermer le site afin d'éviter toute intrusion

Dans un second temps, après remise en état du site et tous risques de pollution écartée, la solution envisagée par la COOP AGRICOLE est de conserver les structures et de les reconverter en zone de stockage agricole (notamment du matériel agricole pouvant servir pour les cultures présentes proches du site). L'avis des maires de Saint-Maxent et Martainneville sur les conditions de remise en état du site après cessation est disponible en annexe 21.

22. Plan de protection atmosphère

Il n'existe pas encore de plan de protection sur le territoire de la Somme. Le seul existant sur le territoire picard est celui du Nord-Pas de Calais.

23. Demande d'aménagement des prescriptions

Dérogation pour l'article 5 de l'annexe 2 de l'arrêté de prescription de la rubrique 1510 :

Le bâtiment B ne possède pas de désenfumage. Il fait, cependant, l'objet d'une demande d'aménagement des prescriptions.

En effet, des tôles translucides se trouvent sur 22,64 % de sa superficie soit plus de 2%. En cas d'incendie, ces dernières fondent afin d'évacuer la fumée de l'incendie. Le SDIS autorise ce procédé pour les bâtiments existants. Une note est présente en annexe 36 (justifiant du procédé) avec les documents expliquant l'ensemble des caractéristiques techniques des tôles notamment avec la température à laquelle fonde les tôles (110 °C). Dans ce procédé, les tôles assurant la même fonction que le désenfumage sachant que la fumée s'évacuera par le toit grâce à la disparition des tôles. De plus, la superficie de désenfumage est largement supérieure à 2% de la superficie du bâtiment (463,68 m² de tôle pour une superficie de bâtiment de 2048 m²).

Il est demandé un aménagement des prescriptions pour cet article également pour les bâtiments I, D, G et H1 sachant que les calculs et la mise en place des exutoires ont été basés sur le code du travail et correspondent à une superficie de 1 % du bâtiment et non 2 %. La présence de tôle translucide permet d'assurer une sécurité égale. La dimension des exutoires a été reprise en annexe 24. Le calcul a été réalisé suivant le même procédé que le bâtiment B. L'annexe 24 représente la dimension des exutoires sur le système de désenfumage et également le dimensionnement en prenant en compte les tôles translucides.

Les tôles translucides présentes sur les bâtiments sont les mêmes que pour le bâtiment B et possèdent donc les mêmes caractéristiques de température (110 °C) présentées en annexe 36. Il s'agira du même procédé de fonctionnement que le bâtiment B.

Dérogation pour l'article 13 de l'arrêté de prescription de la rubrique 2260 :

Il est demandé un aménagement des prescriptions pour cet article également pour les bâtiments E, F et H2 sachant que les calculs et la mise en place des exutoires ont été basés sur le code du travail et correspondent à une superficie de 1 % du bâtiment et non 2 %. La présence de tôle translucide permet d'assurer une sécurité égale. La dimension des exutoires a été reprise en annexe 24. Le calcul a été réalisé suivant le même procédé que le bâtiment B. L'annexe 24 représente la dimension des exutoires sur le système de désenfumage et également le dimensionnement en prenant en compte les tôles translucides.

Les tôles translucides présentes sur les bâtiments sont les mêmes que pour le bâtiment B et possèdent donc les mêmes caractéristiques de température (110 °C) présentées en annexe 36. Il s'agira du même procédé de fonctionnement que le bâtiment B.

Dérogation pour l'article 10 de l'arrêté de prescription de la rubrique 2260 :

Concernant l'article 10 de l'arrêté de prescriptions de la rubrique 2260, « le nettoyage est réalisé à l'aide d'appareils qui présentent toutes les garanties de sécurité nécessaires pour éviter l'incendie et l'explosion. », le nettoyage est réalisé grâce à un système d'aspiration sous les appareils de production de teillage amenant la poussière et autres résidus à un système de

filtre puis dans des bennes étanches. Les poussières et autres résidus sont amenés aux systèmes d'aspiration grâce à des balais « raclette » évitant les amas de poussière et de résidus de filasse. En effet, il s'agit de raclette qui n'amène pas d'envoler de poussière mais racle uniquement les surfaces. Il n'y a pas de mise en suspension de poussière grâce au système d'aspiration et le nettoyage régulier de la zone de production. Le système est relié aux lignes de production possédant un système de sonde de température permettant l'arrêt de la machine en cas d'échauffement et donc d'une détection incendie rapide. Le système possède donc toutes les garanties de sécurité nécessaire pour éviter l'incendie et l'explosion. Les zones de filtre en hauteur possèdent des événements explosion permettant de limiter le risque et sont placées en zone ATEX.